CHAPITRE VII

LES PROBLEMES ECONOMIQUES

PENDANT LA PERIODE DE LA CONVENTION

I – Le Maximum. La grande disette de l'an II. Les réquisitions de grains pour la population au début de l'an III

A travers les conflits ayant opposé Saint-Laurent et Morez, j'ai traité précédemment de certains aspects des tensions connues sur les subsistances dans le Haut-Jura au cours des années 1789 et 1790.

L'étude de la disette subie par le Grandvaux en l'an II est indissociable de ce qui s'est passé dans le district de Condat-Montagne et notamment du travail considérable accompli par le directoire de ce district et des mesures plus globales qui y ont été prises. L'étude faite dans ce chapitre portera donc aussi pour une grande part sur la disette qui a frappée le district de Saint-Claude. Toutefois je n'oublierai pas le cadre géographique de cet ouvrage et l'analyse sera souvent recentrée sur le Grandvaux. Ce travail sera accompagné, de manière quasi naturelle, de l'exposé des éléments recueillis concernant l'application des lois sur le maximum.

Les administrateurs du directoire du département informent le 14 juin 1792, ceux du district de Saint-Claude qu'un arrivage de blé est parvenu à Toulon en provenance de l'étranger. Le ministre de l'intérieur a bien voulu réserver mille quintaux pour le département du Jura. A la fin juin ce blé doit arriver à Tournus ou à Cuisery, deux communes de Saône-et-Loire assez proches l'une de l'autre. Ces mille quintaux sont en fait destinés au district de Saint-Claude et les administrateurs départementaux "voudraient que des voituriers de ce pays allassent les charger à Tournus ou à Cuisery pour les amener directement à Saint-Claude." Ils demandent simultanément une prompte réponse.

Situé sur un sol montagneux, le district de Saint-Claude manque habituellement de grains, et doit importer des régions voisines les céréales qui font défaut. Cette arrivée ne provoque pas cependant un fort sentiment de joie aux administrateurs du district. Leur réponse du 16 juin donne quelques détails sur la réalisation des opérations de transport de l'époque et l'on pourra utilement comparer le style de cette correspondance avec les courriers retranscrits plus loin : "Dans ce moment-ci, messieurs, il nous serait impossible de trouver dans ce district des voituriers qui voulussent aller charger à Tournus ou à Cuisery le blé que vous avez eu la bonté de nous destiner pour les amener directement à Saint-Claude. Les voituriers qui font leur commerce de **roulage** –d'où le mot de roulier utilisé à Saint-

Laurent- sont sur les routes de toutes les parties du royaume et ceux de la basse montagne ne sont point dans l'habitude d'étendre leurs voyages au-delà des limites du département. (...) Nous souffrons, messieurs, de ne pouvoir vous fournir les moyens de faire arriver les ressources que vous avez bien voulu ménager aux habitants de ce ressort, mais tout ce que nous pouvons faire c'est de faire prendre les grains à Lons-le-Saunier au premier avis que vous nous donnerez de leur arrivée dans cette ville¹."

La commune de Saint-Laurent reçoit alors 26 sacs de blé représentant un poids de 4677 livres. La municipalité fait cependant savoir vers le 17 août 1792, "qu'elle refuse d'en lever davantage parce qu'elle n'en trouve pas le débit sur son marché, qu'il ne s'y vend que des menues graines²." Le marché de Saint-Laurent n'absorbe donc alors que moins de la moitié des grains qui lui avaient été réservés.

Il faut probablement déduire de ces diverses précisions que, malgré l'état de guerre existant alors et les pénuries, les habitants des montagnes du Jura ne manquèrent pas de grains au cours de l'hiver 1792-1793.

Il en fut tout autrement l'année suivante. Avec la chute du pouvoir d'achat des assignats, les grains commencent à représenter une meilleure garantie que ces assignats. Aussi, les paysans des régions françaises productrices cherchent souvent à conserver les fruits de leur récolte et les prix grimpent encore plus. Le 4 mai 1793 une première loi est votée fixant un prix de vente maximum pour les grains et la farine. Une autre loi du 29 septembre 1793 élargit le champ de la loi du maximum à un grand nombre de denrées et également aux salaires. Les paysans cachent alors leur récolte et les marchés ne sont plus régulièrement approvisionnés. Il faut alors recourir à des recensements des grains souvent de force et, dans les régions productrices, à des réquisitions.

Le lecteur ne doit pas perdre de vue qu'en de nombreuses situations décrites ci-après, les règles usuelles du commerce et du ravitaillement sont faussées par l'application des lois du maximum qui fixent autoritairement les prix. Cette règle est obligatoire pour l'administration et surtout l'armée, mais en fait elle n'est pas ou peu observée entre particuliers. Cette particularité du maximum n'est pas rappelée très souvent dans les correspondances ou textes examinés et, faute d'élément, il m'est assez difficile de souligner alors cet aspect. On peut, par exemple, sans peine imaginer que tel ou tel agriculteur du Grandvaux, d'Orgelet, de Bletterans ou de Louhans avait au printemps de 1794 des grains en quantité excédentaire et qu'il tenait absolument à essayer de ne vendre ces grains qu'à un tarif plus favorable pour lui, dépassant le prix fixé par le maximum.

Le département du Jura constitue en outre un cas particulier. A la suite de la période du fédéralisme jurassien et par décret de la Convention du 9 août 1793, la ville de Lons-le-Saunier est déclarée en état de rébellion. En conséquence, il est interdit de la ravitailler. Les départements voisins en déduisent assez rapidement que la mesure concerne l'ensemble du département du Jura et conservent d'autant plus aisément leurs grains.

D'autres éléments interviennent, comme la sécheresse de 1793 ou les réquisitions faites au profit des armées françaises, et sont évoqués à plusieurs reprises dans les lignes qui suivent. Je souligne également que ce chapitre sera l'occasion de décrire maints détails sur les opérations de transport de cette époque.

A – Présentation du maximum

1) - La première loi du 4 mai 1793 sur les subsistances, concernant le maximum

La loi du 4 mai 1793 prévoit plusieurs mesures pour contrôler le commerce des grains et notamment un prix maximum qui doit être fixé en fonction des prix observés dans chaque département depuis le début de l'année 1793. Le directoire du district de Saint-Claude, "considérant qu'il est de son devoir et de l'humanité de hâter la jouissance de la loi pour toutes les classes des citoyens et principalement pour la classe indigente," fait diligence pour communiquer au directoire du département les prix recueillis sur les marchés de Saint-Claude, Moirans, Morez et Saint-Laurent. Mais ce prix maximum doit décroître par la suite et notamment les prix doivent impérativement baisser d'un dixième au 1^{er} juin 1793. L'administration du département, en fonction des renseignements recueillis, fixe donc pour chaque marché les nouveaux tarifs maximums des grains applicables à cette date.

Les marchands de Saint-Claude se plaignent au début du mois de juin 1793 auprès du directoire de leur district. Ils ont été obligés le premier juin d'appliquer la loi du maximum, mais ils veulent des dédommagements. Ils achètent en effet leurs grains une fois par semaine soit au marché de Moirans ou d'ailleurs et leurs derniers achats ont été réalisés alors que la loi du maximum n'était pas encore en vigueur. Ils ont donc vendu les grains avec perte. Ils ont payé fin mai la mesure de froment à Moirans ou ailleurs à 5 livres et 12 sous alors qu'en juin le maximum ne s'établit qu'à 5 livres, un sou et deux deniers. Le directoire du district considère le 5 juin que "les commerçants sont les seuls approvisionneurs de la ville de Saint-Claude et que sans eux elle se trouverait le plus souvent dans la disette la plus cruelle et la plus terrible." Il décide donc "qu'une indemnité de six sous par chaque mesure doit être accordée à chaque réclamant" sur justification des achats effectués³.

Les administrateurs composant le directoire du district informent le conseil général du département de cette situation. Ils envoient le 7 juin deux commissaires, l'un de la ville de Saint-Claude, l'autre du district, pour exposer aux administrateurs du département "la détresse de ce district et pour lui demander de la faire cesser sans aucun délai parce qu'il y va de la tranquillité publique."

Le directoire du département du Jura vient de créer le Conseil général de salut public et se trouve donc alors au début de la période fédéraliste. Il examine néanmoins certains problèmes créés par la loi du maximum dans sa séance du 8 juin. Il décide de prendre des renseignements auprès des municipalités où des marchés existent. Celles-ci devront faire connaître les inconvénients qu'elles ont rencontrés. Le procès-verbal indique ensuite "que la ville de Saint-Claude alimente ses marchés des emplettes faites sur celui de Lons-le-Saunier, qu'il résulte de la comparaison des taxes que les acheteurs perdraient au-delà des frais de conduite, la municipalité de Saint-Claude a été autorisée à ajouter au maximum du marché de Lons-le-Saunier le prix de la voiture qui sera réglé par elle-même."

Au cours de la réunion du 9 juin, il est "fait lecture de l'arrêté du directoire du district et du conseil général de la commune de Saint-Claude réunis, ainsi que d'une lettre par eux adressée au directoire du département datée du 9 du présent mois, où

l'on peint la situation effrayante de la ville et du district de Saint-Claude dans lequel il ne reste aucune subsistance, qui ne reçoit plus d'approvisionnement du commerce depuis l'exécution de la loi du 4 mai dernier et la taxe du maximum du prix des grains et où les réquisitions sont inutiles et impraticables."

Le conseil prend connaissance d'autres nouvelles : En Arbois, les marchés sont presque entièrement dégarnis, la municipalité de Poligny est très inquiète, celle de Lons-le-Saunier demande à l'unanimité la suspension provisoire de cette taxe, il n'a pas été porté une seule mesure de froment hier sur le marché d'Orgelet et le peuple annonce partout son mécontentement.

Le Conseil général de salut public du département, considérant que les besoins du peuple sont pressants et que le plus léger retard peut altérer la tranquillité publique, que l'opinion générale est suffisamment manifestée, "que la loi du 4 mai excite un mécontentement universel dans les campagnes, qu'elle n'est pas moins fatale aux villes puisque loin d'y apporter l'abondance elle produit l'effet opposé, que les réquisitions sont impossibles dans quelques districts, tel que celui de Saint-Claude dans le ressort duquel il n'existe aucun excédent, qu'elles ne peuvent se concilier avec la libre circulation," que le prix du blé est plus élevé dans les départements voisins et que les blés du Jura pourraient ainsi s'élever, que le prix du maximum du blé dans le département du Jura est artificiellement inférieur au prix du maximum des départements voisins et bien d'autres aspects, arrête que l'exécution de la loi du 4 mai relative aux subsistances est **provisoirement suspendue** pour ce qui concerne le maximum. Cette première loi du maximum ne fut donc pas appliquée dans le département du Jura⁴.

Dans les départements voisins et notamment en Saône-et-Loire, cette loi concernant les prix maximum fut en revanche mise en application mais avec difficulté.

2 - Les tarifs résultant des décrets des 4 et 29 septembre 1793 et de 1794

a) Les tarifs en octobre novembre 1793

Dans un premier temps le décret du 4 septembre 1793 qui fixe le prix des grains au quintal dans toute la France fut ignoré dans le district de Saint-Claude.

La commune de **Saint-Laurent** possède un marché qu'elle tente de développer. La municipalité fixe le 16 octobre 1793 et de manière provisoire "pour le présent jour seulement" le maximum des grains. Le prix du blé froment est fixé à 16 livres 12 sols et 6 deniers et celui de l'orge à 11 livres, douze sols et 6 deniers. La délibération ne précise pas l'unité de vente retenue. Compte tenu des précisions qui suivent, il semblerait que le prix soit exprimé au quintal. La municipalité observe en outre "qu'il n'a paru aucun grain froment sur le marché et très peu d'orge et point d'avoine." On ne sait pas s'il faut comprendre que c'est le niveau tarifaire retenu, éventuellement fixé en baisse, qui a entraîné ou non ce manque de marchandises.

Le conseil général de Saint-Laurent se réunit de manière extraordinaire le 21 octobre, "de l'avis du comité de surveillance pour la taxe des denrées de première nécessité." Il délibère que provisoirement les prix de détail seraient fixés "à 5 sols la livre de pain, le vin rouge à 17 sols, le vin blanc à 14, la viande de vache à 6 sols 8 deniers et le fromage en détail à 14 sols aussi la livre." On verra ci-après que le

prix du vin est fixé à la pinte. Cet arrêté sera affiché et "publié au son de la caisse dans toute la commune ainsi que la loi du 29 septembre dernier et l'arrêté du district de Saint-Claude sur la taxe des denrées de première nécessité à nous remis le présent jour⁵."

Le conseil général de La Chaumusse s'assemble de même le 29 octobre pour procéder à la taxe provisoire des denrées de première nécessité. Il fixe le prix de "la livre du pain bled et froment à 5 sous la livre, la viande de vache à 6 sous la livre, le vin rouge à 16 sous la pinte, le vin blanc à 13 sous la pinte et le fromage à 12 sous la livre⁶." On peut remarquer que les prix sont généralement moins élevés à La Chaumusse qu'à Saint-Laurent.

Le décret du 29 septembre 1793 prévoit que le prix des marchandises est fixé généralement en majorant d'un tiers les prix de 1790. Les salaires ne peuvent, quant à eux, être supérieurs de plus de moitié à ceux pratiqués en 1790. Ceux qui ne respectent pas le tarif du maximum sont condamnés à une amende et inscrits sur la liste des suspects.

Chaque district doit établir le tarif du maximum d'après ses données propres. Une première séance de travail y est consacrée par les administrateurs le **16 octobre**, au cours de laquelle il est décidé d'imprimer 2000 exemplaires précédés d'une adresse "pour prémunir le peuple contre les intrigues des malveillants qui pourraient l'égarer sur les vraies dispositions de cette loi sage et bienfaisante." Le directoire du district établit un premier tableau sorti rapidement de l'impression. Cependant il apparaît "imparfait" et on imprime le 10 novembre "un tableau du maximum ou plus haut prix des marchandises ou comestibles de première nécessité suivant la taxe faite par le directoire du district de Saint-Claude" conservé aux archives départementales. Le directoire délibère finalement le 17 novembre que "la Convention nationale a ajouté plusieurs objets à ceux qu'elle avait d'abord indiqué comme de première nécessité" et qu'il a reçu des renseignements complémentaires. Il annule donc les tarifs imprimés précédemment et fixe de nouveaux prix maximums, généralement en hausse par rapport aux précédents pour ceux qui dépendent de son pouvoir⁷.

On trouve notamment le rappel de la taxation fixée par la loi pour le tabac, le sel à raison de 2 sous la livre et le savon 25 sous. Le tarif des graines est prévu par le premier décret du 4 septembre :

Le bled froment	14 livres le quintal
Le bled méteil froment, seigle de première qualité	12 livres le quintal
L'orge de 1ere qualité	9 livres le quintal
Turquie de première qualité (maïs)	8 livres le quintal
Sarazin ou bled noir	7 livres le quintal
Avoine 1ere qualité	14 livres le quintal

Un additif important indique qu'il faut ajouter au prix des grains et pailles, "les frais de transport dès le lieu du chargement jusqu'à celui du déchargement, à raison de cinq sols (le quintal) par lieue de poste par les grandes routes et de six sols par les chemins de traverse." Le décret précise en outre, que tout **roulier** qui refuse de se conformer à ce taux peut être mis en réquisition.

Le prix des aliments fixé par le directoire du district est également mentionné : par exemple la viande de bœuf et de mouton au prix de 8 sous la livre, la viande de vache 6 sous et 8 deniers, le lard salé 16 sous, le beurre 13 sous et 4 deniers la livre à la fabrique, le fromage 48 livres le cent ou en détail 12 sous la livre, la douzaine d'œufs 8 sous, le lait 4 sous la pinte (à la mesure de Saint-Claude), le miel 16 sous la livre, etc.... Le tarif du maximum indique à la suite le prix des graisses, chandelles et huiles.

Le prix du vin est également porté : le vin vieux de 1791 est taxé à 21 livres et 6 sous le baral^a, ou au détail à 17 sols la pinte -le baral contient 30 pintes à la mesure de Saint-Claude-, le vin nouveau est taxé à 18 livres 13 sous le baral et 16 sous la pinte tandis que le vin blanc est taxés à 17 livres 6 sous le baral ou à 16 sous la pinte. Les administrateurs du district prennent soin de préciser que dans les communes qui n'utiliseraient pas pour mesure la pinte de Saint-Claude, de nouveaux tarifs doivent être déterminés par chaque municipalité en fonction du volume de leur pinte.

On trouve également le tarif maximum des cuirs et peaux. Les souliers forts et ferrés de première classe à deux semelles, cuir fort, cloués dans les bords et au milieu sont taxés à 9 livres et 13 sous et 4 deniers la paire, les souliers de femme, à talon de bois 4 livres 13 sous et 4 deniers, ceux à talon de cuir, 5 livres 6 sous et 8 deniers ou ceux ferrés de 1^{re} qualité à 6 livres, les souliers d'enfant dès 5 ans jusqu'à 8 ans, 2 livres 13 sous et 4 deniers, une paire de sabots grands de bois de bonne qualité 16 sous, les bottes mi-fortes 32 livres, etc. ...

Ce tarif maximum précise également, de manière très détaillée, les tarifs des métaux, des clous, des étoffes et toiles, des chapeaux, des mouchoirs, des légumes (par exemple, riz, pois en fèves, lentilles, haricots, noix et pommes de terre taxées à raison de 1 livre 6 sous et 8 deniers la mesure), des papiers, bois, charbons, planches, chariots, etc. ...

Quant aux serruriers, taillandiers, quincailliers, horlogers, etc., "ils se conformeront pour la vente de leurs marchandises aux prix du mois de juin de l'année 1790 en y ajoutant le tiers en sus."

Il appartient par ailleurs aux conseils généraux de chaque commune de déterminer le taux des salaires de 1790 et donc le maximum de ceux-ci.

b) Les tarifs en juillet 1794

Un autre tableau du maximum comprenant 112 pages est imprimé début juillet 1794. Le nouveau barème, très détaillé, tient compte des frais de transport depuis le lieu de production, d'une majoration de prix du tiers en sus de celui de 1790 et d'une marge de 10 % pour le détaillant vendeur.

Le bœuf est censé venir de Bourg-en-Bresse, ville distante de 22 lieues mais les vaches, des communes voisines de Condat-Montagne ci-devant Saint-Claude, supposées distantes de 6 lieues. En définitif, le bœuf et le mouton sont taxés à raison de 10 sols la livre et la vache pour 8 sols seulement.

^a Les dictionnaires détaillés anciens indiquent un barral, des barraux. Je retiens néanmoins l'orthographe locale mentionnée par le document. Voir la définition des mesures en début de cet ouvrage.

On distingue de même le vin rouge de première, deuxième ou troisième qualité des districts de Lons-le-Saunier, de Poligny et d'Arbois selon la taxe établie par chacun de ces districts et la distance de 12 lieues pour Lons-le-Saunier et de 18 lieues pour les deux autres districts. La vente au baral est considérée comme vente en gros ne donnant lieu qu'à l'attribution d'une marge bénéficiaire de 5%. En définitif, les vins de première qualité de Lons-le-Saunier (taxés à 20 livres le baral dans ce district) peuvent être vendus 24 livres 18 sols et 9 deniers le baral et 18 sols et 3 deniers la pinte (de Condat), ceux de Poligny, 26 livres 3 sols le baral ou 19 sols la pinte et ceux d'Arbois seulement 25 livres et 18 sols le baral mais 19 sols la pinte également.

On peut également relever les prix maximums de vente des harengs blancs de Boulogne, des truites de Condat-Montagne au prix de 15 sous la livre, des **brochets du Grandvaux** au prix d'une livre la livre, de la poule au prix de 13 sous et 9 deniers, des fèves blanches de Lons-le-Saunier, des lentilles d'Orgelet, du beurre frais taxé 15 sous 6 deniers la livre, des œufs pour 8 sous et 6 deniers la douzaine. Le fromage dit de gruyère est taxé en gros à 77 livres et 12 sous le cent et au détail à 17 sous la livre, ce qui représente pour ce produit, une forte majoration par rapport à la taxation de novembre 1793.

On trouve encore différents tarifs concernant des laines et draperies dont les très diverses provenances sont mentionnées de manière détaillées, toiles, fils et cotons, fers, quincaillerie sur de nombreuses pages, "la corde de bois à brûler rendue à Condat," etc.

B – La grande disette de l'an II

Les administrateurs du district de Saint-Claude affirment lors de la séance du 7 août 1793 que les cultivateurs du district sont éplorés : "Une sécheresse brûlante a détruit leurs espérances en dévorant leurs chétives moissons." Dans certains lieux on voit "une pincée de terre, couvrant à peine une pierraille que la chaleur a rendu friable comme le sable du désert. (...) Un grand nombre de cultivateurs de ce ressort ne recueilleront pas la quantité des grains qu'ils ont confiés à la terre." La récolte s'annonce donc plutôt mauvaise dans ce district.

Une loi du 17 août 1793 ordonne déjà un recensement général des grains provenant des récoltes. En vertu de cette loi, le conseil général de la commune de **Saint-Laurent** assemblé le 22 septembre 1793 procède à l'élection de deux commissaires Claude-François Poncet, officier municipal et Amable Pia, notable. Ils sont "chargés d'aller dans le courant de la semaine prochaine chez tous les particuliers composant la commune qui feront leur déclaration." Ils feront ensuite la récapitulation des grains récoltés.

Dans le district, la pénurie touche tout d'abord la ville de Saint-Claude dès les premiers jours qui suivent la mise en place du maximum. Les administrateurs du district voisin d'Orgelet témoignent leur sollicitude et offrent le 14 octobre "la quantité de 100 mesures de bled provenant des réquisitions faites aux communes

voisines." Le directoire du district exprime bien sûr ses sentiments de reconnaissances, mais cette aide ne peut suffire bien longtemps.

Les agriculteurs préfèrent conserver leurs grains plutôt que d'approvisionner les marchés au prix de la taxe. Les administrateurs montagnards du district en place depuis le 7 octobre estiment le 19 octobre "qu'il est temps de terrasser sans retour l'affreux égoïsme, d'apprendre aux égoïstes que les fruits de la terre ne leur appartiennent point, mais à la société entière moyennant une légitime rétribution, d'apprendre aux habitants des campagnes égarés sans doute par des malveillants que sans l'obéissance aux lois, il ne peut exister de liberté, que l'administration aura toujours les yeux ouverts sur les intérêts du peuple et fera rigoureusement punir les accapareurs et tous ceux qui refuseraient de se soumettre à la loi bienfaisante de la taxe⁸."

Le directoire du district alerte la Commission administrative de Dole dès le 21 octobre 1793 sur la pénurie des grains et "la triste situation du district" et lui présente un mémoire. Il faudrait notamment que les districts de la plaine "aient à requérir les habitants à approvisionner leurs marchés."

Dans l'urgence, ce directoire requiert le 23 octobre douze communes situées dans la partie la moins élevée du district de Saint-Claude de fournir 1320 mesures de froment et nomme des commissaires à cet effet. Simultanément il est demandé au district d'Orgelet "de donner 1500 mesures de grains tant froment, qu'orge et mêlée." Le district d'Orgelet donne une suite favorable mais partielle et le directoire de Saint-Claude lui en envoie le paiement avec des remerciements. Les marchés ne sont plus approvisionnés non seulement en grains mais aussi dans les autres denrées comme le beurre et les œufs.

A la suite de la mise en place de la loi sur le maximum, le conseil général de la commune de **Saint-Laurent** réuni extraordinairement, constate le 24 octobre⁹ que les boulangers, cabaretiers (ou aubergistes) et étapiers^b ne peuvent se procurer du blé dans la commune et les communes circonvoisines, il arrête en conséquence que les boulangers, cabaretiers et étapiers "ne seront point forcés à livrer du pain au-delà de leur provision actuelle."

1) - Un automne difficile

a) Arrêté de la Commission administrative du 31 octobre 1793

La Commission administrative de Dole manque tout d'abord de discernement et répond le 28 octobre qu'il faut partager les ressources qui existent dans le district de Saint-Claude. Quand bien même certains n'auraient des grains "que pour un mois, il faut qu'ils obéissent et il sera pourvu ensuite à leurs besoins" et s'il n'y a pas assez de grains "jusqu'à la récolte prochaine, il faut que tous les citoyens vivent provisoirement, **sauf s'il le faut ensuite, à mourir tous ensemble. Salut et fraternité**¹⁰." Pierre-Alexandre Lémare signe avec d'autres administrateurs mais pas Laurent-Augustin Besson. De vrais patriotes montagnards, à n'en pas douter ! En suivant ce principe, et même en consommant les grains habituellement réservés pour

^b Etapier : Habitant ayant un contrat avec l'administration pour assurer l'étape, soit le gîte et la nourriture, à des militaires de passage dans la commune.

les semences prochaines, il n'y aura plus de céréale à Saint-Claude en février et plus un seul grain à fin mars au plus tard dans la grande majorité des villages du district ! Selon la coutume, les administrateurs décident d'envoyer la copie de la lettre "aux municipalités chefs-lieux de paroisse" pour en faire la lecture au prône de la messe. Les paroissiens devront donc rester stoïques !

N'ayant reçu aucune réponse de cette Commission, le directoire du district charge ce même jour 28 octobre, l'un de ses membres, l'administrateur Reverchon, de se rendre à Dole pour exposer "la malheureuse situation du district." La Commission administrative prend alors le 31 octobre un arrêté. "Convaincue que les habitants du district de Saint-Claude, soit en raison de l'infertilité de leur territoire, soit à cause de la sécheresse qui a frappée cette contrée, deviendraient infailliblement la proie de la famine si leurs frères des districts voisins ne venaient à leur secours; qu'il est d'autant plus urgent de calmer leur inquiétude à cet égard que dans peu les neiges obstrueront les passages et rendront ce pays impraticable : arrête :

Art 1^{er} : Les districts de Lons-le-Saunier et d'Orgelet requerront instamment dans leurs ressorts respectifs le premier : la quantité de mille quintaux de bled et autant de menues graines; le second, celle de deux mille quintaux de bled et autant de menues graines, qui seront vendus **au prix de la taxe** et conduits, dans le délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté, au chef-lieu du district de Saint-Claude dans les greniers à ce destinés; la commission se réservant de subvenir dans la suite aux besoins que pourraient éprouver les districts de Lons-le-Saunier et d'Orgelet."

Les articles suivants précisent que le directoire du district de Saint-Claude ne pourra disposer de ces grains qu'en faveur des familles "qui auraient épuisé toutes leurs ressources quelconques." Des bons devront être "délivrés par la municipalité et visés par le district¹¹."

Le fait que les grains doivent être vendus au prix de la taxe va constituer à n'en pas douter un puissant frein à la réalisation de ces ventes de grains. Quoi qu'il en soit, des copies de l'arrêté sont rapidement effectuées et un administrateur du district de Saint-Claude se hâte d'en faire la signification deux jours plus tard aux districts de Lons-le-Saunier et d'Orgelet.

Les grains manquent à Saint-Claude et à Morez et le district, en attendant les arrivées de céréales prévues des districts voisins, réquisitionnent les 6 et 10 novembre des grains dans les cantons de Moirans et de Saint-Lupicin et, devant le refus des agriculteurs, se fait aider par la force armée.

Le 14 novembre, la situation empire et le directoire du district envoie des gendarmes "pour requérir des voitures pour envoyer chercher des grains à Orgelet" pour la commune de Saint-Claude. Le 19 novembre, on réquisitionne 400 mesures d'orge et orgée sur la commune de Longchaumois pour le marché de Morez. De nouvelles réquisitions sont faites dans les communes des cantons de Moirans et Saint-Lupicin au profit de Condat-Montagne ci-devant Saint-Claude.

Cependant les grains réquisitionnés dans les districts voisins n'arrivent pas. Le district en informe la Commission administrative le 22 novembre¹². Le district d'Orgelet "nous a à peu près fourni le quart de son contingent, mais le district de

Lons-le-Saunier" n'a rien fait. Un voiturier a été envoyé pour prendre des grains à Lons-le-Saunier et il lui a été répondu "qu'ils n'en avaient point à notre disposition."

Le directoire insiste encore : "Toutes nos ressources sont épuisées. Des commissaires courent dans onze municipalités pour tâcher de trouver des approvisionnements pour demain." Des militaires sont cependant à Saint-Claude "sans aucune utilité" et il faut bien les nourrir. "La ci-devant Bourgogne avait coutume de nous fournir une grande quantité d'orge par le moyen des voituriers de ce district qui y voyageaient, mais ils ne peuvent plus y en empletter. Faites en sorte de nous faire verser des grains de ces endroits là, ou nous sommes dans la famine." Du riz est entreposé à Morez, mais il ne peut être utilisé sans autorisation, laquelle ne vient pas malgré la promesse faite. Ce problème des subsistances absorbe par ailleurs l'essentiel du temps des administrateurs du directoire du district.

Les administrateurs du district donnent ordre le 27 novembre aux municipalités de Lavans et de Moirans "d'envoyer instamment à Orgelet tous les voituriers de leur arrondissement avec leurs chevaux et voitures pour y charger" et approvisionner Saint-Claude dans le plus court délai. Les besoins en grains s'étendent au canton de Septmoncel et aux Molunes.

b) La recherche de grains dans le Grandvaux

Les administrateurs du district, qui ne connaissent pas encore les dispositions prises par la Commission administrative, expriment leurs inquiétudes pour le Grandvaux dans la séance du 2 novembre. "Le directoire, considérant que dans ces moments pénibles où nos marchés ne sont approvisionnés que par la voie de la réquisition, que des malveillants pourraient profiter de cet instant d'alarme pour égarer nos concitoyens et leur déguiser les bienfaits de notre régénération promise, considérant que c'est surtout dans la partie du nord de ce district (c'est-à-dire le **Grandvaux**) dont la récolte a été presque réduite à rien par la sécheresse, que ces funestes effets peuvent s'opérer plus facilement, arrête (...) que l'administrateur Martin se rendra demain à Saint-Laurent chef-lieu du canton (où son père est domicilié), pour y connaître l'esprit public, y réveiller le patriotisme s'il peut y être assoupi, prendre toutes les précautions convenables pour que les marchés de ce lieu soient approvisionnés, y prêcher le règne des lois et démontrer à ses concitoyens avec toute l'énergie dont il est capable, tous les heureux effets de notre bienfaisante révolution." Le citoyen Martin promet de partir dès demain¹³. Ainsi le Grandvaux manque de céréales et son esprit patriotique risque d'en souffrir. L'administrateur Emmanuel Martin est chargé de remédier à tous ces problèmes.

A la suite de cette visite et de l'arrêté de la Commission administrative de Dole ordonnant la réquisition de grains sur les districts d'Orgelet et de Lons-le-Saunier, le directoire du district décide le 12 novembre que la municipalité de Morez est autorisée à "faire lever dans la district de Lons-le-Saunier" la quantité de 360 quintaux de grains dont moitié de menues graines et la commune de Saint-Laurent la quantité de 90 quintaux dont le tiers en maïs. Dans les deux cas, il s'agit d'approvisionner les deux cantons, y compris les auberges et l'étapier de Saint-Laurent, et chacune des municipalités chef-lieu de canton est responsable de la distribution qui est à imputer sur la quantité mise en réquisition par la Commission administrative sur le district de Lons-le-Saunier.

Le citoyen Brasier, étapier à **Saint-Laurent** déclare vers le 25 novembre à sa municipalité les grains achetés avec acquit à caution à Villevieux, village au sud de Bletterans. Il a ramené 77 mesures de froment et 6 mesures de turquie qu'il a déclaré être tant pour la subsistance de sa famille que pour l'approvisionnement de l'étape et de son cabaret.

Cependant les grains manquent et compte tenu de l'importance du sujet, les habitants de Saint-Laurent sont assemblés le 1^{er} décembre "pour délibérer sur la manière de pourvoir aux subsistances." Il est décidé de nommer six commissaires qui se rendront dans les marchés du département ou des départements voisins. Sont nommés Jacques Lépeule, Laurent Ferrez, Joseph Martinez, Joseph-Augustin Barbaud, Jean-Baptiste Bouvet (absent) et Alexandre Chanez.

La commune a besoin également d'avance de trésorerie et il est décidé de s'en procurer en recueillant des fonds par souscription volontaire. Basile Pia et Célestin Bailly sont nommés à cet effet commissaire pour "se transporter dans le domicile des citoyens aisés et patriotes de cette commune pour recevoir le montant de ce que chacun voudra souscrire volontairement."

Les grains qui seront achetés "seront déposés au domicile du citoyen Ambroise Besson, épicier, pour être distribués aux plus nécessiteux." Il est demandé aux commissaires nommés de faire vite et de se procurer "le déficit des subsistances nécessaires jusqu'à la prochaine récolte de la commune qui se monte à près de 19 000 mesures et que la plupart des particuliers ont déjà **été obligés de moudre les semences** nécessaires pour pouvoir subsister." Des commissaires sont ensuite désignés pour effectuer la répartition des grains qui seront achetés¹⁴.

Le conseil général de la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** se réunit le 5 décembre. Douze préposés aux douanes résident dans la commune avec leur famille soit 33 "individus qui n'ont rien récolté la présente année. Il y a aussi 27 familles composées de 112 individus qui n'ont aucun grain pour leur subsistance et à l'expiration d'un mois, il y aura le double de familles qui n'en auront point du tout." A la suite d'un recensement effectué, il s'avère qu'aucun citoyen n'aura plus de grains que nécessaire, "attendu que la sécheresse a enlevé les deux tiers de la récolte de la présente année ainsi qu'il a été reconnu par des experts étrangers." Différents individus de la commune se sont présentés à la municipalité pour avoir des grains pour leur subsistance et "l'on se trouve beaucoup embarrassés ensuite de toutes ces plaintes." On nomme donc deux commissaires. Ils devront se faire autoriser par la Commission administrative après avis "des citoyens administrateurs du directoire du district de Saint-Claude à l'effet d'employer dans tel marché de la république que faire se pourra de la quantité de onze quintaux de bled froment et cinq milliers orge ou mêlée et quatre millier cinq cent de turquie pour chacun des trois premiers mois" en se conformant aux lois sur les subsistances.

Les commissaires devront organiser le transport des grains et les débiter aux particuliers désignés par la municipalité. Ils percevront à titre d'indemnité 4 livres par jour passé à l'extérieur.

La municipalité du Lac-des-Rouges-Truites semble choisir le 9 décembre, de rejoindre les communes du Grandvaux qui ont décidé le 8 décembre d'agir en commun pour collecter des subsistances. (Cf. ci-après.) Une réunion des habitants

est organisée le 16 décembre "à l'effet de recevoir et enregistrer les différentes sommes fournies par différents chefs de famille pour empletter" des grains. C'est ainsi par exemple que les trois premiers cités sont Pierre-Joseph Verjus pour 10 livres, Claude-Henry Verjus 10 livres, Pierre-Joseph Martinez 20 livres, etc. mais d'autres habitants versent des sommes allant de 5 livres à 100 livres et le maire Pierre-Louis Rosset 400 livres. Au total, ce sont 92 chefs de famille qui font des versements parmi lesquels on peut relever par exemple Claude Dubois, préposé (aux douanes) pour 28 livres.

Il est simultanément prévu que Ferréol Cassard, l'un des officiers municipaux, se rendra dès le lendemain à Condat-Montagne pour communiquer au directoire du district le recensement des grains effectué.

Le conseil général de la commune du Lac-des-Rouges-Truites se réunit à nouveau le 20 décembre avec les membres du comité de surveillance. Pour satisfaire aux nécessités éprouvées par de nombreuses familles, il est décidé de nommer deux commissaires pour aller "empletter" des grains. Les achats seront "déposés et débités au domicile de François-Joseph Cordier" sur présentation d'un bon délivré par la municipalité aux citoyens reconnus être dans le besoin¹⁵.

c) Nouvel arrêté de la Commission administrative du 2 décembre 1793.

La Commission administrative séante à Dole prend un nouvel arrêté le 2 décembre 1793 qui est imprimé par le district de Saint-Claude¹⁶.

"Considérant qu'il importe de ne pas laisser des frères aux prises avec la famine la plus horrible, qu'aux termes de la loi du 25 brumaire, c'est un devoir indispensable d'employer sans réserve toutes les ressources locales, de pourvoir à tous les besoins, de mettre de proche en proche en circulation toutes les subsistances;

"(...) Que le district de Dole sous le poids de réquisitions considérables pour l'armée des Alpes, ne peut subvenir aux besoins des autres districts, que celui d'Orgelet^c le plus agricole du département, (le district de Dole excepté, sic) et d'ailleurs le plus à la proximité du district de Saint-Claude, doit plus naturellement concourir à l'approvisionnement momentané de ce district voisin;" (...) arrête :

Art. 1^{er} "Il sera fourni, en forme d'emprunt et sauf remplacement en cas de besoin, par le district d'Orgelet, une quantité suffisante de tous grains pour pourvoir aux besoins des communes du district de Saint-Claude, aujourd'hui Condat-Montagne, qui n'auraient pas, à compter du 21 frimaire, (11 décembre) pour quatre mois de subsistances.

Art. II. "Dans les communes du district de Saint-Claude qui, ayant épuisé leurs ressources en comblant le déficit des pauvres avec la surabondance des riches, tous les citoyens qui n'auraient pas pour quatre mois de subsistances, seront pourvus en telle sorte que chacun d'eux ait individuellement un quintal de tous grains dont un quart bled froment, et le reste en orge, seigle et autres menus grains."

"Il sera délivré un quintal de grains à ceux qui seraient dans un dénuement absolu, et le quintal sera complété à l'égard de ceux qui n'en auraient qu'une partie."

^c Le district d'Orgelet comprend les cantons de Gigny, Saint-Amour, Saint-Julien, Aromas, Arinthod, Orgelet, Les Petites-Chiettes (Bonlieu) et Clairvaux.

On peut constater que les autorités cherchent à ce que les habitants soient approvisionnés pour l'hiver. Le district de Saint-Claude devra faire un recensement pour le 15 décembre pour déterminer l'ampleur des besoins. Il délivrera des bons pour les communes, puis chaque commune, selon l'ordre établi par le district, achètera sur les marchés du district d'Orgelet la quantité de grains voulue. Le district d'Orgelet est pour sa part chargé de veiller à ce que le district de Saint-Claude puisse obtenir chaque semaine mille quintaux de toutes graines.

Le district décide le 6 décembre une première réquisition sur le district d'Orgelet pour le canton de Morez "à proportion de ce qui leur manque qui est celle de 8182 mesures par mois."

Les municipalités du Grandvaux ne connaissent pas encore cet arrêté rendu par la Commission administrative et les représentants des communes du **canton de Saint-Laurent** ont été convoqués le 8 décembre dans l'église de Saint-Laurent pour délibérer sur les subsistances. Les municipalités de Saint-Laurent, Saint-Pierre, La Chaumusse, Rivière-Devant et du Lac-des-Rouges-Truites sont représentées¹⁷. Des commissaires sont nommés pour se procurer des grains dans le département du Jura ou les départements voisins après avoir obtenu la permission soit du directoire du district, soit de la Commission administrative départementale ou même, le cas échéant, de la Convention nationale. Sont élus commissaires à la pluralité des voix les citoyens François-Xavier Bouvet maire de Saint-Laurent, Alexandre Radaz de Saint-Laurent, Jean-Baptiste Martin pour la municipalité de la Chaumusse, Pierre-Louis Rosset, maire du Lac, Félix Gros pour la municipalité de Saint-Pierre et François-Xavier Roche procureur de la commune de Rivière-Devant.

Chacune des communes fournira pour fonds d'achat une somme correspondant au moins à trois livres par habitants de la commune. Il est prévu que les commissaires resteront en activité pendant deux mois environ et qu'ils recevront une indemnité journalière de cinq livres, outre leur remboursement de frais. Le procès-verbal est signé par 22 personnes.

Le maire de **Grande-Rivière** a demandé aux habitants de la commune de se joindre au corps municipal le 9 décembre "au lieu de l'Abbaye" pour délibérer "au sujet des denrées de subsistances." Il est rappelé que "la récolte de l'année n'a produit que la sixième partie de la consommation." Un recensement, remis aux administrateurs du district, avait été fait le 12 octobre dernier qui montre que la commune "se trouve en difficulté jusqu'à la moisson prochaine de la quantité de 27 222 mesures à la mesure de 30 livres de poids" (soit 8166 quintaux.)

Il est donc délibéré "pour être autorisés par nos supérieurs et autorité constituée de bien vouloir nous permettre d'employer dans les foires et marchés (...) tant en orge ou soit orgée, mêlée, froment" ou autre légumes. L'assemblée nomme à cet effet comme commissaires les citoyens Dominique Maillet-Guy, procureur de la commune, Pierre-Alexis Martelet, officier municipal, Jean-Pierre Guillon, officier municipal, Pierre-Amable Paulin, Marie-Abel Faivre, Bon Bastien, Dominique Janet et Joseph-Augustin Pichon. Ils devront "payer comptant lesdits grains au prix du maximum." Les lieux d'achat seront définis par les administrateurs du district. En cas de refus de délivrer les grains, il faudrait requérir les municipalités des lieux d'enlèvement choisis qui à leur tour requerraient "à leur aide les gardes nationales," et au besoin la gendarmerie, le tout aux dépens des opposants. L'exécution de la

mesure apparaît tout à fait urgente. Il est par ailleurs demandé aux habitants d'avancer les fonds nécessaires à ces emplettes¹⁸.

Le directoire du district de Saint-Claude écrit le 10 décembre aux communes du district en leur adressant la copie imprimée de l'arrêté pris par la Commission administrative¹⁹. Il leur demande de faire un nouveau recensement de grains dans chaque commune et d'en constituer un tableau selon un modèle joint. Il est rappelé qu'il convient d'agir avec exactitude et célérité et également que "vu la **variété des mesures** de notre arrondissement, il nous est absolument nécessaire que vous mettiez au bas de votre tableau le poids de chaque mesure des différents grains et légumes."

Le directoire de Saint-Claude avait décidé dans sa séance du 6 décembre d'ordonner ce recensement et avait nommé à cet effet Raphaël Groz de Pierre-en-Montagne ci-devant Saint-Pierre, comme commissaire. Ce dernier se présente devant la municipalité de **La Chaumusse** le 11 décembre et fait recopier la délibération précitée. "Il est enjoint aux municipalités de faire des visites domiciliaires pour découvrir ceux qui se trouveraient nantis de marchandises de première nécessité au dessus de leur nécessaire. Si elles trouvent un excédent, elles le feront distribuer à ceux qui en auront besoin et en tiendront note." Des officiers municipaux devront faire la perquisition et noter les quantités et qualité des marchandises trouvées notamment des grains et farine. Il faudrait également fournir pour la Commission des subsistances et approvisionnements, qui se dit chargée d'établir ou de surveiller les pris du maximum, un état des moulins de chaque commune, leur nature, à vent ou à eau, leur situation, leur production de farine, etc²⁰.

Le directoire du district trouve la tâche à accomplir "longue et pénible" et, dans un courrier du 14 décembre adressé à la Commission administrative²¹, il estime que pour séparer les différentes catégories de citoyens et de communes comme l'exige l'arrêté il faut "un délai suffisant qui ne pourrait être moins de deux mois." Il assure ensuite qu'ils vont "travailler sans relâche" à la confection de deux tableaux.

C'est à cette époque que le directoire du district décide, à la demande de la Commission administrative, d'envoyer des circulaires et des lettres aux communes pour les décider d'envoyer l'argenterie des églises. Il leur fait miroiter l'espoir qu'en contrepartie on pourra obtenir des subsistances. (Cf. le chapitre consacré à la religion)

Les administrateurs du district de Saint-Claude lisent le 22 décembre une lettre du citoyen Besson administrateur de la Commission administrative les avertissant "que les réquisitions données au district sur ceux d'Orgelet et de Lons-le-Saunier pourront difficilement être mises à exécution" en raison de nouvelles réquisitions mises à la charge de ces districts pour les armées de la République. Une copie de cette lettre datée du 19 décembre, sous forme d'extrait, donne en effet des renseignements vraiment pessimistes²². Des représentants du peuple viennent d'envoyer de nouvelles réquisitions l'une de 10 000 quintaux d'orge ou seigle "que nous ne pouvons mettre à exécution que dans les deux districts de Lons-le-Saunier et Orgelet et une autre de 6 000 quintaux pour le (département du) Mont-Terrible, deux

tiers de blé et un tiers seigle ou orge et une autre de 10 000 quintaux partie blé, partie menus grains pour l'armée des Alpes, outre les réquisitions précédentes."

Le district de Saint-Claude, d'après ce courrier ne peut donc guère compter sur les ressources du département et il devrait se dépêcher de prélever ce qu'il est possible du district voisin tant qu'il est encore possible. Laurent-Augustin Besson ajoute à l'attention de ses "citoyens compatriotes" : "Dans tous les temps le district, surtout les cantons de Morez et de Mainlibre^d ci-devant Saint-Laurent ont tiré de l'orge de la Côte-d'Or. Ne pourrait-on pas obtenir de la **Commission des subsistances et approvisionnements** des réquisitions sur ce département. Il me semble qu'on devrait tenter (...) et si on ne nous en donne pas sur la Côte-d'Or qui est à votre portée, on nous en donnera sur d'autres départements. Je ne pense pas qu'on nous laissera sans secours. (...) C'est le cœur qui me fait parler."

d) Blocage administratif à Saint-Laurent des grains destinés à Morez

Le district manque de grains. La municipalité de **Saint-Laurent** continue, comme en 1789 et 1790, d'examiner avec attention les documents des convois de ravitaillement qui passent dans la commune à destination de Morez. Un convoi de cinq voitures passe à Saint-Laurent le 12 décembre 1793, conduites par des voituriers d'Ilay et de la Chaux-du-Dombief^e. Ils présentent un acquit à caution établi le 10 décembre par la municipalité d'Orgelet qui déclare que les corps administratifs sont requis de laissez-passer les voitures des citoyens Jean-Marie Michel, (...) et autres pour la commune de Morez chargées de 1758 livres de froment, 2365 livres de fèves et 608 livres de turquie (...) coûtant le prix de la taxe. Les conducteurs indiquent cependant qu'après eux viennent également en arrière huit voitures qu'ils prient de "laisser librement passer"²³."

Les contrôleurs de Saint-Laurent remarquent cependant "que les cinq voitures seules suffisaient pour conduire les 4731 livres mentionnées" sur l'acquit à caution. On fait alors "visiter" les chargements par les citoyens Jean-Félix Bouvet et Pierre-Barnabé Brasier qui constatent que les voitures contiennent environ 160 mesures de froment et environ 15 mesures de fèves, ce qui fait que les cinq voitures sont chargées d'un poids d'environ 4900 livres. Il n'est donc pas difficile de se rendre compte qu'au lieu des 1758 livres de froment il y en a en fait environ 4480 livres ce qui forme un excédent d'environ 2622 livres et ce "sans y comprendre les huit voitures restées en arrière"^f."

^d C'est, chronologiquement, la première fois que l'on voit apparaître la mention du nom de Mainlibre pour désigner Saint-Laurent. Cependant il s'agit d'un extrait ou copie de lettre et il est possible que ce soit le copiste qui ait mentionné postérieurement ce nom de Mainlibre.

^e La commune d'Ilay n'est rattachée à celle de La Chaux-du-Dombief que depuis 1813.

^f Cf. ci-après, à la date du 27 février 1794 : Une voiture peut transporter ordinairement environ 1000 livres ou 10 quintaux, soit environ 490 kilos. On peut remarquer incidemment qu'il s'agit donc ici de mesures de froment d'un poids de 28 livres.

On décide donc de bloquer les voitures à Saint-Laurent mais l'un des conducteurs est autorisé d'aller avertir la municipalité de Morez. Les huit autres voitures chargées de grains arrivent le lendemain à sept heures du matin conduites par trois conducteurs d'Ilay et restent également bloquées à Saint-Laurent.

A midi, les citoyens Alexandre Cochet, procureur de la commune de Morez et Antoine-François Vaucheret -qui viennent probablement d'Orgelet- se présentent "devant le conseil général de la commune de Saint-Laurent." Ils indiquent qu'il y avait une erreur dans la rédaction de l'acquit à caution et que les voituriers ne savaient pas lire. Ils produisent un autre acquit à caution rédigé à Orgelet le même jour que le précédent portant 800 quintaux et 50 livres froment, 19 quintaux et 21 livres de mêlée orgieuse (sic) et 10 quintaux 19 livres de fèves.

La municipalité de Saint-Laurent observe alors "que nos frères du canton de Morez, ainsi que nous, manquent absolument de cette première nécessité, et prévenant en outre le besoin de nos frères, que nous nous empresserons toujours de soulager malgré nos besoins" et décide de laisser passer les voitures. On finit même par se donner "le baiser fraternel."

e) La délivrance de grains au Grandvaux par réquisition de la mi-décembre 1793 à début janvier 1794

Le conseil général de **Saint-Laurent** se réunit le 17 décembre et le procureur de la commune fait le point à la suite du dernier recensement des subsistances. Il reste 1836 mesures d'orge, 1464 mesures d'orgée et 219 mesures d'avoine. Les neiges approchent et ces quantités ne sont pas suffisantes. Il est délibéré que "ce recensement sera envoyé dans le jour au directoire du district avec invitation de prendre tous égards de droit" et Laurent Brenet, procureur de la commune, est délégué à Saint-Claude à cet effet²⁴.

Le 18 décembre une réquisition est effectuée sur le district d'Orgelet de 28 milliers de froment et menues graines pour Saint-Laurent.

Alors qu'il a pris connaissance de l'avertissement exprimé par Laurent-Augustin Besson, le directoire du district délibère ensuite le 24 décembre sur la demande de Grande-Rivière : "Après avoir vérifié la tableau de recensement de la Grande-Rivière, (il) a reconnu qu'il manquait à cette commune pour la subsistance de ses habitants pendant quatre mois 852 quintaux dont le quart froment et le reste menues graines," il a autorisé une réquisition de 327 quintaux à prendre sur le district d'Orgelet.

Une demande est également examinée le 26 décembre pour les habitants de Saint-Pierre qui "vont être réduits à la plus affreuse misère." Il leur manque 331 quintaux de bled et graines pour quatre mois et il leur est accordé une réquisition de 160 quintaux de grains. Le directoire du district effectue encore d'autres réquisitions sur le district d'Orgelet : 250 quintaux pour Fort-du-Plasne le 27, 267 quintaux pour La Chaumusse le 30 décembre, 920 quintaux le 5 janvier 1794 pour la commune du Lac-des-Rouges-Truites et également 80 quintaux pour les Piards. De même de nombreuses autres communes du district comme par exemple Beaupré (ci-devant Château-des-Prés), La Rixouse, Les Crozets et Villard-Saint-Sauveur bénéficient en janvier 1794 de semblables réquisitions.

La délibération du 4 janvier concernant Rivière-Devant détaille le raisonnement alors tenu par les administrateurs. Un député de cette commune demande ce jour à compléter l'approvisionnement de son village "pendant 4 mois en conformité de l'arrêté de la commission administrative du Jura." Le directoire du district constate que la commune est composée de 417 individus et qu'elle "n'a que 914 quintaux et 72 livres de grains dont un quintal seulement de froment. Il lui faut pour ses semailles 729 quintaux orge, orgée et avoine et pour sa consommation pour quatre mois 417 quintaux (soit un quintal par personne.) Si on distrait ces deux sommes du total des grains que la commune possède, le déficit pour sa consommation de 4 mois est de 171 quintaux." J'ai bien remarqué qu'en effectuant les opérations, on ne retrouve pas le bon résultat. En tout cas, un billet de réquisition de 171 quintaux sur le district d'Orgelet est délivré à Rivière-Devant²⁵.

La décision prise par certaines communes du Grandvaux le 8 décembre ne semble plus d'actualité. Les citoyens de la commune de **La Chaumusse** sont assemblés le 26 décembre pour délibérer sur les approvisionnements. Des commissaires sont nommés pour acheter des grains dans les marchés ou ailleurs et on pense déjà à la répartition des grains qui seront acquis. Il semble toutefois que cette opération soit stoppée à la suite de l'attribution des 267 quintaux portés ci-dessus²⁶.

Le conseil général de la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** se réunit le 2 janvier 1794. Alexis Benoit, agent national de la commune, anciennement appelé Procureur de la commune, expose que "la plus grande partie des citoyens de la commune est dépourvue de tous grains et farines." Il rappelle que les familles des douze préposés des douanes n'ont rien récolté. Il demande qu'un membre de la municipalité se rende "à Saint-Claude (sic) dans le plus bref délai à l'effet d'obtenir des citoyens administrateurs du directoire de Condat-Montagne la permission de pouvoir empletter différents grains où les citoyens administrateurs trouveront convenir."

Pierre-Alexandre Thouvez, greffier de la municipalité est désigné avec mission de s'y rendre le 4 janvier prochain. On peut remarquer ci-dessus que sa mission fut couronnée de succès puisqu'une réquisition de 920 quintaux fut décidée le lendemain en faveur du Lac-des-Rouges-Truites.

Les grains mis en réquisition le 5 janvier sur le district d'Orgelet parviennent progressivement au Lac-des-Rouges-Truites. L'agent national requiert le 18 janvier la municipalité de nommer dans les plus brefs délais deux commissaires pour faire la répartition des grains qui sont arrivés ou qui arriveront au bénéfice des citoyens reconnus dans le besoin. Ils devront également compter et mesurer les grains à leur arrivée. Il a entendu des plaintes sur ce qui a déjà été débité. Il faut de même nommer un commissaire qui devra se rendre à Orgelet "à l'effet de faire accepter notre pétition pour l'approvisionnement des grains que ladite commune est reconnue être dans le besoin pour l'approvisionnement de quatre mois" tel que cela a été reconnu par le district de Condat-Montagne.

A la suite de cette réquisition, la municipalité se réunit le 21 janvier. Le greffier de la commune a du mal à assimiler le nouveau calendrier républicain et note "aujourd'hui deux ventôse ou 21 janvier vieux style." On est en réalité le deux

pluviôse an II. Les commissaires chargés de répartir les grains devront également calculer le prix de vente des grains en ajoutant les frais de voiture et les faux-frais. Une répartition est d'abord envisagée "tous les jeudis de chaque semaine." (Sic, le nouveau calendrier ne comporte que des décades et pas de semaine et les jours s'échelonnent désormais du primidi à décadi.) Les commissaires seront constitués par les membres de la municipalité qui se succéderont à tour de rôle. La répartition aura finalement lieu tous les nonidis de chaque décade "mais si ce jour tombe un dimanche," la distribution se fera la veille. Le greffier de la municipalité notera soigneusement tous les grains distribués aux citoyens.

Il est ensuite rappelé que la commune "est composée de 807 individus." Le directoire du district de Condat-Montagne dans sa séance du 5 janvier dernier a accordé à la commune la quantité de 920 quintaux de blé ou autres grains correspondant à l'approvisionnement des quatre prochains mois. Il est prévu d'envoyer un commissaire dans le district d'Orgelet pour faire enregistrer la réquisition ainsi délivrée. (On aurait peut-être pu faire plus rapidement cette démarche.)

La municipalité a un doute sur la délivrance prochaine des grains. Elle précise qu'en "cas de refus de la part de l'administration du district d'Orgelet, le commissaire sera tenu de se transporter à l'administration départementale du Jura pour prendre les réquisitions nécessaires pour se procurer des subsistances avec soumission d'en payer" le prix. Jean-Baptiste Martin officier municipal de la commune est nommé en qualité de commissaire et devra se rendre le lendemain à Orgelet²⁷.

Le registre des délibérations **de Saint-Pierre** ne mentionne que peu de lignes sur les subsistances avant mars 1794. François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal présente le 8 janvier une réquisition au maire et aux officiers municipaux de Saint-Pierre. "Considérant que l'un des objets des plus importants doit fixer l'attention et l'exactitude de la municipalité sur ce qui concerne les subsistances, considérant encore la grande difficulté de se procurer du grain et la grande quantité qu'il en manque à cette commune, sur ces considérations, je requiers le corps municipal et sous sa responsabilité, de prendre des mesures strictes et promptes et efficaces et de faire tous ses efforts pour se procurer des subsistances conformément au bon délivré à cette commune par les administrateurs du district²⁸."

On croit donc comprendre que suite à la délivrance du bon de réquisition de 160 quintaux de grains du 26 décembre 1793 mentionné ci-dessus, la municipalité de Saint-pierre n'a par réagi rapidement pour retirer les grains prévus pour son usage malgré le déficit de subsistances. On pourra constater à la date du 9 février le résultat de ce retard.

2) - Il faut trouver une autre source d'approvisionnement

Cependant les relations avec les administrateurs du district d'Orgelet se tendent. Ceux-ci informent début janvier l'administration du district de Condat-Montagne que, compte tenu des différentes réquisitions dont leur district est l'objet, ils ne pourront suffire aux différentes réquisitions qui ont été faites. La municipalité

de Condat-Montagne a délégué à Orgelet des commissaires pour obtenir de nouvelles subsistances. A leur retour ils écrivent au directoire du district, qui à son tour s'adresse le 6 janvier aux administrateurs du district d'Orgelet²⁹. "Nous avons vu que vous nous reprochiez de n'avoir pas pris des moyens efficaces pour nous approvisionner et, entre autre, de n'avoir pas levé les 2000 quintaux de bled qui étaient mis en réquisition en notre faveur sur le district de Lons-le-Saunier. Nous avons peine à croire à de semblables reproches et pour vous prouver combien ils sont peu fondés, nous allons vous retracer en peu de mots ce que nous avons fait pour les subsistances." Le directoire poursuit alors par une longue lettre justifiant son action.

Il précise ensuite "Nous avons fait part de notre situation à la Commission des subsistances et plein de confiance en sa sollicitude et en sa vigilance, nous en attendons de prompts secours. Nous allons même envoyer un commissaire à la Convention nationale chargé d'y conduire l'argenterie de nos églises et de la déposer sur l'autel de la patrie. Ce même commissaire lui peindra l'état de dénuement où nous nous trouvons relativement aux subsistances et, nous n'en doutons pas, il obtiendra des secours."

"Cependant jusqu'alors il faut vivre. Aidez nous donc citoyens, ne cessez pas d'être nos frères, nos amis, nos bons voisins. Vous dire que nous sommes à la veille de manquer de pain, c'est vous conjurer au nom de l'humanité de partager le votre avec nous et avec environ 500 volontaires dispersés par cantonnement dans le district jusqu'à ce que la Convention nationale occupée sans cesse du bonheur du peuple ait pourvu à nos besoins communs. Quant aux inculpations faites à des municipalités d'accumuler les grains et d'en refuser aux habitants des autres communes, elles sont le fruit de la calomnie (...)"

a) Intervention auprès du représentant du peuple Prost

Le directoire du district se tourne le 12 janvier 1794 vers le citoyen Prost³⁰, représentant du peuple montagnard dolois élu par le Jura et seul conventionnel jurassien encore en activité, et lui expose l'état de détresse du district en matière de subsistances. "Des hommes viennent demander à un compatriote, à celui qu'ils ont choisi pour leur représentant, ce que les barbares ne refusent pas à leurs ennemis : la faculté de ne pas mourir de faim." Il rappelle que d'ordinaire le sol du district ne permet que de satisfaire au tiers des besoins en grains de la population et que la sécheresse a encore réduit les facultés du pays. Les districts voisins ont été chargés de suppléer aux besoins du district mais ils sont "épuisés eux-mêmes par des réquisitions continuelles pour l'armée des Alpes, pour Ville-Affranchie (Lyon), pour le district de Gex, etc." Quelques communes du district ont déjà consommé "ce qu'elles avaient mis à part pour les semences." Un député de la commune de Condat-Montagne est chargé de lui remettre un tableau des besoins propres à cette ville qui possède alors 1076 quintaux de grains ce qui ne représente qu'un mois de consommation.

"En effet, la disette la plus terrible nous assaille. L'homme qui a de quoi vivre aujourd'hui n'est pas sûr de ne pas mourir de faim demain. La rue entière est obstruée au moment de l'arrivée d'une voiture de bled : on se dispute avec avidité le dernier grain qu'elle renferme et des gens affamés se battent pour le retenir. Juge si

le peuple murmure. Juge si les autorités constituées sont menacées, tandis qu'elles gémissent d'un fort déplorable (sic) qu'elles partagent."

"Nous te conjurons donc de faire ce qui sera en ton pouvoir pour obtenir que les subsistances refluent des départements voisins." Le directoire demande ensuite du blé de Saône-et-Loire et de l'orge de Côte-d'Or "comme les autres années." Il termine par "Nous avons recours (...) à ton humanité, à ton zèle pour la justice, à ton amour pour tes compatriotes en nous espérons que ce ne sera pas en vain."

Ce même jour 12 janvier, le comité de surveillance de **Saint-Laurent** se réunit et à la suite d'une lettre reçue du ministre de l'intérieur, décide "de faire battre les grains qui sont encore en paille dans les plus brefs délais que faire se pourra afin de connaître (la quantité) de graines que chaque particulier a besoin pour ensemencher sa culture et tâcher de les faire conserver⁸."

Ce comité de surveillance écrit ensuite aux citoyens composant le comité de surveillance de Condat-Montagne ci-devant Saint-Claude. Frères et amis, Suite à votre lettre et à celle du ministre de l'intérieur, nous observons "que la plupart de nos citoyens manquant de subsistances ont été obligés de consommer une partie des grains qu'ils destinaient à la semence de leur culture et que si nous n'obtenons pas du Comité de subsistances le pouvoir de requérir les départements de Saône-et-Loire, Haute-Saône et Côte-d'Or qui ont quantité d'orges et autres grains au-delà de leur nécessaire"; la phrase n'est pas terminée et pourrait être : nous allons devoir manger les graines destinées à la semence³¹ qui nous restent ou nous allons mourir de faim³¹.

Et dans un premier temps le représentant Prost se révèle réceptif aux demandes qui lui sont présentées. C'est ainsi que la commune de **Fort-du-Plasne** demande à être autorisée d'acheter des graines pour ses habitants. Le représentant du peuple prend en considération "la disette des grains, l'infertilité du sol et la présence de volontaires retirés dans la commune" et l'autorise le 20 janvier "à acheter des graines dont un quart seulement en bled jusqu'à la concurrence de mille quintaux à charge de se conformer aux décrets pour les déclarations à faire dans les communes où le bled sera acheté et versé."

La commune de **Saint-Laurent** fait la même demande et obtient le même jour l'autorisation d'acheter également mille quintaux de grains dans les mêmes conditions³².

Les particuliers peuvent également se procurer des grains mais c'est mal vu. Le comité de surveillance de **Saint-Laurent** se réunit le 19 janvier 1794 et prend une résolution pour dénoncer un particulier³³. "Nous, membres du comité de surveillance de la commune de Mainlibre, ci-devant Saint-Laurent avons été informés que le citoyen Claude-Henry Rosset" avait déposé, il y a trois jours, au secrétariat un acquit à caution "portant la quantité de 34 quintaux d'orge." Ils requièrent le maire et les officiers municipaux de la commune de faire venir les grains au prochain marché de Saint-Laurent "pour être distribués aux plus

⁸ Lequinio, ouvrage cité, page 245, écrit en 1799 que les granges de Saint-Laurent sont pavées : "C'est sur ce terre-plein de pierre ou de bois, que le fléau écrase les épis et fait chaque jour sortir du grain, à mesure seulement que la consommation et les besoins l'exigent."

nécessiteux." La municipalité de Saint-Laurent se réunit le lendemain 20 janvier et décide qu'une copie "de la délibération du comité de surveillance serait instamment notifiée audit Claude-Henry Rosset" qui devra remettre les grains au magasin de la commune dans les 24 heures. Le lendemain 21 janvier, ce même comité de surveillance de Saint-Laurent se plaint du maximum et notamment qu'on ne peut pas trouver de pain au prix fixé par le maximum.

Cependant les opérations de recensement des grains doivent être accélérées et des commissaires sont envoyés par le directoire le 2 janvier auprès des communes du district qui n'ont pas encore envoyé leur état. Le tableau de recensement des grains demandé par la Commission administrative lui est finalement adressé le 13 janvier 1794³⁴ et fait apparaître "qu'il manque à notre district 24 568 quintaux de grains pour son approvisionnement pour 4 mois à compter du 20 frimaire" (10 décembre 1793.) Le directoire signale simultanément que le district d'Orgelet "prétend ne pouvoir fournir (les approvisionnements prévus) à raison de plusieurs autres réquisitions qui lui ont été faites par les représentants du peuple."

Des copies du tableau sont effectuées et envoyées à la Commission des subsistances de la République et au district d'orgelet. On effectue un autre tableau regroupant les données par canton qu'on envoie aux représentants du peuple Prost et Lejeune avec des observations sur le déficit. Un mémoire dépeignant l'ingratitude du sol est simultanément dépêché à la Commission des subsistances et au représentant Lejeune.

La commune et le district de Condat-Montagne poursuivent leurs démarches dans différentes voies et obtiennent des représentants du peuple délégués par la Convention nationale dans les départements de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire et de l'Ain l'autorisation d'acheter toutes sortes de grains. Des commissaires sont donc nommés à cet effet qui sont porteurs des autorisations données par les représentants du peuple et d'une lettre datée du 25 janvier 1794 introductive et expliquant la situation désespérée du district³⁵.

Le citoyen François Clerc, dont la candidature à cette mission a été présentée par la société populaire de Condat, a été nommé par le district, commissaire pour le transport à Paris de l'argenterie récoltée dans les églises du district. A ce titre, il lui est demandé d'intervenir à Paris pour obtenir des grains en contrepartie de l'argenterie apportée. Le directoire lui écrit, le conseille ou lui donne des consignes le 7 février 1794³⁶. "Si nous n'obtenons des réquisitions que sur les districts de Lons-le-Saunier et Orgelet, nous sommes perdus. (...) Nous venons d'obtenir un arrêté du représentant du peuple Prost qui ordonne au district d'Orgelet de nous fournir provisoirement 20 000 quintaux de grains. Tu vas croire qu'avec cela nous sommes bien riches. Eh bien, tu te trompes, nous n'avons obtenu que du papier car les administrateurs viennent de nous écrire que le district d'Orgelet allait lui-même être livré aux horreurs de la famine, qu'ils étaient désolés de ne pouvoir nous donner des secours et qu'ils allaient en justifier l'impossibilité par sa position au représentant du peuple. (...) "

"Tu vois par là, citoyen, que quand tu obtiendrais des réquisitions sur ce district, tu n'obtiendrais que du papier qui ne peut prolonger d'un moment notre

existence. Nous n'avons des secours à attendre que des départements de Saône-et-Loire, de la Haute-Saône et de la Côte-d'Or. Fais tous tes efforts pour obtenir des réquisitions sur ces départements et s'ils sont inutiles, il ne nous reste que la mort la plus affreuse, celle de la faim et du désespoir. N'importe, nous mourrons républicains et notre dernier souffle sera encore pour la République."

b) Inventaires et perquisitions dans le Grandvaux en février 1794

La municipalité de **Saint-Laurent** fait lecture le 30 janvier³⁷ "d'un ordre" du 20 janvier du représentant du peuple Prost qui accorde à cette commune la quantité de mille quintaux de grains selon les indications portées précédemment "dont un quart de froment à prendre dans les communes des départements de la Côte-d'Or, du Doubs, du Jura, de la Haute-Saône, du Mont-Terrible et de l'Ain." Des commissaires sont donc nommés. Pierre-Joseph Besson le jeune et Alexandre Chanez se rendront dans les départements de la Côte-d'Or et de la Haute-Saône tandis que Joseph-Augustin Barbaud et Jacques Poncet rechercheront des grains dans les départements du Doubs, du Jura et de l'Ain. La municipalité décide simultanément "qu'il sera fait un rôle de la somme de 10 000 livres imposée sur les plus riches particuliers aisés de cette commune à titre de souscription et de prêt volontaire." Ces sommes sont donc en fait des avances qui seront remboursées par la suite.

Les citoyens Alexis Besson et Jean-Baptiste Besson ont été nommés commissaire pour recueillir les sommes prévues. Ils remettent peu après 6 225 livres aux commissaires devant se rendre en Côte-d'Or et en Haute-Saône et 1 800 livres aux deux autres commissaires.

Jacques Poncet, l'un des commissaires remet le 11 février au magasin de Saint-Laurent du froment et des mêlées pour la somme de 1595 livres "y compris ses dix journées."

La société populaire de Condat-Montagne est de plus en plus préoccupée par la rareté des subsistances et par la faim qui menace la ville³⁸. Une visite domiciliaire ou recensement est effectué le 5 février dans la grange des Avignonnets, hameau de Condat; le fermier présente 150 mesures d'orge mais nie avoir du froment. Les commissaires font "des recherches exactes" et découvrent 50 mesures de froment qui étaient cachées. Ils en prélèvent 40 mesures qu'ils font mettre en vente.

La société populaire invite le lendemain la municipalité "à faire tuer les chiens de la commune exceptés ceux des granges isolées." On demande également qu'un recensement soit fait dans la banlieue de la ville et on a recours aux administrateurs du district pour qu'ils fassent procéder à un nouveau recensement des grains dans toutes les municipalités de son ressort. La société populaire nomme ensuite des commissaires "qu'elle présentera au district pour être adjoins à ceux qui opéreront le recensement dans les différentes communes du ressort."

Un administrateur du district –sans doute Jean-Baptiste Reverchon, membre assidu de la société populaire- fait le lendemain une longue tirade à ses collègues, dont on trouve les traits principaux ci-après, pour présenter la disette qui règne à Condat-Montagne et "demander un recensement général de toutes les denrées et matières de premières nécessités. Il faut que toutes les habitations du district soient scrupuleusement fouillées." Le directoire approuve et nomme deux commissaires

par canton -ceux nommés la veille par la société populaire- pour faire ce recensement des denrées y compris les "pommes de terre, raves et autres comestibles, chanvre et toiles."

Un résumé, rédigé peu après, des opérations effectuées par les administrateurs du district est plus explicite et indique que "vingt-deux sans-culottes" de Condat-Montagne ont été choisis pour effectuer un recensement général dans toutes les communes du district³⁹.

Deux envoyés du district se présentent ainsi à **Saint-Laurent** le 10 février au plus tard et demandent à la municipalité de recopier sur son registre la longue délibération prise le 7 février par le district.

"La disette paraît se faire sentir dans la plus grande partie des communes de ce district, mais elle n'est nulle part plus réelle que dans la commune de Condat-Montagne; dans presque toutes les autres elle n'est que factice, du moins dans ce moment. La malveillance, il n'en faut pas douter machine encore contre le bonheur du peuple et l'égoïsme, ce monstre affreux subversif de tout ordre social, l'égoïsme cache ses denrées. Les aristocrates, les intrigants sont de la partie. Les uns et les autres se cachent parmi le peuple. Ils exagèrent ses besoins, ils excitent ses alarmes, ils cherchent à le porter à la révolte, ils le flattent, ils le caressent pour l'avilir et l'opprimer, fidèles agents des contre-révolutionnaires. Ces intrigants se couvrent du voile du patriotisme pour le porter à des excès qu'ils sauraient bien favorables à leurs projets liberticides." La tirade se poursuit encore pendant une demi page. Un discours du type tenu dans les sociétés populaires, vraiment du style sans-culotte et patriote et on commence par museler ceux qui voudraient formuler des objections ou un avis différent.

On entre plus loin dans le vif du sujet : "Les recensements faits jusqu'à présent n'offrent pas tous le caractère de la vérité et de l'exactitude. Quelques uns ont été faits à la hâte, d'autres avant le battage des bleds. Dans quelques cas la quantité de grains pour la semaille paraît être exagérée. Dans d'autres la mauvaise foi paraît avoir dicté les déclarations." Il faut donc faire établir un autre recensement "**par des patriotes sévères.**"

Les commissaires "feront perquisition dans les domiciles de tous les citoyens, constateront la quantité des grains et des matières de première nécessité" et dresseront procès-verbal. "En cas de refus ou de révolte les commissaires sont autorisés à requérir la force armée. Jusqu'à la confection du recensement ordonné par le présent arrêté, les autorisations accordées à différentes municipalités pour s'approvisionner dans le district d'Orgelet (...) sont rappelées." La commune de Condat-Montagne "qui est sans subsistances" est exceptée de cette mesure et ne sera donc pas soumise aux humiliations des habitants des autres communes.

Ces opérations durèrent certainement plus d'un mois. Je ne connais pas le résultat de ces inventaires organisés à la hussarde. On verra cependant plus loin que le directoire du district considéra qu'ils étaient bien faits^h. Il faut cependant bien

^h A partir du mois d'octobre 1794, des poursuites furent envisagées contre les montagnards les plus notoires. Les documents ont ainsi pu être prélevés soit pour assurer ces poursuites, soit pour la défense des montagnards, soit encore, et c'est le plus probable, pour être détruits.

convenir que la mesure tend pour le moins à opposer les habitants de la petite ville de Condat-Montagne, menés par leur société populaire, à ceux des campagnes qui composent plus de 90 % de la population du district.

Tandis que les commissaires patriotes de Condat-Montagne effectuent les inventaires dans le canton, les commissaires envoyés par **Saint-Laurent** pour acheter des grains dans différents départements poursuivent leur mission. Jacques Poncet et Alexis Bouvier remettent vers le 16 février au magasin de Saint-Laurent pour la valeur de 2312 livres de grains. D'autres commissaires reçoivent 3000 livres "pour être employées à l'emplette des grains." D'autres grains ainsi achetés sont apportés le 22 février. De nouveaux grains sont emmagasinés le 25 février pour une valeur de 2492 livres. Jacques Poncet reçoit encore 2000 livres le 26 février et il approvisionne le magasin de Saint-Laurent pour une valeur de 1873 livres le 3 mars. Il reçoit à nouveau 948 livres le 5 mars pour acquérir d'autres subsistances et apportent d'autres grains le 8 mars. Jacques Lépeule remet encore des grains au magasin pour une valeur de 5062 livres le 12 mars, alors que onze voituriers de la commune sont réquisitionnés pour le transport des subsistances du district.

La municipalité de Saint-Laurent décide le 17 mars de nommer les citoyens Alexis Tartavel et Claude-Ambroise Bourgeois, commissaires pour le mesurage, la distribution et la livraison des grains qui ne seront remis que contre des bons signés des officiers municipaux. Alexandre Roidor de Salave est pour sa part nommé commissaire pour encaisser les sommes correspondant à ces livraisons. Celles-ci auront lieu pendant deux mois les mercredis -on constate que malgré le nouveau calendrier, on raisonne toujours à la semaine- dès cinq heures du matin. Ambroise Roidor rapporte le 10 avril que les recettes correspondant aux ventes de grains se montent à 7568 livres.

Le conseil général de **La Chaumusse** se réunit le 9 février. Un membre dit que la très petite quantité de grains accordés par le bon du directoire du district "suffisait à peine pour le tiers des subsistances nécessaires aux habitants, qui, comme on le sait, n'ont presque rien récolté à cause de la grande sécheresse que leur moisson a essuyée. La disette qu'ils éprouvent" et la crainte de ne pas être approvisionné "les font craindre à être réduits dans la plus affreuse famine. Le district d'Orgelet où ils doivent lever le peu de grains qu'on leur a accordé est épuisé." La municipalité décide donc à l'unanimité de nommer deux commissaires, les citoyens Laurent Chanez et Joseph Romand, pour s'adresser aux représentants du peuple pour obtenir la permission de pouvoir faire des approvisionnements de grains surtout en orge dans plusieurs départements. Ils pourront ainsi "empletter dans les foires et marchés et dans les villages et chez les fermiers la quantité de 2550 quintaux de grains dont le tiers en froment pour la subsistance de 545 individus dont est composée la commune. Cette quantité est d'autant plus nécessaire que plus de la moitié des habitants ont déjà mangé l'orge qu'ils destinent pour ensemercer leurs héritages au printemps prochain. On ne sème rien en automne dans nos contrées; que deviendraient les pauvres habitants s'ils ne peuvent rien semer. On espère que ces raisons seront prises en considération." Ils voudraient donc pouvoir effectuer des achats de grains comme le fait Saint-Laurent.

C'est dans ce contexte, que se présentent les deux commissaires nommés par le district de Condat-Montagne qui veulent perquisitionner dans toutes les maisons et faire des inventaires. Comme à Saint-Laurent, ils demandent que la délibération soit reportée sur le registre de la commune. Comme l'armée a besoin de selles, de brides et de tout ce qui constitue le harnachement d'un cheval, le directoire du district étend la mission de ses deux commissaires à la recherche et éventuellement à la réquisition, moyennant paiement selon évaluation d'expert, des brides et selles sans oublier les bottes, licols ou autres sangles.

Une compagnie du 17^e bataillon de la Côte-d'Or stationne à Saint-Laurent depuis le 28 décembre 1793. Cette commune a fourni la viande nécessaire à cette troupe, mais elle demande que les communes voisines participent également. Le directoire de Condat-Montagne décide donc que les municipalités de Rivière-Devant, Grande-Rivière, Prénovel, Saint-Pierre et La Chaumusse fourniront chacune pour une décade, et chacune à leur tour, la viande nécessaire à la nourriture du détachement au prix de la taxe. Cette décision est reportées le 14 février 1794 sur le registre de la commune de La Chaumusse.

La municipalité de Rochepierre précise à ce sujet le 25 avril aux administrateurs du district. "L'automne dernier, notre commune fut obligée de se défaire d'un nombre de 103 vaches, tant vendues que tuées, à cause de la rareté des fourrages qui avait été emporté par la sécheresse. Et lorsque nous avons été obligé de fournir la viande aux volontaires en station à Saint-Laurent, nous avons été obligé d'avoir recours à un boucher qui a fait des courses dans les environs pour se la procurer, et auquel nous avons donné 150 livres d'indemnité. Voilà, citoyens, ce que l'on peut réclamer et que nous avons bien payé, espérant de votre équité ordinaire que nous ne perdrons pas cette somme⁴⁰."

Les deux commissaires sans-culottes de Condat se présentent dans les mêmes conditions devant les municipalités du **Lac-des-Rouges-Truites** et de **Prénovel** et font également enregistrer la délibération du district sur le registre de ces communes avant d'opérer des perquisitions et de recenser les denrées. Cette délibération n'est par contre pas reportée sur le registre de Rochepierre ci-devant Saint-Pierre.

Le conseil général de la commune de **Saint-Pierre** se réunit également le 9 février 1794. Le greffier met sur le bureau "un extrait des registres des délibérés de la commission administrative (sic) du district d'Orgelet à la date du 22 nivôse dernier (11 janvier 1794, Cf. ci-dessus la réquisition faite le 8 janvier par l'agent national), par lequel il est ordonné aux communes de Montrevel, Morval, Thoissia, et Villechantria (de délivrer) la quantité des grains énoncée audit arrêté. Après le recensement fait des fournitures faites par les quatre communes, il résulte que la commune de Montrevel redoit 91 mesures de graines, Thoissia, 80 mesures et Villechantria, 193 mesures à la mesure d'Orgelet." Pour parvenir à la levée des grains, le conseil général nomme François-Joseph Jacquillon et Claude-Pierre Bénier qui devront se rendre dans ces trois communes pour recueillir "le restant du contingent en grains qu'elles devaient fournir. Cette livraison est d'autant plus juste que les habitants sont dans la plus grande détresse de ces grains⁴¹."

Les quatre villages cités se trouvent vers Saint-Julien et Saint-Amour et sont alors englobées dans le district d'Orgelet. On peut remarquer que l'on met pas mal de temps pour procéder à l'enlèvement de ces grains, peut-être en raison des obstacles climatiques ou de la difficulté de trouver des voituriers.

Si on tente de transformer les quantités nommées en quintaux, et en supposant que la mesure d'Orgelet corresponde à 22 livres, on trouve qu'il reste 8008 livres soit 80 quintaux à enlever ce qui correspond à environ la moitié de la réquisition initiale de 160 quintaux.

c) Intervention désespérée auprès du représentant du peuple Lejeune

Les administrateurs du district prennent connaissance le 8 février d'un arrêté de la Commission des subsistances et approvisionnements de la République du 25 janvier. Cette administration, selon le registre de délibérations, ordonne au directoire du district "de pourvoir sans délai et provisoirement aux besoins de la commune de Condat-Montagne avec nos ressources locales en nous servant des moyens" prévus par la loi. En bon patriotes, les administrateurs approuvent : "le devoir le plus sacré des républicains est de se porter mutuellement des secours et nul ne peut et ne doit refuser de partager ses subsistances même avec son ennemi."

Cependant, contrairement aux autres communes du district, la ville de Condat-Montagne n'obtient plus de grains en provenance du district d'Orgelet. Le directoire, qui a bien compris la nécessité d'un partage, décide donc ce 8 février de réquisitionner pour le chef-lieu du district plus de 2500 mesures de grains sur quinze communes principalement des cantons de Moirans et de Molinges⁴². Seules deux communes ont approvisionné Condat de manière significative à la date du 19 février et la garde nationale de cette ville et un gendarme sont chargés d'activer celles qui ne se sont pas acquittées de leur obligation.

Le conventionnel Lejeune est nommé le 29 décembre 1793 représentant en mission dans les départements du Jura, de la Haute-Saône, du Doubs, de la Côte-d'Or et de l'Ain par le Comité de salut public. Le représentant Prost aurait dû simultanément laisser la place mais il reste en poste, créant ainsi une situation difficile pour les montagnards jurassiens. Le représentant Lejeune intervient peu dans le département du Jura en janvier 1794, mais le caractère de sa mission est ensuite mieux connu par les jurassiens.

Devant la situation désespérée qu'il connaît, le directoire du district lance un vibrant appel le 8 février au "citoyen Lejeune représentant du peuple dans les départements du Doubs, du Jura, etc." et lui demande de venir voir sur place l'état des subsistances. On a déjà pu observer précédemment certains accents de prose remarquables et on peut admirer l'éloquence du texte qui suit.

"Les gémissements que nous t'adressons sur le déplorable état de ce district relativement aux subsistances ne sont pas les premiers accents de douleur que nous arrache le besoin. Depuis longtemps nous souffrons; depuis longtemps la disette est à nos portes, elle est entrée dans nos maisons, elle y macère sa victime et y appelle le désespoir. Pour remédier à ces maux, pour procurer des adoucissements à notre sort, nous nous sommes adressés tour à tour à la Commission administrative, au représentant du peuple alors à Dole, à la Commission des subsistances et

approvisionnement de la République, à la Convention même." Le directoire explique ensuite que le district d'Orgelet ne peut fournir les quantités de grains indispensables et qu'il a refusé de fournir d'autres grains demandés.

"A cette nouvelle, la consternation a redoublé et toutes les horreurs de la famine se sont présentées à la vue de nos administrés. Les gémissements sont devenus des armes de fureur. Les commissaires chargés de diviser en parcelles le peu de ressources qui nous étaient parvenues se sont vus poursuivis par des gens à qui le besoin ne permet pas d'écouter d'autres voix que sa voix impérieuse. Les mêmes cris ont menacé les administrateurs dont le cœur était déjà percé, mené encore tant par le sentiment des maux individuels qu'ils partagent avec les administrés, que par le sentiment bien plus pénible des maux publics que chaque instant ne fait qu'aggraver."

"Le district a ordonné pour la troisième fois des perquisitions dans les campagnes voisines qui depuis longtemps peignent elles-mêmes leur situation sous les couleurs les plus déchirantes. La société populaire vient de faire des députations à la municipalité pour que tous les domestiques femelles (nous n'en avons pas d'autres) fussent mis hors de cette commune affamée. Elle a demandé que tous les animaux que l'homme conserve avec lui pour son plaisir ou pour son besoin fussent mis à mort. Mais ces faibles réponses fussent-elles adoptées, ne peuvent que bien peu prolonger notre existence. Citoyen représentant, des enfants crient à leur père. Nous nous adressons à toi, viens voir par toi-même l'état de détresse où nous sommes réduits : Nous ne pouvons nous persuader que ce tableau te trouve insensible. Tu ordonneras aux départements voisins, à celui de Saône-et-Loire ou de la Haute-Saône de pourvoir à nos besoins pressants ou, si tu ne peux rien pour nous, nous saurons du moins qu'il ne nous reste plus qu'à mourir."

Le citoyen Marandet, nommé commissaire par une délibération antérieure, porte ce courrier au représentant Lejeune. On constate que le directoire évoque plus Condat-Montagne que le reste du district et que cette ville est sans doute plus atteinte par la disette. Malgré l'urgente nécessité des ravitaillements, les administrateurs évoquent tout d'abord la disette et la famine n'est mentionnée qu'au deuxième stade lorsqu'elle est entrevue. Le représentant Lejeune fut sans doute tenu au courant des mesures prises par le Comité de subsistances et ne vint pas immédiatement à Condat-Montagne.

La copie de ce courrier est adressée le même jour au directoire du district d'Orgelet. On y relève notamment "Notre situation est terrible. Elle nous fait craindre de mourir de faim." Un commissaire est chargé de porter la lettre et de décrire fidèlement la situation. Il faudra le croire "lorsqu'il vous dira que les femmes et les enfants s'en retournent en pleure lorsqu'ils n'ont pu obtenir après douze heures d'attente, le bled dont ils manquent depuis plusieurs jours, lorsqu'ils vous peindra des familles entières passant dès trois jours sans pain et subsistant à peine à l'aide de légumes." Le rédacteur ajoute en P. S. que les communes de Morez, des Rousses, Bois-d'Amont, Morbier, Bellefontaine et Septmoncel se trouvent dans une cruelle détresse et conjure le district d'Orgelet "d'avoir quelques égards pour elles."

Malgré cette situation dramatique, le district d'Orgelet refuse d'effectuer une livraison de grains pour Saint-Claude. Le directoire du district envoie donc deux jours plus tard une deuxième lettre plus directe et rédigée par un autre administrateur, au représentant Lejeune. "Nous venons de l'apprendre, notre dernière

espérance est perdue. Nous osions nous flatter que le district d'Orgelet nous fournirait quelques subsistances en attendant que tes soins bienfaisants eussent pourvu à ce que nous ne périssions pas faute d'aliments." Le district d'Orgelet les a en effet informé qu'il est "dans l'impuissance" de fournir des grains et qu'il "refusait absolument de tendre la main à ses frères. (...) Il faut donc périr à moins que comme une autre providence, tu ne viennes nous retirer de l'abîme où nous sommes plongés par la disette. (...) Notre dernière espérance repose dans toi, mais dans toi seul et nous te conjurons de ne pas perdre de vue qu'il n'y a pas un instant à perdre pour nous sauver du désespoir."

Le directoire écrit encore ce même jour 10 février au district d'Orgelet. "La commune de Condat-Montagne est aux prises avec la famine. Elle vous a envoyé des commissaires, à peine daignez vous les entendre. Eh bien citoyens, la commune entière se traînera vers vous. Elle ira tout entière vous demander du pain⁴³ ..." On a déjà vu que des grains destinés aux semences sont mangés.

Le 12 février, les administrateurs du district écrivent au citoyen Grandjacquet, lui-même membre du directoire du district et "présentement à Morez." On l'informe que les sociétés populaires de Morez et Saint-Claude envisagent d'envoyer des commissaires auprès du représentant Lejeune et le district approuve l'idée. Le directoire réfléchit à la possibilité de contracter un emprunt de subsistances auprès de la République de Berne -c'est-à-dire auprès de la Suisse- "sans compromettre la République" et des démarches sont entreprises par la commune de Condat-Montagne auprès de la République de Genève.

Le district répond le 13 février au commissaire coordinateur en chef de l'armée des Alpes qui a fait une réquisition de subsistances sur le district au profit de l'armée des Alpes. Le directoire lui envoie la copie des états rédigés justifiant la pénurie que connaît le district et déclare que son refus "est l'effet d'une impossibilité absolue⁴⁴."

3 - Le district peut s'approvisionner en Saône-et-Loire

La Commission des subsistances et approvisionnements de la République prend un arrêté le 17 pluviôse an II (5 février 1794) par lequel "le département de Saône-et-Loire est requis de fournir au district de Condat-Montagne, département du Jura, quinze mille quintaux de grains dont les 3/4 en froment et le reste en seigle et orge." Ces 15 000 quintaux seront prélevés sur les 40 000 quintaux que ce département doit fournir pour l'armée des Alpes. Ces grains seront donnés dans le délai d'un mois et le département de Saône-et-Loire est même tenu de fournir "tous les moyens de transport nécessaires et même de requérir les chevaux et voitures" nécessaires. "Le prix des grains sera payé ainsi que les frais de transport par le district de Condat-Montagne au fur et à mesure de chaque livraison." Pour assurer la bonne exécution de l'arrêté, les administrateurs du département de Saône-et-Loire sont rendus personnellement responsables.

La Commission des subsistances a la fort bonne idée de faire signifier cet arrêté au département de Saône-et-Loire, ce qui, a n'en pas douté, facilitera l'exécution de son obligation. Il semble cependant que le district de Condat-Montagne n'en ait connaissance que le 15 février, date de la lecture à la société

populaire de Condat, alors que le directoire du district n'en prend officiellement connaissance que le lendemain. On a pu constater les souffrances éprouvées par le district pendant cette période d'incertitude.

Le directoire du district demande le 16 février à la société populaire de désigner parmi ses membres deux commissaires pour la Saône-et-Loire et de participer à rassembler les fonds qui seront nécessaires pour l'achat des grains. Il nomme ensuite le 17 février trois commissaires : "Le directoire, connaissant le civisme des citoyens Joseph Rey, **Basile Brasier** et François Pernier et l'intérêt qu'ils ont toujours manifesté pour le bonheur de leurs concitoyens, arrête que ces trois citoyens seront invités de se rendre dans le département de Saône-et-Loire pour l'exécution de l'arrêté de la Commission des subsistances et approvisionnements." Les trois citoyens, -dont deux, Rey et Pernier, ont proposé leur candidature à la société populaire- se présentent aussitôt et acceptent avec plaisir leur commission "ayant toujours été animés du désir de se rendre utile à la chose publique." Une somme de plus de 45 000 livres leur est donc remise pour acheter les grains et ils doivent partir de suite⁴⁵.

Ces commissaires envoyés en Saône-et-Loire sont chargés de faire les réquisitions sur place y compris les chevaux et voitures nécessaires pour le transport. Les municipalités du district de Saint-Claude ne doivent avoir à faire qu'à eux et c'est à eux qu'elles doivent payer les grains ainsi que les frais de transport. Elles doivent donc s'organiser pour se procurer des fonds⁴⁶.

En vertu de l'arrêté de la Commission des subsistances, les administrateurs du département de Saône-et-Loire répartissent entre les différents districts de ce département la charge de fournir les 15 000 quintaux requis. La répartition prévue par district est la suivante :

Autun	2 400 seigle et orge
Bellevue (ci-devant Bourbon-Lancy)	1 800 dont 1 350 seigle et orge
Chalon	3 200 froment
Charolles	2 800
Louhans	3 300
Macon	1 500

Le directoire du district les en remercie le 21 février⁴⁷, mais remarque que certains districts tel que celui d'Autun sont très éloignés ce qui enchérira le prix du bled. "S'il était possible que vous assignassiez la quantité que vous devez en fournir par les districts plus voisins de nous, comme Louhans, vous ajouteriez une nouvelle obligation à celle que nous nous plaignons à vous avoir."

Des difficultés apparaissent cependant rapidement. Les administrateurs du district ne remercient la Commission des subsistances que le 28 février. "Nos cœurs ont été réjouis. Nous avons sur le champ envoyé trois commissaires pour solliciter la prompte exécution (de votre arrêté), vu les besoins pressants où nous nous trouvions." Cependant les administrateurs lui envoient la copie d'un arrêté du district de Macon qui se dit épuisé par les réquisitions précédentes. "Citoyens, nos inquiétudes redoublent, l'alarme recommence. On murmure contre les administrateurs voyant que les subsistances n'arrivent pas. Que faire. Nous sommes

sans réponse. Nous avons recours à vous comme un enfant à son père qui a les yeux baignés de larmes lorsque la faim le tourmente. Vous êtes trop justes pour laisser des républicains et des frères en proie aux horreurs de la famine."

Comme nous le verrons plus loin, les administrateurs œuvrent ensuite pour trouver les grains nécessaires aux semences.

Le directoire du district intervient le même jour auprès des administrateurs du département de Saône-et-Loire pour qu'ils fassent exécuter la réquisition initialement ordonnée au district de Macon.

Le directoire écrit encore le 1^{er} mars 1794 au représentant du peuple Prost⁴⁸. Il le remercie pour la réquisition qu'il a ordonnée de 20 000 quintaux de grains sur le district d'Orgelet mais que ce dernier n'a pas pu en donner beaucoup. Il l'informe des difficultés rencontrées en Saône-et-Loire où les premiers cantons contactés "se sont dits épuisés par les réquisitions précédentes." Les besoins du district sont donc très urgents et le directoire demande finalement au représentant d'ordonner "que le district d'Orgelet pourvoie momentanément à nos besoins pressants." Le représentant est ensuite loué : "Tes bienfaits marcheront pour ainsi dire devant toi (...) et ton nom sera en bénédiction dans ce district." (Que ne faut-il pas faire pour ne pas mourir de faim ou prise de position en faveur de Prost ?)

Mais le représentant Prost s'occupe plus en ce moment des luttes politiques propres au camp montagnard, par exemple contre des membres de la société populaire de Dole ou contre l'administrateur de la Commission administrative Pierre-Alexandre Lémare qu'il fait emprisonner et, de toute évidence, le district ne s'est pas adressé au bon représentant du peuple.

Le directoire du district écrit à nouveau le 7 mars à la Commission des subsistances et approvisionnement de la République⁴⁹. Il rappelle son courrier précédent et les difficultés éprouvées avec le district de Macon. A leur retour à Condat-Montagne, les commissaires ont démontré qu'au lieu des 15 000 quintaux attendus "chaque district ne s'est obligé de fournir que la quantité de 8 825 quintaux." Le directoire fait par ailleurs enlever par des voituriers "ce qui nous est accordé et nous allons le distribuer aux plus nécessiteux, en attendant que, connaissant notre malheureuse position, vous donniez des ordres pour nous en faire livrer davantage."

La 8^e compagnie du 17^e bataillon de la Côte-d'Or séjourne dans la commune de **Saint-Laurent**. Cette situation complique encore les problèmes de ravitaillement. Cette unité militaire effectue des contrôles sur les routes et arrête le 4 mars⁵⁰ trois voitures chargées de grains pour le village de Tancua. Le maire de la commune, Pierre-Claude Romanet, se déplace. Les militaires prétendent que ces voitures sont destinées à leur ravitaillement. Le comité de surveillance de Saint-Laurent est sollicité. Le litige porte sur le fait que Tancua avait acheté les grains depuis près de deux mois. On examine de plus près les documents de route et les trois voitures peuvent finalement repartir pour Tancua le 6 mars¹.

¹ Il est symptomatique de constater qu'en mars 1794, ce 17^e bataillon de la Côte-d'Or fait justement l'objet de recherches et perquisitions de la part du Comité de surveillance de la ville de Beaune qui a décelé un important trafic de butins et effets

a) Les voituriers du district vont enlever les grains

Des commissaires envoyés en Saône-et-Loire sont de retour à Condat-Montagne les 1^{er} et 3 mars, mais on ne sait pas si Basile Brasier s'y est réellement rendu. Le district de Macon ne pourra probablement pas procurer les grains de son contingent. Par contre les autres districts de Saône-et-Loire peuvent fournir de suite au moins une partie des grains mis en réquisition dans leur ressort. Il faudra cependant plus compter sur les voituriers du district de Condat que sur ceux du département expéditeur des grains.

Le directoire du district de Condat-Montagne prend un arrêté le 3 mars mettant en réquisition les chevaux, voitures, fûts et tonneaux propres à accélérer le transport des grains de Saône-et-Loire dans ce district. Malgré les difficultés dénoncées par les administrateurs, les habitants du district vont finalement pouvoir retirer du département de Saône-et-Loire les grains qui leur sont destinés notamment dans les districts de Bellevue, Charolles et Louhans.

Le directoire du district écrit le 8 mars à la municipalité de **Saint-Laurent** : "Faites partir le plus promptement possible, le plus que vous pourrez de voitures pour aller chercher des grains. Vous ferez munir vos voitures de sacs, tonneaux ou sachets et vous leur remettrez le plus d'argent que vous pourrez. Ils iront charger à Autun."

"Vous nous justifierez du moment de leur départ et de la quantité (de voituriers) que vous en aurez expédié et de la somme que vous leur aurez remise."

Le courrier adressé le 8 mars concernait des enlèvements de subsistances à effectuer en Saône-et-Loire pour les besoins du district et de Condat en particulier. Cependant les cantons de Morez et de Saint-Laurent font savoir le 11 mars qu'ils "ont besoin de prompts secours." Les administrateurs du district allouent alors 500 quintaux au canton de Saint-Laurent à prendre en Saône-et-Loire. Les choses s'arrangent donc et le district écrit à nouveau le 11 mars à la municipalité de Saint-Laurent : "Vous pouvez faire partir instamment le plus de voitures que vous pourrez. Vous les destinerez pour Bletterans. Nous en avons 673 quintaux à charger, tant à la commune de Pierre (Pierre-de-Bresse, département de Saône-et-Loire) qu'à celle de Bletterans (qui est dans le département du Jura mais près de la Saône-et-Loire) lesquels bleds seront prêts à charger pour le 20 et 21 (10 et 11 mars.) En conséquence vous voyez qu'il y a de quoi charger."

"Nous en avons aussi 55 tonneaux, chez les Thévenin à Chalon, qu'il n'y a rien à faire que de prendre. Mais peut-être y en aura-t-il déjà des chargés et amenés à Lons-le-Saunier. Vos voituriers s'en informeront. Mais il vaut mieux qu'ils aillent à Pierre ou à Bletterans. (...) Vous enverrez de l'argent qui sera remis à vos commissaires. (...) Quant à la destination des grains, il faut qu'ils viennent tous ici (à Saint-Claude, donc). Nous ne pouvons en faire une répartition juste soit pour l'espèce, soit pour le prix autrement à raison de l'éloignement. Envoyez nous la note

militaires envoyés par ces militaires à leur famille. Cf. Tanguy Allard : "Le Comité de surveillance de Beaune" par le Centre beaunois d'études historiques, *Mémoires, Recueil des travaux*. Tome 207, 2009, pages 82-83.

du nombre des voitures et du montant de la somme que vous aurez remise aux voituriers." (Sic)

Le 10 mars, à la réception de la première correspondance du district, l'agent national de Saint-Laurent "requiert les citoyens officiers municipaux de cette commune d'avoir instamment à requérir tous les propriétaires de chevaux et voitures, tonneaux, sacs et autres à l'effet d'aller chercher des grains pour la subsistance de cette commune et même du district si le cas y échoit, ainsi que de faire partir les cloches."

La municipalité délibère le 12 mars alors qu'elle a pris connaissance les deux courriers du district. Il est décidé "que les citoyens Valentin Bouvier, Pierre Cordier, Emmanuel Marion, Laurent Pinsard, Alexis Jenoudet, Alexis Bouvier, Jacques Lépeule, Claude-François Guy, Jean-François Guy, Joseph Guy et la veuve Rosset partiront dans le jour avec vingt-quatre voitures attelées chacune d'un cheval ou soit jument. (...) Il leur sera remis les tonneaux qui existent dans le magasin de la commune et en outre la somme de trois milles livres." Jacques Lépeule vient d'amener au magasin de Saint-Laurent des grains pour une valeur de plus de 5 000 livres. On réutilise donc probablement tout ou partie du convoi qui a apporté ces subsistances.

La municipalité prévient le lendemain le district des mesures prises. Un convoi arrivera à Pierre le 21 mars prochain. Il faudrait "lui tenir prêt cinquante quintaux de grains pour le chargement de ses 5 voitures et faire en sorte qu'il n'éprouve aucun retard." Le même jour Valentin Bouvier et Alexis Jenoudet reçoivent chacun la somme de 1 500 livres de la municipalité "pour empletter des grains du district"⁵¹. Les voituriers de Saint-Laurent^j accomplirent probablement cette mission avec promptitude.

On constate que le directoire du district, suite à la demande de la société populaire de Condat du 3 mars, veut faire livrer les grains au chef-lieu, non seulement parce que la ville en a probablement plus besoin que la campagne, mais aussi pour être à même de contrôler ces approvisionnements. Les responsables et voituriers devant approvisionner Morez ou Saint-Laurent sont cependant plus réalistes : ils ne vont tout de même pas passer à Condat-Montagne lorsqu'ils viennent de Bletterans ou de Lons-le-Saunier !

A Longchaumois, toutes les voitures ont été réquisitionnées pour les subsistances, mais la municipalité les a conservées sur place. Elle reçoit le 15 mars un ordre strict du directoire pour qu'elles partent dès le lendemain matin pour aller charger des grains à Bellevue.

b) La situation du Lac-des-Rouges-Truites paraît difficile

On manque de grains au **Lac-des-Rouges-Truites**. La longue délibération du 7 mars portée sur le registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites porte en

^j Je signale, à l'attention des lecteurs grandvalliers, que le mot "roulier" existait déjà à Saint-Laurent en 1748, mais qu'il n'apparaît cependant que très peu dans les textes examinés, ce qui, à mon grand regret, m'empêche de l'utiliser à bon escient.

même temps sur un besoin urgent de subsistances destinées à l'alimentation et sur le besoin de grains destinés aux semences. Cette deuxième partie est développée plus loin⁵².

Les différents individus de la commune représentent journellement à la municipalité qu'ils sont "dans le plus grand besoin d'avoir différentes graines pour la subsistance de leur famille." La commune est composée de 807 individus et les trois-quarts après la semence prélevée n'ont aucune subsistance, "que même une grande partie n'ont aucune semence." Il y a également dans la commune les douze préposés aux douanes et leur famille composée de 32 individus, qui n'ont rien récolté et sont dans le plus grand besoin. La municipalité décide de nommer deux commissaires pour rencontrer le représentant du peuple (il doit s'agir de Prost, qui a déjà autorisé Saint-Laurent) et le supplier d'autoriser la commune d'empletter des grains dans un ou plusieurs des départements dont il est le représentant du peuple. Il lui est également demandé l'autorisation pour pouvoir acheter des semences d'orge et d'avoine à concurrence de 400 mesures dans le département du Doubs.

Les citoyens Ferréol Cassard, officier municipal et Jean-Baptiste Macle, notable sont désignés comme commissaires et devront rencontrer le représentant du peuple dans les plus brefs délais. La municipalité anticipe même le succès de cette mission en nommant des commissaires pour l'achat des grains.

La délégation envoyée par la commune ne connut cependant pas le résultat escompté. Le corps municipal du **Lac-des-Rouges-Truites** s'assemble à nouveau le 15 mars "ensuite de plusieurs plaintes et à la demande de plusieurs individus de la commune qui journellement se présentent à nous pour avoir différentes graines pour la subsistance de leur famille; lesquelles nous sommes obligés de les approvisionner chez différents particuliers dudit lieu." Ils entament alors les graines destinées à l'ensemencement des terres. Le corps municipal décide alors de nommer un commissaire qui ira à Condat-Montagne "à l'effet de consulter les citoyens administrateurs du district dudit Condat-Montagne pour prendre les moyens nécessaires, et voir la manière qu'on peut avoir des subsistances." Le commissaire emmènera avec lui une copie du recensement des grains effectué dans la commune.

Le commissaire nommé est également chargé de demander aux administrateurs "si la municipalité du Fort-du-Plane a droit de prendre des vaches dans ladite commune du Lac comme ils en ont déjà enlevées plusieurs jusqu'à ce jour pour fournir de la viande aux citoyens volontaires en cantonnement en leur commune. Ils prennent des vaches pleines de veau sans faire aucun jugement ni estimation desdites vaches, soit génisses." Alexis-Victor Brasier-Chanez, officier municipal, qui a été nommé commissaire se rendra à Condat-Montagne dès demain et la commune lui remboursera ses frais de déplacement ainsi que la copie qui sera faite du recensement⁵³.

Sans attendre le retour du commissaire nommé, le conseil général de la commune du Lac se réunit le 16 mars. La délibération retrace la situation dans un langage assez difficile à comprendre et que nous essayons d'interpréter : "La disette des subsistances règne dans la commune concernant les menues graines qui sont extrêmement rares chez la plus grande partie des individus de la commune." Cependant certains particuliers ont quelques mesures de grains de plus que ce qui leur est nécessaire et l'on craint qu'ils en vendent à des familles domiciliées dans des communes voisines sous le prétexte qu'elles seraient parentes ou amies. Cette

situation ne manquerait pas de priver de pauvres familles de cette commune. Aussi la municipalité prend un arrêté par lequel elle demande aux citoyens Girard de la brigade des douanes du Voisinal et Bollard, lieutenant de la brigade des Martins de veiller et d'empêcher "l'exportation" des grains de cette commune. Ils devront être particulièrement vigilants de nuit du côté du bas de Foncine et du côté de la Chapelle-des-Bois et combe de Morbier. Cet arrêté est signifié le 17 mars aux responsables des postes de douane de la commune. Compte tenu de ce qui va suivre on peut vraiment se demander si la mesure est sérieuse ou si l'on n'a pas cherché à endormir l'attention des douaniers.

Les administrateurs du district reçoivent le commissaire envoyé par la commune. On verra plus loin, que le recensement qui a été opéré dans la commune montre qu'on peut disposer de 94 livres de grains par personne. De ce fait, le directoire de Condat-Montagne a décidé que la commune du Lac-des-Rouges-Truites ne peut pas bénéficier présentement des approvisionnements venant de Saône-et-Loire. Les administrateurs en informent certainement le commissaire et écrivent le jour même 16 mars à la municipalité de cette commune.

Ils lui rappellent qu'ils ont mis en réquisition les moyens de transport. Ils enjoignent à cette municipalité de réquisitionner les chevaux et voitures existant dans la commune par aller chercher des grains. "La municipalité remettra aux voituriers le plus qu'elle pourra de fonds, lesquels les remettront aux commissaires qui leur en feront reçu." Ils amèneront les grains à Condat-Montagne "à moins que ledit chargement ne fasse nombre de 400 quintaux pour le canton de Saint-Laurent. (...) Quant à la viande à fournir aux volontaires (en fait, il s'agit de militaires en station dans la commune dans le but de garder ou observer la frontière avec la Suisse), la municipalité doit avoir égard de ne point détruire les veaux des vaches en en prenant des pleines; elle doit prendre des vaches stériles ou des génisses ou même y suppléer par des veaux⁵⁴."

Cette lettre semble reçue le 18 mars et le corps municipal du Lac-des-Rouges-Truites se réunit le lendemain. L'assemblée découvre alors l'arrêté du district du 3 mars concernant la réquisition des chevaux et voitures et décide de mettre "en réquisition sept chevaux et sept voitures et huit tonneaux qui sont dans la commune et les citoyens requis pour cet objet fourniront des sacs pour la contenance de ce que lesdits tonneaux ne pourront pas contenir pour le chargement desdites sept voitures; lesquels lesdits citoyens requis avec leurs chevaux et voitures devront partir pour se rendre audit lieu du district d'Autun pour le chargement desdits grains le 2 germinal prochain (22 mars) si déjà ils ne peuvent partir plus tôt." Ils s'adresseront au commissaire qui est sur place et qui opérera le chargement.

Sont requis : (Est barré Emmanuel Thouverez); les héritiers des frères Thouverez, marchands aux Thévenins, requis pour deux chevaux et deux voitures^k; Les frères Benoit du Voisinal, un cheval ou jument et une voiture; Claude-Alexandre Verjus avec trois chevaux ou juments et trois voitures. Il n'y a donc que six voitures. Les citoyens requis devront se conformer à la présente réquisition "sous peine d'être déclarés comme rebelles à la loi en ne s'y voulant pas conformer."

^k Il s'agit essentiellement d'Emmanuel et de Pierre-Joseph Thouverez, cousins. Cf. dans le chapitre consacré aux affaires militaires, la rubrique distribution des secours aux parents des militaires, à la date du 10 août 1794.

On verra plus loin que le 27 mars (et très probablement depuis le 25 ou 26 mars), il n'est plus possible d'enlever des grains dans le district d'Autun. Quel chemin ont donc dû prendre ces voituriers ?

Les préposés des douanes du **Lac-des-Rouges-Truites** se plaignent le 2 avril aux administrateurs du district. "Nonobstant la grande disette qui se fait que trop sentir le long de cette partie de frontière, il y existe des grains dans ladite commune, ce qui est bien prouvé par le dernier recensement fait par les commissaires que vous avez envoyés pour cette opération, mais que la malveillance et la cupidité de ceux qui en sont dépositaires les portent à ne point vouloir en assister ceux qui en manquent. Quoique requis par écrit en la personne du maire de ladite municipalité, ce qui nous arrive très fréquemment, soit qu'il craigne d'en être payé au prix du maximum ou de ne pouvoir le vendre à leur (?)." Ils exposent ensuite que plusieurs ont des charges de famille nombreuse et que sans pain et farine, ils gémissent dans la plus affreuse indigence. Ils demandent aux administrateurs de statuer sur cette situation. Il s'agit là du texte de la pétition qui est recopiée sur le registre de la commune.

La transcription sur le registre des pétitions se formule brièvement comme suit : Ils manquent absolument de grains et "ils ont demandé à la municipalité d'en prendre chez les citoyens les plus aisés au prix du maximum" ce qui leur a été refusé. Ils demandent donc à l'administration du district de donner des ordres en conséquence⁵⁵. Cette formulation permet de penser que les administrateurs ont rencontré les pétitionnaires et que ce qui est en cause est l'application du maximum qui, partout, est de moins en moins respecté. Il est bien vrai par contre que, malgré l'inflation du cours des assignats, la rémunération de ces fonctionnaires est bloquée par la loi du maximum et ils entendent donc bénéficier des prix du maximum pour leurs achats de denrées. Le directoire ne traite pas de manière directe cet aspect du maximum, probablement parce que cela va de soi.

"Le directoire considérant que la loi lui fait un devoir impérieux de veiller à la tranquillité et au bonheur de ses administrés et surtout à ce que les fonctionnaires publics n'éprouvent aucune entrave à l'exercice de leurs fonctions, (...) considérant qu'ils doivent jouir comme les autres citoyens du droit de partager les subsistances de leurs frères, considérant que le moindre retard, ou la négligence des municipalités deviennent préjudiciables à la surveillance exacte dont les préposés sont chargés, arrête le (3 avril 1794), l'agent national entendu, que la municipalité du Lac-des-Rouges-Truites demeure requise sous sa responsabilité personnelle de fournir aux préposés des douanes nationales, les grains nécessaires à leurs subsistances à prendre chez les particuliers de leur commune en attendant que le directoire puisse pourvoir aux nécessiteux par des grains qui doivent lui être délivrés par le département de Saône-et-Loire, autorise la municipalité à requérir la force armée pour l'exécution du présent arrêté et à mettre en station des gardes nationaux ou des gendarmes à cinq livres par jour chez les réfractaires et à leurs frais."

A cette date du 3 avril, les voitures envoyées par la commune ne sont pas loin d'être de retour, mais on ne sait pas si elles ont pu ramener des grains dans la commune, ce qui aurait pu faciliter la distribution des grains aux préposés des douanes et à leur famille.

Le maire du Lac-des-Rouges-Truites commente le 5 avril la pétition effectuée par les préposés aux douanes et l'arrêté pris par le directoire, dont il vient d'être

informé. Depuis la récolte jusqu'à cette époque, les préposés n'ont subsisté ainsi que leurs familles que des blés de cette commune, à l'exception de 30 mesures de blé froment qu'ils ont empletées aux marchés de Châtillon et d'ailleurs. Il n'y a dans la commune du blé que pour faire les 2/3 des semailles et on ne peut pas s'en priver "sans que la commune en souffre considérablement et même la République." Alexis Benoit, l'agent national, demande donc à la municipalité de présenter "une pétition à l'administration du directoire du district de Condat-Montagne et de demander d'être approvisionner le plus tôt possible" pour les subsistances des préposés et de la commune de façon à pouvoir épargner la semence.

c) Nouveaux approvisionnements en provenance de Saône-et-Loire

La plupart des voituriers, payés à Condat-Montagne au prix du maximum, refusent d'obtempérer aux réquisitions faites par le district. Les administrateurs doivent donc prendre le 2 mars un autre arrêté pour réquisitionner les voituriers devant approvisionner Condat "sous la responsabilité personnelle" des membres des municipalités villageoises concernées. Les administrateurs du district invitent le 23 mars, Michel, commandant la gendarmerie de Morez, à envoyer tous ses gendarmes dans les communes voisines pour faire respecter leur arrêté portant réquisition des chevaux et voitures. "Si, dans les municipalités, il se trouvent des récalcitrants, tu es autorisé par la présente à y mettre de tes gendarmes en station à cinq livres par jour⁵⁶."

Les administrateurs du district écrivent le 19 mars à leurs collègues de Charolles pour leur demander de faciliter les opérations des commissaires envoyés sur place, notamment quand il s'agit de trouver des cautions pour les acquits délivrés. "Ce faisant vous augmenterez la reconnaissance de quarante-cinq milles âmes qui voient par votre secours, une mort inévitable se reculer de quelques jours." Deux jours plus tard, le district fait parvenir la somme de 4000 livres à ses commissaires temporairement en poste à Charolles pour pouvoir effectuer le paiement des grains enlevés.

Les administrateurs du district prennent le temps de faire le point. Ils décident le 23 mars qu'il convient d'approvisionner d'abord les 27 communes du district pour lesquelles le recensement des grains était inférieur à 55 livres de grains par individu. Ils constatent que dans le canton de Saint-Laurent, seule la commune de La **Chaumusse** répond à ce critère. Ils annulent donc l'arrêté pris antérieurement qui octroyait 500 quintaux de grains à ce canton et décident en remplacement qu'il ne sera accordé que 100 quintaux et 55 livres au seul profit de la commune de La Chaumusse.

Un convoi arrive à Saint-Laurent le 27 mars et les élus de la commune écrivent à la municipalité de Morbier. "Citoyens, nous vous prévenons qu'il vient d'arriver dans cette commune, 17 voitures de grains accompagnées d'acquit à caution pour cette commune daté à Autun du 20 mars. Le directoire du district de Condat-Montagne par leur arrêté du" 22 mars a décidé que les grains seraient partagés entre les communes de **La Chaumusse**, Morbier et Bellefontaine. Il est demandé que des commissaires de Morbier et Bellefontaine viennent à Saint-Laurent pour enlever leur part de grains et "nous rembourser les fonds que nous aurions avancés à ce sujet et

desquels nous avons un pressant besoin, ainsi que prendre des arrangements avec les voituriers, payer les frais de transport⁵⁷." Cette formulation permet de penser que les voituriers sont payés dans ces cantons à un tarif plus élevé que celui du maximum.

Justement, ce 27 mars, le district écrit aux municipalités de Moirans et de Morez pour leur indiquer qu'il n'y avait plus de grains à charger à Autun. On verra cependant plus loin que le district d'Autun n'a pas délivré tous les grains que les jurassiens attendaient.

Les habitants de La Chaumusse sont convoqués le 31 mars par leur municipalité "pour délibérer sur la manière de distribuer les blés qui sont parvenus et qui parviendront pendant deux mois dans notre commune, déposés au domicile du citoyen François-Félix Besson." Ces blés proviennent à n'en pas douter, du convoi arrivé à Saint-Laurent le 27 mars et partagé entre les communes de La Chaumusse, Morbier et Bellefontaine. Le citoyen Alexis Brenet (notable) est nommé à l'unanimité "pour délivrer les bons aux plus nécessiteux et tirer le montant de l'argent." Les citoyens François-Félix Besson et Daniel Fromont sont désignés "pour mesurer et livrer les bleds suivant les bons qu'ils recevront venant du citoyen Alexis Brenet." Le bled "se délivrera le mardi et le vendredi de chaque semaine (vieux style.)"

Comme les grains risquent de manquer, le conseil général de La Chaumusse décide ensuite que le citoyen Jean-Baptiste Martin se rendra à Condat-Montagne, ci-devant Saint-Claude afin de pourvoir aux subsistances⁵⁸.

d) Difficultés avec la Saône-et-Loire. Arrêt et reprise des approvisionnements

Cependant les districts de Saône-et-Loire limitent la quantité des grains délivrés pour le district de Condat et les voitures chargées de grains n'arrivent plus de ce département.

Les administrateurs du district écrivent le 28 mars à Colomb, l'un des commissaires envoyés en Saône-et-Loire. "L'espoir que nous avons de recevoir des secours du département de Saône-et-Loire s'évanouit de jour en jour. La désolation est à son comble. Nous ne pouvons plus y tenir. Nous avons fait une répartition des grains que nous devons recevoir provisoirement jusqu'à la concurrence de 6 000 quintaux environ. Nous comptons surtout sur les 2 400 quintaux à lever sur Autun. Mais quelle a été notre surprise à la réception de ta lettre, voyant que tu n'en avais pu obtenir que 381 quintaux." De même le district de Charolles ne remet qu'une quantité de 1 000 quintaux au lieu des 2 800 promis. Ils poursuivent en lui demandant d'intervenir auprès des administrateurs du département de Saône-et-Loire pour obtenir d'autres subsistances. "Tâche d'obtenir le plus de grains que tu pourras, en attendant que nous recevions des ordres de la Commission des subsistances."

Le directoire adresse ce même jour une nouvelle correspondance à la Commission des subsistances. La municipalité de Morez avait envoyé à cet organisme le 4 mars une demande pour obtenir des subsistances. Le directoire rappelle les interventions qu'il a effectuées depuis octobre 1793 pour obtenir des subsistances. Il rappelle les refus essuyés en Saône-et-Loire de sorte que les quinze milles quintaux de subsistances accordés se trouvent réduits à cinq milles quintaux. La plus grande partie des grains reçus a été délivrée aux communes les plus indigentes mais "dans deux jours, nous n'aurons à leur offrir que des larmes et des

regrets inutiles." Il demande que le département de Saône-et-Loire fournisse les 15 000 quintaux initialement prévus.

"On dit" ce 28 mars à la société populaire de Condat-Montagne, que Morez, Les Rousses, Morbier, Saint-Laurent et Bellefontaine ont acheté 300 à 400 mesures de blé sur le marché d'Arinthod. Les administrateurs du district félicitent ces municipalités le lendemain, mais leur rappelle qu'elles auraient dû rendre compte "pour que nous sachions ce que nous devons diminuer sur la portion qui vous arrive"⁵⁹."

La Commission des subsistances avait cependant déjà réagi et écrit aux administrateurs des districts de Saône-et-Loire. Le directoire du district de Condat écrit le 31 mars au directoire du district de Chalon. "Vous devez avoir reçu une lettre de la Commission des subsistances et approvisionnements de la République en date du (23 mars) qui vous enjoint, sous peine d'être dénoncés au Comité de salut public en cas qu'elle reçoive de nouvelles réclamations de notre part, de nous faire livrer dans le plus bref délai, les 3200 quintaux de froment qui nous étaient assignés par l'arrêté du département de Saône-et-Loire en date du (17 février) et à compte duquel vous nous avez déjà délivrés environ 300 quintaux. (...) En conséquence, frères et amis, (il n'est pas sûr qu'ils pensent de même !) épargnez nous le désagrément de faire de nouvelles réclamations." Le directoire poursuit par une longue lettre ventant le cœur républicain des habitants de Saône-et-Loire, et la famine subie par leurs frères du Jura. Il termine par : "N'oubliez pas que nous sommes vos frères et des frères reconnaissants."

Une lettre identique est adressée le même jour aux autres district de Saône-et-Loire. Chacun de ces districts doit fournir la totalité du contingent prévu. Le district de Bellevue les Bains doit encore livrer 400 quintaux.

e) Nouveaux recensements des denrées au Grandvaux

Les armées de la République ont besoin de subsistances. Pour y voir plus clair, les représentants en mission auprès des armées de la Moselle et du Rhin ordonnent le 17 février qu'un recensement sera effectué dans divers départements et notamment dans le Jura. Le directoire de Condat considère tout d'abord que le recensement "strict et rigoureux" qu'il vient d'ordonner de réaliser par les sans-culottes de Condat répond à cet objectif. La commission administrative de Dole demande également le 21 mars d'autres renseignements. Le directoire arrête donc le 4 avril qu'il sera procédé à un autre recensement. Le conseil général de chaque commune sera tenu, dans les 24 heures, "de procéder sans interruption à un nouveau recensement. (...) Le conseil se divisera en sections, dont l'une restera en permanence et les trois autres se porteront sur différents points pour effectuer le recensement conformément au tableau envoyé par la commission administrative." Deux commissaires du district seront envoyés par canton pour accélérer les opérations et en "surveiller l'exécution."

L'article 3 précise ensuite : "Cependant, le dernier recensement de grains a été fait avec la plus scrupuleuse sévérité, les conseils généraux des communes dresseront seulement l'état de la population actuelle et celui des fourrages et du bétail." Le travail à réaliser sera donc moins lourd. L'un des commissaires Jean-

François Mercier est huissier à Condat et l'autre est Joseph-Augustin Barbaud de Saint-Laurent⁶⁰.

Le secrétaire de la municipalité de Rochepierre ci-devant **Saint-Pierre** ne recopie que la fin de l'arrêté et précise que le recensement à été remis au district le 12 avril par le commissaire Mercier.

Joseph-Augustin Barbaud remet cet arrêté à la municipalité du **Lac-des-Rouges-Truites** le 10 avril. Il explique qu'il faut recenser "la quantité des chefs de famille et des individus, la quantité de quintaux de paille et foin, le nombre des chevaux, bœufs, vaches et veaux qui peuvent être dans ladite commune." La commune sera divisée en trois sections et deux commissaires sont nommés pour chacune des sections. La première section comprendra Sous le Mont Noir et le Maréchet, le deuxième le Voisinal des Roussets et les Thévenins et la troisième Sous la Côte et Les Martins. Le recensement devra être terminé demain 11 avril⁶¹.

Le commissaire Vuillaume fils se présente devant la municipalité **des Piards** pour le même objet le 9 avril et les renseignements recherchés lui sont communiqués de suite.

Le fromage au Grandvaux

La viande, d'une manière générale, n'est citée comme nourriture et subsistance dans les documents examinés, que dans les tarifs du maximum et également lorsqu'il s'agit de nourrir les militaires.

Le **fromage** n'est également que peu nommé comme subsistance. Pourtant, il y en a chez les négociants du Grandvaux. La société populaire de Condat-Montagne demande en janvier 1794 que les fromages entreposés à Condat chez le citoyen Basile Brasier fassent l'objet, au profit des habitants, d'une réquisition au prix du maximum. Je ne connais cependant pas la suite donnée à cette réclamation.

Un état daté du 30 septembre 1793 récapitule par commune le "nombre de bétail rouge" ainsi que la quantité de fromage produite probablement en livres. On constate alors que la commune de Saint-Pierre est encore appelée Rivière-Derrière. Il faut certainement entendre par "bétail rouge", les vaches, génisses et veaux. Le tableau précise également qu'il n'y a pas de mouton dans le Grandvaux excepté à Fort-du-Plasne où 14 de ces animaux ont été recensés⁶².

Une réquisition de beurre est par ailleurs décidée fin novembre 1794 en faveur des hôpitaux⁶³. Les administrateurs du district décident de répartir cette réquisition à raison d'environ "une livre par dix vaches" de chaque commune ce qui permet de déterminer approximativement le nombre de vaches des communes du Grandvaux. Un tableau récapitule ces données de 1793 et de 1794.

	Septembre 1793		Novembre 1794 Vaches, Nombre
	Quantité de fromage (en livres)	Bétail rouge, Nombre	
Saint-Laurent (puis Belair)	51 300	640	400
La Chaumusse	25 430	387	260
Grande-Rivière	37 000	917	520
Rivière-Devant	13 000	305	200
Saint-Pierre (puis Rocheperrière) (1)	38 600	599	420
Fort-du-Plasne	30 000	582	340
Lac-des-Rouges-Truites	30 245	578	350
Prénovel	28 200	377	160
Les Piards	6 590	320	70

1) La municipalité de Rocheperrière indique fin mai 1794, que la commune a été obligée "de se défaire" de 103 vaches à l'automne dernier à cause de la rareté des fourrages.

Tableau récapitulatif de la production de fromage et le bétail des communes du Grandvaux.

On pourra sans doute objecter avec raison que les nombres des vaches de 1794 sont probablement sous-estimés en raison des réquisitions susceptibles de peser sur les éleveurs.

Conformément à la loi du 26 juillet 1793, Augustin Ferrez, le maire de la commune de **La Chaumusse**, déclare le 16 mars 1794 qu'il a "présentement 285 quintaux de fromage, tant à La Chaumusse, Foncine, Champagnole, La Doye, Esserval, Frasnè et Bouverans, le tout dans les départements du Jura et du Doubs." On peut constater qu'Augustin Ferrez est un gros négociant. Cette déclaration a peut-être été effectuée à la suite des inventaires et constatations réalisés par les commissaires envoyés par le district. Il serait cependant assez surprenant que d'autres commerçants grandvalliers n'aient pas eu également un stock important de fromages.

La municipalité de La Chaumusse délivre le premier mai un laissez-passer pour deux voitures du citoyen Auxibie Ferrez (fils du maire Augustin Ferrez) chargées de 20 quintaux de fromage provenant de cette commune "coûtant le maximum." Les voitures doivent être conduites à Grenoble, département de l'Isère, pour le compte du citoyen Martinet directeur des hôpitaux militaires de

Grenoble. Le citoyen Laurent Chanez de La Chaumusse sert de caution et promet "de rapporter dans le délai de quatre décades, au dos du présent," le certificat de la municipalité de destination⁶⁴.

Conformément à la loi sur les accapareurs, le citoyen Augustin Ferrez déclare à sa municipalité le 27 mai "avoir en dépôt chez lui treize quintaux de sel blanc (qui sert notamment à la production fromagère), 15 quintaux de fromage, ses fils ont en dépôt à Grenoble cinq pièces d'eau de vie, arrive deux pièces du département de l'Isère aux faubourgs de Ville-Affranchie (Lyon) à l'enseigne de la bouche vingt pièces eau-de-vie."

Comme les Thévenin sont implantés à Chalon-sur-Saône, les Ferrez de Saint-Pierre et La Chaumusse sont implantés depuis longtemps en Isère, ci-devant province du Dauphiné, notamment dans le district de La Tour-du-Pin. Pierre-Amable, l'un des frères d'Augustin Ferrez, décède d'ailleurs en 1784 à la Côte-Saint-André. Auxibie Ferrez, cité plus haut, s'installe, probablement avant 1796 dans un hameau de la Croix-Rousse à côté de Lyon et sera qualifié plus tard aubergiste à la Boucle, faubourg Saint-Clair à Lyon.

D'autres habitants de La Chaumusse font également à des dates proches des déclarations de marchandises et notamment de sel en assez grande quantité, mais nous limitons ainsi cette énumération de peur d'être emmené trop loin en dehors de notre sujet premier.

f) Les voituriers ne sont pas disponibles

En conséquence du courrier de la Commission des subsistances, le directoire prévient le même jour 31 mars le commissaire Colomb de cette nouvelle situation. Le contingent de grains non encore fourni et initialement prévu sur les districts de Macon et Autun doit être donné par le district de Louhans. Désormais, "nous avons lieu de croire que ta mission ne souffrira aucune difficulté." Il évoque déjà l'envoi de nouvelles voitures pour enlever les grains. "Nous n'avons pu envoyer les voitures nécessaires car le temps des semailles est arrivé, de manière qu'il est pour ainsi dire impossible d'avoir des voitures dans ce moment ci. En conséquence, s'il vous était possible de trouver des voitures sur les lieux, cela ferait un bien infini, d'ailleurs les districts sont obligés d'en fournir selon l'arrêté de la Commission."

De même, le directoire écrit le 13 avril au citoyen Vuillard commissaire du district pour la levée des blés près le district de Charolles qui réclame de l'argent pour faire partir une quarantaine de voitures de grains. "Nous faisons notre possible pour nous procurer des voitures. Nous t'en expédions le plus qu'il nous est possible, mais (...) tout le monde laboure et ceux qui ont de quoi manger préfèrent profiter du temps des semailles plutôt que de secourir leurs frères qui ont faim." Il demande néanmoins à son commissaire de continuer à faire son possible pour avoir le plus de grains qu'il pourra.

Les besoins en grains du district demeurent cependant urgents. Le directoire écrit le 28 avril au citoyen Collomb, commissaire pour recueillir les grains de Saône-et-Loire. "Prends toutes les précautions nécessaires pour procurer la prompte exécution de la réquisition faite en notre faveur sur le département de Saône-et-

Loire. Les besoins deviennent de plus en plus pressants." Il envoie en même temps de l'argent à son commissaire.

La Commission des subsistances adresse au district de Condat-Montagne un rappel pour que, conformément aux lois des 23 août 1793 et 24 frimaire an II, certaines contributions soient payées en nature avec des grains. Le directoire doit lui répondre le 30 avril : "Nous vous disons que cette perception est impossible dans ce district qui, cette année a essuyé une sécheresse qui lui a enlevé le tiers de sa récolte et dont le sol dans les années les plus abondantes ne peut fournir que cinq mois de nourriture à ses habitants qui sont dans la plus grande pénurie de subsistances⁶⁵."

Le directoire du district constate le 4 mai "que malgré toutes les invitations, les réquisitions qu'il a faites aux différentes municipalités qui ont des chevaux et voitures d'aller chercher les grains requis en faveur de ce district dans le département de Saône-et-Loire, la plupart d'entre elles n'ont pas daigné obéir et les autres ne l'ont fait qu'imparfaitement, qu'insensibles à la misère, aux angoisses auxquelles la faim livre plusieurs communes sans moyen pour aller chercher leurs subsistances, de vils et lâches égoïstes ont été sourds à la voix de l'humanité." Il prend donc un arrêté portant réquisition des chevaux et voitures se trouvant dans les municipalités "et un nombre suffisant de voituriers" pour aller charger des grains dans le département de Saône-et-Loire. Le gendarme Arbez de Condat-Montagne est par exemple en mission le 6 mai à Laucone, ci-devant Saint-Lupicin, et aux environs pour signifier cet arrêté de réquisition des voitures⁶⁶.

Les administrateurs du district furent probablement écoutés puisque les commissaires envoyés en Saône-et-Loire leur rapportent qu'ils manquent de sacs pour enlever les grains. Le directoire prend donc le 17 mai un nouvel arrêté portant que "les municipalités du district seront tenues de mettre en réquisition tous les sacs qui existent dans leur commune et d'en charger un ou plusieurs voituriers pour les conduire à Chalons, Louhans ou autres lieux" ou éventuellement à Condat.

g) Surmenage des commissaires envoyés en Saône-et-Loire et remèdes

Le directoire de Condat envoie un nouveau courrier au commissaire Collomb le 7 mai et accuse réception de sa lettre du 2 mai⁶⁷. La répartition de la réquisition des grains entre les différents districts de Saône-et-Loire a encore été modifiée. "Tu as des maux, tu éprouves des désagréments, nous n'en doutons pas. Mais tiens bon, tu travailles pour des frères et des républicains qui sauront te tenir bon compte des sacrifices que tu fais." Le commissaire a émis l'idée d'échanger les grains provenant du district de Charolles contre des grains plus près de Condat. Le projet "ne peut être qu'applaudi (...) en attendant nous expédions des voitures pour Charolles pour faire lever, autant qu'il sera possible, le bled qui y est. En attendant que tu nous annonces un changement, nous nous attachons à faire lever le plus loin, persuadé que celui qui est en magasin à Chalons peut y rester plus longtemps."

Le directoire fait ensuite mention des plaintes reçues de la commune de Morez qui a reçu beaucoup de seigle "et pas un grain de froment." Le commissaire devra veiller à ce problème et assurer un meilleur équilibre. Par ailleurs, "prends un peu plus de temps pour écrire afin qu'il n'y ait pas tant de cafouillage dans tes lettres." Le district lui expédie également six acquits à caution dûment déchargés pour qu'il les remette aux expéditeurs.

"Tu nous dis de t'envoyer de la patience. Vas-t-en chez un apothicaire, demande lui une bouteille de sirop de patience, avale en quelques gouttes de temps en temps et continue à agir comme tu l'as fait ci-devant. Prie, presse, sollicite, jure s'il le faut. La loi y autorise. Enfin emploie tous les moyens qui sont en ton pouvoir pour nous."

Le commissaire Collomb écrit à son tour au district de Condat-Montagne depuis Chalon-sur-Saône le 8 mai, alors qu'il n'a pas encore reçu la lettre précitée du 7 mai, et rend compte de ses opérations et difficultés⁶⁸. Les administrateurs du district de Chalon ont débloqué 1682 quintaux pour le district de Condat. "Ils ne peuvent pas croire" que seulement 400 quintaux ont été enlevés et que le district soit dans le besoin. Le commissaire leur a répondu "que le premier devoir était de semer, ce que nous ne pouvons faire que dans le printemps; que pour remplir ce devoir, il avait fallu emprunter des blés du district voisin, celui d'Orgelet et, que maintenant que les semailles sont faites, les voitures arriveront. J'ai demandé que les blés accordés ne soient point distraits et que, lorsque les voituriers arriveront, ils n'aient à éprouver aucun retard." Les administrateurs du district de Chalon menacent d'écrire à la Commission des subsistances, si les blés ne sont pas enlevés promptement. Le commissaire Collomb implore donc le directoire de Condat de lui faire parvenir rapidement des voitures pour charger les grains. Il propose que le blé soit emmené à Lons-le-Saunier pour être rechargé pour Condat par la suite. Il a bien de quoi éprouver des soucis et même d'être malade. Heureusement il prendra probablement sous peu du sirop de patience !

Dans la correspondance du 12 mai adressée par les administrateurs à Collomb, ils affirment qu'au 29 avril, 132 voitures avaient été mises en réquisition par eux pour aller chercher des grains en Saône-et-Loire pour le magasin de Saint-Claude sans compter les voitures qui partent tous les jours pour les cantons de Morez et de Saint-Laurent. Les grains pour ces deux cantons ne sont en effet plus tenus de passer par Condat-Montagne car cette mesure augmente le prix du transport. Un autre commissaire a été nommé en Saône-et-Loire pour aider à l'enlèvement des grains. "Dis à Maillet de boire comme toi de temps en temps quelque peu de sirop de passience (sic) et vos frères qui en partie vous doivent une existence ne cesserons de vous bénir."

Les administrateurs du district trouvaient jusqu'à présent que le coût des commissaires envoyés en Saône-et-Loire était trop important, mais ce même jour 12 mai, ils décident d'en nommer un troisième. Le commissaire Collomb vient rendre ses comptes à Condat le 22 mai et "il observe qu'il est instant d'envoyer un plus grand nombre de commissaires" en Saône-et-Loire. Les administrateurs nomment alors deux commissaires supplémentaires portant à cinq le nombre de ceux-ci en mission en Saône-et-Loire.

h) Le prix payé aux voituriers

Une des raisons de la difficulté de trouver des voituriers provient des lois concernant le maximum. Le district écrit le 23 mai à la Commission des subsistances. La loi du 11 septembre 1793 "fixe le prix des transports des grains par

quintal, mais ne dit pas s'il s'agit du poids brut ou du poids net. Journallement nous éprouvons des difficultés de la part des voituriers qui nous amènent des grains des dépôts de Saône-et-Loire. Ils prétendent être payés brut, c'est-à-dire l'emballage compris. Jusqu'à présent nous n'avons fait payer que pour le net. Nous attendons au plus tôt de votre part une réponse décisive." Ces voituriers transportent ce que leurs clients leur confient, y compris les emballages, et ils ne sont pas responsables de l'importance plus ou moins grande du poids de ceux-ci. Pour l'instant, cette profession sauve Saint-Claude de la famine et les administrateurs ne leur en témoignent aucune reconnaissance¹. Et ce ne sera hélas pas la dernière fois que des voituriers seront incompris de l'administration !

La société populaire de Condat-Montagne intervient dans ce débat et, alors que l'on parle des grains venant de Saône-et-Loire, un membre représente au cours de la séance du 19 juin "qu'il n'est pas étonnant que les voituriers y soit rares, que le district ne leur paie pas le prix de la tare." L'administrateur Reverchon explique qu'on ne peut "payer les voitures au dessus du prix fixé par la loi. Cependant après une vive et longue discussion, il est arrêté que le district soit invité à payer le prix de la tare." Ce sujet est à nouveau évoqué au cours de la séance suivante. La discussion sur les grains est encore longue et probablement passionnée. Il semble que la municipalité de Condat-Montagne prendra en considération les emballages et tonneaux qui renferment les grains amenés par les voituriers⁶⁹.

i) La situation au Grandvaux en mai et juin 1794

La municipalité de l'Isle ci-devant **Grande-Rivière** se plaint auprès du directoire de Condat-Montagne⁷⁰. Les grains achetés par la commune ont été déposés chez le citoyen Dominique Maillet-Guy. La commune a fait des bons pour les particuliers les plus nécessiteux et Dominique Maillet-Guy a été chargé de

¹ Un voiturier mis en réquisition par l'administration est beaucoup plus pénalisé que les autres professions qui sont payées au prix du maximum : Un voiturier effectue en temps ordinaire une prestation de transport à l'aller, par exemple de Saint-Laurent à Chalon. Il perçoit alors une rémunération convenue bonne ou mauvaise. De là, il cherche à effectuer aussi une ou plusieurs opérations de transport ce qui lui donnera aussi droit à une rémunération bonne ou mauvaise. Il reçoit donc en principe deux recettes. Mais dans le cas d'un voiturier mis en réquisition, il doit se rendre rapidement sur place, par exemple de Saint-Laurent à Chalon, sans toucher de revenu puisqu'il ne transporte rien. Là il chargera sa ou ses voitures et ne percevra alors que la recette du retour par exemple de Chalon à Saint-Claude ou de Chalon à Saint-Laurent au tarif assez faible prévu par la loi du maximum. Comme l'administration du district ne règle que la partie du voyage pour laquelle elle commande réellement un transport, elle ne trouve spontanément que très peu de voituriers et doit donc procéder à leur réquisition. Comme on le verra ci-après pour Grande-Rivière, il est vraisemblable par contre que lorsque les communes des cantons de Saint-Laurent et de Morez s'approvisionnent sans avoir recours au district et sans réquisition officielle, elles rémunèrent leurs voituriers sur une base plus réaliste tenant compte de l'obligation d'effectuer "des voyages à vide," base, qui est donc très supérieure au tarif découlant du maximum.

distribuer les quantités mentionnées. La commune pense qu'il reste encore en dépôt chez lui la quantité de 146 mesures, à la mesure de Lons-le-Saunier, sur les 980 mesures achetées. Le comité de surveillance de la commune a demandé confirmation du solde restant et Dominique Mailliet-Guy refuse de rendre des comptes ou d'indiquer la quantité restant.

Le directoire de Condat requiert le 2 mai "Dominique Mailliet-Guy, agent national de la commune, de, dans 24 heures après la signification du présent, rendre compte devant le conseil assemblé, de la distribution des grains que la municipalité avait fait empletter et mis en dépôt" chez lui. Il devra également présenter le registre des recettes et dépenses. Le comité de surveillance est en outre chargé "de vérifier en présence dudit Mailliet-Guy, si la mesure dont il s'est servi est juste et dans le cas contraire lui faire rembourser la moins-value, au cas où elle se trouverait trop petite." Il y a de nombreuses mesures, dont celle du roi, mais ce mot est présentement interdit, ou la mesure du marché de Saint-Claude. La mesure de Lons-le-Saunier correspond à 32 livres de froment, tandis que la mesure du roi ne fait que 30 livres.

L'agent national de la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** voudrait que des visites domiciliaires soient effectuées chez tous les chefs de famille par deux commissaires nommés par la municipalité pour procéder à un recensement de tous les grains. Une réunion du corps municipal est donc convoquée pour le 6 mai. Cependant le maire Pierre-Louis Rosset se retrouve seul à cette séance avec Alexis Benoit agent national et le greffier et rien ne peut être décidé.

La réunion suivante du conseil général de la commune du Lac-des-Rouges-Truites du 11 mai est convoquée par billet et non plus oralement. "La plus grande partie des individus de la commune demandent de leur fournir des grains tant pour l'ensemencement de leur terrain que pour leur subsistance. Malgré tous les soins que ladite municipalité a pris (d'en) faire fournir aux citoyens dans le besoin par les citoyens les mieux approvisionnés, tant pour l'ensemencement de leur terrain que pour leur subsistance," plusieurs ne peuvent semer leurs terres. La commune se voit dès à présent "dans le torrent de la disette." Il est décidé que des visites domiciliaires seront effectuées chez tous les particuliers et que cette fouille pour la recherche de tous les grains et farine qui peuvent être au pouvoir de chaque individu sera réalisée les 12 et 13 mai. Les commissaires en profiteront pour faire en même temps le recensement des cochons. Les citoyens Fabien-Sébastien Thouverez, notable, et Pierre-Louis Jouffroy, "sous président" du comité de surveillance sont chargés de ces opérations. Nul ne pourra s'y refuser "sous peine d'être déclaré au comité de surveillance."

La commune du Lac-des-Rouges-Truites écrit au directoire du district à propos de seaux mis en réquisition. Le directoire répond le 25 mai à cette municipalité. "Si vous avez en votre commune des voituriers qui veulent aller charger des grains soit à Chalon, Bellevue les Bains ou Charolles, pour emmener en cette commune (Condat-Montagne) ils rempliraient nos vœux. Quant aux grains que vous demandez pour votre compte sur le département de Saône-et-Loire, nous vous avons déjà observé que votre commune n'a pu être portée sur la répartition des 15 000 quintaux à raison de ce que les communes qui avaient lors du dernier

recensement plus de 88 livres de grains par individu n'ont pu (en) attendre et vous êtes de ce nombre, en ayant 94 livres."

Par ailleurs, le district peut envisager ultérieurement de faire bénéficier la commune de la répartition des 12 000 quintaux que doit livrer le district de Lons-le-Saunier, (mais on sait qu'on ne pourra en fait obtenir que peu de grains de ce district.) Le directoire met également la municipalité au courant de l'envoi d'un commissaire auprès du district d'Arbois pour obtenir des grains pour les semences. Dans le cas où ce district n'assurerait pas son devoir, il sera dénoncé au Comité de salut public⁷¹.

Le conseil général de la commune de **La Chaumusse** décide le 24 mai "de faire un recensement nouveau sur les subsistances de première nécessité y compris le foin et l'avoine." (La commune doit en effet délivrer du foin et de l'avoine réquisitionnés au profit des armées.) Quatre commissaires sont nommés pour effectuer ce recensement : François-Joseph Perret, Basile Groz, Jean-Baptiste Benoit et Félix Poncet.

Le comité de surveillance de la commune a peut-être demandé ce recensement. En tout cas, il est prévenu de cette mesure et décide le même jour que "tous les membres du comité de surveillance se transporteront dans tous les domiciles des particuliers de la commune pour, de concert avec les commissaires qui seront nommés par la municipalité, vaquer aux opérations susdites⁷²."

Le conseil général de La Chaumusse nomme le 1^{er} juillet des commissaires pour délivrer les grains arrivés dans la commune et déposés chez le citoyen François-Félix Besson. Le citoyen François-Joseph Thévenin, percepteur, "délivrera les bons pour avoir les grains déposés au grainier" et les citoyens François-Félix Besson et Jean-Baptiste Perret sont nommés pour les mesurer⁷³.

Le conseil général de la commune de Belair, ci-devant **Saint-Laurent** délibère le 25 mai sur le problème des subsistances. "Considérant que les semences sont presque finies et qu'il existe dans cette commune chez la plus grande partie de nos concitoyens une affreuse disette des subsistances, il a été unanimement délibéré de faire de nouvelles demandes de subsistances. Il sera fait un nouveau recensement dans toute l'étendue de notre commune." Des commissaires seront nommés, trois appartenant au conseil général de la commune, trois au comité de surveillance et trois autres pris au sein de la société populaire. Les opérations de recensement devront commencer dès le lendemain⁷⁴.

Brenet fils aîné, l'agent national de Belair écrit le 31 mai à l'agent national du district⁷⁵ : "Quant aux subsistances, la municipalité a fait un nouveau recensement dans cette commune le (26 mai.) Il en résulte qu'il nous reste, tant en grains que farine pour subvenir à la nourriture de 1423 individus, que la quantité de 900 livres, mesure, dont environ les trois quart d'orge. (...) Il ne nous reste que pour environ 12 jours de subsistances. La municipalité doit avoir envoyé une pétition au district à ce sujet." On verra cependant plus loin que la commune a semé un tiers de plus d'orge que les années précédentes.

Le secrétaire de la commune de Belair, ci-devant Saint-Laurent remet le 19 juin, 2031 livres à Louis-Augustin Pia "pour être employé à empletter des grains." Il remet à nouveau, le 22 juin, 1171 livres à Basile Poncet pour l'achat de

grains à Chalon en vertu d'un bon d'approvisionnement remis par le district. Basile Poncet ramène son chargement et restitue le 5 juillet l'excédent de la somme⁷⁶.

Le conseil général de la commune **des Piards** se réunit le 20 mai. Il est fait lecture d'un bon délivré à la commune le 17 mai par les administrateurs du district et permettant l'enlèvement de 40 quintaux de grains en Saône-et-Loire. Le conseil général nomme pour commissaires les citoyens Claude-Joseph Piard et Henry-Joseph Janier-Dubry, "lesquels se feront délivrer la quantité et la feront parvenir à destination⁷⁷."

L'agent national des Piards écrit le 6 juin à l'agent national du district⁷⁸. "Notre commune a éprouvé une grande disette. Les 4 000 livres pesant (pour distinguer la livre, poids, de la livre unité monétaire) de turquie que nous avons obtenu à Branges ont un peu calmé le besoin. Il ne nous en arrive que 26 livres par individu pour quatre mois. Juge si nous pouvons vivre avec, pendant ce temps là. Si nous n'avions pas été marauder de côté et d'autre dans le district d'Orgelet en payant le bled jusqu'à 10 livres, nous aurions tous périés."

Le comité de surveillance de **Fort-du-Plasne** "vu le besoin urgent de plusieurs particuliers d'obtenir des grains pour leur subsistance" voudrait que la distribution s'en fasse régulièrement aux plus nécessiteux. Il demande donc au maire le 25 mai de nommer des commissaires, pour qu'avec deux membres du comité de surveillance, "ils vaquent à la reconnaissance des particuliers les plus nécessiteux et faire le recensement des grains qu'ils trouveront chez les particuliers."

Mais ce comité est en opposition notoire avec la municipalité. Cette dernière lui demande de "liquider les frais d'emplettes et de voitures des gains approvisionnés et d'en faire la distribution." Mais le comité de surveillance lui répond le 30 mai "que ce n'est pas de notre compétence. Que notre tâche ne s'étend qu'aux mesures de sûreté et à la surveillance de l'exécution des lois, que c'est une obligation indispensable audit pétitionnaire (la municipalité) de s'occuper et remplir cette tâche. (Le rôle de) notre comité est de voir si elle s'est exécutée en conformité des lois et lesdites graines distribuées aux plus nécessiteux." La pétition de la municipalité lui est donc rendue avec la lettre de voiture⁷⁹.

4 - Les grains nécessaires aux semences manquent

On comprend aisément qu'une population rurale qui ne peut disposer de grains pour procéder aux semences est, à cette époque, condamnée à la famine et à disparaître. En année ordinaire, la majorité des agriculteurs conservent sur leur récolte une partie des grains qu'ils destinent à la semence de l'année suivante. On a pu lire ci-dessus, qu'à de nombreuses reprises, les grains qui auraient dû être mis de côté pour la prochaine semence ont, à cause de la disette, servi pour la nourriture. Le phénomène, beaucoup plus amplifié qu'en année normale, concerne probablement plus les petits laboureurs que les gros exploitants.

En même temps qu'il fait de grands efforts pour trouver des approvisionnements, le directoire de Condat se préoccupe dès le 27 février de se procurer des orges auprès des communes "de nos montagnes" et écrit aux communes

de Morez et Saint-Laurent⁸⁰ Ces orges sont destinées à l'ensemencement des terres et viennent traditionnellement "des districts d'Arbois et Poligny soit du Val de Mièges." On envisage de préparer un mémoire à l'usage du représentant Lejeune pour obtenir des orges sur ces districts. Des calculs montrent que ces blés sont arrivés antérieurement espacés sur une période de six semaines sur les marchés de Saint-Laurent et de Morez. Il faudrait environ 150 voitures ce qui représente un poids de 150 milliers de livres. Il est demandé aux deux municipalités de vérifier si les calculs effectués sont justes.

Le lendemain 28 février, le directoire du district intervient également pour trouver des grains pour les semences dans une lettre précitée adressée à la Commission des subsistances. "Jusqu'à aujourd'hui nous avons fait espérer aux habitants de notre district que s'ils mangeaient les grains destinés à la semence, ils allaient être remplacés par d'autres. Ils ont vécu jusqu'à présent sur cette partie sacrée des grains et n'ont point d'espérance de la remplacer."

"Nous vous observons citoyens, que les grains pour ensemercer une partie des grains de ce district se tiraient ordinairement des montagnes des districts d'Arbois, Poligny et Pontarlier d'où on en tirait au moins 2 000 quintaux. Si vous n'en requérez de ces contrées pour remplacer les semences que les habitants ont mangées, les terres resteront incultes parce que les orges des districts de la plaine se sèmeraient en pure perte dans nos montagnes. C'est une expérience qui a été faite plusieurs fois et nous vous le donnons comme certain."

Dans une nouvelle correspondance du 7 mars adressée à la Commission des subsistances et également citée précédemment, le directoire insiste à nouveau.

"Nous sommes harcelés d'un autre côté par les habitants de trois ou quatre cantons de ce district, qui pour la plupart ayant consommé une partie de leurs semailles nous demandent avec les plus vives instances des grains pour semer surtout de l'orge et de l'avoine et comme le sol de leur canton ne supporte jamais d'autres grains, surtout en orge et avoine, que celui provenant des districts d'Arbois, Poligny et Pontarlier d'où ils étaient tirés les autres années et que ce serait infructueusement que l'on ensemercerait celui venant d'un autre climat, nous vous prions aussi de vouloir bien nous porter une réquisition de 12 000 quintaux environ dont un quart en avoine et le reste en orge. (...) Il faudrait que la réquisition que vous donnerez soit exécutée sans retard, ils seraient (sinon) dans le cas de faire remplacer les grains par d'autres pris dans les districts de la plaine."

On est prudent et expérimenté dans ces cantons !

On a pu voir précédemment que dès le 7 mars la municipalité du **Lac-des-Rouges-Truites** a fait appel à un représentant du peuple, probablement Prost, pour tenter d'obtenir des subsistances et également 400 mesures de semences d'orge et avoine à prélever sur le département du Doubs. Début avril, alors que la municipalité est en conflit avec les préposés des douanes en poste dans la commune, elle estime qu'il n'y a plus dans la commune que les deux tiers des grains nécessaires aux semailles.

Le conseil général de la commune de **Saint-Laurent** se réunit le 20 mars. "Voyant la nécessité de grains nécessaires pour la subsistance et pour ensemercer les terres tant de la commune que des autres communes composant le canton; et que malgré toutes les demandes qu'ils ont faites jusqu'à aujourd'hui, envoyant des

commissaires pour faire les approvisionnements nécessaires et prévoyant que sans un pouvoir émané du Comité des subsistances et approvisionnements de requérir les départements où ils ont coutume de s'approvisionner qui se refusent de laisser sortir ses subsistances de département en département, ils seront contraints d'abandonner leur foyer et de se replier dans la plaine avec leurs femmes et enfants pour pouvoir subsister. C'est pourquoi, il a été résolu d'envoyer un préposé à la Commission des subsistances et approvisionnements pour porter leurs remontrances. Et pour cet effet, le citoyen Célestin Bouvet^m a été nommé d'une voie unanime auquel nous donnons pouvoir de faire toutes autres remontrances qu'il jugera à propos de faire à la Convention nationale si le cas y échoit⁸¹."

a) Intervention auprès du représentant Lejeune

Le représentant Prost, malgré la lettre qui lui a été adressée, ne s'occupe pas de la disette de Condat et le représentant Lejeune vient dans cette ville le 10 mars accompagné de Lémare qu'il a fait libérer. Le conventionnel semble plus s'occuper des questions politiques et religieuses que de la disette qui sévit dans la ville. Malgré tout, les administrateurs du district l'informe des difficultés rencontrées pour trouver des semences. Le procès-verbal mentionne à la date du 10 mars : "On a fait observer au représentant que plusieurs cantons de ce district tels que Morez, Septmoncel, Saint-Laurent, se trouvaient dans l'impossibilité d'ensemencer leurs terres faute de semences; que ces cantons avaient coutume de les tirer du Val de Mièges du district d'Arbois et de Poligny; que l'on avait attendu son arrivée pour lui mettre sous les yeux un objet aussi important; que des mesures qu'il allait prendre dépendrait la vie de plusieurs milliers d'hommes; que la crainte d'une famine pour l'année prochaine jointe à la disette cruelle où ils se trouvent aujourd'hui réduirait au désespoir." Un mémoire est remis au représentant qui promet de "l'examiner incessamment et de pourvoir aux besoins de ce district pour ensemencer les terres⁸²."

Ayant probablement connaissance de la démarche entreprise par la commune de Saint-Laurent, le directoire du district écrit le 24 mars au représentant du peuple Lejeune. "Nous venons rappeler à ta sollicitude paternelle, la pétition importante que nous t'avons remise relative aux semences. De nos montagnes, nous t'avons dit que nous étions dans l'usage de les tirer des districts de Poligny, Arbois et Pontarlier et que nous ne pourrions en tirer cette année, que pour (la quantité correspondant aux) réquisitions que ton cœur te dicterait et que nos besoins exigent. Jette un coup d'œil sur notre pays et tu verras la désolation de ses habitants."

Il poursuit en indiquant que les secours procurés par la Commission des subsistances sont insuffisants pour aller jusqu'à la moisson et que cette prochaine récolte dépendra de ce qui aura été semé. "Hâte-toi de venir au secours des fiers enfants du Jura et le cultivateur réjoui ira bêcher son champ en bénissant ton nom et quand le temps de recueillir le fruit de son travail et de tes bienfaits sera venu, alors, entouré de sa famille, il lui dira dans l'excès de sa sensibilité : mes enfants, ce champ

^m Pierre-Célestin, fils du maire François-Xavier Bouvet qui est très probablement malade. Ce fils n'a alors que 24 ans et demi. Il s'agit du futur maire de Saint-Laurent et chevalier de Saint-Louis.

devait être votre tombeau, mais un génie bienfaisant a jeté son regard sur nous; il nous a procuré des grains pour l'ensemencer, vous ne mourrez donc pas et vous consacrerez votre vie à la défense de la liberté et de la République dont il est un des plus intrépides fondateurs⁸³."

Le directoire constate le 27 mars que le citoyen Lejeune "assailli de pétitions et de pétitionnaires, n'a pu sans doute s'occuper de celle qui lui fut remise lors de son passage à Condat-Montagne tendante (sic) à obtenir une réquisition" de semences d'orge. Le citoyen Clerc, professeur, est donc envoyé comme commissaire auprès du représentant du peuple Lejeune pour lui rappeler "les besoins de nos montagnes." Il devra "partir sans délai."

Le directoire évoque à nouveau dans une correspondance adressée le 28 mars à la Commission des subsistances le pénible déficit de semences. "Nous manquons de grains pour les semences de nos montagnes et la cruelle perspective d'une famine pour l'année prochaine jointe à la disette actuelle augmente les horreurs de notre position. (...) Nous vous en conjurons, au nom de l'humanité n'abandonnez pas une portion intéressante (?) de la République. Songez que tandis que les enfants du Jura versent leur sang sur la frontière pour la défense de la Liberté, leur père sont en proie avec la faim." Le directoire demande à nouveau que des réquisitions soient effectuées sur les districts de Poligny, Arbois et Pontarlier. "Il nous manque environ douze milles quintaux. Hâtez vous citoyens de venir à notre secours si vous ne voulez apprendre bientôt qu'il n'existe du district que des rochers."

Le commissaire envoyé par le district auprès du représentant Lejeune est de retour à Condat le 6 avril et le directoire en informe les cantons de Morez, Longchaumois, Saint-Laurent et La Rixouse. Le représentant Lejeune va prendre des mesures mais il faut préalablement effectuer un recensement dans le district d'Arbois.

"En attendant, citoyens, nous vous invitons et même nous vous enjoignons d'avoir à partager les bleds que vous avez en attendant l'arrivée de ceux qui nous sont promis, afin que les semailles ne souffrent pas de retard. Nous comptons sur les bons patriotes pour ce partage amical; nous ne pensons pas qu'il y aurait des égoïstes qui se refuseraient à cette mesure de convenance. Malheur à ceux qui se refuseraient à cette invitation, ils seraient notés d'incivisme. Nous vous invitons en outre d'en faire part à vos communes cirvoisines."

Aucun détail n'est donné pour la répartition et nous gageons volontiers qu'aucun partage significatif n'eut lieu spontanément⁸⁴.

Le représentant du peuple Lejeune prend finalement un arrêté prévoyant que le district d'Arbois doit livrer 12 quintaux d'orge et 12 quintaux d'avoine pour les semences du district de Condat-Montagne.

b) Recherche de grains pour le Grandvaux

Le directoire de Condat-Montagne donne son accord à la même date à la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** pour aller chercher des semences d'avoine et d'orge dans le district d'Arbois.

La quantité de semences accordée par le représentant est très faible. La Commission des subsistances autorise pour sa part, par lettre du 11 avril, la Commission administrative à accorder des semences à prendre dans l'étendue du département du Jura. Il est probable que l'envoyé de la commune de Saint-Laurent a contribué à ce résultat.

"Plusieurs citoyens du canton de Saint-Laurent se plaignent" le 15 avril auprès du directoire du district "qu'ils manquent de grains pour ensemercer leurs terres et qu'ils ne peuvent en prêter, que les citoyens qui n'en ont pas pour leur subsistance ne pouvant leur en fournir, ils seront obligés de laisser leurs terres incultes."

Le directoire estime "que plusieurs citoyens du canton de Saint-Laurent peuvent fournir des semences à ceux qui en manquent, sauf remplacement pour ceux qui manqueraient de grains pour leur subsistance." En conséquence, Emmanuel Martin, officier de santé de Saint-Laurent, et membre du directoire du district, se rend à Mainlibre ci-devant Saint-Laurent le 17 avril.

Le directoire lui a donné mission de surveiller l'ensemencement des terres "dans le canton de Saint-Laurent et autres." Il est chargé "de faire donner, soit à titre de prêt ou de vente des grains par les particuliers les plus approvisionnés." Il requiert donc la municipalité du **Lac-des-Rouges-Truites** "de faire donner des grains par les particuliers les mieux approvisionnés à ceux qui manquent de grains pour semer, sauf à le leur rendre sur celui que nous devons tirer du district d'Arbois ou du département de Saône-et-Loire **ou** le faire vendre au prix du maximum et pour l'exécution du présent, ladite municipalité est autorisée à requérir la force armée et mettre en station (comme garnisaire) deux gendarmes ou deux gardes nationaux à cinq livres par jour chez chaque réfractaire et à ses frais." La réquisition doit être mise de suite à exécution⁸⁵.

Probablement en parallèle à cette visite, le conseil général de la commune de **Saint-Laurent** décide le 17 avril "de nommer des commissaires pour aller empletter des grains pour les semences." Alexandre Chanez est nommé pour aller dans le Val de Mièges et Chaux Daly (?). Claude-Henry Jenoudet et Jean-Baptiste Bouvet sont pour leur part désignés "pour aller dans le district d'Orgelet et autres où ils trouveront convenir pour la subsistance jusqu'à la récolte." Les commissaires sont invités à partir dès le lendemain, "vu le besoin urgent"⁸⁶.

La commune de **Saint-Laurent** expose vers le 20 avril à la Commission administrative "qu'il manque à cette commune 300 quintaux tant orge qu'avoine pour pouvoir ensemercer les terres qui sont actuellement labourées en grande partie, la plupart non ensemençées faute de semence, ayant été obligé de manger le peu qui avait été recueilli de la dernière récolte, ayant fait d'ailleurs une pétition au représentant Lejeune vue par vous le 8 germinal" (28 mars.)

Elle demande alors à obtenir 300 quintaux dont deux tiers en orge et un tiers en avoine. La commission administrative l'autorise le 22 avril "à empletter dans les communes de Fraroz, Les Avilly, (sic, pour Essavilly) Les Communailles, Froidefontaine, Mignovillard, Petit-Villard et Bief-du-Fourg la quantité de 100 quintaux de grains dont un tiers en avoine et les deux autres tiers en orge, en se conformant aux lois sur le maximum et les acquits à caution." (Ces communes

appartiennent alors au canton de Mignovillard qui fait partie du district d'Arbois.) On peut penser que la demande a été formulée en accord avec Laurent-Augustin Besson membre de la Commission administrative.

Le secrétaire-greffier de Saint-Laurent remet, le 25 avril, 2000 livres au citoyen Jacques Lépeule "pour aller empletter les grains mentionnés en la pétition ci-dessus." Le 3 mai, il donne à nouveau 2000 livres à Jean-Baptiste Bouvet "pour empletter des grains dans la commune de Bief-du-Fourg, pour finir nos semences⁸⁷." Il s'agit des grains de semence répartis au profit de la commune par les administrateurs du district. (Voir ci-après.)

A force de démarches, la commune du Lac-des-Rouges-Truites reçoit l'accord du district d'Arbois pour obtenir des graines. Les quantités dépassent celles accordées par le représentant Lejeune et on est obligé de lui demander son accord le 22 avril.

c) Une curieuse dénonciation

Le comité de surveillance de Mainlibre ci-devant Saint-Laurent, (sic, le nom de Belair a déjà été adopté depuis plus de dix jours) reçoit le 11 mai 1794 un rapport du citoyen Antoine Bayet, commandant le 17^e bataillon de la Côte-d'Or. Il indique que le 7 mai, Augustin Besson le jeune, officier municipal de la commune "avait dit que s'il manquait du bled dans ces montagnes depuis Condat jusqu'à Pontarlier, il n'y aurait qu'à allumer une mèche sur une montagne et que de suite, il y aurait quarante mille hommes sur pieds qui se replieraient sur les pays bas dans un mois ou peut-être huit jours et qu'il y avait dans les montagnes des hommes qui ne sont nourris que de pain d'avoine et d'eau et qui étaient forts et robustes." Le commandant Bayet précise que cette déclaration a été faite en présence d'un lieutenant et d'un sergent major du bataillon dont il communique les noms. Le comité de surveillance interroge ces deux témoins qui confirment la dénonciation.

Les faits paraissent suffisamment graves au comité de surveillance qui ordonne aux officiers de la sixième compagnie du 17^e bataillon de la Côte-d'Or "présentement en station dans la commune" d'amener devant lui ledit Augustin Besson le jeune âgé d'environ 55 ans, "taille cinq pieds quatre pouces, cheveux gris mêlés, pour être entendu sur les inculpations dont il est prévenu."

Augustin Besson le jeune comparait le jour même devant les membres du comité de surveillance de Mainlibre qui l'interrogent sur les propos qu'il aurait tenus. L'officier municipal répond "qu'étant chargé des subsistances de notre commune, qu'il y avait deux députés pour aller empletter des grains dans le district d'Arbois. Voyant que ces commissaires n'avaient rien pu empletter, il avait dit qu'environ quarante mille âmes depuis Condat à Pontarlier se verraient obliger de se replier dans la plaine pour avoir du pain en travaillant; qu'il n'avait point parlé de mettre le feu à la mèche; qu'il nous a dit aussi qu'il y avait des hommes forts et robustes dans nos montagnes, n'étant nourris qu'au pain d'avoine et de l'eau et qu'il n'avait eu, ni pensé à mauvais dessein en disant ces paroles."

Nous verrons plus loin que l'expression "pays bas" peut être comprise au sens de la plaine et non pas seulement du lieu où s'affrontent présentement les armées de la République et de l'Autriche. Les faits deviennent donc moins graves, mais il reste cependant en suspend la partie concernant la mèche allumée. Le comité de

surveillance établit le lendemain, comme c'est son rôle, un certificat de patriotisme. "Après avoir scrupuleusement examiné la conduite passée dudit Besson, nous n'avons pu rencontré en lui qu'un vrai patriotisme, et nous n'avons pu nous persuader que ledit Besson eut dit à mauvais dessein que au défaut des subsistances, que quarante mille âmes depuis Condat-Montagne jusqu'à Pontarlier seraient obligées de se replier dans la plaine pour y avoir du pain en travaillant." La dénonciation et le certificat sont ensuite envoyés "aux administrateurs du district de Condat-Montagne pour être statué ce qu'il appartiendra⁸⁸."

A défaut de connaître la suite donnée, on peut certainement penser que la dénonciation fut classée sans suite, dans un temps où la guillotine fonctionnait à plein régime. Elle permet de comprendre que le Grandvaux connaissait une grande inquiétude pour son avenir. On se souvient d'ailleurs, que le départ des habitants du Grandvaux pour la plaine avait déjà été évoqué par le conseil général de la commune de Saint-Laurent le 20 mars dernier.

d) Nouvelles démarches pour les semences

La Commission administrative de Dole, à l'initiative de Laurent-Augustin Besson de Saint-Laurent, prend un arrêté le 15 avril, qui enjoint au district d'Arbois de désigner les communes qui sont chargées de délivrer des grains. Le directoire du district d'Arbois prend en conséquence un arrêté le 19 avril qui accorde au district de Condat-Montagne une réquisition de 1 050 quintaux d'orge et orgée à prendre sur différentes communes de son ressort "à charge de représenter l'autorisation du représentant du peuple."

Pour éviter tous désagréments, le district de Condat envoie le 23 avril le citoyen Panisset auprès du représentant du peuple Lejeune "pour le prier de donner des ordres précis au district d'Arbois de fournir à celui de Condat-Montagne, la quantité de 10 000 quintaux d'orge et orgée nécessaire à l'ensemencement des terres (...) et provisoirement celle de 1 050 quintaux portée dans l'arrêté du district d'Arbois."

Le représentant Lejeune accorde finalement le 27 avril au district de Condat 1 050 quintaux de grains pour les semences à prendre sur le district d'Arbois et les administrateurs de ce dernier décident de faire des réquisitions dans les communes de son ressort.

Les administrateurs du district de Condat répartissent le 1^{er} mai cette réquisition de 1 050 quintaux entre les différentes communes du district. On constate notamment que Rivière-Devant doit recevoir 50 quintaux par la municipalité des Grangettes et que la municipalité de Bief-du-Fourg doit délivrer à Saint-Laurent 60 quintaux, à La Chaumusse 50, à Grande-Rivière 40, à Saint-Pierre 10, au Lac-des-Rouges-Truites 70 et à Prénoval 20 quintaux. Les administrateurs du district écrivent le 2 mai à leurs homologues du district d'Arbois. Ils leur envoient copie de l'arrêté fixant la répartition des 1 050 quintaux entre les différentes communes bénéficiaires. Cependant le district d'Arbois a lui-même réparti une quantité de 1 000 livres seulement entre les communes qui devront délivrer ces grains. Le directoire demande donc qu'Arbois prenne un arrêté pour la répartition de 50 quintaux complémentaires.

Pour leur part des commissaires des communes de Grande-Rivière, Rivière-Devant et du Lac-des-Rouges-Truites avaient tenté d'enlever des grains dans le Val de Mièges avant d'avoir connaissance de la répartition ordonnée le 1^{er} mai par les administrateurs du district. Ils se présentent devant ces derniers le 8 mai et expliquent qu'ils n'ont obtenu que des refus "sous prétexte qu'ils n'étaient porteurs que d'un arrêté de l'administration de Condat-Montagne." Ces commissaires du Grandvaux ont protesté auprès des administrateurs du district d'Arbois mais ils ne modifièrent pas leur position. Pour tenter de solutionner cet important problème, le citoyen Grandjacquet, vice-président du district, est nommé commissaire pour se rendre en Arbois.

Des commissaires envoyés par les communes de Morez, Le Lac-des-Rouges-Truites, Prénoval, Grande-Rivière, Mainlibre, La Chaumusse, etc. dans la commune de Bief-du-Fourg pour enlever les grains requis ont rendu compte aux administrateurs du district de Condat que cette commune a refusé. Ces commissaires ont demandé l'intervention des responsables de la gendarmerie et de l'armée qui ont refusé d'intervenir.

Le directoire délibère le 18 mai puis écrit à nouveau aux administrateurs du district d'Arbois. Les commissaires qui ont été envoyés dans ce district n'ont pas pu obtenir les orges et orgées mises en réquisition. "Nous vous conjurons au nom de l'humanité, de la justice et de nos devoirs de déployer toute l'énergie dont les républicains sont capables pour faire exécuter vos arrêtés et celui du représentant du peuple Lejeune et pour soumettre les rebelles -c'est-à-dire ceux qui ont refusé de fournir des grains- qui ont méconnu les pouvoirs. Ce sont des égoïstes qui plongés dans l'abondance ne voient dans leurs voisins, ni frères, ni amis."

Le directoire de Condat écrit le 19 mai au citoyen Pianet de Morez, l'un des commissaires qui a été envoyé dans le district d'Arbois pour obtenir des grains destinés aux semences. "Tu resteras en poste dans les communes du Val de Mièges pendant tout le temps que les réquisitions et les livraisons se feront aux différentes communes du district de Condat-Montagne." Il le met ensuite au courant de son intervention auprès du district d'Arbois.

Une autre lettre lui est envoyée le lendemain. La commune de Bief-du-Fourg vient de refuser de livrer des grains. Si dans les 24 heures, le district d'Arbois ne délivre pas les orges et orgées, il sera dénoncé au Comité de salut public des subsistances (sic) et au représentant Lejeune. Un gendarme a été dépêché hier pour porter la lettre aux administrateurs de ce district.

Les administrateurs du district de Condat procèdent le 25 mai à la lecture d'une lettre adressée "par la municipalité du Lac-des-Rouges-Truites, par laquelle elle déclare qu'elle ne peut faire ses semailles parce qu'elle n'a pu obtenir les grains qui lui avaient été accordés à cet effet dans le Val de Mièges, ensuite de réquisitions du représentant du peuple Lejeune, malgré différentes démarches qu'il (sic) aurait faites à cette occasion, qui leur ont occasionné des frais considérables et qu'il espère que les dommages en intérêts résultant du non ensemencement de leurs terres ainsi que les frais qu'ils ont fait leur seront payés par qui de droit." Les administrateurs de Condat sont bien d'accord, les frais occasionnés par ces refus doivent être supportés "par les autorités constituées qui ont empêché l'effet ou qui n'ont pas daigné procurer l'exécution de ladite réquisition."

Le citoyen Grandjacquet de Morez, administrateur du district, est à nouveau envoyé ce même jour pour rencontrer les administrateurs du district d'Arbois et les convaincre de faire remettre les grains mis en réquisition. Dans le cas où sa démarche serait sans succès, il ira exposer les faits au représentant du peuple Lejeune pour obtenir les grains ou même "pour obtenir le remboursement des frais, dommages et intérêts occasionnés par l'inexécution de la réquisition⁸⁹."

Ainsi le district de Condat-Montagne finit par dénoncer au représentant du peuple le comportement du district d'Arbois. Le directoire écrit le 28 mai aux administrateurs du district d'Arbois : "Quand des administrateurs qui connaissent leurs devoirs autant qu'ils les chérissent voient leurs administrés pressés par les besoins faire des démarches dispendieuses et inutiles pour se procurer les choses les plus nécessaires, des grains pour ensemencher leurs champs, quand ils voient de la part de leurs voisins l'égoïsme le plus cruel, l'indignation l'emporte sur tout."

"Quelle n'a pas dû être la notre en voyant revenir à vide des voituriers envoyés par nos communes qui avaient droit d'exiger l'exécution d'un arrêté du représentant du peuple. (...) Ce ne sont point des mesures ridicules que nous avons faites de vous dénoncer, c'est le langage fier des républicains indignés que nous avons fait parvenir à vos oreilles, ce sont des hommes qui ne veulent que justice et fraternité, mais qui aiment à voir les effets de cette fraternité et ne se contentent pas du mot." Le directoire poursuit encore une longue justification détaillée de son attitude, preuve que le district d'Arbois doit être assez fâché.

Le district de Condat obtient alors quelques grains. Mais les administrateurs de Condat signalent le 14 juin des insuffisances; La commune de Lézat, par exemple, s'est vue refuser des grains. Ils demandent aux administrateurs du district d'Arbois d'agir efficacement par exemple en emmagasinant les grains promis⁹⁰.

e) Les communes du Grandvaux s'activent en mai pour essayer de trouver des graines de semence.

Les citoyens Jean-Pierre Guillon et Joseph-Augustin Pichon –le premier est officier municipal et le second notable- sont nommés par leur commune de Lisle, ci-devant **Grande-Rivière**, "commissaires pour aller chercher la quantité de mille quintaux de grains sur les communes d'Onglières, Plénise, Bief-du-Fourg, Les Grangettes, Molpré, Cuvier et Communailles." (Il s'agit de localités du Val de Mièges ou situées à proximité de Nozeroy.) La mission de ces commissaires est validée par l'arrêté pris par le directoire de Condat-Montagne le 1^{er} mai 1794.

Les deux commissaires ne demandent le remboursement de leurs "faux frais et vacations" au district que le 21 octobre suivant⁹¹. La commune de l'Isle leur a certainement indiqué entre temps que ces frais étaient à la charge du district.

Les administrateurs du district d'Arbois donnent leur accord le 10 mai pour la délivrance de grains mais les communes de ce district concernées refusent et un procès-verbal est établi. Deux significations leur sont alors faites par l'huissier Baud de Nozeroy à qui les commissaires paient 10 livres.

Les commissaires semblent avoir l'autorisation de requérir la force armée. Ils paient alors 13 livres à cinq militaires appartenant à la 9^e compagnie du 17^e bataillon

de la Côte-d'Or. Le commandant de ce bataillon était en effet muni "des pouvoirs de prendre la force armée pour faire livrer par les communes le contingent de grains."

Les deux commissaires demandent ensuite l'indemnisation des 22 journées qu'ils ont consacrées à cette démarche et des frais de quatre voituriers qui ont séjourné là-bas "mais n'ont pu charger les grains à cause des difficultés." Ils ne sont revenus "qu'avec 50 mesures d'orgée" (soit environ 15 quintaux) et les commissaires leur ont payé 200 livres.

Le corps municipal de Rochepierre, ci-devant **Saint-Pierre**, est réuni le 4 mai. Pierre-Alexis Bouvet, qui remplace l'agent national absent, fait lecture de l'arrêté du directoire du district de Condat-Montagne mentionnant que la commune pourra s'approvisionner, en payant, de dix quintaux d'orge dans la commune du Bief-du-Fourg. François-Joseph Jacquillon est choisi comme commissaire pour peser, payer et faire transporter ces dix quintaux d'orge. La municipalité remet un mot à son commissaire pour inviter la commune de Bief-du-Fourg à remettre les grains "car il en manque à quantité de particuliers pour finir de semer, qu'ils attendent avec impatience" et que la saison avance.

C'est en fait Clément Burlet qui se présente à Bief-du-Fourg pour procéder à l'enlèvement des semences, mais personne ne veut lui délivrer les dix quintaux requis. Clément Burlet se présente alors devant les administrateurs du district d'Arbois et leur expose que les habitants de Rochepierre "sont au moment de perdre la récolte prochaine faute de grains pour ensemer leur terre." Il leur demande d'ordonner à la commune de lui fournir "la quantité de dix quintaux d'orge et orgée." Les administrateurs du districts d'Arbois le renvoient le 7 mai "aux administrateurs du district de Condat-Montagne et ce en conformité de la lettre" qui leur a été adressée hier⁹².

Le directoire du district adresse un arrêté similaire daté du 1^{er} mai à la municipalité de **Prénoval** portant sur la quantité de 20 quintaux d'orge. Le conseil général de cette commune se réunit le 11 mai. Les citoyens Claude-Henry Janier et Pierre-François Piard, deux notables, sont nommés commissaires de la commune "avec pouvoir de faire agir en leur nom tel autre qu'ils jugeraient nécessaire."

Claude-Henry Janier rend compte le 25 mai devant le conseil général de la commune de la mission qu'il a remplie. "Il n'a point pu faire enlever les grains." A la suite de cette information, "la municipalité reconnaît que la subsistance de la commune ne peut suffire que pour très peu de temps, ce qui pourrait causer l'alarme parmi les individus." Le conseil général décide donc d'envoyer un commissaire auprès de l'administration du district "pour être autorisé à avoir un bon" d'approvisionnement et nomme à cet effet Claude-Henry Janier.

Le conseil général de Prénoval se réunit à nouveau le 28 mai. Le district a prévenu la municipalité "qu'on pouvait partir pour aller chercher l'orge et orgée" prévu à Bief-du-Fourg. Le corps municipal requiert donc "Claude-François Janier-Dubry de se transporter avec ses chevaux ou juments et voitures dans quarante-huit heures dans la commune du Bief-du-Fourg, district d'Arbois ou autre lieu qui lui serait indiqué pour amener l'orge ou orgée désigné à la commune de Prénoval⁹³."

Le conseil général de la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** met en place le 28 mai un convoi composé de sept voitures "pour se transporter demain décadi de la première décade du présent mois (10 prairial), à la commune de Bief-du-Fourg ou autre pour y charger les grains qui nous ont été accordés par le district d'Arbois sur l'arrêté du représentant du peuple Lejeune." La municipalité met en réquisition avec leurs chevaux et voitures les citoyens Pierre-Louis et Augustin Martinez, frères, avec une voitureⁿ, Joseph Nicole dit Gaugain (?) "avec un chevaux et voiture," Pierre-Louis Michaud, une voiture, Joseph Thouverez dit Milan une voiture, Claude Jouffroy une voiture, Ignace Martin une voiture et Pierre-Louis Rousset, le maire, une voiture. Ils devront se procurer les tonneaux et sacs nécessaires pour le chargement des grains⁹⁴. On verra ci-après que la commune n'a pas eu plus de succès que celle de Grande-Rivière.

L'agent national du district interroge fin mai les agents nationaux des communes sur la culture et l'ensemencement des terres depuis la chute du dernier tyran⁹⁵.

L'agent national de **Prénoval**, Pierre-Antoine Jean, lui répond le 29 mai. La commune est composée de plus de 370 individus "et réduite pour les deux tiers à la plus grande disette. Le climat froid et ingrat où elle est située, la sécheresse de l'année dernière leur ayant enlevé une grande partie de son produit, nous avons recours à l'administration de Condat-Montagne qui nous délivre un bon pour 20 quintaux d'orge à lever dans le district d'Arbois au Val de Mièges. Par deux fois nous avons nommé des commissaires qui s'y sont transportés et ont conduit des voitures à cet effet et n'ont rien pu obtenir."

"Dès que la liberté a paru dans notre commune et que les droits féodaux ont sauté en l'air, la culture des terres a beaucoup augmenté : nos champs fatiguent de produire pour soutenir l'élan des tyrans et des calotins (suivi de deux mots non lisibles.) Nos communaux qui n'avaient jamais été cultivé ont fourni une réponse pour les misérables sans quoi ils auraient péri. Il y aurait des améliorations à faire." Il pense qu'il serait possible de mettre en culture des prés, marais et tourbières, mais il y a cependant un doute pour savoir si on y arriverait réellement faute d'engrais suffisant pour réchauffer ces terres froides.

L'agent national de Belair ci-devant **Saint-Laurent** répond le 31 mai. "Quant à la culture et l'ensemencement, il est probable que l'on a semé en orge et avoine environ un tiers de plus que les années précédentes. La presque totalité de nos communaux sont cultivés" mais il est resté quelques petits coins de terre à semer faute de grains. Les communaux sont habituellement cultivés par des habitants peu fortunés et il est donc probable que Saint-Laurent a reçu tout ou partie des 100 quintaux de grains mis en réquisition le 22 avril.

Louis-Amédé Thévenin agent national de **La Chaumusse** écrit le même jour : "Rien n'est plus désolant pour notre commune que le défaut de semences. Le district promet du bled pour semer. On fait des dépenses pour l'aller chercher au Bief-du-Fourg et l'on revient à vide. Les pauvres cultivateurs n'ont su que faire et il y a des

ⁿ Pierre-Louis et Joseph-Augustin Martinez sont fils de Jean-Baptiste. Il y a deux Pierre-Louis Martinez homonymes. C'est probablement ce Pierre-Louis Martinez qui a été dénoncé pour vente de grains à des prix élevés.

places qui n'ont reçu que la moitié des semences qu'elles auraient dû avoir. Quelle amélioration faire dans cette détresse ?"

Pour sa part, Alexis Benoit, agent national du **Lac-des-Rouges-Truites** répond également le 31 mai dans son style particulier que je tente d'interpréter. D'une manière générale on a semé plus dans la commune car les communaux sont presque tous ensemencés. Cependant les 70 quintaux de grains qui nous été accordés à Bief-du-Fourg ne nous ont pas été donnés et beaucoup de particuliers n'ont pas semé.

L'agent national **des Piards** écrit le 6 juin "Si notre sol correspondait à l'ensemencement que nous avons fait depuis que les tyrans de toutes espèces ont été détruits, nous pourrions concevoir des espérances. Malgré la saison qui paraissait être avancée, le vent du nord a tout retardé et beaucoup éclairci nos orges et avoines."

Urbain Thouverez, agent national de **Fort-du-Plasne** répond à la même époque : "Nous avons obtenu par pétition au citoyen représentant du peuple Le Jeune pour l'ensemencement des terres de la commune la quantité de 400 mesures tant orge qu'orgée dans les communes du Val de Mièges, district d'Arbois." Il ajoute plus loin : "La culture des terres de notre commune et l'ensemencement sont assez complets."

5 – On ne sait plus où s'approvisionner

Je quitte désormais l'étude des besoins en semences pour reprendre celle des besoins alimentaires de la population. La Commission des subsistances prend un nouvel arrêté le 13 avril 1794 qui porte réquisition au district de Lons-le-Saunier de fournir à celui de Condat-Montagne 12 000 quintaux de grains dont les deux tiers en froment et orge et l'autre tiers "en bled de turquie." (Maïs.) La Commission administrative de Dole est chargée de l'organisation de l'opération. Elle avertit le district de Condat le 21 avril qu'elle demande au district de Lons-le-Saunier "la célérité dans l'exécution" de cette mesure⁹⁶.

a) Vaines démarches effectuées pendant deux mois pour s'approvisionner dans le district de Lons-le-Saunier

Le commissaire Panisset est envoyé par le district de Condat à Lons-le-Saunier le 23 avril pour suivre l'exécution de cette mesure. Cependant, le district de Condat fait part le 28 avril de ses craintes à la Commission administrative. Cette dernière avait en effet déjà accordé une réquisition de 2 000 quintaux sur ce district en octobre pour le district de Saint-Claude et "nous n'avons pu en recevoir un grain. Nous aurions été plus sûr sur le district d'Orgelet. Nous ne doutons pas que vous fassiez tout ce qui dépendra de vous pour nous procurer l'effet de la réquisition. Nous vous en témoignons d'avance toute notre reconnaissance."

Le district adresse d'ailleurs le 2 mai à l'autorité départementale, un tableau faisant ressortir qu'à la suite des deux arrêtés de la Commission administrative de la fin de l'année 1793, le district d'Orgelet n'a délivré que 2 198 quintaux de grains⁹⁷.

Le directoire du district écrit ce même 2 mai à la Commission des subsistances⁹⁸. Il a envoyé rapidement un commissaire auprès du district de Lons-le-

Saunier et a même préparé la répartition entre les communes du district. Certaines sont "déjà allées chercher leur contingent. Mais quelle a été notre douleur, lorsqu'au retour de notre envoyé, au lieu de nous apporter la nouvelle consolante d'assurer nos subsistances, il a remis sur le bureau" un extrait de délibération prise par le district de Lons-le-Saunier "portant refus formel d'obtempérer à la réquisition."

"Vous voyez, citoyens que notre situation est aussi malheureuse que jamais et qu'ayant jusqu'à présent vécu sur le peu de grains que nous avons obtenu du département de Saône-et-Loire (sans lequel nous n'existerions plus) et que si vous ne faites exécuter vos réquisitions, il ne nous restera que la triste perspective d'un avenir alarmant. Nous sommes vos frères, vos enfants, ne nous laissez donc pas plus longtemps aux prises avec la famine. Nos besoins et le nombre des nécessiteux augmentent chaque jour. Le peu de ressources qui nous restaient sont épuisées. (...) S'il faut mourir de faim, nous le ferons tous ensemble. Salut"

On a pu voir plus haut que le district, ne fait pas procéder immédiatement à l'enlèvement de grains pourtant disponibles à Chalon. On peut penser qu'il noircit la situation présente.

Anticipant les événements, le directoire de Condat-Montagne écrit le 14 mai à la Commission des subsistances à Paris. "Nos besoins et nos maux s'aggravent en approchant de la ruche. Telles communes qui étaient approvisionnées pour quelques mois rentrent dans la classe des malheureux, ce qui double et triple la dépense de nos grains. La réquisition que vous nous aviez accordée sur le département de Saône-et-Loire est presque épuisée. Si votre sollicitude fraternelle ne jette un œil attendrissant sur notre position. Bientôt nous serons réduits aux plus dures extrémités. L'égoïste pourra vivre encore parce que malgré tous les soins des administrateurs, il y aura toujours des abus, mais l'indigent, mais le malheureux sans-culotte mourra de faim."

Le directoire rappelle ensuite le refus du district de Lons-le-Saunier de fournir des grains et conclut par : "C'est de votre main bienfaisante que nous attendons un soulagement à nos cœurs déchirés par la perspective affligeante de nos administrés."

Le commissaire Panisset nommé par le district de Condat a lui-même été désigné administrateur du district de Lons-le-Saunier et ce dernier décide enfin de donner suite à l'arrêté portant réquisition de grains.

Le directoire de Condat écrit le 27 mai aux administrateurs de district de Lons-le-Saunier. "Nous avons reçu l'extrait de votre arrêté du (24 mai) par lequel vous nous annoncez que vous avez fait des réquisitions aux différentes communes de votre ressort afin d'opérer l'exécution de l'arrêté de la Commission du commerce et approvisionnements." Le district de Condat a nommé des commissaires qui vont se rendre sur place pour recevoir les grains.

Mais en fait, il n'est pas possible d'obtenir de grains de ce district. Le directoire écrit le 8 juin aux administrateurs du district de Lons-le-Saunier. "Nos commissaires pour l'exécution de la levée des 12 000 quintaux de grains dans votre district sont de retour et viennent de faire rapport de leur mission à notre société populaire. Comme la faim ne se jeûne pas, vous verrez par la lettre ci-jointe quel a été son mécontentement." Le directoire demande à nouveau à celui de Lons-le-Saunier de faire procéder à la délivrance des grains et qu'à défaut il sera forcé de prendre "des mesures convenables."

Deux nouveaux commissaires sont envoyés à Lons-le-Saunier le 12 juin "pour requérir au nom de la première et de la plus sacrée des lois : l'humanité, l'exécution" de la réquisition, mais ils n'obtiennent pas un meilleur succès. De ce fait, le directoire de Condat-Montagne écrit le 16 juin à la Commission du commerce et approvisionnements de la République. "Nous sommes à la veille de voir tous les habitants de ce district livrés aux horreurs de la faim. Nous avons pourvu jusqu'à présent à l'approvisionnement d'une partie de nos communes avec le secours que vous nous aviez accordé sur le département de Saône-et-Loire. Les autres se sont mutuellement et fraternellement prêtées assistance. Mais aujourd'hui presque toutes sont épuisées et nous adressent leurs gémissements et leurs plaintes. Ici c'est une mère désolée qui demande du pain pour des enfants qu'elle voue déjà à la défense de la patrie; là c'est une fille en pleurs qui demande aussi du pain pour un père, un vieillard affaibli par l'âge et par les besoins. Le spectacle déchirant se renouvelle tous les jours. (...)"

"En effet, la réquisition que vous avez faite en notre faveur sur le département de Saône-et-Loire est à peu près consommée et nous devons vous le dire, ce qui a hâté cette consommation, c'est qu'au lieu de froment, nous n'avons pour ainsi dire reçu que du seigle et des menues graines, la plupart de très mauvaise qualité."

"Il paraît, par l'état de recensement que nous adressent les administrateurs du district de Lons-le-Saunier, que ce district se trouve dans l'impossibilité de faire le versement des 12 000 quintaux de grains que vous avez requis de nous fournir. Nous n'avons pas à nous plaindre des administrateurs, ils ont promis d'employer tout le pouvoir dont ils sont revêtus pour faire exécuter votre arrêté. Mais comme ils nous le disent eux-mêmes : à l'éternel seul il appartient de créer des grains^o." Mais, malgré nos demandes, ce district n'a encore rien livré. "La moisson est encore éloignée dans nos montagnes de deux mois dans la partie la plus précaire. Jusqu'alors nous avons besoin de subsistances."

"Du pain, donc citoyens. Du pain et vous conserverez à la République de francs montagnards que la faim pourrait lui enlever et dont le dernier soupir sera encore pour son affermissement et sa prospérité⁹⁹. Salut et **fraternité**."

b) Nouvelles difficultés pour les approvisionnements en grains avec le département de Saône-et-Loire

On a pu remarquer précédemment que des envois en grande quantité de seigle avaient été envoyés au départ de la Saône-et-Loire. Les administrateurs du district demandent le 1^{er} juin au commissaire chargé d'expédier les grains "de nous procurer des grains autres que turquie qui est la seule nourriture que nous mangions actuellement." Ils écrivent le 10 juin aux administrateurs de Saône-et-Loire : "D'après l'arrêté de la Commission du commerce et approvisionnements de la République, il est accordé sur votre département une réquisition de 15 000 quintaux de grains dont les trois quarts en froment et l'autre en menues graines. Nous avons lieu d'être surpris de recevoir si peu des premiers. (...) Nous vous observons qu'une maladie épidémique qui a tenu et tient dans plusieurs de nos cantons a fait beaucoup de malades et de convalescents qui ne peuvent consommer du pain mélangé et à qui

^o Nous sommes en pleine période de la fête de l'être suprême.

il en faut incessamment de pur froment. Nos hôpitaux sont remplis de volontaires et autres malades, une pareille nourriture leur devient nécessaire."

Le directoire du district de Condat écrit le 16 juin à Reverchon, commissaire pour l'approvisionnement à Chalon. Celui-ci a signalé qu'il rencontre des difficultés "à faire exécuter le contingent affecté sur le district de Chalon. Nous ne pouvons que louer les sages précautions que tu as prises jusqu'à présent pour tâcher d'avoir du meilleur grain que ceux que tu as été forcé de prendre." On lui signale par ailleurs qu'il n'y a presque plus de grains à charger à Charolles.

Les relations entre le district de Condat-Montagne et les administrateurs du département de Saône-et-Loire se détériorent. Le directoire du district de la montagne jurassienne écrit le 18 juin aux administrateurs du département de Saône-et-Loire. Les commissaires Colomb et Baud que nous avons envoyés dans votre département "se sont plaints de la manière peu fraternelle avec laquelle vous les avez reçus, et surtout que vous ayant présenté plusieurs pétitions, vous avez refusé vos arrêtés sur pétition et ne leur avez donné qu'un extrait desdits arrêtés. Nous devons connaître les opérations de nos commissaires : les pétitions avec vos arrêtés doivent nous être remis."

"Nous avons appris que vous les aviez dénoncés au Comité de salut public, du moins que vous les aviez menacés de le faire. Nous voudrions savoir les motifs de cette dénonciation. S'ils sont coupables, nous les ferons punir. S'ils ne le sont pas, nous saurons les protéger. Nous comptons trop sur votre patriotisme, pour ne pas croire que vous employez toute l'autorité qui vous est confiée pour achever de faire effectuer la levée des 15 000 quintaux sur les différents districts de votre ressort, surtout ceux de Chalon et Bellevue-les-Bains et d'écrire surtout à ce premier de se conformer plus exactement à l'arrêté de la Commission, en nous donnant au moins des grains propres à faire du pain et quelque peu de froment pour assister les malades, surtout nos braves frères d'armes qui sont à l'hôpital."

Nos besoins sont urgents et le nombre des communes nécessiteuses augmente chaque jour. Tendez nous donc une main secourable et nous ne cesserons de vous regarder comme de bons frères¹⁰⁰.

Une nouvelle correspondance adressée le 4 juillet au commissaire Reverchon confirme les difficultés importantes rencontrées pour obtenir le reste des grains dus par le département de Saône-et-Loire. La Commission du commerce et approvisionnements (nouveau nom de l'ancienne Commission des subsistances qui a été scindée) a écrit à ce département "pour lui enjoindre de nouveau d'opérer sans retard le restant de son contingent." (sic) On espère que cela suffira car "ils y verront comme ils sont obligés de remplir envers nous le plus sacré des devoirs, celui de secourir des frères aux prises avec la plus affreuse famine¹⁰¹."

Les autres données concernant les enlèvements de grains en Saône-et-Loire sont examinées ci-après en même temps que d'autres enlèvements effectués dans le district de Lons-le-Saunier.

c) Grains en provenance du district de Lons-le-Saunier et difficultés d'approvisionnement provenant de Saône-et-Loire.

La Commission du commerce et approvisionnements intervient à nouveau et, alors que les convois en provenance de Saône-et-Loire se font rares, quelques

voitures de grains sont enfin livrées dans la montagne jurassienne venant du district de Lons-le-Saunier.

Le directoire écrit le 2 juillet pour signaler qu'il manque 638 livres sur un premier convoi et 232 livres sur un deuxième. Le 4 juillet il signale à nouveau à un commissaire envoyé sur place, un manquant de 320 livres sur un troisième envoi. Il lui décrit le "pitoyable état" du district alors que l'on ne reçoit que fort peu de voitures de Saône-et-Loire ce qui rend "notre situation des plus alarmante."

Le directoire de Condat écrit à nouveau le 6 juillet à celui de Lons-le-Saunier et a recours à l'éloquence de l'un de ses administrateurs. "Frères et amis, nous avons faim. Des milliers de citoyens nous tendent les bras et vous demandent du pain. La Commission du commerce et approvisionnements touchée de nos besoins et instruite de vos ressources, pour tout faire cesser, nous avait accordés une réquisition de 12 000 quintaux de grains sur votre district" Mais le district de Lons-le-Saunier prétend subir une pénurie et qu'il est "aussi pauvre que nous." Mais la Commission du commerce a répondu qu'elle connaissait les moyens de ce district et elle a maintenu sa réquisition.

"Un de nos commissaires de retour de votre district, nous a fait le rapport le plus affligeant. Hé quoi, à la veille de la plus abondante récolte, des français laisseraient périr de faim des français sans leur tendre le morceau de pain qui peut leur conserver la vie ! Des frères laisseraient leurs frères livrés aux angoisses de la mort la plus cruelle, aux horreurs du désespoir. Quoi, il faudrait avoir recours à la sévérité des lois pour arrêter de vos administrés un service que l'humanité seule devrait les engager à offrir à ceux qui en ont besoin. (...) Nous espérons que vous nous accorderez promptement ces secours que nous avons le droit d'attendre de vous. (...) Nous vous le répétons, nous avons faim. Nous ne cesserons de vous le répéter que vous n'ayez entendu nos plaintes."

Le directoire du district intervient encore le lendemain auprès de l'un des commissaires envoyé au district de Lons-le-Saunier en faveur de la commune de Morez qui "est dans un besoin extrême de subsistances."

Le directoire de Condat informe ses commissaires le 12 juillet que l'administration de Lons-le-Saunier a pris un arrêté le 11 pour nommer deux commissaires en vue de faciliter la délivrance des grains au district de Condat. "Jamais notre situation ne fut plus alarmante, jamais les besoins ne furent si grands. Nous manquons absolument de grains dans les deux magasins. Il n'en arrive plus." En Saône-et-Loire, les commissaires n'ont pu charger les 46 voitures envoyées et ils les ont fait aider à moissonner "sur la promesse qu'on leur a faite de les charger après avoir incontinent battu la récolte." Le directoire implore ensuite ses commissaires dans le district de Lons-le-Saunier de leur envoyer des grains.

La famine menace la ville de Condat et le district de Lons-le-Saunier semble répondre favorablement. Les voituriers sont cependant toujours payés au tarif du maximum et les administrateurs du district doivent envoyer le 18 juillet un détachement de la garde nationale auprès "des propriétaires de la Combe de Tressus^p (pour) partir sur le champ avec leurs chevaux et voitures pour aller chercher les grains emmagasinés à Bletterans pour le district." En cas de refus de ces propriétaires, les chevaux et voitures seront saisis à leurs frais.

^p A l'est de Saint-Claude, alors sur la commune de Chaumont.

Le directoire de Condat intervient aussi ce 18 juillet auprès des "citoyens administrateurs du district de Charolles. Ces derniers l'ont en effet averti qu'ils effectuaient, au profit du district de Condat, une réquisition auprès du district de Crest département de la Drôme. Ils chargent donc ce district de délivrer les 1 700 quintaux de grains restant auxquels ils ont été assujettis par la répartition effectuée par les administrateurs du département de Saône-et-Loire. "Examinez, citoyens, l'éloignement de notre district à celui de Crest, les frais considérables qu'occasionneraient le transport des grains, la difficulté de trouver des voitures pour un lieu aussi éloigné, l'incertitude de faire arriver ces grains à temps utile pour soulager nos administrés qui sont dans le grand besoin et qui ne comptent bientôt plus que sur votre réquisition, parce que les autres réquisitions dans le département de Saône-et-Loire faites en notre faveur vont être épuisées."

Après de nombreuses considérations, le directoire entend que ce district de Charolles "exécute la réquisition faite en notre faveur"¹⁰²."

Le directoire de Condat répond le 28 juillet au courrier du 23 juillet de Reverchon son commissaire pour la Saône-et-Loire en poste à Chalon¹⁰³. "Par ton courrier, tu nous annonces le manque de voitures pour le chargement des grains que tu as en magasin. Nous avons très bien senti ce manque et avons mis tout en œuvre pour nous en procurer. Partout on nous a objecté soit le travail des foins ou des moissons, et ce n'est qu'en prenant des mesures extrêmes que nous sommes parvenus à en faire partir quelques unes de temps en temps soit pour Chalon ou Macon et par différentes réquisitions que nous avons données aux communes. Mais il nous a paru plus avantageux d'en expédier davantage sur Macon puisqu'il nous restait une ressource à Chalon et que lorsque tu aurais obtenu le contingent restant à fournir par le district, tu pourrais le déposer dans un magasin particulier à la disposition des citoyens Thévenin qui voudront bien se charger d'expédier lesdits grains d'après nos bons." Le directoire dit alors un grand bien des Thévenin et le texte est reproduit à la rubrique consacrée à cette famille. Pour le reste, il fait confiance à son agent en place et en donne beaucoup d'éloges.

d) Gestion en juillet de la crise des subsistances par les communes du Grandvaux

Le conseil général de la commune de **Prénoval** délibère le 1^{er} juillet. Un bon a été délivré à la commune par le district, permettant d'enlever 36 quintaux de grains aux magasins de Chalon. Le citoyen Désiré Janier est nommé commissaire par la commune pour procéder à l'enlèvement des grains.

A la demande de Désiré Janier, qui n'a pu rassembler aucun voiturier, le corps municipal de la commune se réunit le 4 juillet. Il requiert Joseph-Augustin Belbenoit, Claude-François Janier des Pesettes et Alexis Janier-Dubry pour fournir des chevaux et voitures avec leur conducteur pour aller enlever les grains accordés. Ils devront partir dans quatre jours et **ils seront payés au prix du maximum**. On ne peut vraiment pas dire qu'on se presse pour aller chercher ces grains¹⁰⁴.

Pierre-Alexandre Thouverez, qui est devenu agent national du **Lac-des-Rouges-Truites**, informe la municipalité qu'il a reçu une circulaire des

administrateurs du district datée du 14 juillet annonçant que le district d'Orgelet demande l'envoi d'ouvriers "pour les aider à lever l'abondante moisson qui s'y prépare." En échange, ils sauront à leur tour, si on est dans le besoin, nous fournir des subsistances. Le district de Condat insiste pour l'envoi d'ouvriers, hommes ou femmes, en proclamant que si nous n'envoyons personne, "nous n'avons pas besoin de leur demander des grains dans ce district."

L'agent national demande à son tour le 17 juillet que des ouvriers se rendent pendant quinze jours ou deux décades dans des communes de ce district. Mais le conseil général examine le même jour le délicat problème de la délimitation des communes du Grandvaux avec la commune de La Chaux-du-Dombief et le maire rappelle qu'elles sont en procès depuis l'an 1301. Cette commune appartient alors au canton des Petites-Chiettes et fait justement partie du district d'Orgelet. ... Il semble assez douteux que les habitants de la commune aient répondu positivement à cet appel.

Vers le 22 juillet, la municipalité du Lac-des-Rouges-Truites reçoit du receveur du district de Condat, la somme de 241 livres "pour payer les voituriers qui ont amenés la quantité de 60 quintaux de grains –soit six voitures- de Chalons-sur-Saône en cette commune (de Condat) distante de 29 lieues en sus des 50 sols par quintaux et ce d'après le décret du 2 frimaire dernier¹⁰⁵." On peut espérer que les voituriers ont été contents. Il pourrait s'agir du voyage organisé par la commune le 19 mars dernier et dont la destination initiale était Autun.

La commune du Lac-des-Rouges-Truites reçoit peu après 60 quintaux de grains. L'agent national de la commune en informe le 27 juillet son homologue du district : "Ma municipalité vient de faire la répartition de 60 quintaux de grains à 625 individus des plus nécessiteux de ma commune, lesquels leur en est arrivé à chacun 9 livres et demi. (...) Je prévois qu'il serait de la plus grande nécessité que le district nous en accorde encore au moins cinquante quintaux qui pourront suffire jusqu'à la moisson qui commencera dans cette commune dans une décade si le temps est favorable¹⁰⁶."

La municipalité de **Fort-du-Plasne** prend le 7 juillet une délibération concernant les secours à accorder en espèces aux parents des défenseurs de la patrie¹⁰⁷. Ignace-Joseph Jannin est nommé pour porter la délibération au directoire de Condat-Montagne. Il est chargé en même temps "de former une demande d'une quantité de 80 quintaux de blé froment, orge ou métaye pour la subsistance de la commune attendu qu'elle s'en trouve dépourvue puisque les 60 quintaux qui lui ont été accordés dans le département de la Saône-et-Loire n'ont pas encore été livrés" et que la réclamation formulée n'a pu aboutir. La municipalité ne peut plus "soutenir aux réclamations, prières et sollicitations de tous les habitants en général de cette commune." La délibération est notamment signée par C. L. Cattiny, maire.

Bailly, qui signe en qualité de nouveau maire de Fort-du-Plasne, adresse le 17 juillet des renseignements, au directoire ou à son agent national, sur les jeunes gens de la commune qui n'ont pas rejoint leur unité. Il poursuit ensuite : "Je vous prie de nous répondre deux mots sur la pétition que nous vous avons donnée l'autre jour touchant des grains que nous vous demandons, car notre commune est dans un grand besoin et des plus pressants. C'est la seule grâce que nous attendons de vous.

Deux mots de réponse, je vous en prie. S'il y a des ordres ou lois, vous pouvez les remettre au présent porteur. Je fini et suis avec fraternité. Bailly, maire."

A la suite de cette nouvelle demande, le directoire de Condat-Montagne délivre enfin le 18 juillet un bon d'approvisionnement en faveur de Fort-du-Plasne¹⁰⁸. "Les commissaires nommés par le directoire de ce district pour la levée des grains requis en notre faveur sur le département de Saône-et-Loire délivreront pour la commune du Fort-du-Plane, la quantité de soixante à quatre-vingts quintaux à charger pour ladite commune, moitié à Chalon, moitié à Macon dans la proportion des grains qui se trouveront dans lesdits endroits et ce au prix ordinaire."

Le bon est signé Grandjacquet et Reverchon. Il semble que ce bon ne devrait pas figurer dans les archives du département et on peut se demander s'il a été remis "au porteur" désigné par la commune.

Le corps municipal de la commune de Rochempierre ci-devant **Saint-Pierre** est assemblé le 4 juillet. "Un membre a dit que la disette de grains qui se fait sentir depuis longtemps dans la commune, qu'on pourrait obtenir des bons pour en aller chercher dans les départements voisins, que suivant le dernier recensement, plusieurs particuliers de la commune se trouvaient avoir des grains plus que suffisants pour arriver au 5 août prochain, temps qu'on espère commencer à moissonner, qu'il convient dans la détresse où plusieurs particuliers se trouvent, que ces grains dont les particuliers ont de trop soient justement menés dans le magasin de la commune pour être distribués aux plus nécessiteux."

La municipalité nomme donc cinq commissaires Laurent Thévenin, Pierre-Simon Bouvet, Louis-Marin Ferrez, François-Joseph Benoit et François-Joseph Groz, fils de Pierre-Joseph. Ils devront "mesurer, lever et amener instamment lesdits grains au magasin de la commune pour être distribués comme il est dit ci-dessus. (...) En cas de refus de la part des particuliers dépositaires desdits grains, lesdits commissaires seront accompagnés par la garde nationale, à laquelle il sera donné des ordres à cet effet." La délibération porte en marge l'indication "recensement des grains." Les commissaires ont donc certainement dû effectuer une telle opération complète¹⁰⁹.

Mais la municipalité intervint également auprès des autorités du district. La commune de Rochempierre obtient également du directoire du district un bon d'approvisionnement assez explicite quant aux modalités et prix daté du 19 juillet¹¹⁰. "Les commissaires désignés par nous (pour la Saône-et-Loire) délivrerons aux commissaires ou voitures porteurs du présent, la quantité de trente-six quintaux de grains dans la proportion qui se trouveront aux magasins, lesquels grains, ils se feront payer au prix du maximum y ajoutant les frais d'emmagasinement et en outre cinquante sols par quintal pour frais de commissaires. Ils leur délivreront des acquits à caution pour conduire lesdits grains à la commune de Rochempierre, ci-devant Saint-Pierre et pour le compte de ladite commune. Le bon est signé des quatre administrateurs du district Martin fils (de Saint-Laurent), Reverchon (de Saint-Claude), Grandjacquet vp, (vice-président, de Morez) et Tissot (ancien juge de paix à Molinges.)

Mais les grains ne furent pas délivrés à Chalon. Le bon comporte la mention au dos : "Je soussigné, commissaire du district de Condat-Montagne près le district de Chalon, déclare n'avoir pu charger les 36 quintaux porté au bon, d'une part parce

que dans le moment le district a effectué son contingent et que tous les grains ont été expédiés sauf environ 16 quintaux. C'est pourquoi je les renvoie à Macon, au commissaire Grillet qui voudra bien les charger. A Chalon-sur-Saône le 11 thermidor 2^e année (29 juillet 1794.) signé Reverchon, commissaire (qui n'est pas le même que celui nommé ci-dessus comme administrateur du district.) Gageons que, si les voituriers étaient du Grandvaux, ils se sont probablement aussi rendus au dépôt Thévenin de Chalon.

Le bon ne comporte aucune mention supplémentaire, mais on verra ci-après que des voituriers chargèrent 36 quintaux le lendemain à Macon.

Un bon similaire est établi le même jour au profit de la commune de La **Grande-Rivière** pour la quantité de 100 quintaux. Il porte en marge la mention : "Livré le 26 juillet, sur le présent bon, à la commune de la Grande-Rivière, 30 quintaux, 63 livres d'orge en 21 sacs, 17 quintaux, 65 livres de turquie en 10 sacs, 12 quintaux, 25 livres de fèves en 8 sacs, 3 quintaux, 82 livres de bled noir dans une sache, 22 quintaux, 86 livres de seigle en 13 sacs, 13 quintaux, 50 livres de farine de turquie en 10 sacs. Le bon n'est pas signé et ne comporte pas le lieu de délivrance, mais l'écriture n'est pas la même que celle du commissaire Reverchon cité ci-dessus.

Le citoyen Pierre-Barnabé Brasier, préposé aux subsistances des troupes en marche de la république au poste de **Belair** s'adresse vers le 12 juillet aux citoyens administrateurs de Condat-Montagne. Il leur expose qu'il a déjà cherché à obtenir des subsistances mais qu'il n'a rien obtenu. "Le peu qui lui restait et qu'il s'était procuré à grands frais a été entièrement consommé. Son magasin est absolument vide, de sorte qu'il ne lui reste ni pain, ni vin, ni viande, ni foin. Conséquemment, il ne peut distribuer des subsistances à nos défenseurs sans qu'au préalable on lui en ait remis." Il demande ensuite la quantité de 20 quintaux de grains dont deux tiers en froment et l'autre tiers en orge ou seigle, 40 baraux de vin, 4 bœufs ou 4 vaches, 25 milliers de foin et 10 quintaux d'avoine "à charge par lui d'en payer le montant et d'en rendre compte en conformité des lois, faute de quoi, il ne pourra continuer un service si cher et si utile à la patrie."

Le directoire du district lui répond le 13 juillet. Il considère "qu'il doit par tous les moyens que la loi met en son pouvoir, pourvoir aux approvisionnements des étapiers," et décide "que le citoyen Brasier se transportera dans les municipalités de ce district où il avait coutume de s'approvisionner tant en foin qu'avoine où il s'adressera aux maires et officiers municipaux qui demeurent chargés sur leur responsabilité personnelle de fournir audit étapier par voie de réquisition la quantité de 25 milliers de foin et un millier d'avoine. Ce dernier objet pourra être pris sur le contingent des municipalités qui doivent en fournir en exécution" de réquisitions précédentes.

Un bon d'approvisionnement semblable à celui remis à Saint-Pierre est également délivré le 24 juillet au profit de la commune de Bellair, (sic, le document semble rédigé par Martin de Saint-Laurent) ci-devant **Saint-Laurent** pour la quantité de 100 quintaux de grains. Il ne comporte aucune mention relative à la délivrance effective des grains¹¹¹.

La commune de Belair reçoit fin juillet une correspondance du district qui est recopiée sur son registre de délibérations¹¹². "Mort au tyran, liberté, égalité,

fraternité, Condat-Montagne, ci-devant Saint-Claude, le 6 thermidor an second (24 juillet 1794) de la République française, une et indivisible. Les administrateurs du directoire du district de Condat-Montagne aux officiers municipaux de Belair, ci-devant Saint-Laurent. Nous vous envoyons ci-inclus une réquisition pour cent quintaux de grains à charger au faubourg Saint-Laurent à Macon. Cette quantité doit vous conduire jusqu'à la moisson; ménagez la. En conséquence, c'est tout ce que vous pourrez en avoir sur Saône-et-Loire. Quant aux ouvriers que vous avez expédiés pour Lons-le-Saunier, vous vous êtes acquittés du devoir qui vous était imposé; et le renvoi de ces ouvriers prouve bien combien peu, ce district avait besoin de bras, malgré la demande qu'ils nous en faisaient par son arrêté du 12 juillet par lequel ils nous en demandaient 1 200 d'où nous concluons que ce n'était qu'un prétexte pour éluder la réquisition que nous avons sur eux. Nous aurons soin de les remercier des fausses démarches qu'ils ont occasionnées."

"La commune de Condat-Montagne et celles environnantes sont dans la plus grande pénurie de subsistances faute de voitures pour aller chercher des grains en Saône-et-Loire. En conséquence nous vous invitons au nom de l'humanité, de la fraternité et du républicanisme qui vous anime, vous requérons même au besoin, de mettre en réquisition tous les chevaux et voitures existantes (sic) dans votre commune pour aller charger des grains à Macon ou Chalon pour l'approvisionnement d'un magasin. Vous les ferez partir avec ceux qui vont chercher votre contingent et vous rendrez compte de la quantité que vous en aurez expédié. La présente que vous remettrez aux voituriers leur servira d'ordre près les commissaires pour le chargement. Nous comptons sur votre exactitude à remplir vos devoirs." Le courrier est signé de Martin fils et Reverchon.

Le maire et les officiers municipaux de Belair se réunissent le 9 thermidor (27 juillet) et requièrent "les citoyens Alexandre Chanez de fournir trois voitures, Claude-François Poncet, Laurent Besson et Célestin Bouvier chacun deux, Amable Pia une, toutes attelées de chacune un collier pour aller à Chalon chercher des grains pour le magasin de Condat-Montagne. Ils seront payés conformément aux lois et arrêté du Comité de salut public du 27 messidor inséré au bulletin et ne pourront retarder le transport desdits grains vu le besoin urgent de subsistances et se conformeront en tout à l'arrêté du district ci-dessus."

Claude-François Poncet, l'un des officiers municipaux, refuse de signer le procès-verbal, exprimant sans doute son désaccord sur le choix des voituriers. On a vu ci-dessus que, faute de grains, le commissaire en place à Chalon ne put pas procéder le 29 juillet au chargement des voitures de Rochepierre, il y a donc tout lieu de penser que celles de Belair durent poursuivre leur voyage de Chalon à Macon pour enlever les grains dont Condat-Montagne avait un pressant besoin.

Ce même jour 27 juillet, le comité de surveillance de **La Chaumusse** considère "que la plus grande partie des individus de la commune se plaignent tous les jours qu'ils manquent de subsistances." Il requiert donc la municipalité de "fournir les subsistances nécessaires pour la commune, faute de quoi, ils demeureront chargés eux-mêmes d'en fournir à leur propre et privé nom¹¹³." Je n'ai pas trouvé trace à cette date de ce sujet sur le registre de délibérations de La Chaumusse. On aurait aimé que la délibération portât la mention que des membres de cette municipalité avaient encore ou non des grains ou qu'ils pouvaient en trouver

dans la commune. La période de la récolte suivante approche en effet dans la montagne.

Les Thévenin de Chalon-sur-Saône et la pénurie des subsistances.

La correspondance du 11 mars 1794 mentionnée ci-dessus indique que 55 tonneaux de grains sont à prendre "chez les Thévenin à Chalon." Le commissaire envoyé en Saône-et-Loire Joseph Rey rend ses comptes le 15 mars et précise pour sa part qu'il a payé la somme de 50 livres "pour raccommodage de 50 tonneaux prêtés par les citoyens Thévenin de Chalon."

Ces Thévenin sont des Thévenin de Saint-Pierre où la famille demeure au hameau de La Croix-de-Pierre. Cette dernière possède un dépôt à Chalon-sur-Saône au faubourg Saint-Laurent depuis 1743 au moins.

A la suite de diverses successions, les droits des Thévenin à Chalon reviennent aux fils de Jean-Pierre Thévenin.

Augustin, l'aîné, a été officier municipal, électeur élu à une assemblée primaire du canton et administrateur du district. Il délaisse peu à peu son activité politique au profit de son fils Basile qui est à son tour élu électeur par une autre assemblée primaire du canton de Saint-Laurent. Il a trois autres fils Daniel, Laurent et Alexis. Les quatre fils finiront par aller habiter à Chalon-sur-Saône.

Claude-François, le deuxième fils de Jean-Pierre, décède en 1782, laissant trois fils pour héritiers Jean-Baptiste, mort en l'an II sans héritier, Félix et Ambroise. Ces deux derniers sont relativement jeunes et laissent pour le moment leurs oncles et leur cousin Basile gérer le commerce commun. Félix est présentement en réquisition pour les forges de Clairvaux, il ira s'installer plus tard à Chalon. Ambroise, séminariste, décèdera en 1806 ou 1807.

Pierre-Joseph est le troisième fils de Jean-Pierre Thévenin. Il se marie mais n'aura pas d'enfant vivant. Depuis 1782 au moins, il vit à Chalon-sur-Saône où il dirige le commerce pour son frère et ses neveux avec lesquels, conséquence de la mainmorte, il demeure indivis en biens.

Peu avant la Révolution, la famille Thévenin achète, par Basile Thévenin, un nouvel entrepôt au faubourg Saint-Laurent. Il semble d'ailleurs que Basile Thévenin habite de plus en plus à Chalon-sur-Saône à partir de 1793-1794 et il n'est d'ailleurs pas recensé à Saint-Pierre en 1796.

Le directoire du district de Condat écrit le 16 mars au citoyen Basile Thévenin à Chalon. "Nous venons de recevoir ta lettre du (10 mars) par laquelle tu nous annonces qu'il y a encore 31 tonneaux de bled destinés pour Condat-Montagne. Puisqu'il t'est facile de les expédier par des voituriers qui sont sur les lieux, nous te prions d'en accélérer le départ le plus tôt que tu pourras. Nous n'envoyons point de voiture à Chalon. Tu obligeras tes frères. Vive la République."

Mais, le directoire adresse dès le lendemain un autre courrier pour le même destinataire. Des voituriers sont arrivés ce jour avec 20 tonneaux de blé froment chargé à Chalon. Il faut donc changer les consignes données précédemment. Des voituriers de Morez sont partis pour enlever 50 quintaux, mais on ne sait pas s'ils

iront jusqu'à Chalon. Pour une partie des comptes on verra avec Brasier a qui les voituriers rendent des comptes.

Il s'agit de Basile Brasier et de Germain Brasier, de Grande-Rivière, mais aussi installés à Saint-Claude comme voituriers. Le contexte laisse à penser qu'ils sont cités ici en leur qualité de voiturier et de commissionnaire de roulage¹¹⁴.

Une note d'avril 1794¹¹⁵ présente les achats de grains effectués à Autun par le commissaire Collomb. Achat le 19 mars pour 366 quintaux de seigle et le 3 avril pour 634 quintaux de seigle également ce qui fait un total de 1000 quintaux. Pour l'achat de mars, les grains ont été livrés à Morez, Morbier, Bellefontaine et pour 100 quintaux à La Chaumusse (voir ci-dessus.)

Le commissaire Colomb a payé 6951 livres pour l'achat des 634 quintaux correspondant au deuxième achat et 432 livres remboursés au citoyen Thévenin pour frais de transport de ces grains d'Autun à Chalon. La distribution des grains correspondant est effectuée par les Thévenin. Parmi les destinations on peut noter 284 quintaux en neuf envois pour Condat-Montagne et 61 quintaux pour Rochepierre en un envoi. Le commissaire Mayet rembourse également vers la même époque 1508 livres au "citoyen Thévenin de Chalon" pour débours faits de "frais de transport des chargements de grains."

Basile Thévenin écrit aux administrateurs du district le 10 avril¹¹⁶. "Je vous joins ici une note que mon frère Alexis -né en décembre 1777, il a alors 16 ans et demi- a faite de la quantité de seigle que nous avons reçue dans notre magasin, venant d'Autun. Il en manque, comme vous le verrez. Je pars sur le champ pour Autun." Il va enquêter sur les raisons de ce manque. Les problèmes fréquents pour ces transports, seront les différences constatées entre les poids annoncés et les poids réellement livrés. Dans le cas présent, il va manquer 1242 livres sur le total de 634 quintaux, mais heureusement, sur ces 1242 livres, un poids manquant de 700 livres ont été déterminés dès le contrôle au chargement.

Basile Thévenin poursuit : "Nous avons chargé quatre de nos voitures. Une heure avant le départ, il est venu un citoyen (voiturier en principe) à qui nous avons vendu 2 chevaux. (...) J'avais chargé sur les quatre voitures 5 090 livres, net de 4 810 livres. (...) La mesure d'ici pèse 31 livres la mesure, ce sera des dépenses de moins, si on les mesure, adieu."

Lorsque l'enquête annoncée est effectuée, Basile Thévenin adresse à Condat-Montagne, à une date non précisée, le détail des achats effectués auprès de chaque propriétaire du district d'Autun. On peut constater, que lorsque l'emballage "sac" est mentionné, un sac rempli pèse de 175 à 193 livres. Pour la différence de poids de 700 livres, il précise "Je ne sais s'ils ont diminué les sacs. Je leur ai écrit et je leur ai envoyé une note semblable à celle que je vous envoie. Je suis votre égal en droit. B. Thévenin."

Le commissaire Collomb écrit au directoire de Condat le 8 mai 1794 depuis Chalon-sur-Saône. Il s'est occupé dans la journée de charger du blé. Puis le soir "un commissaire des Rousses est arrivé avec six voitures et le citoyen Vuaille qui m'a remis 6 000 livres. Je vais faire charger trois de leurs voitures en seigle que je prendrai chez les citoyens Thévenin qui ne cessent de me dire de

débarrasser leur magasin et les trois autres en froment parce que votre arrêté porte qu'ils chargeront soixante et quelques quintaux moitié en froment, moitié en seigle. Plus loin, il écrit encore "Les citoyens Thévenin m'ont donné les 600 livres de cet homme d'Etival. Vous pouvez les lui rendre."

Par son courrier du 12 mai cité par ailleurs, le directoire du district répond au commissaire Collomb : "Dis aussi **aux sans-culottes** Thévenin, oncle et neveu, combien nous sommes reconnaissants des services qu'ils ne cessent de nous rendre et que nous les prions au nom de la fraternité de vouloir bien continuer à coopérer à nous tirer de la plus affreuse disette."

Basile Thévenin écrit le 23 mai au district de Condat. "Je vous envoie par des voituriers de Moirans et de Valfin la quantité de 62 quintaux de turquie et 3 850 livres de mêlée. Je n'ai pu charger d'autres grains. Il ne reste plus dans les magasins de Chalon que turquie et fèves. Je crois que s'il vient des voitures pour emmener des grains, je les renverrai sur Louhans ou à Branches (sic, comprendre Branges à proximité de Louhans), car je crois qu'il faut attendre quelques jours et nous aurons du blé ici. Si vous aviez envoyé des voituriers 15 jours plus tôt, ils auraient chargé du beau bled froment. (...) Salut et fraternité, votre ami."

Basile Thévenin écrit à nouveau le 25 mai. Il a fait envoyer hier un poids de 4 300 livres de seigle. Aujourd'hui d'autres envois ont été effectués dont "le restant de ce qu'il y avait dans notre magasin qui venait d'Autun. (...) Je n'ai pu mieux faire. Demandez le aux voituriers : Si j'ai eu un peu de mêlée, ce n'est pas sans peine. Salut et fraternité. Votre ami."

Les Thévenin continuent à aider le district. Le directoire de Condat-Montagne donne des consignes le 16 juin à Reverchon qui est alors son commissaire pour l'approvisionnement à Chalon. "Si tu as besoin d'argent, tu en prendras chez les frères Thévenin à Chalon et nous les rembourserons ici à vue des bons que tu auras tirés sur nous."

Par courrier déjà cité du 28 juillet, le directoire de Condat donne des consignes à son commissaire aux approvisionnements basé à Chalon. "Lorsque tu auras obtenu le contingent de grains restant à fournir, tu pourras le déposer dans un magasin particulier à la disposition des citoyens Thévenin qui voudront bien se charger d'expédier lesdits grains d'après nos bons. L'empressement qu'ils ont toujours témoigné d'être utiles à leurs concitoyens du district de Condat-Montagne nous est un sûr garant qu'ils voudront bien se charger du restant de la pénible besogne que tu as si bien remplie jusqu'à présent."

Basile Thévenin correspond également avec la société populaire de Condat-Montagne. Cette dernière fait lecture le 3 mai "d'une lettre du citoyen Basile Thévenin originaire de la commune de Roche-pierre datée de Chalon-sur-Saône. La société en a entendu la lecture avec satisfaction⁹."

La société populaire de Condat décide le 20 juin, sur la proposition de l'un des commissaires envoyés en Saône-et-Loire "de faire une lettre de

⁹ Basile Thévenin était déjà le 20 décembre 1793, l'un des délégués de la nouvelle société populaire de Saint-Pierre venu assister à l'éloge de Marat fait par la société populaire de Saint-Claude.

remerciement aux frères Thévenin qui ont été d'une grande utilité." D'après ce que l'on a pu voir ci-dessus il s'agit vraisemblablement de Basile et de son frère Alexis Thévenin. Dans ce cas, l'oncle Pierre-Joseph est oublié. Le projet de cette lettre adressée "aux frères Thévenin de Chalon pour les remercier des services qu'ils ont rendu aux commissaires du district envoyés dans la commune pour la levée des blés," est adopté dans la séance du lendemain. On peut lire dans la séance de la société populaire du 5 juillet que les frères Thévenin "acceptent avec plaisir (ce) témoignage de reconnaissance¹¹⁷."

6 – Une fin d'été pénible : Les approvisionnements n'arrivent plus

a) Les voitures envoyées à Macon sont réquisitionnées par les militaires

Les grains de la nouvelle récolte de la plaine peuvent désormais être commercialisés et la crise des subsistances est normalement terminée. Le district continue cependant d'envoyer des voitures à Macon pour enlever les grains réquisitionnés, mais il va leur arriver une drôle de mésaventure. Le Directoire de Condat adresse le 10 août un nouveau courrier aux administrateurs de Saône-et-Loire. "Le citoyen Baud, notre commissaire dans votre département vient de nous faire part, citoyens, de la réquisition faite par l'inspecteur des transports militaires Tarpet sur 19 voitures que nous avions envoyées à Macon charger des subsistances et il nous a rendu compte de la sollicitude fraternelle que vous lui avez témoignée et des efforts que vous avez faits pour faire cesser cette réquisition. Vous avez acquits, citoyens, de nouveaux droits à notre reconnaissance. Nous vous remercions bien sincèrement de tous nos soins à notre égard." L'inspecteur Tarpet n'a pas voulu renoncer à sa réquisition mais il a consenti que son effet soit suspendu "jusqu'à la décision du Comité de salut public" et en attendant, les voitures sont "dans l'inactivité."

"Vous direz que les retards qu'éprouvent nos voitures exposent plusieurs communes aux horreurs de la faim." Le directoire demande ensuite que les administrateurs de ce département fassent "de nouveaux efforts pour faire cesser tous les obstacles qui s'opposent à l'arrivée de nos subsistances. (...) Le citoyen Baud vous fera part des mesures que nous avons prises pour prévenir de nouvelles réquisitions sur nos voituriers."

Le directoire du district écrit le lendemain à la Commission des transports militaires. "L'inspecteur des transports militaires à Macon, le citoyen Tarpet s'étayant d'un arrêté du Comité de salut public du six messidor (24 juin) qui vous accorde le droit de requérir les rouliers^f, vient de mettre en réquisition dix-neuf voitures que nous avions nous mêmes mises en réquisition pour aller charger des subsistances pour ce district. (...) L'inspecteur Tarpet a fait une application étrange de l'arrêté du Comité de salut public en se croyant autorisé à requérir les voitures

^f A l'attention des lecteurs grandvalliers : On voit que le mot existe même en dehors du Grandvaux. Il faudrait cependant vérifier s'il a effectivement été utilisé par le Comité de salut public.

dont il s'agit. S'il eut été bien pénétré de l'intention du Comité de salut public, il se serait strictement tenu à la lettre de son arrêté qui porte que le droit de réquisition ne sera exercé qu'en conciliant autant qu'il sera possible le service général avec le service particulier (...)"

Le directoire rappelle également que ces voitures sont nécessaires pour les besoins de l'agriculture et pour alimenter plusieurs communes livrées aux horreurs de la faim.

Le district écrit ensuite une longue lettre de même nature à la Commission du commerce et des approvisionnements pour l'informer de ces faits et lui transmet la copie de la lettre envoyée à la Commission des transports militaires. Il termine en demandant de manière assez surprenante "une réquisition provisoire" sur le district d'Orgelet.

Il ne semble pas faire de doute, que certains administrateurs du district de Macon ont dû sourire en apprenant cette réquisition au profit de l'armée.

b) Le district de Lons-le-Saunier ne fournit pas de grains

La municipalité de Morez recherche des grains et le magasin de Condat est vide. Le directoire du district essaie alors de trouver des ressources dans le district de Lons-le-Saunier. Elle écrit le 14 août à ses deux commissaires dans ce district. "Dites aux administrateurs qu'ils savent bien que sur 12 000 quintaux, nous n'en avons reçu qu'aux environs de 200 quintaux, que nous sommes par conséquent bien loin du compte." Mais dans le même temps, le directoire de Condat indique à ses commissaires que, conformément à la loi, les agriculteurs qui amènent leurs grains aux magasins de Lons-le-Saunier ne doivent pas être rémunérés pour le transport. Ce ne sont, certes pas de tels actes qui vont les inciter à vendre leurs grains au prix du maximum.

Le directoire du district écrit encore le 16 août au citoyen Claude-Marie Benoit, aubergiste et voiturier à Condat. Il est requis "de charger dans la Grenette de ce district, les sacs qui lui seront remis par le garde-magasin pour les conduire au district de Charolles, pour servir aux transports des grains que ledit district doit nous fournir." Ce district sera tenu en même temps de charger ses voitures pour amener les grains à Condat-Montagne et il ne pourra donc pas prétendre qu'il manque de sacs. Ledit Benoit doit partir dès demain directement pour Charolles. Le district aura beaucoup de chance si les Charollais fournissent des voitures et amènent les grains à Condat !

L'armée réquisitionne l'avoine qui, avant la nouvelle récolte, est elle-même fort rare. Des commissaires signalent qu'à Grande-Rivière, ces grains entrent dans la confection du pain. Un autre courrier du 24 septembre indique également que les habitants du district font entrer l'avoine "dans la composition du pain." Cette situation pourrait donc ne pas être conjoncturelle.

Les grains n'arrivent plus et la viande se fait rare. Le directoire du district prend le 15 août un arrêté pour réduire la ration alimentaire donnée par les étapes aux militaires de passage à Saint-Laurent et Condat-Montagne. Ils ne percevront plus désormais qu'une demi-livre de viande et une livre et demie de pain. Par contre, ils continueront de recevoir une pinte de vin, mesure de Paris, ration qu'il ne

convient pas de réduire, "à raison de l'éloignement des étapes et des mauvais chemins que les défenseurs de la patrie rencontrent dans nos montagnes."

Le directoire écrit à nouveau le 21 août aux membres du directoire du district de Lons-le-Saunier. "Le besoin de subsistances qu'éprouve en ce moment le district devient de plus en plus alarmant. Les municipalités qui ont récolté le peu de grains que la sécheresse et la grêle leur avaient laissés, se trouvent dans l'impossibilité d'en fournir à celles qui ne l'ont pas fait, et encore moins à celles qui ne récoltent rien."

"Nos commissaires écrivent que vous ne voulez faire aucune fourniture, qu'au préalable, nous ne vous ayons rendus compte des grains levés dans votre district ensuite de la réquisition que nous avons sur lui."

Le directoire indique alors que sur les 12 000 quintaux mis en réquisition, seuls 2 137 quintaux ont été délivrés et qu'il reste donc 9 862 livres à livrer. Il espère "que ce surplus sera versé sans aucun retard car jamais nos besoins ne furent plus grands." Une note précise que ces 2 137 quintaux ont été attribués au canton de Morez et à Condat.

c) Le district de Condat-Montagne ne bénéficie plus des réquisitions antérieurement ordonnées

Une nouvelle stupéfiante résonne en écho dans la montagne jurassienne. C'est semble-t-il la Commission administrative séante à Dole qui en informe le directoire du district de Condat-Montagne par courrier du 20 août¹¹⁸. "Je vous préviens que la Commission du commerce, par arrêté du 19 thermidor (6 août) a annulé la réquisition de 12 000 quintaux que vous aviez obtenue sur Lons-le-Saunier. En conséquence, vous rappellerez tous commissaires que vous aviez pu déléguer pour l'exécution de cette réquisition et vous rendrez compte incessamment à cette administration de ce que vous avez reçu à compte et de ce qui restait à livrer." Le texte de cet arrêté est joint à cette correspondance reçue le 23 à Condat.

Pour parer au plus pressé, le directoire du district requiert le 24 août des municipalités des cantons de Moirans, Saint-Lupicin et Molinges de faire fournir 280 quintaux de grains par leurs cultivateurs pour l'approvisionnement du prochain marché de Condat-Montagne. Mais quatre communes restent sourdes à ces réquisitions et un détachement de la garde nationale doit s'y rendre le 5 septembre pour y être logé et nourri aux frais des habitants.

Le directoire écrit également ce 24 août aux administrateurs du district d'Orgelet : "La mort est à nos portes. Vous seuls pouvez parer les coups. La Commission du commerce et approvisionnements de la République vient par arrêté du 19 thermidor d'annuler toutes les réquisitions que nous avons obtenues tant sur le département de Saône-et-Loire que sur le district de Lons-le-Saunier. Dans cette nouvelle position, quel parti nous reste-t-il à prendre ? Si nous jetons les yeux sur notre territoire, nous n'apercevons que rochers, précipices, champs stériles et en un mot, la misère. Si nous consultons nos citoyens, leurs regards nous répondent : il faut donc mourir ! Nous leur disons, nous avons des voisins, et avec eux nous vivrons."

Le directoire poursuit et précise qu'une loi et un arrêté du Comité de salut public du 30 juin mettent en réquisition tous les cultivateurs pour

l'approvisionnement des marchés et font un devoir aux administrations de veiller "à ce que l'égoïsme ou la malveillance ne rendent pas illusoire la loi et l'arrêté."

"Vous ferez donc, citoyens, approvisionner les marchés et nos marchands y iront chercher de quoi nous faire subsister. (...) Nous espérons que vous prendrez tous les moyens propres pour faire exécuter la loi et l'arrêté et nous procurer, non pas l'abondance, mais un adoucissement à nos maux."

Le directoire du district écrit le même jour aux administrateurs du district de Lons-le-Saunier. Il se plaint comme antérieurement de la détresse qui est à son comble. Après avoir rappelé l'annulation des réquisitions, il poursuit : "Vous ne contreviendrez point à l'arrêté de la Commission du commerce en nous accordant des secours. L'humanité et la fraternité sont les bases essentielles du gouvernement français. Nous sommes une portion du peuple français et c'est à ce titre que nous demandons du pain à des français nos voisins et nos frères pour nous soustraire à une mort inévitable. Citoyens nous comptons sur vous. (...) Prêtez nous du moins quelques subsistances jusqu'à ce que la Commission des approvisionnements instruite de nos besoins y ait pourvu d'une manière quelconque."

"Nous allons faire partir pour la monnaie, le reste de l'argenterie de nos églises. Nous avons la flatteuse espérance que ces débris de la superstition opéreront des miracles et se convertiront en blé. Le commissaire chargé de la présenter à la Convention nationale sera aussi chargé de lui présenter ainsi qu'à la Commission du commerce le tableau de nos besoins et de nos ressources; aussi pas de doute qu'il n'obtienne des subsistances pour nous mettre à même de vous rendre celle que vous nous aurez prêtées¹¹⁹."

Mais le district de Lons-le-Saunier n'avait donné que peu de grains quand il en était requis, il n'allait pas en fournir, au prix du maximum, alors qu'il n'y était plus contraint.

Quant à l'argenterie des églises, la commission administrative avait bien prévenu les administrateurs en décembre 1793 : "Pour calmer les sots, dites-leur que la République envoie à la Monnaie les richesses de l'Eglise, et va les échanger ensuite contre des grains, pour les besoins de l'arrière-saison." (Cf. le chapitre sur la religion.) Les administrateurs ne se souviennent plus qu'il ne s'agissait alors que de calmer beaucoup de citoyens ruraux. Pensez-ils vraiment obtenir des grains grâce à cette argenterie ? En tous cas deux commissaires sont nommés le 25 août pour présenter cette argenterie à la Convention nationale, au Comité de salut public et à la Commission de commerce et d'approvisionnement et les conjurer "de venir à notre secours."

Robespierre est tombé et les ouvriers parisiens lui reprochèrent le maintien du maximum et surtout le maximum des salaires qui était bien mieux appliqué à Paris que le maximum des denrées. La terreur est terminée. Le vrai problème sera désormais de s'approvisionner au prix du marché et non pas au prix du maximum. Un arrêté du 31 juillet oblige les cultivateurs à approvisionner les marchés et les municipalités concernées à en assurer la surveillance. Le district devra prendre d'autres habitudes plus libérales. Ce sont désormais les marchands, et non plus les membres du directoire, qui devraient approvisionner le district. Cependant les lois du maximum demeurent temporairement en vigueur même si en fait elles ne sont appliquées que pour les marchés publics. Les marges des marchands demeurent

bloquées et ils ne peuvent pas absorber les surcoûts. Ils devraient normalement payer les voituriers sur la base du tarif du maximum, mais ceux-ci exigent un prix supérieur. En réalité, le commerce des marchands ne peut donc pas s'effectuer aisément au prix du maximum.

7 – Bilan partiel des réquisitions

Pendant six mois, le district de Condat s'est approvisionné difficilement en payant l'essentiel de ses grains au prix du maximum, alors que les habitants des districts voisins payaient un prix largement supérieur. Souvenons nous de ce qu'écrivait l'agent national des Piards le 6 juin 1794, alors que sa commune vient de recevoir 40 quintaux de grains enlevés en Saône-et-Loire : "Si nous n'avions pas été marauder de côté et d'autre dans le district d'Orgelet en payant le bled jusqu'à 10 livres, nous aurions tous périés." (Il s'agit du prix de la mesure ce qui correspond, selon la mesure concernée, à un prix de 33 à 45 livres le quintal.)

Le directoire du district veut faire le point des grains levés dans le département de Saône-et-Loire et dans les districts d'Orgelet et de Lons-le-Saunier et décide le 7 octobre de demander aux municipalités de donner un état correspondant sans délai.

C'est probablement à la suite des réponses obtenues que le district dresse un état non daté "de la quantité de grains que les communes ont levée directement dans le département de Saône-et-Loire et dans le district de Lons-le Saunier¹²⁰." L'état mentionne les quantités de grains achetés mais la commune de Condat-Montagne n'y figure pas. On peut extraire notamment :

Prénoel	3 594 livres
Grande-Rivière	9 797 livres
Les Piards	7 445 livres
Lac-des-Rouges-Truites	6 013 livres
Fort-du-Plasne	20 390 livres
Rivière-Devant	4 818 livres
Belair	29 866 livres
Morez	100 800 livres
Rocheperrière	24 455 livres
La Chaumusse	27 916 livres

On peut constater de très grands écarts entre les communes même lorsqu'elles ont une population assez comparable.

Le district de Condat fait ses comptes. Il interroge début décembre 1794 la municipalité des **Piards** sur la quantité et les frais que la commune a eu pour la levée des grains dans le district de Lons-le-Saunier et le département de Saône-et-Loire et les grains que la commune aurait pu avoir levés dans les greniers de Condat-Montagne.

Le conseil général de cette commune délibère sur ce sujet le 16 décembre. Le citoyen Henry-Joseph Janier-Dubry, qui est notable, dit qu'il a été commissaire pour

la levée de 40 quintaux de blé et autres graines dans le département de Saône-et-Loire dans le commencement de prairial dernier (fin mai 1794.) Cette nomination est d'ailleurs décrite ci-dessus. Il lui fut alors délivré la quantité de 42 quintaux et 45 livres de turquie par le commissaire Vuillard "auquel il a payé la somme de 150 livres et il lui fit la promesse de la somme de 138 livres 4 sous pour restant du paiement." Cette dernière somme a été payée par le citoyen Janier-Dubry le 23 juin au citoyen Martin avec la somme de 102 livres 11 sous pour frais de commissaire. La quittance de ces sommes est d'ailleurs signée de Martin et Tissot. (Il résulte donc semble t'il un coût global de 391 livres pour ces 42 quintaux de grains soit environ 9 livres un tiers par quintal.)

Jean-Claude Martine, agent national de la commune, a été également nommé commissaire pour une levée de 3 milliers pesant de gains soit 30 quintaux. Le commissaire Reverchon (probablement celui qui est encore en poste à Chalon à la fin du mois de juillet) lui fit délivrer 3 250 livres de grains constitués principalement en mûlée, turquie, pois et fèves et 50 livres pour la tare des sacs soit 32 quintaux nets. Il a alors payé au citoyen Reverchon la somme de 421 livres pour le paiement et les frais de commissaire. (Le coût moyen est donc légèrement supérieur à 13 livres par quintal.)

Par contre le conseil général de la commune ne connaît aucun individu de la commune qui ait levé des grains dans le grenier de Condat-Montagne¹²¹. On peut constater que les 4 245 livres du commissaire Janier-Dubry, ajoutés aux 3 200 livres du commissaire Martine représentent effectivement les 7 445 livres de grains indiqués ci-dessus dans l'état récapitulatif.

Le conseil général de la commune de Rochepierre ci-devant **Saint-Pierre** se réunit le 21 décembre et délibère sur le même sujet. Un état détaillé est effectué.

- Chargement le 3 mai à Chalon-sur-Saône de 61 quintaux et 16 livres de seigle et le 18 mai, 74 quintaux et 25 livres de mûlée. Les commissaires de la commune ont payé au commissaire du district Mayet la somme de 2 079 livres mais le commissaire a rendu 101 livres et il a donc été payé un net de 1978 livres.

- Un autre chargement a été effectué à Chalon-sur-Saône le 17 juin de 35 quintaux et 77 livres de différents grains pour lesquels on a payé au commissaire Reverchon une somme de 419 livres et 14 sols.

- On a également chargé le 12 juillet la quantité de 37 quintaux et 48 livres de différents grains pour lesquels il a été payé au commissaire Reverchon une somme de 501 livres 13 sols.

- Un autre chargement le 30 juillet à Macon de 35 quintaux et 89 livres de différents grains pour lesquels on a payé au commissaire Baud la somme de 326 livres et 5 sols. (Voir le bon d'approvisionnement du 19 juillet décrit précédemment.) Ce même jour on a payé au commissaire Baud une somme de 143 livres 14 sols pour frais de commissaire, transport, pesage, postage, etc. des grains. Le registre mentionne le total des dépenses effectuées soit 3 368 livres et 16 sols. Le poids total des grains correspond aux 24 455 livres portés dans l'état ci-dessus. (Le prix d'achat moyen de ces grains ressort donc à 13,77 livres le quintal.)

- On n'a tiré aucun grain de Lons-le-Saunier.

- François-Joseph Ferrez a acheté à Condat environ trois mesures de froment mais il ne se souvient pas avec précision de la quantité et du prix payé. Basile Ferrez a aussi acheté des grains à Condat¹²².

Le conseil général de la commune de **Prénoval** se réunit pour le même objet le 26 décembre. Il constate que la commune "a reçu l'année dernière la quantité de 35 quintaux 94 livres" tant en mêlée, froment, pois fèves, seigle et orge perçu sur le département de Saône-et-Loire et que la somme de 464 livres et 18 sols fut versée au commissaire Reverchon. (Le prix de revient moyen est donc très légèrement inférieur à 13 livres le quintal.) Une famille de particuliers a reçu des grains du grenier de Condat-Montagne mais n'a pu fournir le reçu correspondant. Le citoyen Antide Janier est nommé commissaire pour aller communiquer ces renseignements aux autorités du district¹²³.

8 – Nouvelles interventions pour obtenir des réquisitions

a) La nouvelle situation

Plusieurs citoyens non cultivateurs de Belair ci-devant **Saint-Laurent** demandent des subsistances le 21 août. Le corps municipal de Belair ne sait pas comment réagir et transmet la demande aux administrateurs du district "pour y faire droit en accordant audits pétitionnaires les subsistances dont ils ont besoin dans un autre district ou dans tout autre canton qu'ils jugeront convenir, vu qu'il n'y a encore aucun recensement fait dans notre commune et qu'il nous paraît suivant nos lumières que la présente récolte sera près d'un tiers moins que celle de l'année dernière."

Le directoire du district a cependant compris la nouvelle situation et il l'écrit le 26 août par sa réponse à la municipalité de Belair. Il rappelle que la Commission du commerce et des approvisionnements "a fait cesser toutes les réquisitions" au profit du district. Il ne reste aux pétitionnaires que l'exécution des lois concernant l'approvisionnement des marchés en conformité de l'arrêté pris par ce district le 21 août. Le directoire renvoie donc "les pétitionnaires à se pourvoir dans les différents marchés où ils avaient coutume de s'approvisionner en conformité des différentes lois relatives aux subsistances et aux réquisitions que la municipalité est autorisée à faire sur les particuliers les mieux approvisionnés."

Pierre-Barnabé Brasier préposé aux subsistances à Belair est à nouveau démuné. Il demande vers la même date "à être autorisé à aller empletter dans les différents districts du département du bled et du vin pour la fourniture des subsistances militaires."

Le directoire lui répond à la même date du 26 août. "Nous sommes réduits à nos propres ressources qui deviennent bien faibles pour le peu de récolte de la présente année, laquelle suffira à peine pour la nourriture des habitants pendant trois mois, quelques communes n'ayant pas même fini le peu de récolte constituée en un peu de mauvais orge, orgée et avoine et très peu de mauvais froment dans les communes basses du district, nourriture peu propre à donner à des personnes malades et convalescentes. Vu aussi que nos marchés qui avaient accoutumés (sic) d'être approvisionnés par les communes de différents districts et départements voisins ne le sont pas, que les marchés où le pétitionnaire avait accoutumé d'être

approvisionné doivent être en vigueur, le directoire (...) autorise ledit Brasier à se présenter aux différentes autorités constituées du ressort de ce département, les invitons à donner les ordres nécessaires pour le favoriser à acheter soit sur les marchés, soit chez les particuliers les mieux approvisionnés qui lui seront indiqués, environ quarante quintaux de grains dont les deux tiers en froment et l'autre tiers en seigle ou orge et trente baraux de vin à charge pour lui de se conformer aux lois relatives aux subsistances¹²⁴."

b) Interventions pour obtenir de nouvelles réquisitions

Le directoire de Condat écrit le 25 août à la Commission du commerce et approvisionnements. "Vous savez que ce district infertile par la stérilité de son sol n'avait d'autres ressources pour se nourrir que les districts de Lons-le-Saunier et Orgelet. C'est dans les marchés de ces districts que nous achetions nos approvisionnements. D'après la loi du 8 messidor (26 juin) et l'arrêté du Comité de salut public du 13 thermidor (31 juillet, soit trois jours après l'exécution de Robespierre), c'est de ces marchés que nous devons nous approvisionner."

Mais poursuit le directoire, "ces marchés ne sont point approvisionnés et nous manquons de pain et nous ne savons comment nous en procurer. Il semble que tous les fléaux aient voulu se réunir sur notre district. La grêle a dévasté plusieurs communes. La neige et la sécheresse ont presque partout porté la désolation et la plus affreuse misère. Une partie de nos montagnes n'a pas encore fait sa récolte et plusieurs familles, pour se soustraire à la mort, ont été forcées de couper leurs bleds encore verts."

Il rappelle ensuite que la réquisition ordonnée sur le district de Lons-le-Saunier n'avait permis d'acquérir qu'environ 2 000 quintaux de grains car celui-ci "l'avait toujours éludé par tous les moyens et surtout par de belles protestations de fraternité."

Il demande pour finir que cette commission ordonne "au district de Lons-le-Saunier de verser le restant de sa réquisition jusqu'à ce que vous ayez pris d'autres mesures. Notre unique confiance est en votre sollicitude paternelle."

Le directoire de Condat-Montagne écrit encore le 26 août une longue lettre aux sociétés populaires du district. "Vos administrateurs continuellement occupés à procurer des subsistances à leurs administrés, parcourant les sages lois de la Convention nationale et les arrêtés du Comité de salut public, rencontrent partout les plus grandes difficultés dans leur exécution."

"La cupidité, l'égoïsme, la rapacité des marchands, les fausses craintes des possesseurs de grains, l'espoir de les vendre furtivement à un prix exorbitant au mépris de la **loi du maximum**, enfin la crainte chimérique de manquer de pain, font que les lois des 18 vendémiaire, 15 brumaire, onze septembre, 8 messidor ne sont point exécutées dans ce district, non plus que l'arrêté du Comité de salut public du 13 thermidor. Si nous jetons les yeux sur notre sol, nous ne voyons que rochers escarpés, des précipices, des landes, des champs stériles, des broussailles couvertes les trois quarts de l'année de neiges abondantes. Si nous nous replions sur la plaine, nous y trouvons au mépris des lois, les marchés, d'où nous avions accoutumé de tirer nos subsistances, absolument dépourvus en toutes circonstances."

Il développe ensuite les démarches qu'il a entreprises auprès de la Commission du commerce. En attendant sa réponse "nous allons prendre le parti de faire un second envoi du restant des hochets du fanatisme à la trésorerie nationale par un commissaire chargé d'un mémoire à la Convention nationale sur notre triste situation." Il y rappellera certains points déjà développés et "les neiges de prairial (mai, juin), la sécheresse de messidor (juin, juillet), la grêle et les pluies abondantes de thermidor (juillet, août) qui ont réduit pour ainsi dire à rien l'espérance de la plus belle récolte." Il tentera d'obtenir une dérogation à un article de l'arrêté du comité de salut public du 13 thermidor "portant que l'on ne pourra s'approvisionner que pour une décade."

Il demande ensuite aux sociétés populaires d'établir un tableau court et succinct de chaque position locale. Ces tableaux sont destinés à apitoyer "sur notre malheureux sort, les cœurs de nos dignes représentants qui, n'en doutons pas, viendront à notre secours¹²⁵."

La Commission du commerce et approvisionnements répond le 26 août à un courrier précédent du district "qu'elle ne peut accorder de réquisition à ce district qu'elle n'ait au préalable reçu les recensements ordonnés par la loi du 8 messidor." Les administrateurs rappellent donc aux communes le 31 août "la nécessité et l'importance de faire promptement leur recensement" des récoltes.

Le directoire de Condat-Montagne écrit à nouveau à la cette commission le 3 septembre. Dans notre courrier antérieur, "nous avons dit vrai et nous le répétons encore, oui, la pénurie que nous éprouvons est extrême, elle est cruelle. (...) Les citoyens d'ici ont végété pendant les deux tiers de l'année en se nourrissant de pommes de terre, de pois et de fèves. Des familles entières ont resté (sic) de huit à quinze jours sans manger une once de pain. C'est ainsi que se sont ménagées forcément les subsistances et puis il faut vous le dire, combien de citoyens ont acheté clandestinement des grains dans les districts voisins. Cette conduite va vous paraître criminelle sans doute, mais, citoyens, la faim, la cruelle faim ne la légitime-t-elle pas et comment un père de famille aurait-il pu résister au cri douloureux d'un enfant prêt à expirer de faim, aux larmes déchirantes d'une épouse qui lui demande du pain au nom de l'humanité et de la nature."

"Telles sont citoyens, les ressources avec lesquelles des milliers d'hommes ont prolongé jusqu'à présent leur existence. Ne croyez donc pas que nous avons assez de notre récolte pendant plus de six mois. (...) Nous avons besoin de pain, nous le répétons encore et les ressources de ce district sont insuffisantes. Nous avons fait des réquisitions sur les communes les plus agricoles pour pourvoir aux besoins du moment. Eh bien, citoyens, nous n'avons reçu environ que 18 quintaux de grains. Encore avons-nous été obligés d'employer la force armée. Pensez vous qu'avec ces moyens, nous puissions prévenir la faim à laquelle plusieurs communes sont exposées. Nous laissons ces réflexions à votre sollicitude paternelle de laquelle nous implorons secours."

Le directoire envoie une nouvelle correspondance le 16 septembre à la Commission du commerce et approvisionnements. "Nous avons employé tous les moyens qu'ont suggéré la prudence et les circonstances du temps pour procurer l'exécution de la loi du 8 messidor pour l'approvisionnement des marchés. Les

commissaires que nous avons envoyés dans les districts d'Orgelet et de Lons-le-Saunier pour les inviter à nous fournir comme auparavant les blés nécessaires à nous alimenter n'ont apporté que les douloureux témoignages du non approvisionnement des marchés." Le directoire a demandé aux communes des districts voisins d'approvisionner les marchés mais "toutes ont répondu qu'elles ne pouvaient le faire. Nous avons envoyé chez elles la force armée, mais l'appareil militaire le plus effrayant ne peut faire sortir les blés d'où ils ne sont pas."

Les communes du district ont commencé d'effectuer un recensement des grains mais "les hautes montagnes n'ont pas encore récolté les orges et avoines qui composent toutes leurs maisons." Le directoire termine en demandant l'envoi de commissaires. "Le peuple crie et il nous presse. ... Ah, si notre vie, pouvait lui donner des subsistances !"

La Commission du commerce et approvisionnements se laisse en partie convaincre le 15 septembre. Le directoire du Condat écrit le 20 septembre aux administrateurs du département de Saône-et-Loire. "Vous verrez par la copie de la lettre ci-jointe que la commission du commerce nous a autorisé à enlever les grains emmagasinés pour nous à l'époque où vous avez reçu son arrêté du 19 thermidor. Nous envoyons en conséquence un commissaire dans les districts de Charolles et de Macon pour exécuter l'enlèvement des grains en magasin à l'époque susdite."

"Jamais, citoyens, la disette ne fut plus effrayante pour les communes de Condat-Montagne et de Morez." Le directoire de Condat espère ensuite que leurs correspondants emploieront tous les moyens nécessaires pour l'enlèvement et le transport des grains. D'après la délibération du même jour, les administrateurs escomptent pouvoir faire ramener 1232 quintaux de grains dans le district de Charolles et environ 90 quintaux dans le magasin de Macon et ils envoient aussitôt un commissaire pour faire enlever les grains de toute urgence. Ce commissaire n'est toujours pas parti le 4 octobre et il faut le remplacer, ce qui autorise à se poser des questions.

c) Le Grandvaux : déclaration des récoltes et misère des douaniers

Les membres du corps municipal de la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** décident le 31 août de rappeler à leurs administrés leurs obligations découlant de la loi du 8 messidor. Les cultivateurs devront faire la déclaration des grains et fourrages qu'ils pourront avoir. Cette déclaration devra être faite à la maison commune du 2 au 4 septembre. Tous ceux qui s'y refuseraient, seront déclarés suspects et mauvais citoyens ainsi que ceux qui feront de fausses déclarations. Les récoltes non déclarées seront confisquées et vendues au profit de la République. Deux commissaires seront nommés prochainement pour vérifier ces déclarations.

Le conseil général de la commune se réunit ensuite le 8 septembre. Très peu de cultivateurs ont effectué la déclaration requise. La municipalité a donc été obligée "de se transporter chez les différents cultivateurs de la commune pour réunir leur déclaration."

Conformément à la loi, deux commissaires doivent être choisis parmi les membres de la municipalité pour vérifier les déclarations de ceux qui seront

soupçonnés d'une déclaration frauduleuse. Les citoyens Pierre-Joseph Martinez et Joseph-Augustin Brasier-Chanez, tous deux notables, sont élus commissaires et ils devront examiner toutes les déclarations.

Le conseil général étudie le même jour les réquisitions faites sur le district de 5 000 quintaux de foin et 2 200 quintaux d'avoine. Après répartition, il s'avère que la commune devra fournir 86 quintaux de foin et 30 quintaux d'avoine. Ce contingent à fournir sera réparti entre les différents cultivateurs en proportion du revenu net de chacun.

Le conseil général de la commune de **La Chaumusse** se réunit le 16 septembre pour nommer deux commissaires qui seront chargés de vérifier les déclarations qui seront faites pour le recensement des grains, foins et pailles. Ils devront vérifier "les déclarations qui seront soupçonnées d'être évidemment frauduleuses." Les citoyens Joseph Romand et François-Joseph Thévenin, maçon, membres du conseil ont été nommés comme commissaires à cet effet¹²⁶.

Les douaniers de Morez dépeignent oralement le 22 septembre "leur affreuse détresse" aux administrateurs du district, à tel point "qu'ils ne voient que la mort sous leurs pas" et demandent des secours. Pour le directoire, "la commune de **Rocheperrière** est celle qui offre le plus de ressources en ce moment pour subvenir aux besoins des préposés de Morez" et il arrête "que la municipalité de Rocheperrière sera tenue, sous sa responsabilité personnelle et individuelle (...) de faire livrer aux préposés de la brigade de Morez la quantité de 10 quintaux de grains dont ils lui paieront le prix **selon le maximum**¹²⁷."

Le directoire écrit le 30 septembre au citoyen Guy, lieutenant des Douanes à Morez. "Votre préposé nous apporte des échantillons des graines que Rocheperrière vous fournit. Vous vous plaignez de la qualité. Nous convenons qu'elles ne sont pas belles, mais cette commune ne peut donner que ce qu'elle récolte. Nous voudrions vous donner du froment. Prenez patience, il ne faut pas marchander avec les circonstances. Sous peu de jours nous espérons pouvoir adoucir votre sort. Faites en sorte de faire un mélange par emprunt avec vos amis." Ainsi, les préposés des douanes de Morez n'ont pas été très satisfaits des grains reçus de la commune de Rocheperrière, ci-devant Saint-Pierre.

Les douze préposés des douanes en poste au **Lac-des-Rouges-Truites**, tant au poste du Voisinal qu'à celui des Martins, représentent avec leurs familles 38 individus. Ils sont "dans la plus affreuse pénurie pour les subsistances et souffrent une disette sur tous les points de ce qui est de première nécessité, lesquels ils en sont tous entièrement dépourvus." Ils s'adressent donc le 23 septembre aux administrateurs du district. Ils précisent que ces deux brigades "n'ont joui d'aucune réquisition depuis passé six mois, qu'il leur fut livré une misère de bled par personne et depuis cette époque, ils ont été obligé de se rendre de côté et d'autres dans différents districts et d'abandonner leur poste" bien qu'ils soient tenus d'y rester¹²⁸.

L'administration du district leur répond le 25 septembre. Elle rappelle que les réquisitions précédemment en vigueur ont été supprimées. Cependant, "les préposés aux douanes nationales, qui étant en réquisition pour le besoin de la République et ne pouvant quitter leur poste, ne peuvent être alimentés qu'au moyen des

réquisitions, arrête, l'agent national entendu, que jusqu'à ce qu'il ait reçu une réquisition de la commission du commerce et approvisionnement de la République pour l'approvisionnement du district, les municipalités du Lac-des-Rouges-Truites et du Fort-du-Plane sont requises, sous leur responsabilité personnelle de fournir alternativement quatre quintaux de grains par décade aux pétitionnaires en commençant par celle du Lac-des-Rouges-Truites et ensuite celle du Fort-du-Plane à prendre chez les particuliers les mieux approvisionnés à charge par les pétitionnaires de payer lesdits grains **au prix du maximum.**" L'arrêté devra être enregistré sur le registre des délibérations des deux municipalités.

Le lendemain, "les préposés aux douanes nationales de Combe Froide, (hameau de Morbier) Morbier et Bellefontaine" -il y a bien trois postes, et on peut constater, avec les deux du Lac-des-Rouges-Truites et celui de Morez, que la frontière avec la Suisse est bien protégée en profondeur contre les trafiquants-demandent de même des subsistances pour nourrir leurs familles composées de 54 individus. Le directoire leur accorde onze quintaux sur la commune de Longchaumois et dix quintaux sur celle de L'Isle, ci-devant **Grande-Rivière**, "à charge de leur rendre lorsque nous aurons reçu des réquisitions de la commission du commerce¹²⁹."

Le corps municipal du **Lac-des-Rouges-Truites** est réuni le 2 octobre. Pour faire suite à la décision du directoire du district, il requiert au nom de la loi, "les citoyens Alexis Benoit, les frères Benoit, les frères Martinez fils de Jean-Baptiste et Jean-Baptiste Martinez (homonyme du précédent) de fournir aux deux brigades" la quantité de 2 quintaux et 75 livres de grains à l'exception des citoyens Cornevaux et Groche (qui semblent donc absents de leur brigade et c'est ce qui expliquerait en principe la réduction de la quantité de grains délivrée.) Ils se feront payer au prix du maximum¹³⁰.

d) Nouvelles démarches et obtention d'une nouvelle réquisition

A la demande des administrateurs du district, la municipalité de Belair communique le 28 septembre une liste impressionnante "des communes qui approvisionnaient ci-devant le marché de Belair autrefois Saint-Laurent." Des communes des districts de Dole, Arbois, Poligny, Lons-le-Saunier, Orgelet et Pontarlier sont citées. Elle précise en observations : "Il existe dans le canton de Belair et cantons circonvoisins, une grande quantité de voituriers, lesquels en transportant diverses marchandises sur tous les points de la République, se rencontraient dans les départements de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, Haute-Saône et autres, chargeaient des grains en contre-voiture et les amenaient dans le canton pour la subsistance de leur famille et approvisionnaient en même temps notre marché conjointement avec des grenatiers qui allaient empletter des grains dans les communes citées¹³¹." Après avoir pris connaissance de la liste de ces communes, le directoire prend le 6 octobre un arrêté (plus symbolique que véritablement utile) requérant les municipalités d'approvisionner les marchés de Belair "comme elles le faisaient en 1789."

Les membres du directoire du district s'adressent le 29 septembre au représentant Bonguyod^s qu'ils ont visiblement rencontré. "Notre situation est encore plus alarmante qu'elle ne l'était avant le départ de nos commissaires. Toutes nos démarches ont été inutiles pour approvisionner nos marchés : invitations pressantes, sollicitations, prières et même la force armée ont à peine arraché quelques quintaux de toutes sortes de grains à nos campagnes voisines qui se voient elles-mêmes à la veille des besoins et dont une grande partie n'a pour ainsi dire de blé que par les semences."

"Tu as compati à notre affreuse misère, tu as appuyé de tout ton pouvoir nos justes demandes auprès de la Commission du commerce et approvisionnements. Le peuple t'en témoigne sa reconnaissance par notre organe et te prie de continuer tes efforts dont il attend avec impatience les heureux effets."

Le directoire poursuit ses actions à la recherche de grains. A la suite de cette correspondance est mentionné le texte d'un courrier destiné à être remis par des commissaires dans les localités qu'ils doivent démarcher. Mais le secrétaire n'a hélas pas recopié exactement le courrier et la ponctuation fait défaut. Le texte suivant est donc en partie interprété : "Depuis longtemps la faim désole une commune à laquelle l'infertilité laisse 24 heures de subsistances. Si elle tourne ses regards vers les campagnes les plus fertiles du district, elle n'y aperçoit plus aucune ressource pour subvenir à ses besoins, pas même pour en adoucir la rigueur des intempéries des saisons (et il s'est) étendu un voile funèbre sur la presque totalité du district."

"Des réquisitions forcées de quelques quintaux de grains, arrachés avec peine aux communes qui ont paru en avoir, (elles-mêmes) maltraitées par la gelée des neiges et la sécheresse, et distribués avec parcimonie, ont soutenu jusqu'à présent l'existence de trois à quatre milles individus accoutumés depuis plus d'un an aux privations les plus pénibles. Des pères de famille, ils sont en grand nombre, ont été des décades entières et quelquefois plus longtemps, sans avoir un morceau de pain à offrir à leurs enfants déchirés par la faim."

"Ne croyez pas citoyens, que ce tableau soit exagéré, la situation de Condat-Montagne ne peut se (peindre) : elle est au dessus de toute expression, elle ne peut qu'être secrète. C'est donc vers leurs frères de la plaine que ces concitoyens tournent à présent leurs regards. Leur unique espérance est dans leur humanité. Ils leur envoient des commissaires pour l'implorer. Si cette espérance est déçue, il ne leur reste que la mort et la mort la plus cruelle."

"C'est à vous, citoyens, qui avez été choisis pour coopérer au bonheur, qu'il appartient de conserver à la vie une commune qui s'est toujours montrée digne de la liberté par les sacrifices de tout genre qu'elle a fait à la patrie. Dites à vos administrés que (la ville ou le district ?) de Condat-Montagne est aux prises avec la faim. Encouragez, protégez par tous les moyens les plus efficaces les approvisionnements ou échanges que ces commissaires sont chargés de faire dans vos arrondissements et vous aurez bien mérités de l'humanité. (Ce peuple) qui vous tend les bras en vous demandant du pain conservera un éternel souvenir du service

^s Marc-François Bonguyod, né à Moirans. Conventionnel élu par le département du Jura, il est en quelque sorte le député du district. Il a vécu caché depuis juin 1793 jusqu'à la fin de la terreur. Il n'est pas alors, comme Prost ou Lejeune, représentant en mission.

important que vous aller lui rendre. Comptez sur la reconnaissance que nous vous devons en particulier."

Le directoire poursuit le 30 septembre son courrier à l'attention des douaniers de Morez qui se plaignent de la qualité des grains reçus : "Nous avons reçu des nouvelles par le dernier courrier de nos commissaires à Paris qui nous font espérer que par la première poste nous aurons nos réquisitions sur le district d'Orgelet ou de Lons-le-Saunier. Ainsi nous toucherons au terme de nos maux. Courage, républicains, pensons toujours qu'il y en a de plus à plaindre que nous. Salut, fraternité¹³²."

Les administrateurs du district ne se trompaient pas. Le 8 vendémiaire an III (29 septembre), la Commission du commerce et des subsistances prend un arrêté portant **réquisition de 12 000 quintaux de grains**, moitié sur le district d'Orgelet et moitié sur celui de Lons-le-Saunier, au profit du district de Condat-Montagne. Ces grains doivent normalement être délivrés dans un délai de quatre décades et les deux districts d'Orgelet et de Lons-le-Saunier sont normalement tenus de fournir les moyens de transport nécessaires. Mais comme d'habitude, le texte de cet arrêté n'arrive sur place qu'après un très long délai. Les deux commissaires envoyés à Paris par le district sont heureux de le présenter aux responsables du district à leur retour le 9 octobre. Ils ont eu du mal pour convaincre la Commission, mais heureusement, "le citoyen Molard, un de nos compatriotes, membre de la commission des arts n'a pas peu contribué au succès" obtenu. C'est justement l'époque où les administrateurs du district sont remplacés.

A la mi-octobre, faute d'autres grains, on réquisitionne de l'avoine sur le magasin militaire pour nourrir les détenus de la prison de Condat-Montagne.

C – L'application du maximum en 1794

1 - Le maximum des salaires pour la récolte

La loi de septembre 1793 sur les salaires avait décidé que les salaires ne pouvaient être majorés de plus de la moitié par rapport à ceux de 1790. Le Comité de salut public prend des arrêtés le 30 mai 1794 et en juin pour demander l'exécution de ce salaire maximum notamment pour la prochaine récolte.

L'agent national du **Lac-des-Rouges-Truites** requiert dès le 15 juin la municipalité de fixer le prix des journées de travail pour la prochaine récolte "au même taux qu'en 1790 auquel il sera ajouté la moitié en sus." Le corps municipal délibère sur ce sujet le 19 juin. Il évoque d'abord, dans un texte dont la compréhension est difficile, le cas des travailleurs agricoles qui sont aller travailler dans la plaine jurassienne dès le 11 juin, certains "pour passer les foins."

Il fixe ensuite le prix des journées de travail et "le prix des transports des récoltes, de la location journalière des animaux et voitures servant aux travaux de ladite commune." Pour une journée de faucheur 1 livre et 10 sols, pour une journée de moissonneuse 15 sols, journée de maçon 1 livre et 16 sols, tailleur de pierre 2 livres 5 sols, charpentier 1 livre 13 sols, tonnelier 1 livre 10 sols, journée de manouvrier pour différents ouvrages 18 sols, journée pour battre la grange pour un homme 10 sols 6 deniers, pour une batteuse 7 sols 6 deniers, journée de cordonnier

1 livre 2 sols 6 deniers, journée de tailleuse d'habits 12 sols, journée de couvreur 1 livre 4 sols, journée de couvreur en tavaillon, 1 livre et 10 sols. Pour la journée de chevaux (sic) pour voiturier bois, tourbe fourrages et autres objets 3 livres, journée de chevaux pour labourer 3 livres 15 sols. La délibération précise que tous les ouvriers seront tenus de se conformer au prix des journées ainsi fixés. Le texte de la délibération doit être transmis dans les 24 heures au directoire du district¹³³. On pourra constater ci-après que les tarifs fixés pour les récoltes par les autres communes du Grandvaux sont plus élevés.

Le conseil général de la commune de **Prénoval** délibère le 29 juin sur les travaux de la prochaine récolte. Il dresse l'état des ouvriers de la commune qui sont habitués "à aller faire passer les foins et le bled dans notre commune et dans d'autres." Ceux qui ont travaillé dans d'autres communes l'année dernière sont François-Joseph et Jean-Baptiste Guyettant et "après qu'ils ont fini leur ouvrage en qualité de faire leurs foins, vont dans d'autres communes Jean-François Jean, Pierre-Joseph Guyettant-Jacque, Jean-Louis Guyettant-Jacque, ceux qui ont travaillé l'année dernière dans notre commune sont Augustin Janier, Pierre-Alexis Thournier, Alexis Janier des Bérods et François-Joseph Janier des Bérods vont faire des journées après qu'ils ont fini leur fenaison et Pierre-Amable Janier, fils d'Alexandre Janier, Augustin Vuillomet, enfin François Thournier, tous ouvriers après qu'ils ont fini leur fenaison jusqu'à moisson ils vont chez les voisins faire quelques journées exceptés Augustin Janier et Pierre-Alexis Thournier qui y vont pendant tout le temps des ouvrages."

Après ces considérations qui semblent être mentionnées pour que les ouvriers de l'année dernière travaillent à nouveau dans la commune cette année, le conseil général fixe le prix des journées à 2 livres et 10 sous par jour, "moyennant que l'ouvrier sera nourri par le propriétaire" et fixe "l'époque d'aller hors de la commune pour ceux qui y sont allés l'année dernière" au 13 juillet. Il fixe également "le prix de la journée des chevaux pour le transport des récoltes à trois livres et au cas que quelques propriétaires aient besoin de faire transporter une ou plusieurs voitures de foins ou autres provenant de sa récolte pris au territoire de ladite municipalité, il sera payé pour chaque voiture au propriétaire du chevaux (sic) la somme de 10 sols pourvu que le cheval soit garni de voiture" (comprendre en principe : pourvu que le propriétaire du cheval fournisse également la voiture.) On peut être surpris que le prix de la journée de travail d'une femme ne soit pas fixé par la municipalité¹³⁴.

Le conseil général de Rochepierre ci-devant **Saint-Pierre** se réunit le 5 juillet. Une circulaire du directoire du district de Condat-Montagne relative à la fixation des journées de travail pour la prochaine récolte est mise sur le bureau. Après délibération, le conseil prend un arrêté. "Les journées d'hommes sont fixées à 2 livres 5 sols, non compris la nourriture; celle des femmes à 20 sols, également non compris la nourriture; item pour un cheval pour aller chercher une voiture chargée de foin ou de bled Sous le Goulet, Sous les Grés, (voir Sur les Grays) le Sangle et la Frasse estimée à 2 livres 10 sols, et en outre la nourriture." Le conseil fixe encore d'autres tarifs en fonction du trajet emprunté et précise finalement que les prix de voiture sont fixés "non compris la nourriture et si le particulier accompagne son cheval, il lui sera payé sa journée au prix ci-dessus. Chaque voiture qui sera faite

dans le finage est fixée à 15 sols, y compris les communaux qui sont au levant du premier rocher et pour les voitures au couchant du premier rocher sont fixées à 1 livres 5 sols¹³⁵."

La municipalité de **La Chaumusse** fixe unanimement le 6 juillet le prix d'une journée d'homme à 2 livres 5 sols (soit 45 sols) non comprise la nourriture et "pour la journée d'une femme ou fille à une livre non comprise la nourriture, pour une voiture de cheval en fournissant la voiture pour conduire une voiture de fourrage dans une maison à une livre à le prendre Sur le Prel jusque chez le citoyen Basile Groz au couchant par le communal au vent la commune de Belair et que le cheval sera nourri, pour une voiture de cheval dans l'hameau des Chauvettes à quinze sous et pour aller de Sur le Prel jusqu'à la rivière de L'Aime (Lemme) à 25 sous¹³⁶." La municipalité a sans doute recherché des cas qui se sont produits antérieurement.

Le conseil général de la commune de Belair ci-devant **Saint-Laurent** se réunit le 9 juillet pour fixer les prix des journées de travail "des manouvriers et journaliers qui seront requis pour travailler" à la prochaine récolte. Ils "seront réglés et payés comme s'ensuit avec la nourriture en sus, savoir : le prix des journées en 1790 augmenté de la moitié en sus pour homme à 41 sols 6 deniers et pour femme 21 sols et 4 livres 10 sols par cheval." La délibération sera envoyée "à l'administration du district de Condat pour être autorisée et rectifiée si le cas y échet¹³⁷."

La Commission d'agriculture et des arts demande aux districts de veiller à l'application du maximum des salaires dans le domaine agricole. Le directoire de Condat-Montagne lui répond le 4 juillet¹³⁸ et exprime son espoir que les arrêtés pris par le Comité de salut public "recevront dans ce district leur entière exécution; si contre notre attente il survenait quelques obstacles, nous emploierons tous les moyens que la loi met en notre pouvoir pour les faire lever et nous vous en rendrons compte." On craint que le maximum des salaires ne soit pas observé, mais avec les agriculteurs, comment réellement savoir si certains n'ont pas mieux payé leurs ouvriers agricoles !

Dans sa séance du 17 juillet, le directoire du district constate que sur plus de quarante réponses adressées au district, la journée moyenne d'un homme serait de 30 sous et celle d'une femme de 15 sous étant bien entendu "que celui qui les emploiera sera tenu de leur fournir la nourriture." Pour la tarification "des bêtes de somme," il est par contre constaté de grandes disparités. En définitif, la journée de travail est fixée dans la district à 30 sous pour les hommes et à 15 sous pour les femmes et la journée complète pour "un cheval ou deux bœufs avec l'attelage, la voiture et un conducteur à 4 livres outre la nourriture dans tous les cas."

2 - Non respect des prix du maximum des denrées en 1794

a) Les prix du maximum ne sont pas observés au premier trimestre 1794

Poussés par la société populaire de Condat-Montagne, les administrateurs du district adressent le 13 janvier une longue lettre au Comité de salut public de la

Convention nationale¹³⁹. "La loi du maximum ordonne de taxer la viande en détail. La loi du maximum défend de taxer le bétail en gros. Les agioteurs ne veulent pas se défaire de leur bétail à un prix qui permettrait d'en distribuer la viande au prix de la taxe : de là, plus, ou presque plus de viande dans les boucheries ou des infractions à la loi. Serait-il possible de mettre en réquisition le bétail qui n'est pas nécessaire pour l'agriculture et d'en fixer le prix comme des autres denrées ?"

"Citoyens représentants, le décret sur le maximum a été exécuté dans ce district avec assez de ponctualité, mais les districts voisins se relâchent sur cet objet et les marchands augmentent le prix de la taxe sous le nom d'étrennes arbitraires. Il s'en suit que nous sommes à la veille de manquer de plusieurs denrées de première nécessité comme l'huile, le vin, etc. ... Citoyens représentants, nous ne pouvons qu'hâter par nos vœux le moment où la commission des subsistances fixe le prix de chaque denrée dans le lieu où elle se fabrique afin que nos marchands puissent percevoir un profit assuré déterminé par la loi indépendamment du prix des voitures. Courage dans vos immenses travaux, reconnaissance de la part de ceux qui doivent en retirer l'utilité."

On a pu voir ci-dessus que les modalités de fixation des nouveaux tarifs du maximum de juin 1794 tinrent partiellement compte de ces demandes. Les administrateurs du district n'osent pas écrire que le maximum n'est pas appliqué dans le district, alors ils mettent en cause l'application de cette loi dans les districts voisins.

Le comité de surveillance de **Saint-Laurent** signale dès le 24 janvier 1794, le disfonctionnement du maximum auprès du citoyen Lorain, agent national du district qui vient de lui demander si certains habitants "**osaient** prêcher quelque chose contre les décrets." Laurent Ferrez, le secrétaire du comité lui répond : "Je peux vous assurer que tous les membres de notre comité avec celui de La Chaumusse tous rassemblés conjointement, ont été surpris et ont tous dit n'avoir rien entendu prêcher de semblable à Saint-Laurent. Il faut que quelque individu n'ait pas bien entendu ou ait mal tourné la chose pour vous en inquiéter ainsi que nous."

"Je vous donne avis que la taxe est mal observée sur tous objets et que nous ne savons plus le moyen de nous y prendre. Chacun se plaint en disant que puisqu'on ne peut avoir la chose de première nécessité qui est le **pain au maximum**, ils (sic) ne peuvent non plus vendre les objets qu'ils ont au maximum et je vous prie de nous indiquer les moyens que nous devons prendre à cette occasion. S'il faut absolument tout dénoncer ou tout laisser passer ? Vous nous recommandez l'humanité mais nous prévoyons que si la chose continue, le peuple abuse de cette humanité et poussera toutes denrées et tous objets à un prix peut-être plus haut qu'avant la taxe. Salut et fraternité."

On ne sait pas ce que l'agent national du district a pu répondre, mais Alexis Chanez, secrétaire du comité de surveillance de Saint-Laurent lui adresse une nouvelle lettre le 10 mars. "Les lois s'observent assez, si ce n'est celle du maximum, mais nous espérons que la taxe générale qui doit avoir lieu au premier germinal prochain (21 mars) fera tomber tous les négociants à leur devoir et que nous la ferons suivre de point en point."

Alexis Benoit, agent national du **Lac-des-Rouges-Truites** rend compte le 13 janvier à l'agent national du district. La taxe du maximum "est assez bien exécutée" mais il n'y a pas beaucoup de marchands "pour débiter des marchandises dans la commune." Il écrit à nouveau le 21 janvier et indique que le district d'Orgelet n'a pas voulu fournir d'approvisionnement. Il arrive donc très peu de blé dans la commune et le maire le vend à huit livres et cinq sous la mesure. La municipalité n'est pas satisfaite de la correspondance qu'elle reçoit de l'agent national du district et elle lui répond le 9 février. Elle a effectivement vendu du blé froment au dessus du prix du maximum. Elle a envoyé des commissaires pour les acheter qui ont passé beaucoup de journées et des voituriers ont été payés pour les transporter. Tout compte fait, ces grains sont donc revenus à huit livres et cinq sols la mesure. D'ailleurs l'agent national de la commune a déclaré dans une assemblée "qu'il n'entendait donner tort ni au maire, ni aux commissaires, que ce n'étaient que des faux-frais qui occasionnent de le vendre à ce prix, que ce n'est point de la faute du maire¹⁴⁰."

Si une municipalité ne parvient pas à vendre les grains au prix du maximum, on peut comprendre que les marchands qui antérieurement commercialisaient ces produits ont dû renoncer.

Le comité de surveillance de la commune du Lac-des-Rouges-Truites est convoqué pour le 8 mai et doit notamment délibérer sur les subsistances. Au lieu des 10 membres ayant composé l'assemblée précédente, seuls trois personnes participent à cette réunion. Les deux préposés des douanes nationales Grandmougin et Courneveaux viennent présenter une plainte à l'encontre du citoyen Pierre-Louis Martinez. En effet, le maire a délivré à chacun des deux préposés un bon pour la délivrance d'une mesure d'orge ou orgée par Pierre-Louis Martinez. Courneveaux, alors accompagné de Grandmougin a reçu sa mesure mais ne l'a pas payée. Pierre-Louis Martinez "nous a déclaré verbalement qu'il avait vendu (une mesure pour) dix livres dix sous et encore qu'il n'en avait pas assez." Douze individus de Sous le Mont Noir, hameau de la commune, ont déclaré aux préposés qu'ils avaient acheté de l'orge audit Martinez au prix de 10 livres dix sous, de l'orgée à 9 livres 10 sous et l'avoine à 7 livres.

Les trois membres du comité de surveillance se rendent ensuite au hameau de Sous le Mont Noir accompagnés du lieutenant des douanes Girard et d'autres personnes. Jeanne-Antoinette, la femme de François-Xavier Gomez, déclare qu'elle a acheté trois mesures d'orge et trois mesures orgée pour le prix de 60 livres. La femme de Joseph Macle "l'a payé au même prix." La femme de Pierre-Joseph Michaud a acheté audit Martinez cinq mesures d'avoine à 7 livres la mesure. Les trois femmes signent leur déclaration de même que Pierre-Louis Michaud, Jacques-Amable Nicole et d'autres. Les membres du comité de surveillance dressent le procès-verbal et le citoyen Girard se charge de le faire passer au directoire du district de Condat. Il semble cependant qu'il ne l'ait pas fait, ce qui détermine les membres du comité de surveillance à reporter le procès-verbal sur leur registre¹⁴¹.

Bien que cela ne soit pas mentionné, ce procès-verbal ressemble beaucoup à une dénonciation pour le non respect des prix imposés par les lois du maximum. On peut également constater que dans cette commune on peut trouver des grains à la condition d'en payer le prix élevé du marché. Il est possible d'ailleurs que ces grains

proviennent de l'échange de grains de semence imposé le 17 avril par l'administrateur du district Emmanuel Martin. (Voir la rubrique concernant les semences.) Les achats effectués sur place semblent réalisés par les femmes qui peuvent observer la cherté des denrées. Si l'on se réfère au taux faible de participation des assemblées, il semble cependant que la majorité des hommes ne soit pas disposée à pratiquer ces dénonciations, probablement parce que le maximum n'est pratiquement jamais observé.

b) Faible tentative pour faire appliquer le maximum des denrées au 2^e semestre de l'année 1794

La commercialisation du vin, constitue dans ce district, où l'on ne rencontre pas de vignoble, l'un des aspects importants concernant les revendications pour l'application du maximum. Une pénurie de ce produit en a d'ailleurs été la conséquence. Je suivrai donc cette denrée phare comme un fil conducteur tout au long des lignes qui suivent.

Après la publication des nouveaux tarifs du maximum, le respect des prix fixés n'est pas meilleur. La société populaire de Condat-Montagne délibère à plusieurs reprises en juillet 1794 sur le maximum des prix du vin et sur la disette qui règne sur ce produit. Un membre constate le 14 juillet que "**depuis que la taxe est publiée**, (celle imprimée début juillet) les marchands de vin en détail n'en veulent plus vendre." Deux commissaires doivent donc être envoyés auprès de la municipalité "pour l'inviter à faire faire une visite domiciliaire chez les citoyens vendant le vin pour voir la quantité qu'ils peuvent en avoir et les inviter de le vendre à ceux qui en ont besoin, sous les peines portées contre les marchands qui quittent leur commerce sans en avoir fait leur déclaration à la municipalité."

Elle propose le 17 juillet "de dénoncer la commune de Lons-le-Saunier comme ne suivant pas la loi du maximum." Le 22 juillet, "un membre observe que la disette de vin ne se fait pas moins sentir que celle des autres denrées de première nécessité" et qu'il faudrait donc que les administrateurs du district demandent une réquisition de vin sur le district de Lons-le-Saunier. La société populaire adopte cette proposition et alerte le directoire du district. On veut le 28 juillet recenser le vin des auberges et se renseigner sur la possibilité d'achat de vin au prix du maximum dans le district de Lons-le-Saunier en faisant intervenir le représentant du peuple.

Le directoire du district est sensible à "l'invitation faite par la société populaire relativement à la pénurie extrême de vins" et décide le 1^{er} août d'envoyer un commissaire pour exprimer à l'administration du district de Lons-le-Saunier "la situation critique où se trouve celui de Condat-Montagne par rapport à la disette de vin."

On rapporte cependant le 2 août à la société populaire qu'un commissaire de la municipalité n'a pu se procurer de vin au prix du maximum dans le district de Lons-le-Saunier. Il est donc demandé "qu'il soit pris des moyens rigoureux pour faire contraindre les vigneron¹⁴²s à donner leur vin au maximum".

La municipalité du **Lac-des-Rouges-Truites** reçoit vers le 12 juillet "un cahyet (cahier) du maximum de la taxe très mal conditionné." Pierre-Alexandre Thouverez,

le nouvel agent national, demande le 19 juillet à l'agent national du district de lui faire passer "encore au moins trois cayets, si tu peux en avoir l'occasion."

Pour respecter le maximum, encore faut-il avoir des instruments de mesure exacts. Le conseil général de la commune du Lac-des-Rouges-Truites délibère longuement le 13 juillet. "Considérant qu'il se vend plusieurs marchandises dans cette commune comme grains, vin, pain, fromage, viande et autres objets de première nécessité et vu que les susdites marchandises se vendent et débitent sans avoir parfaite connaissance si les susdits particuliers ont des poids et mesures justes et (...) sans avoir égard à se fixer au prix du maximum desdites marchandises, arrêtons, que du 1^{er} thermidor prochain (19 juillet), les citoyens Pierre-Louis Rousset maire et Alexis (Victor) Chanez, Richard-Joseph Bourgeois et Jean-Baptiste Martin, officiers municipaux du susdit lieu se transporteront chez lesdits particuliers débitants et notamment chez les citoyens et citoyennes qui sont Pierre-Louis Michaud, Marie-Anne Nicole, Alexis Benoit, -l'agent national, épuré la veille 12 juillet- cabaretiers et aubergistes, tous de ladite commune et seront chargés lesdits débitants de nous produire leurs poids et mesures" pour être vérifiés. "De même dans ladite visite, il sera affiché le maximum de la taxe des denrées dont ils sont débitants." Ils devront également présenter le registre qu'ils doivent tenir pour enregistrer "tous les étrangers qu'ils logeront." Le vin sera vérifié pour savoir s'il est naturel ou non. Ils seront ensuite requis "de se conformer en tous points aux prix du maximum de leurs denrées dans la pancarte qui sera affichée."

Et la délibération cite ensuite une quinzaine de tarifs extraits du 2e tableau du maximum décrit au début de ce chapitre, parmi lesquels nous extrayons à titre d'exemple : vin rouge sans désignation, première qualité de Lons-le-Saunier, la pinte de Condat-Montagne 18 sous 3 deniers, de 2^e qualité 17 sous 6 deniers la pinte, de 3^e qualité 16 sous 9 deniers, les vins de Poligny et d'Arbois sont ensuite présentés de la même manière, œufs frais 8 s. 6 d. la douzaine, beurre frais 15 s. 6 d. la livre, fromage dit gruyère 17 s. la livre, Septmoncel 14 s et 3 d. la livre, quatre sortes de viande de vache, de veau à 9 sols la livre, de mouton, de porc à 12 s. 6 d. la livre, lard salé 17 s. 6 d. la livre, la livre de pain froment 5 sols.

La délibération précise ensuite que "le comité de surveillance sera tenu d'y apporter tous les soins nécessaires pour surveiller l'exécution du maximum."

Le comité de surveillance du Lac-des-Rouges-Truites se réunit le 29 juillet et précise que le citoyen Jean-Baptiste Macle (notable, et qualifié d'horloger en 1796) est débitant du sel ordinaire dans la commune et qu'il 's'est trouvé des particuliers, il y a peu de temps qui se sont plaints à nous que ses poids n'étaient pas justes et qu'ils n'ont pas trouvés leur compte." En attendant une vérification, le comité de surveillance refuse de lui délivrer un certificat de civisme.

Le procès-verbal de cette réunion est adressé à l'agent national du district, qui intervient auprès de la municipalité. Le maire et deux officiers municipaux de la commune procèdent le 10 août à la vérification des poids de Jean-Baptiste Macle et il s'avère "que les poids dudit Macle sont plus à son désavantage qu'à son avantage¹⁴³."

Le comité de surveillance de Belair ci-devant **Saint-Laurent** écrit le 9 juillet, par la plume de son secrétaire Alexandre Roydor, au citoyen Lorain, agent national du district. "Citoyen, Nous trouvant en ce moment un peu embarrassés, c'est pour

prendre des avis auprès de toi que nous te faisons passer la présente et avoir réponse sitôt. L'un des premiers motifs qui nous embarrasse est la taxe, savoir si nous devons être rigides sur tous les objets y compris parce que les aubergistes nous apportent pour objet qu'ils ne peuvent empletter **les vins** dans aucun endroit au maximum ainsi que bien d'autres objets." Le comité continue sa correspondance en évoquant le cas des militaires qui restent dans leur foyer au lieu de rejoindre leur poste à l'armée. Il ajoute en terminant : "En te parlant des aubergistes, tu voudras bien aussi penser que nous désirerions aussi faire droit à toutes sortes d'autres marchandises¹⁴⁴."

L'agent national du district de Condat-Montagne écrit le 11 août à Laurent Brenet, l'agent national de **Belair**, mais le courrier n'est remis à son destinataire par un gendarme de Condat que le 20 août à onze heures du soir. L'agent national requiert le 22 août sa municipalité de faire exécuter la loi sur le maximum en ces termes : "La lettre (reçue de Condat) porte entre autre que la loi du maximum n'est point exécutée dans ce district, que les agents nationaux des communes sont chargés de la surveillance et de l'exécution de cette loi. Il dit en outre qu'il est parvenu des plaintes au représentant du peuple délégué dans ce département, sur quoi il observe que ne lui étant parvenu aucune plainte sur l'exécution de cette loi. Il invite et au besoin, requiert la municipalité d'avoir à prendre toutes les voies requises pour l'exécution de la loi du maximum ainsi que de dénoncer tous ceux qui auraient la témérité de l'enfreindre et de surveiller les égoïstes que la cupidité porterait à cette infraction¹⁴⁵."

Il répond le 23 août à Lorain fils, agent national du district et lui envoie la copie de la réquisition qu'il a effectuée auprès de la municipalité de Belair. "Je te dirai qu'il ne m'est parvenu aucune plainte au sujet du maximum, que m'apercevant cependant que cette loi n'était pas exécutée suivant qu'on la publie dans le public, j'ai requis la municipalité selon que vous le verrez dans l'extrait ci-joint d'avoir à surveiller l'exécution de cette loi et de dénoncer quiconque oserait l'enfreindre."

"Le 5 courant (22 août), je me suis transporté à notre société populaire où j'ai requis tous nos frères assemblés de surveiller la loi du maximum et de dénoncer ceux qui tenteraient de l'enfreindre afin de les faire punir suivant la rigueur des lois. Après que le secrétaire a eu fait lecture de la votre susdite, chaque membre a accueilli ma motion et a dit qu'il dénoncerait toute infraction aux lois."

"Telles sont les démarches que j'ai faites jusqu'à ce moment. Je te prie de me dire si elles sont suffisantes ou non et la marche que je dois prendre pour faire punir ceux qui voudraient enfreindre cette loi salutaire¹⁴⁶." Les deux agents nationaux agissent avec beaucoup d'hypocrisie.

En fait, le comité de surveillance de Belair n'avait reçu aucune réponse de l'agent national du district à son dernier courrier du 9 juillet et s'était décidé le 28 juillet à écrire à la Commission du commerce et des approvisionnements de la République. Robespierre est justement guillotiné avec "ses complices" ce jour là et la Commission du commerce prend le temps de répondre. Elle écrit à l'agent national du district en fructidor sans préciser le jour -ce mois révolutionnaire commence le 18 août.- "Nous venons de recevoir une lettre du comité de surveillance de Belair ci-devant Saint-Laurent en date du 10 thermidor (28 juillet) et dans laquelle ils se plaignent de ce que les aubergistes et autres marchands, **ne peuvent avoir de vin** ni autres marchandises à Lons-le-Saunier et aux environs au prix du maximum. Ils

nous observent de plus que c'est dans ces lieux où les aubergistes ont coutume de s'approvisionner pour servir les voyageurs qui passent dans leur commune où il y a une traversée de route de Lons-le-Saunier à Genève."

"Nous t'invitons à nous instruire dans le plus bref délai sur ces faits qui nous sont allégués dans cette lettre et nous te recommandons la surveillance du maximum. C'est de la violation de cette loi d'où naissent toutes les réclamations qui nous sont portées, et il faut que les agents nationaux soient fidèles à lui faire donner partout, chacun dans leur arrondissement son entière exécution."

Bien que les dates ne concordent pas entièrement, on a bien l'impression que l'agent national avait reçu cette lettre lorsque l'instruction fut donnée à un gendarme de Condat-Montagne de porter un courrier d'urgence et de le délivrer au besoin à 11 heures du soir à Belair.

En tout cas cela provoque des réactions. C'est le 26 août que le directoire du district de Condat-Montagne écrit une longue lettre aux sociétés populaires développée ci-après, où la rapacité des marchands est dénoncée et précisant que les lois sur le maximum ne sont pas respectées dans le district.

L'agent national de la commune de La Rixouse a reçu, avec retard également, la lettre de l'agent national du district du 11 août. Il y répond le 26 août et précise qu'il a requis les cabaretiers de sa commune de se conformer au maximum des prix des denrées. "Ils m'ont répondu qu'ils ne pouvaient suivre le **maximum du vin** puisqu'ils l'avaient payé bien au-delà à Lons-le-Saunier où le maximum n'était pas observé, que lorsqu'ils ne le paieraient qu'à la taxe, ils ne le vendraient non plus qu'à la taxe du district."

"Quant au pain, il n'y a pas de froment. Ils (les aubergistes et cabaretiers en principe) débitent de leur pain d'orge qui n'est point taxé et quelquefois ils tuent quelque bétail qu'ils débitent en ragoût, daube et bouilli; ils font des omelettes avec des œufs. De ces derniers objets ils font le compte en gros, le beurre et leur peine compris. L'on n'y peut pas connaître grand-chose et je ne sais qu'en penser. Salut et fraternité." Il doit en effet être assez difficile de calculer le prix du maximum d'un repas délivré par un aubergiste.

A La Rixouse aussi, on se plaint donc aussi que le prix maximum des vins n'est pas observé à Lons-le-Saunier.

Jean-Claude Martine, l'agent national **des Piards** répond de même le 27 août. "Tu me demandes si on exécute dans notre commune la taxe qui a été réglée dans notre district au terme de la loi. Notre commune le désirerait fort puisque étant située dans un climat presque stérile et où il n'y produit pas la moitié du nécessaire, tant pour la vie que pour les autres nécessités. (Sic) D'ailleurs je pense que c'est aux ci-devant villes et communes marchandes de notre département qui abondent en denrées à donner l'exemple. Nous n'avons qu'un cabaretier chez nous qui est presque toujours à sec. Ce qui en est la plus grande cause, c'est que les habitants de chez nous sont trop pauvres. Juge si l'on peut être arbitraire avec des pauvres gens." Ainsi l'agent national des Piards reconnaît que le maximum n'est pas appliqué, et on peut croire que la ville de Condat-Montagne abonde en denrées ! Quant aux habitants des Piards, il est assez triste qu'ils ne puissent même pas se rendre chez leur cabaretier,

mais, avec le temps, cette profession survivra néanmoins jusqu'à présent dans ce village.

Au Lac-des-Rouges-Truites, le comité de surveillance répond le 9 septembre à une lettre qui lui a été adressée par l'agent national du district. "Tu nous mets sous les yeux qu'il est de la plus grande importance surtout pour les pauvres, que la loi qui ordonne le maximum du prix des denrées soit suivie et exécutée et nous voyons les soins que tu as pris pour (la) faire réimprimer pour notre district en y ajoutant les frais de transport, les cinq pour cent pour les marchands en gros et les dix (pour cent) pour les marchands en détail. Cependant malgré tous les soins que tu prends et que nous ferons nous-mêmes, nous entendons toujours (que certains sont) aux aguets pour se dérober à ladite loi."

"Nous avons à te faire observer (qu'il se vend quelques fruitières de fromagerie ?) à ladite commune, que les propriétaires, ainsi que les marchands ne peuvent avoir vendu ou acheté au prix du maximum. Quant à des marchands de différents marchandises en détail, il n'y en a point dans la commune, si ce n'est des marchands soit de fromages, soit de vin qui vendent et débitent leurs marchandises dans le pays bas" (c'est-à-dire la plaine.) L'agent national a par ailleurs fait une réquisition à la municipalité pour qu'elle veille "avec tous les soins possibles à ce que le maximum soit scrupuleusement exécuté." Les officiers municipaux se sont même rendus chez les débiteurs de quelques marchandises pour leur remettre des exemplaires du maximum "avec réquisition de s'y conformer." Pour sa part, le comité de surveillance surveillera les trois commerçants "qui vendent quelques bouteilles de vin, quelques livres de fromage et quelques livres de pain d'orgée." La lettre est signée par Marc J. (Joseph) Thouverez, président et cinq autres membres.

La situation de ces commerçants avait été précisée ci-dessus. Le comité de surveillance semble minimiser l'importance de leurs affaires. Il se peut aussi que, depuis que l'application du maximum a été demandée, ils mettent en vente moins de produits qu'antérieurement.

Mais il y a dans le district, au moins deux communes qui respectent les prix du maximum.

Pierre-Antoine Jean, l'agent national de **Prénoval**, répond le 10 septembre à l'agent national du district qui l'interrogeait sur la loi du maximum. "Je te peux dire que j'ai fait lecture de ta lettre dans une assemblée de commune dans lesquelles (sic) les citoyens de ma commune m'ont tous répondu qu'ils n'avaient pas lieu de se plaindre sur cet objet. D'ailleurs, il n'existe aucun marché dans ma commune. Nous sommes toujours sujets à acheter et non pas à vendre. Si à l'avenir, il se commettait quelque infraction contre cette loi bienfaisante, je ne manquerais pas d'en faire punir les auteurs." On ne saura pas si les cabaretiers sont démunis. Quant aux fromages produits dans les fruitières, ils sont certainement vendus en dehors de la commune.

Dans la commune voisine de Chaux-des-Prés, l'agent national répond le 13 septembre de manière encore plus concise. "Citoyen, le prix du maximum règne assez chez nous car rien ne se vend que les fromages qui se sont vendu le prix du maximum. Salut et fraternité."

Dans les trois communes voisines de Prénovel, Les Piards et Chaux-des-Prés on préfère rester tranquille, plutôt que de parler de la situation du maximum que tout le monde connaît.

L'agent national de Rochepierre ci-devant **Saint-Pierre**, François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal, ne réagit que le 3 octobre à la lettre du 11 août de l'agent national du district. Il rappelle à la municipalité le contenu de cette lettre dans des termes proches de ceux mentionnés pour Belair puis effectue sa réquisition : "Je requiers le conseil général de la commune et sur leur responsabilité personnelle et individuelle que tout le poids retombera sur leur tête, si vous ne surveillez avec la plus rigoureuse sévérité à ce qu'il ne se commette aucune infraction à la loi du maximum général en tout ce qu'il peut s'étendre, faute de quoi et de s'y conformer, je vous déclare que j'en donnerai avis à l'agent national du district à qui je suis obligé d'en rendre compte."

Malgré la lourde responsabilité qui pèse sur eux, il ne semble pas que les membres du conseil général de Rochepierre, pas plus d'ailleurs que ceux de Belair, aient entrepris d'action pour faire respecter le maximum. L'agent national rend d'ailleurs compte le 6 octobre à l'agent national du district : "Je te dirai aussi que j'ai donné toute réquisition nécessaire et même employé et employé moi-même toute la surveillance qui est possible pour faire exécuter la loi du maximum et cependant, je ne laisse pas que de penser et même croire qu'il se commet des infractions à cette loi qui est très salutaire¹⁴⁷."

c) Le district de Lons-le-Saunier ne délivre pas de vin au prix du maximum

Après la plainte formulée par le comité de surveillance de Belair concernant l'impossibilité de s'approvisionner en vin du district de Lons-le-Saunier au prix du maximum, l'agent national du district de Condat-Montagne avait été questionné par la Commission du commerce et approvisionnements. On a vu également ci-dessus que tant la société populaire de Condat que l'agent national de la commune de La Rixouse affirmaient que le maximum des vins n'était pas observé à Lons-le-Saunier. L'agent national du district dénonce donc cette attitude auprès de la Commission du commerce et des approvisionnements.

La Commission du commerce ne réagit semble-t-il que tardivement à la première plainte provenant de Belair. Elle écrit le 26 septembre 1794 à l'agent du district de Lons-le-Saunier : "Il a été rapporté à la Commission que dans l'étendue de ton district, la loi du maximum n'y est nullement observée, que les denrées s'y vendent à un prix exorbitant." En conséquence de ces violations de la loi, cet agent national est donc invité "à prendre à l'avenir les mesures convenables pour les faire cesser dans le cas où les plaintes seraient fondées." Il doit également rendre compte de l'application du maximum sur les marchés. Le courrier semble donc modéré, mais il est vrai, que la question se posait à la Convention il y a peu de temps de maintenir ou non ce maximum.

La Commission du commerce écrit à nouveau le 12 octobre à ce même agent national : "L'agent national de Condat-Montagne nous annonce, citoyen, par une lettre du 8 fructidor [25 août] que les marchands de vin et aubergistes de son district

ne peuvent plus s'approvisionner dans le tien. Les vigneronns veulent vendre 50 livres le baral maximé à 20 livres. Lorsque les demandes leur sont faites devant témoins, ils les éludent sous prétexte qu'ils n'ont plus de vin ou que ce qu'ils en ont est en réquisition pour les armées.

"Le décret du [7 septembre] qui proroge le maximum est une preuve que sa stricte observation est nécessaire. Nous t'invitons donc, citoyen, à y tenir la main. Surveillance avec activité tous les contrevenants et entr'autres les vigneronns, déploie contre eux toute la sévérité de la loi, presse les fonctionnaires publics de seconder ton zèle. Nous comptons sur ton patriotisme."

J'ai pu consulter une partie du tableau du maximum applicable en 1794 pour le district de Lons-Le-Saunier¹⁴⁸. On peut y constater plusieurs éléments intéressants. On remarque par exemple que le prix des vins de Beaune, Volnay, Pommard ou Meursault est environ plus élevé que celui des vins produits autour de Lons-le-Saunier. Les prix de ces derniers vins sont eux-mêmes très légèrement supérieurs à ceux de la région d'Arbois. Les vins de la région de Lons-le-Saunier sont généralement commercialisés en baraux contenant 46 pintes de la région lédonnienne, mais à Arbois et à Poligny on utilise plutôt des muids dont la contenance diffère d'une ville à l'autre. Quoiqu'il en soit on peut également y lire que le baral de vin rouge de première qualité du district de Lons devrait effectivement être vendu 20 livres par les vigneronns ou 21 livres par les marchands de vins.

Le district de Condat-Montagne rencontre justement des problèmes sérieux pour obtenir les volumes de grains dont les réquisitions ont été prononcées à différentes dates par cette commission du commerce. Cette dénonciation ne va donc pas arranger les relations entre les deux districts. D'un autre côté, cette loi du maximum n'est observée nulle part, et quitte à procéder à une dénonciation, autant s'élever contre ce qui se passe chez les voisins.

C'est ainsi que Lorain, qui est toujours agent national du district de Condat-Montagne reçoit vers le 12 décembre une nouvelle lettre non datée de la Commission du commerce et approvisionnements de la République.

"Sur la plainte que tu nous as portée, citoyen, contre les vigneronns du district de Lons-le-Saulnier, nous avons écrit à l'agent national près ce district, pour l'inviter à veiller avec soin à ce que les vins de son arrondissement soient vendus au prix du maximum. Nous te faisons passer copie de sa réponse. Tu verras qu'il se plaint à son tour qu'une partie de tes administrés viole la loi au préjudice du sien et qu'il promet cependant de faire tous ses efforts pour la faire observer exactement. Nous t'invitons à prendre les mesures convenables pour mettre fin à ces abus."

"La Convention nationale dans son décret du 17 frimaire (7 décembre) envoie aux comités réunis de salut public, de commerce, de législation et des finances les vues proposées par motion d'ordre, pour vérifier et ranimer le commerce de la république que l'inexécution de la loi du maximum a paralysé. Aussitôt qu'il y aura une décision de prise à ce sujet, la commission s'empressera d'en instruire les agents nationaux." Cette dernière phrase semble bien signifier que le maximum va disparaître d'un jour à l'autre.

La copie de la correspondance écrite aux membres de cette Commission le 28 octobre par l'agent national du district de Lons-le-Saunier est en effet jointe à ce courrier. "Par votre lettre du 12 octobre, vous m'annoncez que les citoyens du

district de Condat-Montagne ne peuvent pas s'approvisionner de vin dans le notre, parce que les vigneron, au lieu de fournir leur vin à la taxe veulent le vendre 50 livres au lieu de 20 livres comme il est taxé."

"Il est possible que le rapport soit exact, mais aussi il fallait que l'agent national du district de Condat-Montagne vous dise avec la même bonne foi que son district ne veut fournir ni beurre, ni fromage, ni bois de construction qu'à un prix **qui excède le maximum** dans une proportion beaucoup plus forte que celle qu'y mettent nos vigneron. Je suis cependant bien éloigné d'autoriser cette repréaille. (Sic) Si les citoyens de Condat-Montagne venaient se plaindre fraternellement auprès de nous, nous nous empresserions de leur rendre la justice qui leur est due, mais nous leur proposerions aussi, comme il est juste d'amener ici par les mêmes voitures des fruits de leur pays. Salut et fraternité, signé Gindre."

"P. S. Il n'y a d'ailleurs que quatre jours que je suis en fonction. Je ferai mes efforts pour faire mettre à exécution la loi sur **le maximum, loi qui n'est exécutée nulle part.**"

Ainsi, le district de Lons-le-Saunier veut bien délivrer du vin au prix du maximum, à la condition de faire un échange contre d'autres produits tirés des montagnes jurassiennes évalués eux aussi au prix du maximum.

D – Les réquisitions de grains au début de l'an III

1) Le grand espoir suscité par le représentant du peuple Besson

On est dans la période de réaction politique et le représentant du peuple en mission Besson arrive à Condat le 5 octobre, essentiellement dans le but d'épurer les autorités, et y reste plusieurs jours. Il prend un arrêté le 7 octobre par lequel il nomme de nouveaux administrateurs pour le district. François-Xavier Dumoulin, beau-frère du guillotiné François-Michel Guirand, est nommé vice-président du directoire du district et Basile Ferrez de Rochepierre est notamment nommé membre de ce directoire.

Les nouveaux administrateurs du district nomment le 12 octobre deux commissaires pour se rendre l'un à Orgelet, l'autre à Lons-le-Saunier, "pour mettre à exécution l'arrêté de la Commission" du commerce et approvisionnements. Mais, le représentant du peuple Besson a déjà quelque peu agi lors de son séjour à Condat. Le directoire du district lui écrit le 19 octobre. "A votre arrivée dans ce district, vous nous trouvâtes en proie à la plus horrible disette. Vous sentîtes la nécessité de pourvoir à ce premier besoin, et après avoir pris tous les renseignements possibles sur notre situation, consulté toutes les autorités constituées, vu la qualité (sic, probablement pour quantité) de grains dont nous avons reçu et qui nous manquait, vous dîtes : il nous faut du pain, demain je partirai à la pointe du jour pour Orgelet. Je vous ferai envoyer du bled et je reviendrai. Ces paroles consolantes, dictées par la bienfaisance et par l'humanité ont été gravées dans nos cœurs par la plus vive reconnaissance."

"Heureusement, vous ne fûtes pas forcé de faire le voyage. Des commissaires d'Orgelet se rendirent à Condat-Montagne et vous leur ordonnâtes de nous distribuer le blé provenant des émigrés qui existait dans leur magasin. Il s'agit de la quantité de 95 quintaux, qui distribués à 2500 personnes aurait fourni pour deux jours au plus de

subsistances. 1200 personnes seulement y ont eu part, à raison de 5 livres et quart par individu."

"Plusieurs jours se sont écoulés depuis que la distribution en a été faite. Les mêmes personnes éprouvent nécessairement les mêmes besoins et ceux qui n'ont pu y avoir part en éprouvent de plus grands, s'il est possible. L'avoine du magasin militaire est devenue notre unique ressource, mais cette ressource est de peu de durée, trop heureux de l'avoir obtenue."

"Notre commissaire à Orgelet nous mande que l'exécution de la réquisition y éprouve des retards, parce que l'on dit qu'il faut semer, qu'il faut battre et nous nous répondons qu'**il faut vivre** et qu'il n'est pas possible que nous ajournions la nécessité de vivre pendant quelques jours. Nous ne vous peindrons point un hospice militaire prêt à manquer de subsistances, une maison d'arrêt où les détenus n'ont pour toutes ressources que 250 livres pesant d'avoine et une mesure de fèves, et encore quelle avoine !"

"Nous ne vous représenterions point plusieurs milliers de citoyens qui vous ont béni, lorsque vous leur avez promis du pain et qui réclament l'exécution de vos promesses. Vous avez vu notre situation. Ce sera notre unique prière, nous vous conjurons de la mettre sous les yeux de vos collègues afin de prendre des mesures efficaces pour écarter de nous la faim à laquelle nous sommes en proie."

"Vous avez guéri nos âmes de la terreur, vous avez mis la justice à l'ordre du jour¹. Mettez les subsistances à notre portée et rien ne manquera à notre contentement ainsi qu'aux bénédictions qui accompagnent toujours votre nom. Salut et fraternité."

Les préposés des douanes de Combe Froide, Morbier et Bellefontaine demandent des grains pour la subsistance des 57 individus composant leurs familles. Le directoire du district prend une décision le 28 octobre. Ils "doivent obtenir provisoirement une réquisition de 20 quintaux à prendre sur le district d'Orgelet dont un tiers en froment et les deux autres tiers en menues graines et c'est en conformité de l'arrêté des représentants du peuple Besson, Pelletier (et d'autres illisibles) qui ont réduit les deux tiers de froment que nous avait accordé la Commission du commerce et approvisionnements¹⁴⁹."

Le directoire du district écrit à nouveau le 31 octobre au représentant du peuple Besson : "Depuis longtemps nous ne cessons de dire que **nous avons faim**, mais bientôt nous n'en aurons plus la force. La plus affreuse disette est dans nos murs, elle assiège les portes de chaque maison et dans peu un grand nombre de nos concitoyens succombera sous le poids de sa misère, si ta bienfaisance n'est là pour le soutenir et le relever."

"Le district d'Orgelet qui devait nous livrer 6 000 quintaux dans quatre décades (dès le 8 vendémiaire) ne nous a encore livré que 66 quintaux et le district de Lons-le-Saunier qui devait nous en fournir une semblable quantité dans le même délai, ne nous a encore rien fourni. Et comme si le malheur était attaché à notre malheureux pays, notre commissaire à Orgelet vient de nous renvoyer six voitures à vide, ce qui en nous surchargeant de frais augmente nos inquiétudes. (...)"

¹ Par des épurations politiques dirigées contre les montagnards.

"La moitié des habitants de cette commune (Condat) ont parcouru toutes les campagnes et ont acheté à tous prix des denrées de toutes natures pour sauver leur famille d'une mort inévitable. Le peu de subsistances qu'ils ont pour ainsi dire arrachées à l'égoïsme, à la cupidité, ne sont que de faibles ressources pour le moment, mais les neiges qui couvrent déjà nos montagnes et qui vont bientôt intercepter nos communications ne nous laissent entrevoir qu'un affreux avenir."

"Néanmoins, la tranquillité règne parmi nous. Aucun murmure ne se sont (sic) encore fait entendre. Ta présence semble avoir partout laissé la sérénité et la paix, mais quand il ne restera plus de ressources, que tout ce qui nous environne sera consommé, nous frémissons en y songeant."

"C'est dans ton sein paternel que nous venons répandre nos alarmes. Jette un regard vers nos stériles rochers, développe toute l'autorité dont tu es revêtu pour nous procurer des subsistances, prends toutes les mesures que ta sagesse et ta sensibilité te suggéreront pour forcer les districts d'Orgelet et de Lons-le-Saunier à effectuer sans le moindre délai les réquisitions dont ils ont été frappés en faveur de celui de Condat."

"Du pain, citoyen représentant, du pain, la République une et indivisible, voilà les cris que les échos de nos montagnes ne cessent de répéter et qui seront sans doute entendus de ton âme compatissante. Vive la République."

Les membres du directoire du district ont été remplacés, mais on croirait lire le même rédacteur.

Le directoire écrit ce même jour une deuxième lettre au représentant Besson. "La municipalité de Lisle (ci-devant **Grande-Rivière**) vient de nous présenter une pétition pour être déchargée de la moitié du contingent d'avoine qu'elle doit fournir pour l'approvisionnement de l'armée des Alpes. Plusieurs autres communes ont fait de semblables pétitions et presque sont venues prévenir l'administration qu'il leur était impossible de le fournir. Nous t'adressons l'état des recensements de chaque canton. Tu verras que les semences prélevées, il ne nous reste que 1 112 quintaux. Cependant le contingent de la réquisition affecté sur ce district est de 2 200 quintaux et qu'il excède de plus de moitié notre avoir disponible."

Le directoire poursuit en affirmant que dans ces conditions, les communes de la haute montagne devraient laisser inculte une partie de leurs terres. Il demande donc au représentant d'agir dans le sens demandé par la commune. Il oublie de rappeler que cette avoine est également utilisée ponctuellement pour la nourriture humaine et que des prélèvements de cette céréale ont été effectués dans le magasin militaire pour le besoin des citoyens¹⁵⁰.

2) Difficultés pour enlever les grains mis en réquisition. Nombreuses interventions du directoire du district

Les administrateurs du district écrivent également à la Commission administrative de Dole. Celle-ci procède à la lecture de cette lettre à la séance du 2 novembre. Les habitants du district de Condat-Montagne n'ont reçu à ce jour qu'environ 80 quintaux sur les 12 000 quintaux réquisitionnés par la Commission du commerce. Les administrateurs du district se disent encore plus alarmés par l'approche de la mauvaise saison et il conviendrait que l'approvisionnement soit

effectué pendant que les routes sont encore libres. La Commission administrative du Jura se déclare "vivement touchée de la situation critique des administrés du district de Condat-Montagne et étonnée du peu de succès qu'a eu jusqu'à présent la réquisition de 12 000 quintaux qu'ils ont obtenue sur Orgelet et Lons-le-Saunier. Elle considère que l'égoïsme et l'insouciance peuvent être la cause de ces lenteurs et que ce serait en tolérer les effets que de ne pas les faire cesser."

La Commission administrative prend donc un arrêté qui ordonne aux districts de Lons-le-Saunier et d'Orgelet de justifier dans les cinq jours les mesures qu'ils auront prises pour assurer la fourniture des grains requis. Tous les grains réquisitionnés par l'arrêté de la Commission du commerce du 8 vendémiaire et non encore enlevés devront être mis en magasin par ces districts d'ici une décade et le cas échéants les administrateurs de ces districts pourront employer la force armée.

La Commission administrative de Dole envoie donc son arrêté à chacun des trois districts concernés et demande aux districts de Lons-le-Saunier et d'Orgelet de faire le nécessaire. Par lettre du 4 novembre, elle indique qu'elle pense que cela répond aux vœux du district de Condat et arrivera à le convaincre de sa sollicitude¹⁵¹.

Malgré cette intervention qui semble énergique les grains n'arrivent pas à Condat. Le directoire du district doit déployer une grande activité et écrire de nombreux courriers en novembre 1794.

Le commissaire de ce district en poste à Orgelet a indiqué que le directoire d'Orgelet faisait son possible pour effectuer la réquisition de 6 000 quintaux, "mais malheureusement les versements de grains ne se font point ou très lentement." Le directoire écrit donc à nouveau le 5 novembre aux administrateurs du district d'Orgelet. "Nous manquons absolument de subsistances. Si vous ne venez promptement à notre secours, la cruelle perspective de mourir de faim nous est assurée." Il est donc finalement demandé aux administrateurs d'Orgelet "de redoubler de zèle."

Le directoire du district écrit le même jour à la Commission du commerce et approvisionnements. "Nous vous adressons le tableau général de la récolte en grains de toutes les communes du district, vous y verrez notre triste situation." Il signale ensuite, suite à la réquisition ordonnée, que le district de Lons-le-Saunier n'a rien versé, et le peu de grains reçu du district d'Orgelet. Le district de Lons-le-Saunier a d'ailleurs signalé au représentant du peuple Besson "qu'il était hors d'état de l'exécuter." Le directoire lui demande d'intervenir en sa faveur.

On devine, à partir de cette date, que le représentant Besson prend parti en faveur du district de Lons-le-Saunier et contre les intérêts défendus par le district de Condat-Montagne. Compte tenu des dates de nomination des administrateurs du district de Lons-le-Saunier, il est au courant du sens de la réponse formulée le 28 octobre par le nouvel agent national du district de Lons-le-Saunier à propos du maximum des prix du vin examinée ci-dessus, et il l'a très probablement approuvée d'une manière ou d'une autre. Le courant de la réaction thermidorienne se dessine pour la liberté du commerce et le représentant penche dans le même sens.

Le directoire répond le 7 novembre au citoyen Bonguyod, député. "Nous sommes bien sensibles à l'intérêt que vous prenez à notre détresse et très

reconnaissants de toutes les peines que vous vous donnez pour la faire cesser. Il est bien dur de se voir entourés de gens qui demandent du pain et de ne pouvoir leur en donner. Nous pouvons vous assurer qu'il est des familles dans cette commune qui n'ont eu pendant 35 jours que 5 livres et demie de grains par individu." Il l'informe du peu de résultat de la réquisition ordonnée sur les districts d'Orgelet et Lons-le-Saunier puis il termine par : "Daignez nous continuer vos bons offices et appuyer nos réclamations auprès de cette Commission (du commerce). Ce seront de nouveaux droits que vous acquerrez à notre reconnaissance. Salut et fraternité."

Le directoire écrit le 10 novembre une nouvelle lettre au représentant du peuple Besson. "Il est bien dur d'être toujours obligé de devoir renouveler tes sollicitudes relativement à nos subsistances. Cependant, nous manquons de pain et pendant qu'il nous reste encore quelques forces pour en demander, nous ne pouvons nous taire." Il se plaint ensuite que les administrateurs du district d'Orgelet ne font pas de grands efforts. Ils invoquent les réquisitions qu'ils ont reçues de l'armée des Alpes et le fait que le district de Condat se soit servi dans le magasin militaire.

"Certes nous sentons bien combien il est instant pour le service des armées républicaines, que nos braves défenseurs soient bien approvisionnés, mais, citoyen représentant, tu as vu notre détresse en passant dans cette commune. Depuis ton départ nous n'avons reçu que 200 quintaux de grains, juge par là si nous sommes en état de rétablir tout de suite le peu de grains que nous avons tirés du magasin militaire d'Orgelet." Le directoire lui demande ensuite d'intervenir auprès des administrateurs de ce district.

Les administrateurs du district de Condat reçoivent le 12 novembre une lettre du citoyen Reverchon, commissaire envoyé à Lons-le-Saunier pour obtenir les grains requis. Il annonce que "le district de Lons-le-Saunier vient de faire la répartition de 13 000 mesures de grains sur différentes communes, que d'après cette répartition, il doit y avoir deux lieux de dépôt, l'un à Lons-le-Saunier et l'autre à Bletterans." Le citoyen Claude Grosгурin est donc nommé commissaire "pour se rendre à Bletterans recevoir et payer les grains qui doivent y être versés" et une somme de 5 000 livres lui est remise à cet effet par la ville de Condat.

De faibles espoirs se font donc jour dans le district de Lons-le-Saunier. Le directoire répond le 13 novembre au courrier de Reverchon : "Nous avons enfin l'espérance de voir s'effectuer le versement du contingent de Lons-le-Saunier." Une partie du débat concerne l'approvisionnement. Doit-il se faire à la mesure ou au quintal ? En final le directoire estime que le commissaire "ne doit recevoir les grains qu'au quintal parce que la loi paraît le désirer. Quant aux voituriers qui amènent le grain dans ton magasin, il nous paraît de toute justice qu'ils soient payés de leurs voitures" et surtout qu'ils soient contents. Nous te (laissons) à cet égard la plus grande latitude."

De plus le district de Lons-le-Saunier demande qu'un échange soit réalisé en contrepartie de la fourniture des grains. "Tu leur as déjà observé que cette commune n'en avait aucune. S'ils obtiennent sur ce district une réquisition sur ces objets, nous tâcherions de la faire exécuter." Ainsi le district de Lons-le-Saunier poursuit son

^u Une disposition des lois du maximum prévoit que le transport dans un faible rayon autour d'un marché est gratuit.

idée émise auprès de la Commission du commerce, d'échanger des marchandises en respectant les prix du maximum.

Le directoire écrit le 14 novembre au citoyen Delavena, commissaire pour les subsistances à Arinthod (district d'Orgelet.) "Tu nous demandes d'envoyer incessamment des voitures pour charger les grains que tu as en magasin." Mais les administrateurs ont fait ce qu'ils ont pu. "Nous avons été forcés de mettre en station (comme garnisaires) dans les communes de Moirans, Pratz et Lavans des gendarmes qui y ont resté pendant quatre jours dans ces deux dernières sans avoir pu venir à bout de les faire partir que ce matin. Malgré tous les moyens que nous prenons de les indemniser pour les frais de voitures qui leur sont bien payés par notre municipalité. Il semble que tout conspire contre notre malheureux pays et qu'on a pris à tâche de nous faire mourir de faim." On peut donc constater une amélioration du sort des voituriers, mais cependant, ils ne semblent pas satisfaits.

Un autre commissaire, poursuit le directoire, "vient de partir pour mettre en réquisition seize voitures qui doivent se transporter à Saint-Julien^v pour y charger environ 700 mesures de grains qui ne peuvent être amenées à Orgelet par les habitants à cause d'une maladie épizootique qui règne dans ce canton." Les administrateurs d'Orgelet viennent d'écrire à ce sujet pour prévenir le district de Condat. Les membres du directoire du district de Condat poursuivent : "Nous te prévenons que lorsque des communes iront charger dans ton magasin sur un bon du directoire pour leur contingent, de leur faire payer le grain comme il te coûte mis en magasin et en sus cinquante sous par quintal pour frais de commissaire. Courage notre concitoyen." On a bien l'impression que ces subsistances ne sont accordées au district de Condat qu'en raison de cette maladie épizootique ! On remarque cependant que parmi les seize voitures mises en réquisition, les cinq voitures réquisitionnées sur la commune de La Rixouse ne sont toujours pas parties dix jours plus tard.

Le directoire écrit à nouveau ce 14 novembre au représentant Besson. "C'est seulement aujourd'hui que nous avons reçu ta lettre envoyée" le 8 novembre. Il demande l'avis du représentant sur un projet de décret qu'il compte prendre. "Lons-le-Saunier dit qu'il va s'exécuter, fait même semblant de le faire et trouve toujours de nouveaux prétexte de retard. Orgelet s'exécute de mauvaise grâce et avec toutes les lenteurs qu'il peut y mettre. (...) Si les voituriers de notre district étaient chez eux, nous ne serions pas embarrassés d'envoyer chercher nos subsistances, mais plus de 1 200 sont occupés au service continuel des armées, en sorte que nous n'avons point de pain et peu de voitures pour en envoyer chercher. Nos administrés commencent à murmurer et nous ne savons quel parti prendre, si tu ne viens nous tirer de notre affreuse posture."

Comme le représentant se déplace fréquemment, on fait passer le courrier par le commissaire Reverchon en poste à Lons-le-Saunier.

Un courrier du 16 novembre adressé au responsable du magasin des subsistances militaires à Condat confirme le manque de voitures disponibles.

^v Sic, le nom révolutionnaire de la commune est Julien-le-Guerrier.

"Jusqu'à présent il ne nous a pas été possible de faire conduire dans ton magasin les foins et avoines que ce district doit fournir pour l'approvisionnement de l'armée des Alpes. La plus grande partie de nos chevaux est déjà occupée à voiturier des subsistances à différentes armées. Une autre est en réquisition pour conduire des bois et des charbons aux forges du citoyen Lemire^w et il en reste si peu à notre disposition que nous ne pouvons en trouver que très difficilement pour envoyer à Orgelet et Lons-le-Saunier chercher les grains dont ce district éprouve dans ce moment une pénurie presque absolue. D'ailleurs il règne dans nombre de communes de notre arrondissement des maladies épizootiques qui ne permettent pas d'employer des bœufs pour les charrois. Tu nous annonces que tu attends un nombre considérable de mulets et de chevaux. Ne pourrais tu pas t'en servir pour le transport des foins et avoines que nous avons en magasin ? (...) A moins de voir ce district réduit à la plus affreuse famine, nous ne pouvons dans le moment présent disposer du peu de chevaux qui nous restent que pour nous procurer des subsistances."

Le directoire confirme encore la pénurie des moyens de transport dans le courrier qu'il écrit le lendemain au sous-directeur des subsistances militaires de l'armée des Alpes. "Nous ne savons de quel côté donner la tête. Quand il faudra donner en même temps du pain à nos concitoyens et des fourrages et avoines à l'armée des Alpes, nous croyons devoir te prévenir de cette position où nous allons nous trouver bientôt afin que s'il y a des retards tu ne nous les imputes pas à la négligence." Par ailleurs, on apprend que ce responsable n'a pas voulu donner son accord pour la réduction sollicitée du contingent d'avoine mis en réquisition par cette armée.

3) Les cantons de Morez et de Belair s'approvisionnent sur les marchés rendant encore plus difficile la tâche des administrateurs du district

Les bonnes dispositions que semblaient avoir prises les administrateurs du district de Lons-le-Saunier sont anéanties après la lecture le 17 novembre de deux lettres adressées au directoire du district de Condat par le commissaire Reverchon. Le directoire de Condat considère alors "que ce district cherche par tous les moyens qui sont en son pouvoir d'éluider la réquisition qui pèse sur lui, voulant imputer sur cette réquisition des grains qui ont été achetés à tout prix (sic) par un de nos cantons, même avant d'avoir obtenu la réquisition, et encore ceux qui ont été échangés ou achetés pour semailles," et il s'en suit de plus "que la répartition des 13 000 mesures de grains" requises sur le canton de Bletterans est annulée.

Le directoire de Condat décide donc d'écrire ce même jour une très longue lettre à la Commission du commerce et approvisionnements et dont un double doit être remis au représentant du peuple Besson et au citoyen Bonguyod député à la Convention. "Nous nous voyons forcés de mettre sous vos yeux le tableau déchirant de notre situation. Non, jamais il n'en fut de plus affligeant que celle où se trouve ce district. Il éprouve dans ce moment une telle pénurie des subsistances que si vous ne vous hâtez de venir à son secours tous les habitants ne tarderont pas d'être livrés à toutes les horreurs de la famine. Vous le savez, citoyens, le district de Condat-Montagne dans les années, même les plus abondantes, produit à peine assez de

^w Cf. le chapitre consacré aux affaires militaires.

grains pour nourrir ses habitants pendant trois à quatre mois de l'année au plus. Au printemps, nous avions lieu d'espérer la plus belle récolte de mémoire d'hommes, les champs n'avaient autant promis à l'agriculture."

"Mais la neige qui tomba dans la nuit du 11 au 12 mai et la sécheresse qui se fit sentir ensuite détruisirent ses espérances. Les seigles ont été perdus, le froment diminué des deux tiers et les orges, avoines et légumes ont été beaucoup endommagés. Vous pouvez vous convaincre à vue du recensement général de notre récolte que nous vous avons envoyé (recensement fait avec la plus scrupuleuse exactitude), du peu de ressources qu'elle nous offre. Pénétrés de l'horreur de notre position, les anciens administrateurs de ce district envoyèrent à Paris sur la fin de fructidor (vers le 10 septembre) deux commissaires pour solliciter des secours."

C'est alors que la commission mis en réquisition 12 000 quintaux de grains sur les districts d'Orgelet et de Lons-le-Saunier. Le représentant du peuple Besson, qui connut la misère de Condat, intervint aussi en sa faveur. Pour l'instant le district d'Orgelet a fourni 150 quintaux sur les 6 000 requis et le district de Lons-le-Saunier n'a encore rien donné. Cependant "les administrateurs de Lons-le-Saunier prétendent que **les cantons de Morez-la-Montagne et du Grandvaux (sic) ont déjà levé, et au-delà tous les grains de son contingent**. Ceux d'Orgelet veulent aussi imputer sur la réquisition, les grains que chaque cultivateur de ce district ont (sic) achetés ou échangés à tout prix dans leur arrondissement pour semailles. (...) Pendant ces délais nous mourrons de faim. Déjà nos montagnes sont couvertes de neige et d'un jour à l'autre nos communications avec les pays agricoles qui avaient coutume de nous approvisionner, peuvent être fermées."

Le directoire affirme ensuite que les récoltes des districts de Chalon et de Louhans sont abondantes et demande une réquisition complémentaire de 30 000 quintaux sur ces districts.

"Si nous ne cherchions qu'à intéresser votre justice, nous vous dirions que notre district a détruit le fanatisme en le combattant sans cesse par l'instruction, qu'il a fourni de nombreux défenseurs à la patrie, qu'il a envoyé à la monnaie plus de douze cents marcs d'argenterie, signes de la superstition ou de la féodalité, qu'il a été un des premiers à verser ses contributions au trésor public et que ses habitants ont toujours respectés les lois et les propriétés. Mais, citoyens c'est votre humanité principalement que nous réclamons. Sans doute, vous ne souffrirez pas que de bons républicains meurent de faim. Vous assurerez leur existence et, nous le jurons, tous les instants en seront employés au maintien et à l'affermissement de la République."

Le double de ce courrier est adressé au citoyen Bonguyod, député à la Convention avec un extrait d'un arrêté de ce jour relatif aux subsistances. "Nous te prions instamment d'appuyer auprès de cette commission nos justes réclamations afin d'obtenir de prompts secours pour notre malheureux pays."

Une autre lettre est envoyée le même jour au représentant Besson. Le district de Lons-le-Saunier refuse absolument de nous approvisionner "parce qu'il prétend que différents cantons de notre district, notamment ceux de **Morez et de Saint-Laurent ont enlevé aux marchés de Bletterans** dès le mois de thermidor -du 19 juillet au 17 août- jusqu'à ce jour plus de 5 000 quintaux de grains. Nous ignorons jusqu'à quel point cette assertion est fondée, mais en la supposant vraie pour un instant, nous n'en croirions pas moins que le district de Lons-le-Saunier ne serait pas fondé à imputer sur le contingent qu'il a à nous fournir, des grains achetés sur le

marché libre de Bletterans longtemps avant la date de notre réquisition et surtout encore des grains qui venaient du département de Saône-et-Loire et non de son territoire."

Le directoire joint également la copie de la lettre adressée à la Commission du commerce et approvisionnements et le "prie de l'appuyer de tout son pouvoir en lui peignant l'horreur de notre situation."

Le directoire expédie également la copie de la lettre adressée à la Commission du commerce à Reverchon, son commissaire en poste à Lons-le-Saunier, et lui affirme que les deux représentants du peuple solliciteront la réquisition de 30 000 quintaux demandée sur deux districts de Saône-et-Loire. Il se plaint ensuite du comportement du district de Lons-le-Saunier qui est bien injuste, "au surplus, il ne peut pas même imputer sur notre réquisition, les grains qui ont été achetés à grands frais^x sur le marché de Bletterans¹⁵²."

Le maximum des prix des grains et fourrage est modifié par un décret du 9 novembre. Il doit désormais être fixé dans chaque district "sur le prix connu de 1790, augmenté des deux tiers en sus." Un nouveau prix du pain doit également être fixé au niveau de chaque canton.

Le directoire reçoit le 21 novembre le texte d'un arrêté du Comité de salut public du 17 brumaire -7 novembre- concernant l'approvisionnement des marchés. Il en accuse réception à la Commission du commerce. "Il est bien douloureux pour nous que cet arrêté ne puisse nous concerner attendu que depuis plus d'une année nous ne vivons dans ce district que de réquisitions sur nos voisins ou sur des départements étrangers. Nous vous prions, citoyens de ne pas perdre de vue la demande que nous vous avons faite dans notre lettre du 27, (17 novembre) car décidément Lons-le-Saunier ne veut rien nous donner et Orgelet verse de manière que nous mourrons de faim."

La municipalité de Condat semble réagir à cette difficile situation. Le directoire écrit le 22 novembre à son commissaire Reverchon. "Nous te prévenons que la municipalité de Condat envoie un commissaire qui se trouvera mardi au marché de Bletterans pour y acheter des grains. Nous pensons que d'après la taxe du bled que le district de Lons-le-Saunier a porté au prix de neuf livres la mesure, les achats n'éprouveront aucune difficulté. En conséquence, tu pourras remettre à ce commissaire les sommes les sommes qu'il aura besoin pour ses emplettes. Tu voudras bien en prévenir le citoyen Claude Grosgrin qui donnera aussi l'argent nécessaire. Vous n'ignorez pas tous les deux que l'argent qui vous a été remis appartient à la commune."

Le directoire informe ensuite le commissaire de son projet d'envoyer un mémoire au Comité de salut public pour qu'il soit instruit "de la manière dont le district de Lons-le-Saunier et d'Orgelet se sont conduits à notre égard."

Le directoire donne le 23 novembre des instructions à son commissaire Delavena à Arinthod. "Nous t'envoyons une voiture de la commune d'Etalles^y qui nous a promis d'en faire partir successivement trois autres d'ici deux jours, parce que

^x On voit que ces grains sont achetés au prix du marché, alors que les grains provenant des vraies réquisitions sont payés sur la base du prix du maximum.

^y Commune rattachée à Saint-Claude sous le Premier empire.

pour le moment, elle n'a qu'un cheval. Nous allons faire notre possible pour t'envoyer toutes celles qui te sont nécessaires pour le transport de ce qui est dans ton magasin. Il est si difficile de se procurer des voituriers que nous ne savons à quoi cela tient, car nous sommes forcés de mettre en station des gendarmes dans presque toutes les communes pour les forcer à obéir aux réquisitions, encore ne s'exécutent-elles pas souvent. Tu te conformeras **au prix du maximum** que le district d'Orgelet aura fixé. N'oublie pas que notre réquisition porte un tiers de froment."

Après réflexion, le directoire adresse le 24 novembre un long courrier au Comité de salut public. Cette solution apparaît comme l'ultime recours pour dénouer une situation bloquée. Certes celui-ci, depuis la mort de Robespierre, n'est plus celui tant redouté qui décidait facilement de présenter des citoyens au Tribunal révolutionnaire. Il demeure néanmoins le pouvoir exécutif de fait de la France.

Le directoire rappelle la réquisition de 12 000 quintaux ordonnée par la Commission du commerce et approvisionnements et précise que seuls 300 quintaux sont parvenus à ce jour. Ils font état "du peu d'ardeur" montré par le district de Lons-le-Saunier. Il reconnaît que "les administrateurs d'Orgelet ont témoigné un peu plus de bonne volonté" mais néanmoins la réquisition éprouve du retard. Il joint également un mémoire préparé par la commune de Condat-Montagne.

"Vous le savez cependant, citoyens représentants, la faim ne s'ajourne pas." Il adresse le tableau de toutes les productions du district qui montre "quelles faibles ressources elles offrent aux 43 000 individus qui l'habitent. La saison des neiges approche, d'un jour à l'autre nos communications avec les pays de plaine peuvent être fermées et si nous ne sommes promptement approvisionnés au moins pour quatre mois, nous courrons le risque de nous voir dénué de tous secours et livré à toutes les horreurs de la famine."

"Daignez, citoyens représentants, compatir à notre triste situation." Il demande alors une nouvelle réquisition sur les districts de Louhans et de Chalon "qui ont eu une récolte très abondante. (...) Songez que vous avez à assurer la vie de 43 000 bons républicains et si vous ne vous hâtez de venir à leur secours, la République sera bientôt (en peine) de les compter au nombre de ses habitants."

Après cette nouvelle démarche, il faudra attendre la décision du Comité de salut public. Cependant le directoire du district s'adresse à nouveau au représentant du peuple Besson le 28 novembre. "Encore du pain et toujours du pain ! Quand cesserons nous de te fatiguer et de t'importuner de nos réclamations. C'est à toi, citoyen représentant qu'il appartient de les faire cesser." Il l'informe que sur les 12 000 quintaux réquisitionnés, "il n'est pas encore arrivé dans cette commune 400 quintaux." Il lui demande encore d'intervenir.

Comme le représentant Besson se déplace beaucoup et que l'on espère qu'il passera à Lons-le-Saunier, le commissaire Reverchon est chargé de lui remettre ce courrier¹⁵³.

4) Dans les communes du Grandvaux

Pour approvisionner le marché de Condat-Montagne, le directoire du district prend un arrêté en septembre 1794. La municipalité des Piards devait alors apporter pour le marché de Condat 25 cordes de bois, 20 livres de beurre, 2 douzaines d'œufs et 30 livres de fromage; celle de Prénovel 30 livres de beurre, 3 douzaines d'œufs,

40 livres de fromage, mais pas de bois. Ces quantités sont déterminées en principe d'après ce que les particuliers de chaque commune avaient l'habitude d'apporter au marché de Condat avant la mise en place du maximum. Cependant, les membres de ce directoire sont remplacés peu après. Par délibération du nouveau directoire du 25 novembre, cet arrêté est remis en vigueur. Le conseil général de la commune **des Piards** prend connaissance le 16 décembre 1794 des dispositions retenues. Les administrateurs "ont fixé le contingent des bois, beurres, œufs et fromages que notre commune des Piards devait fournir au marché de Condat-Montagne."

"Le conseil de la commune a été surpris d'avoir été porté sur ledit arrêté à fournir ce qu'ils n'ont pas pour eux-mêmes, que jamais les individus de cette commune n'ont approvisionné le marché de cette commune, qu'il faudrait une invention encore à trouver pour pouvoir conduire les 25 cordes de bois qu'ils nous ont assignées, attendu que nous n'avons aucun chemin pour y parvenir et que nous n'avons plus de bois, que nous ne brûlons maintenant que de vieilles souches déracinées. Quant au beurre, il ne s'en fabrique pas pour le nécessaire des habitants. Des œufs ? Nous n'avons plus de poules, à cause qu'elles mangeraient du grain qui est à présent trop rare. Les fromages sont partis pour l'armée. De sorte que nous délibérons que nous ne pouvons donner ce que nous n'avons pas¹⁵⁴." Il n'y a déjà plus de cabaretier approvisionné aux Piards et si cette commune, qui est propriétaire d'un grand domaine forestier alors indivis avec la commune de Prénovel, n'a plus de bois, la situation devient en effet très grave.... Il est vrai par contre, qu'alors que la mauvaise saison arrive, la municipalité pouvait difficilement avoir anticipé ce besoin pour le marché de Condat.

Le citoyen Pierre-Barnabé Brasier, étapier et officier municipal, présente le 6 novembre à la municipalité de Belair, ci-devant **Saint-Laurent**, sa démission "de la charge de préposé aux subsistances militaires ou étapier pour exercer celle d'officier municipal." En effet une loi du 24 vendémiaire (15 octobre) rend incompatibles entre elles des fonctions administratives et judiciaires et Pierre-Barnabé Brasier montre sa volonté de se conformer à cette loi en évitant des cumuls de fonctions et en optant ainsi pour sa place d'officier municipal. Pierre-Barnabé Brasier renouvelle encore la même démarche le 23 décembre. Il avait été élu officier municipal le 3 décembre 1792, "tandis qu'il n'a accepté la fourniture de l'étape pour un an seulement que le 7 février 1793." Il demande alors à la municipalité de Belair "de pourvoir à la subsistance des troupes en marche."

Mais personne ne voudrait remplacer le citoyen Brasier, qui ne peut s'approvisionner que fort difficilement en denrées et qui ne reçoit qu'une faible contrepartie de l'administration. Le citoyen Salins, directeur des subsistances des troupes en marche refuse cette démission et s'adresse au directoire du district qui prend un arrêté le 6 janvier 1795. Il décide que "le citoyen Brasier n'est point dans le cas d'opter entre sa place de préposé aux subsistances et celle de municipal, qu'il est tenu de renoncer à cette dernière et conséquemment à exercer celle de préposé aux subsistances militaires jusqu'à nouvelle adjudication¹⁵⁵."

Les citoyens Augustin Bénier et François-Joseph Thévenin de La **Chaumusse** tentent d'effectuer un échange de subsistances et marchandises en respectant, semble-t-il, la procédure ad hoc. "Ils se sont rendus dans le district d'Orgelet avec les

citoyens Jean-Alexis Besson et Claude-Henry Besson le jeune, munis de certificats de besoin délivrés par la municipalité. Ils se sont procurés dans ce district 130 mesures de grains en fournissant en échange des fromages et des seaux qu'ils y ont conduits. Ils se sont présentés à l'administration du district pour obtenir la permission d'amener ces grains dans leur domicile. Elle leur a répondu qu'elle leur permettait de les enlever si leurs certificats étaient visés par les administrateurs du district de Condat-Montagne et à condition que la quantité qu'ils enlèveraient, serait (sic) imputée sur les 6 000 quintaux que le district d'Orgelet doit fournir à ce dernier." Les citoyens de La Chaumusse s'adressent donc le 15 novembre aux administrateurs du district de Condat qui leur permettent d'enlever les grains dans les conditions énoncées, à la condition qu'ils soient imputés "dans le contingent qui doit revenir à la commune de La Chaumusse." Les administrateurs du district d'Orgelet autorisent donc cet échange et l'enlèvement des grains dans les communes de Nancuisse et de Marigna¹⁵⁶.

Il semble d'ailleurs que ces échanges de marchandises se développent. Le district d'Orgelet fait arrêter le 28 novembre, cinq voitures à Orgelet conduites par François-Joseph Fontanez et Claude-Pierre Martelet de Beaupré (ci-devant Châteaudes-Prés), Alexandre Guyétant-Clerc et Claude-François Janier de **Prénoval**. Ces derniers présentent les acquits à caution délivrés par les communes du lieu d'enlèvement des grains. Le premier document est relatif à l'achat de grains destinés à Beaupré fait -selon l'acquit- au prix du maximum^z sur le marché de Julien le Guerrier. Les autres grains doivent être conduits à Prénoval. Le deuxième acquit concerne cinq quintaux de grains échangés le 26 novembre par Claude-François Janier à la foire de Montfleur contre des buffets et cuveaux. Il apparaît également, d'après le troisième document, qu'Alexandre Guyétant-Clerc s'est procuré à Montfleur cinq quintaux de blés échangés contre trois quintaux de fromage. Le quatrième acquit concerne seize mesures de turquie sec et deux mesures de bled froment échangées à Lains par le même Alexandre Guyétant-Clerc contre trois douzaines et demie de planches de bois sapin.

Les administrateurs du district d'Orgelet sont mécontents. "Un tel enlèvement de grains dans l'étendue de ce district (n'a) pu être fait que d'après des bons qui auraient dû leur avoir été remis par le district de Condat-Montagne" et serait venu en moins dans la réquisition de six mille quintaux de grains. La conduite de ces particuliers est répréhensible car "ils pourraient enlever successivement en différents temps les grains requis et que l'administration du district d'Orgelet demeurerait toujours chargée de remplir en totalité la réquisition de six mille quintaux." Les conducteurs font cependant observer que ces grains peuvent venir en diminution des grains arrivant à chaque municipalité du district de Condat. C'est ce qui est finalement convenu. Les voituriers se portent caution solidaires, s'engagent à rapporter sous huitaine un bon visé par le district de Condat et peuvent poursuivre leur voyage avec leur chargement.

Le citoyen Jean-Baptiste Macle du **Lac-des-Rouges-Truites**, déjà cité dans ce chapitre sur les subsistances, se présente spontanément nanti d'un acquit à caution, le 4 décembre devant le directoire du district d'Orgelet. Muni d'un bon fourni par sa commune, il a obtenu à Marigna 35 mesures de bled et autres grains

^z Les faits montrent d'eux-mêmes qu'il s'agit d'une mention mensongère.

destinés à "la subsistance tant de sa famille que de plusieurs autres," en échange de seaux et autres marchandises dont il était conducteur. Il est convenu que ces grains seront déduits du contingent de la commune du Lac-des-Rouges-Truites¹⁵⁷.

La commune de Belair, ci-devant **Saint-Laurent**, présente le 30 novembre une pétition aux administrateurs du district pour qu'il "accorde 160 quintaux de grains par décade pour la subsistance des 1 100 habitants dont est composée la commune."

Le directoire du district se réunit le 1^{er} décembre, examine le recensement des grains de cette commune et tranche. "L'état que nous avons reçu des grains enlevés au marché de Bletterans (montre que) ladite commune est portée pour 2 000 mesures de toutes graines (soit, selon les mesures, de 500 à 640 quintaux) qui peuvent l'alimenter au moins pendant un mois et demi. Le directoire, l'agent national entendu, estime que Belair peut attendre pour obtenir sa demande que le district de Lons-le-Saunier effectue la réquisition que nous avons sur lui ou que nous en ayons obtenu d'autres, soit de la Commission du commerce et approvisionnements, soit du représentant du peuple Besson¹⁵⁸." La décision est remise le jour même à Alexandre Raddaz, l'un des habitants de Belair, nommé tout récemment juge de paix du canton par le représentant du peuple Besson.

Parmi différentes possibilités envisageables, il semble que le directoire du district ait demandé aux deux cantons de Morez et de Belair de passer par lui et par les réquisitions pour leurs approvisionnements. La municipalité de Belair, dont Alexandre Chanez vient d'être nommé maire, pourrait aussi bénéficier de grains achetés au prix du maximum. Le représentant du peuple Besson est passé à Belair le 27 novembre et il a pu indiquer à la municipalité qu'elle pouvait bénéficier des réquisitions décidées au profit du district.

Mais le directoire du district sait que la commune de Condat-Montagne a un plus grand besoin de graines et qu'elle est prioritaire. Suite à ce refus, la commune de Belair peut certainement se demander pourquoi Condat n'a pas fait comme elle et ne s'est pas approvisionnée à un marché comme Arinthod à un prix dépassant le maximum. Cela aurait permis à Belair de bénéficier, comme Condat, des prix du maximum sur une partie des grains achetés.

5) Les districts de Lons-le-Saunier et Orgelet s'organisent pour ne pas fournir les grains au prix du maximum

Le directoire du district de Condat ne trouve pas de voituriers pour emmener à Nantua les fourrages destinés à l'armée des Alpes qui sont en magasin à Condat. Il propose le 1^{er} décembre à la commission des transports et des charrois de faire venir à Condat 150 chevaux, qui ainsi consommeront le fourrage, sans qu'il soit nécessaire de le transporter. Au dernier moment, on pense à préciser qu'il faudrait de préférence des chevaux de trait "à raison de la difficulté qui résulterait pour la subsistance des cavaliers dans une commune absolument dénuée de toutes ressources en ce genre." On compte aussi secrètement pouvoir se servir de quelques chevaux ou mulets pour transporter les grains.

Le directoire rappelle le 5 décembre 1794 à la Commission du commerce et des approvisionnements les courriers adressés précédemment. Il compte toujours sur

une réquisition importante sur les districts de Louhans et de Chalon. "Ah, citoyens, si vous pouviez vous faire une idée de la disette que nous éprouvons, de l'inquiétude mortelle de nos concitoyens sur leurs subsistances, de leur crainte que les neiges ne viennent à boucher les chemins par lesquels elles doivent leur venir, vous ne perdriez pas un instant à nous accorder notre demande."

Le représentant du peuple en mission Besson semble sensible au cri de détresse du district du 28 novembre et prend un arrêté le 1^{er} décembre : "Considérant qu'un des premiers et des plus sacrés devoirs des républicains est de venir au secours de leurs frères, que rien ne peut excuser les administrateurs (des districts de Lons-le-Saunier et d'Orgelet) qui auraient négligé de procurer aux citoyens de Condat-Montagne les subsistances dont ils ont le plus extrême besoin, (...) toutes les subsistances de la République seront réparties entre tous les citoyens; (...) quel est le citoyen qui oserait se qualifier du beau titre de républicain et conservant dans son grenier une provision de bled pour trois mois, lorsqu'il sera assuré que dans un mois, ses frères périront de besoin, tandis qu'une répartition égale aurait suffi pour attendre les secours communs, arrête art 1^{er} que sur le champ les administrateurs (de Lons-le-Saunier et Orgelet) répartiront entre les différentes communes de leur ressort, d'après les recensements, la quantité qu'ils sont tenus par la réquisition de la Commission de commerce de livrer au district de Condat-Montagne, si déjà, ils ne l'ont pas fait."

Mais l'article 6 de l'arrêté précise : "Tous les grains qui auront été enlevés des districts d'Orgelet et Lons-le-Saunier pour être conduits dans celui de Condat-Montagne depuis la réquisition, de quelle manière que ce soit, (...) seront imputés sur la réquisition." Ceux qui ne se conformeront pas à cet arrêté "seront sur le champ mis en état d'arrestation."

Le directoire de Condat prend connaissance de cet arrêté le 6 décembre et comprend de suite que les grains achetés par Morez et Belair au marché de Bletterans seront donc compris dans les grains déjà enlevés. Il reçoit simultanément une lettre du citoyen Reverchon commissaire à Lons-le-Saunier, rendant compte "de la séance du directoire du district de Lons-le-Saunier tenue dans la matinée du (5 décembre), séance à laquelle le représentant du peuple Besson a assisté et de laquelle le résultat paraît avoir été que le district de Lons-le-Saunier fournirait 3 000 quintaux, moitié en froment et moitié en menues graines, au district de Condat-Montagne qui donnerait en échange à celui de Lons-le-Saunier des bois propres aux bâtiments, des planches, des clous, des fromages et autres objets que produit son territoire."

Les administrateurs de Condat observent dans leur réunion du jour que "la presque totalité des fromages fabriqués dans le district ont été envoyés soit aux armées, soit à Paris et autres grandes communes de la République, les bois à bâtir et les planches sont destinés pour Lyon et Toulon et que la plus grande part a déjà été envoyée" et bien d'autres objections¹⁵⁹.

Le directoire écrit ce même jour au représentant Besson alors que le terme de sa mission dans le Jura approche. Il lui fait différentes demandes concernant la fourniture d'avoine à l'armée et les habits militaires. "Enfin nous t'observons qu'ensuite de ton arrêté du 11 courant (1^{er} décembre) qui impute sur la réquisition des 12 000 quintaux (...) tous les grains qui ont été levés de manière que ce soit

depuis le moment où la réquisition a été connue, cette réquisition devient presque nulle aujourd'hui."

"Cependant Condat-Montagne n'a pas de grains. Le peuple qui jusqu'à présent a pris patience, commence à s'inquiéter et à faire entendre ses murmures contre les administrateurs, tout comme s'ils n'avaient pas faits leur possible pour lui en procurer. Certes ces menaces n'ont rien qui puissent nous intimider et nous saurons mourir à notre poste s'il le faut, plutôt que de l'abandonner. Mais la vue de nos concitoyens mourant de faim, déchire nos cœurs et l'impossibilité de les soulager rend nos fonctions bien cruelles et bien pénibles. Ah, par pitié, citoyen représentant, daigne solliciter auprès du Comité de salut public et de la Commission du commerce et approvisionnements, la réquisition de 30 000 quintaux que nous leur avons demandée sur les districts de Louhans et de Chalons. Tu emportes déjà nos regrets, quels nouveaux droits, n'acquerras tu pas encore à notre reconnaissance."

Ainsi le représentant du peuple a tranché. Tous les grains qui ont été achetés dans les deux districts d'Orgelet et de Lons-le-Saunier, pour le district de Condat-Montagne, depuis que la réquisition a été connue doivent être imputés sur les 12 000 quintaux réquisitionnés. Ces grains comprennent donc ceux achetés à des marchés, même en dehors de toute procédure de réquisition, que ce soit par les cantons de Morez, de Belair ou d'autres. Le directoire sait déjà que la quantité de grains restant à acquérir au titre de cette réquisition devient ainsi assez faible. Dans un courrier du 8 décembre, le directoire estime que les cantons de Saint-Laurent (sic) et de Morez ont enlevé presque 6 000 quintaux soit la moitié de la réquisition.

Les membres du directoire écrivent aussi le 6 décembre au citoyen Reverchon, commissaire pour les subsistances à Lons-le-Saunier. "Nous t'envoyons le citoyen Baud, maire (de Condat-Montagne) pour faire avec toi au représentant du peuple Besson toutes les représentations convenables à notre situation actuelle." Les districts de Lons-le-Saunier et Orgelet ont demandé à ce représentant que le district de Condat leur fasse des fournitures de bois, planches, clous et fromage. Cependant le district n'en a presque plus et "la loi nous défend de faire des réquisitions." Si ces districts obtiennent des réquisitions en bonne forme sur notre district, "le directoire ferait son possible pour procurer l'année prochaine (sic, le directoire pense probablement à l'année 1795 qui va bientôt commencer et non pas à l'an IV qui ne commencera qu'en septembre 1795) une partie des productions de son arrondissement à ses frères de la plaine qui nous fournissent des subsistances." Pour le moment, et malgré notre bonne volonté, ce n'est pas possible, "puisque tous les fromages et les bois sont déjà livrés, les fromages pour les armées et les bois pour Lyon et Toulon."

En fait, ces deux districts développent le principe qui a été exprimé par l'agent national du district de Lons-le-Saunier dans son courrier adressé à la Commission du commerce et qui a été mentionné ci-dessus. Le district de Condat ne semble d'ailleurs pas encore connaître l'existence de cette lettre. Ces deux districts veulent réaliser des échanges dont la valorisation serait effectuée sur la base du prix du maximum.

Ils ont certainement pensé que les habitants du district de Condat pouvaient faire comme (presque) tout le monde et acheter leurs grains sur les marchés¹⁶⁰.

6) Les enlèvements de grains dans le district d'Orgelet en décembre et les relations avec ce district

Le directoire du district de Condat écrit le 28 novembre aux administrateurs du district d'Orgelet. Il a pris connaissance grâce à l'un de ses commissaires "des prix que vous avez fixé pour chaque espèce de grains d'après la loi du 19 brumaire dernier (9 novembre). **Votre nouveau maximum** porte le bled froment de première qualité à 9 livres 10 sols (le quintal, en principe), 2^e qualité 8 livres 15 sols, turquie vert 5 livres, turquie sec 5 livres 15 sols, pois et fèves 6 livres 10 sols. Il nous semble, citoyens, depuis cette augmentation considérable, que ceux qui doivent verser leur contingent à Orgelet ne doivent point faire difficulté de s'exécuter." Par ailleurs un magasin a été ouvert à Arinthod pour les besoins du district de Condat. On constate cependant que les agriculteurs n'apportent pas leurs grains à ce magasin mais qu'ils veulent qu'on aille les chercher dans leur commune. Il évoque ensuite les difficultés pour trouver des voitures et le "refus que font les voituriers d'aller charger à Julien le Guerrier et Arinthod nos grains à cause des **mauvais chemins**^{aa}." Il demande que les diverses communes déposent leurs grains à Orgelet afin de faciliter le transport.

"Vous savez que ceux qui fournissent de bons grains veulent les vendre au poids et ceux qui en fournissent des mauvais veulent le livrer à la mesure ce qui occasionne des frais considérables et une augmentation prodigieuse du prix pour nos administrés. Au surplus les mesures de 22 livres, 24, 25 et 30 livres dont on se sert dans différents cantons de votre ressort, occasionnent beaucoup de peines et de calculs lorsque l'on ne livre pas les grains d'une manière uniforme soit au poids, soit à la mesure. Vous savez que notre réquisition a été réduite par le représentant du peuple Besson à un tiers de froment et les deux tiers en menues graines; que cependant, nous ne recevons presque que du turquie et des fèves avec lesquels on ne peut faire du pain sans avoir de quoi mélanger."

"Quant aux grains que nous avons reçus provenant du magasin des bleds des émigrés et que vous vouliez que nous remplissions instamment, nous vous prions de vouloir bien les déduire sur les 6000 quintaux. Notre commissaire vous en paiera le prix au nouveau maximum puisque vous êtes plus à portée de les faire verser vous-mêmes par ceux qui doivent le faire."

Le district ne trouve toujours pas de voituriers et le directoire écrit le 1^{er} décembre à l'agent national de la commune de Laucone ci-devant Saint-Lupicin. "Nous t'envoyons un gendarme à qui tu feras donner main forte pour faire partir les voituriers qui se sont refusés d'obéir à la réquisition. Tu donneras les noms de ceux qui ont refusé et en cas qu'ils persistent dans leur refus, il faut les faire amener devant l'administration qui, après les avoir entendu, prendra les mesures qu'elle trouvera convenir d'après la loi et l'arrêté du Comité de salut public."

Le même jour un bon est donné à la commune de Septmoncel pour aller charger la quantité de 50 quintaux à Julien-le-Guerrier dont un tiers en froment et les deux autres tiers en menus grains. Il sera difficile de faire la pesée aussi le directoire

^{aa} Les corvées avaient été supprimées et d'une manière générale les routes furent très mal entretenues pendant la période révolutionnaire. Il faudra attendre le Consulat pour que des crédits soient enfin consacrés à cet objet.

donne la consigne à son commissaire Dalloz Il faudra délivrer le grain à la mesure, "en pesant une mesure de chaque espèce de grains et ensuite faire le calcul pour les cinquante quintaux pour savoir la quantité de mesures qui leur sera délivrée." Le directoire est sage de prendre ces précautions et on sera averti plus tard que la mesure de Julien-le-Guerrier ne pèse que 19 à 20 livres.

Deux jours plus tard, un bon de 20 quintaux de grains à prendre à Arinthod est délivré au profit des préposés des douanes des brigades de Morbier et de Combe Froide.

Après avoir pris connaissance de l'arrêté du représentant Besson du 1^{er} décembre relaté ci-dessus, le directoire de Condat envoie, le 5 décembre, la copie au commissaire Dalloz en poste à Orgelet et lui précise : "Il sera bien difficile au district d'Orgelet de prouver qu'il nous a donné beaucoup de grains en acompte de sa réquisition. (...) Prends courage et ne te dégoûte pas."

Les relations avec le district d'Orgelet se détériorent. Dumoulin, vice-président du directoire écrit le 15 décembre aux citoyens composant l'administration d'Orgelet. "Notre commissaire pour les subsistances à Orgelet se plaint que vous ne mettez pas l'activité et la fermeté nécessaires pour faire exécuter les arrêtés de la Commission du commerce et approvisionnements et ceux des représentants du peuple en mission dans le Jura concernant la réquisition pour les subsistances de notre district. Nous sommes assaillis journellement par les communes relativement aux subsistances. Plusieurs de vos municipalités prétendent la maladie épizootique (sic) pour ne point amener à Orgelet le contingent que vous leur avez assigné."

"Nous ne vous le dissimulerons pas citoyens que si nous avons pu vous envoyer cette année quelques productions de notre district, nous aurions mis plus de zèle, de fermeté et d'activité que vous n'en avez mis à nous procurer des subsistances. Si les habitants des campagnes font des difficultés d'obéir aux réquisitions, vous savez que la loi a mis entre vos mains les pouvoirs pour les contraindre à l'obéissance aux autorités constituées. Nous ne savons quel parti prendre. Plusieurs arrêtés du Comité de salut public nous ordonnent, sous notre responsabilité, de faire fournir des subsistances aux préposés des douanes nationales, aux salpêtriers et à tous ceux qui sont employés dans un service public, tels que les employés aux postes et messageries, les préposés aux subsistances militaires, et nous ne pouvons leur donner que des secours journaliers, car actuellement ils manquent presque tous de subsistances."

"Veuillez, nous vous en conjurons, faire effectuer le plus promptement les versements de grains qui doivent se faire à Orgelet et vous éviterez la mort à nombre d'habitants de nos campagnes qui peuvent, d'un jour à l'autre, (être) enfermés par les neiges."

Le directoire met au courant de cette lettre le citoyen Dalloz, son commissaire à Orgelet. "Il est étonnant que les communes de ce district prétendent presque toutes les maladies épizootiques pour se refuser à verser leur contingent à Orgelet. Cette conduite n'annonce pas de la fraternité, vertu si nécessaire dans un état républicain¹⁶¹."

La municipalité de Belair ci-devant **Saint-Laurent** demande des subsistances pour Jean-Nicolas David, instituteur dans sa commune. Le directoire du district

prend un arrêté le 15 décembre : "Considérant qu'il est de l'intérêt public de faire fournir des subsistances aux fonctionnaires publics ensuite des arrêtés du Comité de salut public, arrête, l'agent national entendu, que les citoyens Reverchon ou Groscurin, commissaires dans le district de Lons-le-Saunier, pour faire exécuter la réquisition de 3 000 quintaux feront délivrer audit David, la quantité de 2 quintaux de grains, dans les proportions accordées dans la réquisition; lesdits deux quintaux de grains à déduire sur le contingent qui devra revenir à la municipalité de Belair ci-devant Saint-Laurent." On pensait que le district de Lons-le-Saunier, ne délivrait pas de grains pour le district de Condat-Montagne sous forme de réquisition ! Espérons que ce fonctionnaire public aura néanmoins pu recevoir ses subsistances.

La commune de Belair renouvelle le 18 décembre la pétition qu'elle avait formulé le 30 novembre. Elle demande qu'il lui soit accordé la quantité de 160 quintaux de grains par décade pour pourvoir aux besoins des habitants de la commune, dans l'endroit du département que le district trouvera convenir. Le directoire l'autorise le 21 décembre "à aller dans le district d'Orgelet pour y charger, à compte du contingent qui peut lui revenir, la quantité de 40 quintaux de grains qui seront imputés sur la réquisition des 6 000 quintaux que le district d'Orgelet devait (sic) fournir à celui de Condat. A cet effet, elle se présentera par devant les commissaires du district, soit à Orgelet ou à Arinthod, qui lui indiqueront les communes où elle ira charger; en observant cependant de payer les 30 sous par quintal pour frais de commissaires." Les 40 quintaux seront délivrés dans la proportion d'un tiers en froment et deux tiers en menus grains¹⁶².

Comme conséquence de la loi du 9 novembre, le tarif du maximum du district d'Orgelet a augmenté. (Cf. ci-dessus lettre du 28 novembre.) Les communes de Vosbles et de Montgefond demandent que des grains payés au prix en vigueur avant cette majoration soient payés au tarif nouveau du maximum. Le directoire répond le 24 décembre à son commissaire à Arinthod. Malgré sa bonne volonté, il oppose un refus, "car nous ne saurions pas par qui, ni comment faire supporter cette augmentation. Nous te chargeons de faire de notre part des remerciements à ces deux communes dont la conduite a été celle de vrais républicains. Comme notre district doit fournir d'après l'arrêté du représentant du peuple, des productions telles que fromages, planches, bois, clous et le reste, à ceux qui nous donnent des subsistances, tu voudras bien leur dire que dans le courant de cette année, lorsque nous en serons à cette répartition, nous nous souviendrons de la manière franche et honnête dont elles ont été à notre égard." Les deux communes ont dû être enchantées ! Si cet arrêté était réellement mis en vigueur, il n'est pas douteux que cela permettrait un formidable développement économique pour le district.

Le directoire du district de Condat écrit le 24 décembre au représentant du peuple Besson. "Tu trouveras ci-joint copie d'un arrêté pris par le conseil général de notre district tendant à repousser les calomnies lancées contre nos administrés dans un arrêté pris par le conseil général du district d'Orgelet que tu as dû recevoir. (...) Certes, il est bien facile de démontrer la mauvaise foi de cette administration qui prétend que nos administrés ont enlevé dans leur district 40 000 mesures de grains, puisqu'elle n'a pas pu faire effectuer la réquisition des 6 000 quintaux." Le directoire le sollicite également pour qu'il donne réponse sur d'autres demandes formulées sur d'autres sujets. Il semble que le représentant du peuple oublie le district de Condat.

Comme le directoire d'Orgelet a également envoyé la copie de son arrêté calomnieux du 18 décembre à la Commission du commerce et approvisionnements, le directoire de Condat adresse également la copie de son arrêté à cet organisme. "Tous les moyens sont bons à cette administration pour ne pas exécuter la réquisition que nous avons sur elle. Il n'en est aucun de mauvais qu'elle n'emploie. Elle attend le **rapport de la loi du maximum** pour nous refuser absolument du pain, ou nous le vendre le prix qui lui plaira."

"Nous comptons que pour terminer cette lutte entre des hommes cupides et des hommes qui ont faim, vous nous tirerez enfin des mains de ces barbares en nous accordant une nouvelle réquisition sur les districts de Louhans et de Chalon, comme nous vous l'avons demandé."

Le directoire de Condat-Montagne envoie ce même jour la copie de son arrêté du 23 décembre aux citoyens administrateurs d'Orgelet. "Il se commet, dites-vous des abus. Hé bien, concertons nous pour les empêcher. Nous le désirons autant que vous, mais aussi nous désirons que nos administrés aient du pain et certes, malgré tout ces abus et ces prétendus enlèvements de 40 000 mesures, plus des trois quarts et demi de nos concitoyens manquent de pain. Que voulez vous que nous fassions, citoyens collègues ? Faites nous donc part de vos vues et de vos moyens pour empêcher ces abus. Quant à nous, nous n'en connaissons d'autres que l'exécution prompte et exacte de la réquisition à laquelle nous vous prions encore une fois de tenir la main."

Le directoire d'Orgelet ne peut pas lui répondre qu'il voudrait que les grains soient vendus au prix du marché ce qui supprimerait tout problème de réquisition auprès de ses administrés. Pour le reste, le directoire de Condat-Montagne souhaite connaître le détail des enlèvements effectués que possède le district d'Orgelet. "Envoyez nous le tableau de ces enlèvements pour que nous puissions répondre aux différentes communes qui chaque jour nous harcèlent pour avoir leur contingent, envoyez nous ce tableau pour leur prouver qu'elles ont leur contingent et même plus selon vous."

De nombreux courriers ont été rédigés ce jour 24 décembre et on remet à plus tard d'autres correspondances. Les secrétaires et les administrateurs ne semblent pas travailler le lendemain 5 nivôse (25 décembre) qui n'est pourtant pas un décadi. Aussi la copie de l'arrêté du district de Condat n'est-elle envoyée à la Convention nationale, au Comité de salut public et au Comité de sûreté générale près de la Convention que le 26 décembre. La calomnie des administrateurs d'Orgelet y est en même temps dénoncée alors que le district de Condat est "plongé dans les neiges et à la veille de mourir de faim."

Le directoire écrit également au commissaire Mollard qui a remplacé Reverchon pour la recherche de subsistances dans le district de Lons-le-Saunier. Il lui envoie la copie de l'arrêté du district de Condat pris "pour détruire les infâmes calomnies lancées" par le district d'Orgelet. Un extrait de cet arrêté doit également être expédié au district de Lons-le-Saunier. "Si ce dernier apportait des entraves pour faire effectuer les contingents, nous te donnons pouvoir de te transporter près des représentants (en mission) à l'effet de demander la prompte exécution de la réquisition. Nous sommes déjà environnés d'un pied de neige."

Le district de Lons-le-Saunier semble donc avoir livré des grains selon la procédure de réquisition. Compte tenu de la rédaction d'autres textes, on comprend

simultanément que les administrateurs du district de Condat ont demandé ou imposé aux cantons de Belair et de Morez, de se plier à ces procédures et de ne plus acheter des grains sur les marchés comme ils l'avaient fait antérieurement.

Le directoire donne le 29 décembre des directives à son commissaire Delavena à Arinthod. "Nous te prions à la réception de la présente de te transporter à Orgelet pendant environ une décade pour te concerter avec le citoyen Bouillet qui ira dans les différentes communes du district d'Orgelet pour faire tenir prêt leur contingent de la réquisition. Il te donnera avis des grains qui seront prêts dans les communes et tu dirigeras vers ces communes les voitures qui te seront adressées à Orgelet pour remplacer pendant une dizaine de jours le citoyen Dalloz." Il faut donc bien qu'il y aille de suite pour "que les voituriers n'éprouvent aucun retard pour le chargement." Les commissaires des communes qui se présenteront seront munis de bons de réquisition.

Le directoire poursuit : "La commune de **La Chaumusse** a obtenu du directoire une réquisition de 30 quintaux sur le district d'Orgelet à la date de ce jour. Lorsqu'elle se présentera à vous, vous imputerez sur les 30 quintaux, 77 mesures (soit environ 20 quintaux) tant turquie que mêlée que trois citoyens nommés Damien Benoit, Augustin Bénier et Laurent Perret ont échangé et que le district d'Orgelet, a porté en déduction des 6 000 quintaux. Tu pourras t'en convaincre lorsqu'ils te présenteront les billets de besoin de leur commune." On a relevé ci-dessus une autre opération de troc effectuée dans les règles par d'autres citoyens de La Chaumusse. Il semblerait donc que pour cet échange, la procédure souhaitée n'ait pas été observée.

Des instructions similaires sont données simultanément au commissaire Bouillet à Orgelet. On lui précise cependant : "Vous aurez soin, l'un et l'autre, de faire payer les 50 sous par quintal pour frais des commissaires à tous ceux qui seront porteurs de réquisition du directoire. Nous te prions de ne pas oublier que les communes doivent fournir un tiers de froment¹⁶³."

Le registre de délibérations de la commune de **La Chaumusse** contient un laissez-passer daté du 21 décembre qui nous permet d'avoir une idée des échanges réalisés¹⁶⁴. "Laissez-passer (...) le citoyen Claude-Joseph Chanez de la municipalité de La Chaumusse chargé de 12 mesures de turquie en grains provenant de la municipalité de La Chaumusse, qu'il a déclaré vouloir conduire à La Chapelle-des-Bois, district de Pontarlier, département du Doubs, lesquels turquies en grains sont échangé au citoyen Pierre-Alexandre Michaux dudit lieu contre 14 pièces de fromage." Le citoyen Damien Benoit de cette commune s'est porté caution et s'est engagé à présenter dans le délai d'une décade le certificat signé des officiers municipaux du lieu de destination attestant l'arrivée de la marchandise.

Ces grains de turquie ne proviendraient-ils pas du district d'Orgelet ?

E – La fin du maximum et des réquisitions au profit du district. L'inflation des assignats

Le Comité de salut public donne finalement une suite partiellement favorable aux réclamations des administrateurs du district de Condat-Montagne. Un arrêté du

27 décembre confirme que la réquisition décidée par la Commission du commerce et approvisionnements le 29 septembre portant réquisition de 12 000 quintaux de grains sur les deux districts d'Orgelet et de Lons-le-Saunier au profit du district de Condat-la-Montagne devra être exécutée sans délai. Les administrateurs et agents nationaux des deux districts seront personnellement responsables de tous retards et négligences qui seront constatés. Aucune réquisition n'est cependant faite en faveur du district de Condat sur les districts du département de la Saône-et-Loire¹⁶⁵.

1 La fin du maximum et des réquisitions

Mais la mesure prise en faveur du district de Condat est largement annulée par la suppression du maximum qui vient d'être décidée le 24 décembre 1794. Dans les faits, les grains réquisitionnés seront donc payés au même prix que ceux vendus sur les marchés et comme les marchés sont approvisionnés, les réquisitions deviennent sans objet. Le directoire du district de Condat avait fait part de l'éventualité de cette suppression dans un de ses courriers du 24 décembre, mesure alors largement souhaitée par les administrateurs du district d'Orgelet.

Alors qu'ils ne semblent pas encore avoir reçu l'arrêté du Comité de salut public du 27 décembre, les administrateurs du directoire du district de Condat écrivent le 2 janvier 1795, à leur commissaire aux subsistances à Orgelet. "Nous ne pouvons t'envoyer les voitures que tu demandes pour aller à Julien-le-Guerrier, parce que nous en avons mis en réquisition 22 pour se rendre à Orgelet. Nous craignons, si on en envoyait des nouvelles qu'elles ne trouvent pas à charger. (...) Comme le **maximum sur les grains est levé**, tu tâcheras toujours de nous en ramasser autant que tu pourras dans les communes qui n'ont pas fourni." Les administrateurs demandent ensuite si les voitures de Pratz, Lavans, Charchilla, Etables et Condat-Montagne sont bien arrivées à Orgelet. "Nous ne pensons pas que les municipalités de Rothonay, Beffia, Présilly et autres (...) puissent se refuser à donner leur contingent puisqu'elles étaient prêtes."

Elles ne refuseront certainement pas, si le prix correspond au prix du marché....

Le directoire écrit le 2 février 1795 une longue lettre à la Commission des approvisionnements de la République. Lors de son passage à Condat début octobre 1794, le représentant du peuple Besson, dans le but d'atténuer la pénurie existante, avait autorisé de prendre l'avoine située dans le magasin militaire de la ville et les grains des émigrés qui étaient dans le magasin des biens nationaux d'Orgelet. Ces grains devaient être remplacés par d'autres grains venant de la réquisition dont bénéficiait le district de Condat. La Commission des approvisionnements demande au district de Condat de procéder au remplacement de ces grains.

Le district de Condat précise qu'il n'a reçu que 150 quintaux de grains sur les 6 000 quintaux que le district "devait" fournir. A l'époque la valeur d'une partie des grains selon le tarif du maximum était de 312 livres. Or on connaît présentement une grande pénurie sur les marchés, et on ne trouve que quelques denrées "quoique **le grain s'y vend jusqu'à 27 à 28 livres** la mesure du poids de 21 à 22 livres." (Soit environ 125 livres le quintal.) Il n'est donc pas douteux que le remplacement des grains empruntés devrait coûter très cher pour le district. "Voilà, citoyens notre

position actuelle, elle mérite à tous égards un coup d'œil favorable de votre part." Le district demande donc à être dispensé de remplacer en nature les 122 quintaux de grains venant d'Orgelet et à les payer au prix que valaient ces grains au moment où ils ont été délivrés¹⁶⁶.

On peut comprendre de ces divers épisodes que le district de Condat-Montagne manqua de grains de janvier à juillet 1794. Les réquisitions effectuées avec plus ou moins de bonheur permirent alors à la population de subsister quoique très difficilement.

Dès la fin de l'été 1794, le directoire du district tenta de s'approvisionner par des réquisitions auprès des districts voisins en appliquant les prix du maximum. Alors que les Orgeletains et les Lédoniens payaient leurs grains selon le niveau tarifaire pratiqué sur les marchés locaux, les habitants de Condat-Montagne subvenaient à leurs besoins avec difficulté sur la base des prix du maximum de ces districts. Dans un premier temps les habitants des cantons de Morez et de Belair s'approvisionnèrent en grande quantité principalement sur le marché de Bletterans, qui recevait lui-même des denrées de Saône-et-Loire, en payant le prix de ce marché.

Le district de Lons-le-Saunier obtint finalement que ces grains non réquisitionnés viennent en déduction des réquisitions prononcées. Le district de Condat-Montagne dut alors s'employer à ce que ces deux cantons s'approvisionnent comme Condat au moyen de réquisitions. Il leur fit comprendre que toutes les quantités de grains achetées sur les marchés venaient en déduction des grains qui devaient être délivrés en réquisition sur la base du prix du maximum. Les deux cantons de Belair et Morez connurent alors la pénurie alimentaire.

Après la suppression du maximum, les habitants du district ressentirent la hausse importante des prix des grains résultant principalement de la période hivernale. Leur combat pour s'approvisionner à des prix élevés fut le même que celui connu par des villes comme Lons-le-Saunier ou Dole, à la différence toutefois qu'aucun stockage de denrées n'avait pu être anticipé dans les magasins de la ville de Condat-Montagne.

2 L'inflation des assignats

Tous les tarifs exprimés précédemment sont exprimés en livres payables avec des assignats. Les pièces métalliques en circulation étaient alors cachées ou permettaient les achats à un prix, exprimé en livres, moindre. Dans l'hypothèse où l'un des acquéreurs aurait payé une marchandise avec une pièce d'or de l'ancien régime, il aurait pu constater une variation de prix par rapport à 1790, tenant par exemple à une plus grande rareté des grains, mais la variation aurait été bien moindre. Dans les faits, cette montée des prix correspondait essentiellement à une dépréciation de la valeur des assignats.

Les représentants du peuple Foucher du Cher, Sylvestre et Pelletier constatent dans un arrêté du 10 octobre 1794 concernant notamment le département du Jura, "que les principales causes du discrédit des assignats," dans les cinq départements visés par l'arrêté, "sont d'un côté la préférence criminelle accordée au numéraire sur le papier monnaie de la République, de l'autre, l'égoïsme et l'avidité de quelques

propriétaires qui, au mépris des décrets, ne veulent vendre leurs denrées qu'en argent." Ils interdisent donc la circulation du numéraire qui doit obligatoirement être échangé contre une même valeur en assignats sous peine de confiscation et d'un emprisonnement de six mois. Cet arrêté ne fut cependant pas suivi et demeura sans conséquence pratique.

Le directoire du district de Condat-Montagne envoie à la Commission administrative de Dole le 25 mars 1795 l'état des malades civils entrés à l'hôpital de la ville depuis le début du trimestre correspondant à l'hiver 1795. Il adresse en même temps le détail des dépenses. "Nous ne vous dissimulerons pas qu'elles sont très modiques, car depuis l'abolition du maximum, le prix du pain s'est porté à 36 livres la livres et la viande à 40 livres." Il sollicite donc des fonds pour pouvoir payer toutes les charges¹⁶⁷.

Les marchandises circulent et les marchés ouvrent à nouveau. La municipalité de Saint-Laurent adresse ce même jour 25 mars, l'état des grains et légumes vendus sur le marché de ce jour à Saint-Laurent et observe que très peu de grains ont été vendus. 100 mesures de froment à 140 livres le quintal; 25 mesures de seigle à 123 livres le quintal; 200 mesures de maïs soit 50 quintaux d'orge à 148 livres le quintal; 100 mesures de maïs soit 30 quintaux à 100 livres le quintal et 3 quintaux de légumes secs ou fèves à 96 livres le quintal.

Mais, un autre relevé effectué le 4 avril au marché de Morez mentionne les prix au quintal ci-après beaucoup plus élevés : froment 315 livres, seigle, 222 livres, orge 200 livres, maïs 200 livres. Pour ce même marché, il est précisé que les mesures de froment et de seigle correspondent à un poids de 28 livres alors que les mesures d'orge et de maïs ne sont que de 25 livres.

C'est probablement vers cette époque d'avril 1795 que le directoire fait établir un relevé (malheureusement non daté) des prix des denrées, salaires et autres objets dans le district de Condat-Montagne ci-devant Saint-Claude. Ces prix sont comparés avec ceux de 1790. Il est rappelé que selon les dates, le prix du maximum des denrées correspondait à ceux de 1790 majorés de 33 à 50 %. Nous relevons notamment ces prix exprimés en livres et sous :

	Prix en 1790		Prix vers avril 1795	
	Livres sous		Livres sous	
Journée du simple manœuvrier	1	4	5	
Journée de compagnon charpentier	1	10	5	
" " maçon	1	10	6	
" " bûcheron	1	10	6	
Au quintal, blé	12	15	135	
" orge	10		100	
" bled de turquie ou maïs	9		90	
Pomme de terre	4		20	
Bœuf		6	2	
Lard		10	3	
Beurre		10	3	10
Sel		3	1	2
Vin première qualité sans le transport	13	7	160	

Sabots	8	3
Prix d'un cheval de labour	400	4 000
Prix d'une vache	60	500

Un tableau, établi par l'administration du département du Jura et la Commission du commerce en juin 1797, donne les valeurs successives mensuelles des assignats dans le département du Jura sur la base 100 de 1790¹⁶⁸. Ce tableau a été utilisé ailleurs pour effectuer certains calculs d'actualisation concernant le prix d'acquisition réel de certains biens nationaux. Nous reprenons ci après un extrait de ce tableau. Le cas échéant, la valeur mentionnée pour 100 livres d'assignats correspond à celle de la fin du mois nommé.

Septembre 1791	89
Septembre 1792	72
Septembre 1793	34
Décembre 1793	57
Mars 1794	40
Septembre 1794	32
Décembre 1794	24
Mars 1795	16
Septembre 1795	2

On constate dans ces données que la loi du maximum a freiné, du moins au début, la dépréciation de la valeur des assignats. On peut se demander cependant si les administrateurs du département ont retenu les prix réellement appliqués de décembre 1793 à décembre 1794.

II – Les réquisitions

Les assignats, créés en très grand nombre engendrèrent l'inflation, elle même attisée par de faibles récoltes. Dans le but de protéger la classe indigente on créa donc le maximum qui entraîna encore une raréfaction des denrées. La France était en guerre et les besoins des armées aux frontières étaient immenses. En payant les vendeurs aux prix des marchés, on aurait parfois pu trouver les marchandises nécessaires et l'inflation aurait sans doute été encore plus élevée. Le Comité de salut public et les autres comités créés par la Convention recoururent donc à de

nombreuses réquisitions. Nous allons tenter d'en examiner différents aspects liés au Grandvaux.

A – Les premières réquisitions

Au début de l'année 1793 la France républicaine déclare la guerre à l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne. Des succès militaires parfois éphémères permettent d'annexer Nice, la Belgique et ... Monaco. Mais, déjà avant la levée de 300 000 hommes de la fin de l'hiver 1792-1793, l'armée a de nombreux besoins. Les administrateurs du district de Saint-Claude prennent connaissance au cours de la séance du 8 janvier 1793 d'une adresse rédigée le 6 par les administrateurs du Jura. "Le département fait un tableau énergique et touchant de la détresse et de l'absolu dénuement où se trouvent les sept premiers bataillons des braves et invincibles volontaires du Jura, nos frères, nos enfants et nos défenseurs." Il est donc demandé d'organiser une journée pour collecter "les offrandes amicales et patriotiques des citoyens et citoyennes, en gilets d'étoffe, habits d'uniforme, chemises, bas, souliers, mouchoirs, argent et assignats."

"Après avoir mesuré le courage du patriotisme sur les difficultés que présente la commission dans les hauteurs du Jura au travers des masses impénétrables de neige qui les couvrent et qui semblent défendre de les parcourir," les administrateurs du district de Saint-Claude organisent cette collecte dans tous les villages de leur ressort. Ces mêmes administrateurs avaient en effet déjà pris des mesures le 14 décembre précédent pour faire dégager la route de Saint-Claude à Saint-Laurent. Des commissaires sont nommés, par exemple, François-Célestin Mathieu "au Fort du Plane," Basile Ferrez à Saint-Pierre, Baud recteur d'école et Henry-Joseph Janier-Dubry aux Piards et à Prénovel, Michel Janney à la Rivière-Devant, Germain Brasier et Dominique Maillot-Guy à la Grande-Rivière, etc. ... La collecte fut fructueuse et les administrateurs recueillirent plus de 10 000 livres, principalement en assignats, auxquelles s'ajoutaient de nombreux dons en nature par exemple 203 chemises, 53 paires de bas, 12 paires de guêtres, 64 mouchoirs, 9 paires de souliers, 21 vestes, 3 culottes, 48 draps, etc. Le plus difficile fut d'organiser le transport¹⁶⁹.

On a pu également découvrir dans la partie consacrée aux sociétés populaires dans le volet dédié à la vie politique sous la terreur, les offrandes récoltées par la société populaire de Saint-Pierre en février 1794 suite à un décret de la Convention nationale du 9 novembre 1793.

1 – Réquisition des matelas, paillasses et couvertures

Les représentants du peuple Bassal et Bernard sont envoyés en mission dans l'est de la France. A l'issue de la période du fédéralisme jurassien, ils prennent deux arrêtés les 12 et 14 septembre 1793 portant réquisition au département du Jura d'avoir à fournir 1200 matelas, 1200 paillasses, 1200 traversins, 2400 paires de draps de lit et, par le dernier arrêté, 2400 couvertures de laine. La nouvelle Commission administrative séante à Dole reçoit ces dispositions et effectue la répartition de ces

différentes "garnitures de lit" entre les six districts du département. Le district de Saint-Claude devra ainsi fournir 125 paillasses, 125 matelas, 125 traversins, 500 draps et 250 couvertures de laine. Au cours de la séance du 21 septembre, les administrateurs de ce district effectuent la répartition entre les différentes communes de leur ressort. Pour les communes du Grandvaux, cette répartition est ventilée comme suit :

Communes	Paillasses	Matelas	Traversins	Couvertures	Draps
Saint-Laurent	3	3	3	4	8
La Chaumusse	2	2	2	1	8
La Grande-Rivière	2	2	2	4	10
Rivière-Devant	2	2	2	4	4
Rivière-Derrière (1)	2	2	2	8	8
Fort-du-Plasne	1	1	1	4	8
Lac-des-Rouges-Truites	1	1	1	2	2
Prénoval	1	1	1	1	
Les Piards	1	1	1	1	1

1) Survivance de l'ancien nom de Saint-Pierre

Tableau de répartition entre les communes du Grandvaux de la réquisition des garnitures de lit

Dans le courrier d'envoi des dispositions retenues à chaque commune, les administrateurs précisent que cette réquisition pour l'armée "ne peut donner lieu à aucune charge locale pour cet objet. Ce sont les riches et seulement les riches qui doivent la faire; ce sont ceux surtout qui n'ont encore fait pour la révolution aucun sacrifice ou qui, relativement à leurs richesses, n'en ont fait que de très légers; ce sont les familles qui n'ont encore point fourni de défenseurs à la patrie, ceux que la fortune met à l'abri des sueurs du pauvre artisan : ne sortez pas de ce principe."

Le conseil général de la commune de **Rivière-Devant** est l'une des premières à répartir les garnitures pour lesquelles la commune est assujettie. Dès le 29 septembre, Michel Janné déclare "pour preuve de son attachement à la Révolution, qu'il n'entend pas faire un prêt à la République du matelas, de la couverture de laine et de la paillasse qu'il a fournis (...) et déclare au contraire qu'il en fait don à la République." De même, les citoyens Raphaël Roche, Antide Saule, Henry-François Roche, Antide Gousset et Pierre-Joseph Martelet curé de l'Abbaye déclarent "faire don patriotique des effets par eux fournis pour les lits des défenseurs de la patrie."

A **Saint-Laurent**, les effets sont réunis dès le premier octobre, à l'exception du citoyen Alexis Besson qui fournit une "couverte" de laine au dernier moment, ce

jour là, et de Laurent Brenet, le procureur de la commune, qui "ayant été taxé pour fournir une paillasse, n'a encore voulu le faire." Laurent Brenet profite de sa position dans sa commune pour remarquer que la réquisition ne devrait concerner que les plus riches et que le conseil général de la commune n'était pas au complet pour prendre sa décision. Mais la municipalité tient bon, confirme la répartition effectuée et le procureur de la commune remet finalement une paillasse le 16 octobre.

La municipalité de **Prénoval** effectue une répartition des effets d'une manière précise et originale : François-Joseph Janier-Dubry (fournira) les deux tiers du matelas et Pierre-Joseph Janier-Dubry et Jean-Pierre Janier-Dubry son frère communier pour l'autre tiers, Claude-François Janier des Pessettes une couverture de laine, Jean-Maurice Guyettant deux draps de lit, Jean-François Belbenoit une paillasse, Isidore Janier et Jean-Pierre Janier un traversin, chacun par moitié. Les effets doivent être déposés chez le procureur de la commune dans les 24 heures. Et ces citoyens se retrouvent rapidement à Prénoval de Bise chez Pierre-Antoine Jean, le procureur de la commune. "Ledit François-Joseph Janier-Dubry a dit je donne les deux tiers d'un matelas et les frères Janier-Dubry l'autre tiers, ils ont dit pour marquer notre empressement à secourir nos frères d'armes et l'amour pour la liberté, nous donnons ledit matelas. Ladite Marie-Rose Retord, femme de Claude-François Janier a dit l'exemple des citoyens ci-devant dénommés m'a pénétré d'un grand patriotisme, je donne à la République une couverture de laine que je devais prêter ou donner par ordonnance des officiers municipaux." Les autres habitants assujettis donnent aussi de bonne grâce les effets auxquels ils sont assujettis y compris Isidore Janier et Jean-Pierre Janier des Bérods qui déclarent "qu'ils donnaient chacun pour moitié le traversin à eux demandé." François-Joseph Janier-Dubry n'est pas un proche parent des frères Pierre-Joseph et Jean-Pierre Janier-Dubry. De même Jean-Pierre Janier des Bérods (ou le jeune) n'est pas un parent proche d'Isidore Janier des Janiers (qui est oncle de Claude-François Janier des Pessettes.). Ne me demandez pas comment l'un a pu ne fournir que les deux tiers d'un matelas !

Le conseil général de la commune de **Saint-Pierre** procède également, le premier octobre, à la répartition des effets à la charge des habitants de la commune : Pierre-Alexandre Groz fournira un matelas, Alexandre Ferrez un matelas, François-Xavier Bouvet une couverture de laine et une paillasse, Pierre-Joseph Bouvet et son neveu une couverture et un drap, Clément Bouvet une couverture, les frères Béjaquet une paillasse et un traversin, Pierre-Joseph Ferrez une couverture, Ambroise Ferrez une couverture, Pierre-Joseph Martin une couverture, Basile Ferrez une couverture, Pierre-Ignace Martin et les frères Labez une couverture, Joseph-Augustin Groz un drap de lit, François-Joseph Bouvet Maréchal un drap, Agnès Bénier-Cardinal un drap, etc. ... Ces effets doivent être apportés dans les 24 heures dans la chambre de la commune.

Et aussitôt "Est comparue la citoyenne épouse de Pierre-Ignace Martin et aussi celle de François-Xavier Labbé, lesquelles avec le plus grand empressement ont apporté à la chambre de la commune et ont donné une couverture de laine laquelle leur a été demandée avec déclaration qu'elles ont faite de faire de plus grands sacrifices quand elles en seront requises. (...) signé Marie Reine Bénier."

"est aussi comparue Marie-Joseph Jacquillon épouse de Joseph-Augustin Groz qui a apporté un drap de lit à la chambre de la commune telle qu'il a été

demandé avec déclaration qu'elle a faite qu'elle n'entend jamais le répéter et a dit ne savoir signer." Mais son beau-fils François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal, époux de Marie-Reine Bouvet, signe pour elle. Marie-Joseph Jacquillon, après le décès de son premier mari Basile Bouvet, a épousé en secondes noces Joseph-Augustin Groz. Elle est la mère du volontaire de 1792, Jean-Modeste Bouvet. A ce titre, elle devrait sans doute échapper à cette réquisition, mais pas son deuxième mari ...

Pour une fois, on peut voir des écrits concernant des femmes du Grandvaux en activité pendant la Révolution. Les autres citoyens de Saint-Pierre apportent également les effets spécifiés au cours des jours suivants et "voulant montrer leur patriotisme ont déclaré chacun particulièrement qu'ils feraient dons et offrandes à leurs frères d'armes des effets qu'ils ont fournis sans vouloir jamais les répéter, tels sont leurs sentiments."

La répartition des garnitures de lit réquisitionnées s'effectue également sans problème dans les communes du Lac-des-Rouges-Truites, Grande-Rivière et La Chaumusse. Cependant dans ce dernier village, François-Joseph Benoit, qui a été requis pour fournir un matelas, est absent depuis quelques mois. Le maire demande la clef de la porte à Geneviève Guy qui répond "qu'elle n'avait que la clef du grangeage pour avoir soin du bétail du dit Benoit." En principe, la commune fournit néanmoins son contingent complet. La collecte est sans doute correcte également à Fort-du-Plasne, puisque ce village s'associe au Lac-des-Rouges-Truites pour faire un marché unique pour le transport à Saint-Claude par une voiture des effets recueillis dans les deux communes¹⁷⁰.

2 – La réquisition des chevaux de luxe

Dans sa séance du 9 septembre 1793, la Commission administrative du Jura séante à Dole décide la réquisition des chevaux de luxe de trait ou de selle pour les besoins de l'armée. Les administrateurs du district, pour en assurer l'exécution désignent le 16 septembre un commissaire pour chaque canton "lequel se transportera dans la plus bref délai dans toutes les communes qui le composent à l'effet de faire la vérification et le contrôle des chevaux dans le cas de la loi du 28 mai dernier." (Sic, la loi est en réalité du 28 mars.) Le citoyen François-Joseph Bouvet de Saint-Pierre est nommé pour le canton de Saint-Laurent. Il y a cependant de nombreux homonymes dans ce village et cette désignation n'est pas connue immédiatement par l'intéressé. (La lettre de désignation n'est d'ailleurs datée que du 21 septembre.)

François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal, "dont le zèle et le civisme garantissent l'acceptation," procureur de la commune de Saint-Pierre, fait enregistrer le premier octobre sur le registre de délibérations de sa commune, l'arrêté du directoire du district de Saint-Claude qui le nomme. Le greffier recopie également le texte de l'instruction du ministre de la guerre. Une loi du 28 mars 1793 ordonnait le recensement de tous "les chevaux de luxe, de selle ou des chevaux de traits non employés à l'agriculture," lesquels doivent faire l'objet d'une déclaration devant la municipalité." Des états seront établis et, à l'origine, chaque cheval devait être estimé pour être indemnisé. Devant le retard constaté et les besoins de l'armée, l'arrêté de la Commission administrative, beaucoup plus exigeant, spécifie qu'il faut faire "sur le champ retirer des mains des propriétaires (...) tous les chevaux autres

que ceux servant notoirement et habituellement à l'agriculture, au commerce ou à des besoins d'une nécessité reconnue." On imprimera plus tard une précision de la Convention nationale indiquant que les "chevaux des entrepreneurs particuliers des messageries et voitures publiques" sont employés pour le service public et donc qu'ils ne doivent pas être mis en réquisition.

François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal se pose néanmoins des questions et il l'écrit ce même jour premier octobre "aux citoyens administrateurs du district de Saint-Claude." "Comme il ne se trouve aucun chevaux de luxe ny de selle dans le canton, qu'il n'y existe que des chevaux de voitures de commerce et qu'ils sont presque toujours dehors à l'exception du printemps, qu'ils sont employés au labour, outre la lettre du ministre de la guerre, je vous prierais de m'envoyer un petit éclaircissement sur cet objet pour savoir précisément si tous les chevaux qui sont presque toute l'année dehors et employés peut être une partie à mener des vivres pour les armées, s'ils doivent être compris pour être estimés et marqués au contrôle indiqué et combien ou pourrait en excepter à un laboureur pour sa charrue. Suis avec fraternité."

Que peuvent bien répondre les administrateurs du district à une interrogation si précise ? Heureusement, c'est la période où Génisset et Lémare, membres de la commission administrative, effectuent leur mission de régénération dans le Haut-Jura, tâche déjà évoquée dans le chapitre consacré au fédéralisme jurassien. Les administrateurs du district leur soumettent donc le problème. Génisset et Lémare, après avoir mis en arrestation Christin et quelques autres Sanclaudiens y répondent dans un arrêté du 7 octobre. : "Art 10. - L'administrateur du district prendra de suite tous les renseignements nécessaires au sujet des chevaux de luxe à requérir. Art 11 – Elle regardera comme chevaux de luxe tous ceux, qui même servant à l'agriculture ou au commerce sont entre les mains des citoyens riches, surtout s'ils sont aristocrates ou qu'ils peuvent se servir de bœufs ou sont assez aisés pour remplacer les chevaux livrés." On voit que la loi initiale évolue ici en réquisition visant particulièrement les riches et surtout ceux qui sont le moins attirés par la Révolution.

François-joseph Bouvet-dit-Maréchal poursuit néanmoins sa mission. Il se présente le 4 octobre devant la municipalité de Saint-Laurent, et produit sa lettre de mission. Il requiert ensuite cette municipalité "d'avoir à avertir dimanche au prône de la messe paroissiale que tous les citoyens composant ladite commune ayant dans les vingt-quatre heures après ladite publication à venir faire la déclaration de tous les chevaux de luxe, chevaux de selle et chevaux de trait, qu'ils ont en leur possession non employés à l'agriculture et de s'y conformer suivant la loi rappelée." Les chevaux de roulage ou de commerce ne seraient donc pas exceptés ?

Le commissaire se rend le même jour au Lac-des-Rouges-Truites où le greffier recopie sur plus de trois grandes pages du registre tous les papiers de la mission confiée à François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal y compris la lettre du ministre de la guerre. Finalement, une assemblée ultérieure des habitants de la commune déclare "n'avoir que des chevaux pour leur servir notoirement aux labours et à une utilité de leur commerce et que tous les chevaux de tray servant au négoce sont absents et qu'il n'en est (sic, n'en est) reconnu aucun chevaux de luxe dans ladite commune."

Le greffier de la commune de La Chaumusse recopie également tous les documents de la mission de ce commissaire mais ne précise pas la date de sa visite,

qui est cependant antérieure au 6 octobre. Le commissaire opère de même à Prénovel le 5 octobre et à Grande-Rivière, peut-être le douze octobre. En définitif, le Grandvaux n'eut pas à souffrir, cette fois de la réquisition, qui semble-t-il, ne concerna que trois chevaux de luxe dans le district¹⁷¹.

On procéda en outre, fin octobre 1793, conformément à la loi du 17 vendémiaire, à une levée extraordinaire de six chevaux par canton pour les besoins des troupes de cavalerie. Mais cette levée de 1793, si elle permit notamment aux pouvoirs publics de se procurer des chevaux en imprimant un peu plus d'assignats, ne devrait pas entrer exactement dans le cadre de cette étude en ce sens que ces animaux furent achetés et payés selon dire d'experts indépendants et en principe à leur valeur potentielle, soit respectivement 1000 livres, 1100, 1100, 1200, 1300 et 1500 livres. Certes, presque tous les vendeurs auraient voulu obtenir un prix supérieur, mais ce ne fut pas trop grave. Trois commissaires du canton sont nommés pour procéder à l'équipement de ces six chevaux.

Une commission militaire se présenta également en novembre à Saint-Laurent pour acheter d'autres chevaux pour les besoins de l'artillerie. Chaque canton dut en outre acheter en décembre 1793 deux chevaux "pour les charrois de la République." Laurent Besson de Saint-Laurent vendit deux chevaux âgés de 7 ans, l'un pour 800 livres et l'autre pour 1000 livres.

3 – La réquisition des cordonniers pour fabriquer des souliers. Réquisition des cuirs

Les administrateurs du district de Saint-Claude prennent connaissance le 19 février 1793 d'une demande de leurs collègues du département concernant un besoin d'environ sept ou huit mille paires de souliers à fournir pour le 15 avril. "Les cordonniers (...) seront mis en œuvre dans le plus bref délai pour fournir autant de paires de souliers qu'il sera possible." On fera des marchés avec ces cordonniers qui seront payés au comptant. Ces "marchés exigeront des souliers forts, garnis d'un tour de petits clous ou pointes bien conditionnées, des trois grandeurs ordinaires et à peu près en nombre égal dans chacune des proportions. Les prix seront tels qu'on pourra les faire selon la prudence, l'intégrité et le zèle des districts sans tendre à une économie propre à frustrer des bonnes qualités en cuirs et en façon et sans s'écarter cependant des prix communs justement arbitrés par les administrateurs ou par experts." En outre un expert recevra et vérifiera les chaussures fabriquées. L'administration du district procède alors à des "adjudications au rabais" puis "traite de gré à gré" pour un prix unitaire de 10 livres 15 sous.

La période de mobilisation de la levée de 300 000 hommes passée -mars-avril 1793-, l'administration continue de recevoir quelques paires de souliers fabriquées pour les besoins de l'armée. C'est ainsi que sont par exemple livrées le 30 mai, 22 paires de souliers pour le prix unitaire de 10 livres et 15 sols, le 6 juin, 21 paires de souliers fabriquées à Mijoux pour le même prix unitaire de 10 livres et 15 sols, etc. Ces souliers sont envoyés périodiquement à Lons-le-Saunier. Compte tenu de l'évolution du cours de l'assignat, on trouve cependant de moins en moins de cordonniers pour fabriquer ces souliers à ce prix et les administrateurs du district demandent l'accord de l'administration départementale pour augmenter le tarif.

L'autorité supérieure s'occupe cependant plus de la politique parisienne et se trouve en pleine période fédéraliste. Alors, le prix des souliers attendra ...

Après la levée en masse décrétée fin août 1793, les représentants du peuple autorisent les administrateurs du district à utiliser les habits et souliers se trouvant à Saint-Claude pour équiper les militaires. Les cent douze paires de souliers qui restent en magasin sont donc remises à la municipalité de Saint-Claude "en lui observant que chaque paire coûte dix livres quinze sous" et qu'il faut en faire décharge.

a) Les cordonniers doivent fabriquer cinq paires de souliers par décade pour la Nation

Après la mise en place du maximum en octobre 1793, on ne trouve plus dans ce district de cuirs forts antérieurement produits à Besançon. Pourtant ce cuir est indispensable pour les semelles des souliers et les cordonniers sont donc bloqués dans leur production. Les responsables du district demandent alors avec insistance aux administrateurs du département de leur fournir ce cuir dur qui fait tant défaut.

Les administrateurs du district de Saint-Claude réagissent cependant le 6 décembre 1793 alors que les cordonniers ne fournissent plus de souliers et que certains disent qu'ils n'ont pas de cuir du tout. Pourtant, une loi du 25 octobre met en réquisition les cordonniers qui sont dans l'obligation de remettre cinq paires de souliers par décade à leur municipalité qui, après vérification de la qualité, les paiera au prix du maximum. L'administration du district décide de nommer des commissaires qui devront contraindre les municipalités à établir une liste des cordonniers, tanneurs et bouchers et un inventaire des cuirs et peaux en leur possession. On évaluera également les quantités de cuirs, peaux et souliers qu'ils peuvent fournir par décade ou par mois. A cet effet les municipalités mettront en réquisition "les cuirs et autres matières servant à la fabrication des souliers et (feront) défendre aux citoyens d'en vendre à d'autres qu'aux tanneurs et cordonniers" pour qu'ils puissent répondre aux réquisitions. C'est ainsi que Jean-Félix Roche est nommé commissaire pour le canton de Saint-Laurent¹⁷².

Le lecteur aura reconnu cette situation de raréfaction des marchandises découlant de la mise en place de la nouvelle loi du maximum. Les producteurs du cuir spécial ne veulent plus fabriquer ce produit et le délivrer au prix du maximum. Il en est de même des clous nécessaires qui commencent à manquer. Les cordonniers de leur côté ne peuvent s'approvisionner à un cours supérieur au prix du maximum et vendre leur production au nouveau prix du maximum fixé dans le district. Un premier tarif du maximum est imprimé vers le 20 octobre et un second tarif est mis en application vers le 20 novembre. Le premier tarif fixait le prix d'une paire de souliers de première classe à 9 livres 10 sous. Le second est un peu plus généreux et accorde un prix de 9 livres 13 sols et 4 deniers aux souliers forts et ferrés de première classe à deux semelles. Les souliers à deux semelles garnis de pointe autour (que par opposition nous appellerons de deuxième classe) sont taxés à 7 livres 6 sous et 8 deniers la paire. Le prix des souliers "ordinaires" est de 6 livres. On a vu ci-dessus que pendant le printemps 1793, le prix couramment pratiqué pour la paire de souliers de première classe était de 10 livres et 15 sous. Déjà en juin, il

apparaissait qu'il faudrait augmenter ce dernier tarif. Alors qui peut fournir des souliers de première classe pour moins de 9 livres 15 sous ?

b) Les cordonniers du Grandvaux

On trouve la trace du passage de Jean-Félix Roche, commissaire nommé, auprès de la municipalité de Saint-Laurent le 11 décembre. Il recueille sans doute aussi les renseignements voulus dans les autres communes du canton. Le tableau des marchands de cuir, tanneurs et cordonniers du district est envoyé à la Commission administrative le 6 janvier 1794 avec les quantités de cuir et de souliers inventoriés chez chacun et "la quantité de cuir qui leur manque." Par la même occasion on adresse le nombre de moulins recensés et un tableau contenant le nombre de fabriques et les marchandises produites. De quoi faire un recensement de la production industrielle naissante¹⁷³.

On peut découvrir aux archives départementales¹⁷⁴ un tableau (ou brouillon ?) intitulé "dressé en exécution de la lettre de la Commission administrative du Jura datée à Dôle le 17 frimaire an second de la République française une et indivisible" (7 décembre 1793). L'état est classé par canton et par municipalité et donne le nom des cordonniers.

A Saint-Laurent : Claude-Joseph Tartavel, Claude-Joseph Vuillet et (?) ses fils (probablement Basile), Pierre-Augustin Roydor, Ambroise Roydor, Claude-Henri Pinsard, Pierre-Simon Ferrez, Jean Ruffet (en réalité Jean-François), Pierre-Joseph Croyet ; A Saint-Pierre : Pierre-Joseph Bénier-Rolet, Pierre-Alexis Ferrez, Raphaël Bouvet ; Au Lac-des-Rouges-Truites : Marc-Joseph Martin des Cornes, François-Joseph Rosset-Simona ; A Rivière-Devant : Jean-Pierre Vuillet-Bastien, Pierre-Joseph Berthet, Pierre-Louis Fèvre ; A Fort-du-Plasne : Claude François Chanez, François-Joseph Monnet, Pierre-Alexis Magnin, Jean-Pierre Burtet-Thomas, François-Joseph Burtet-Thomas, Jean-Baptiste Thomas, Jean-Marie Thomas ; A Grande-Rivière : Pierre-Joseph Besson, Alexis Besson le jeune ; Aux Piards, canton de La Rixouse : Jean-Gaspard Jacquemin-Ponard.

Cet état donne en outre des indications propres aux cordonniers de chaque commune. Pour Saint-Laurent : Ils manquent de cuir de toute espèce et autres fournitures. Ces cordonniers manquant de cuir ne peuvent donc fournir des souliers. Il leur manque même le fil nécessaire pour raccommode ceux de leurs concitoyens et ne travaillent que momentanément, excepté trois. Pour les cordonniers de Saint-Pierre : Ils n'ont point travaillé pour la nation et ne peuvent le faire pour les habitants. Ils achètent le cuir pour leur travail, excepté le dernier qui n'ayant pas le moyen va à la journée. Raphaël Bouvet ne pouvant acheter des cuirs, il offre ses bras mais demande des provisions qu'il n'a pas le moyen d'acheter. Pour le Lac-des-Rouges-Truites : ils manquent de tout ce qui est nécessaire à la fabrication des souliers. Libellées en des termes différents, on lit les mêmes appréciations pour les autres communes qui suivent, sauf pour Grande-Rivière, commune pour laquelle rien n'est mentionné.

On peut donc constater qu'il existe de nombreux cordonniers dans le Grandvaux. Il s'agit probablement de la conséquence de l'activité de commerce des habitants qui vendent leur produit dans toute la France avec leur voiture, qui marchent alors beaucoup, et qui ont probablement plusieurs paires de chaussures

qu'ils font réparer à leur retour. (Les cordonniers de Saint-Laurent manquent "même du fil nécessaire pour raccommoder (les souliers) de leurs concitoyens.")

Afin de confirmer cet état de fait, nous avons vérifié la profession indiquée lors du recensement réalisé en 1797. Pierre-Augustin Roydor, Pierre-Simon Ferrez et Pierre-Joseph Croyet sont indiqués comme cordonniers à Saint-Laurent. Claude-Joseph Tartavel est mentionné comme boucher et Claude-Joseph Vuillet maçon, ainsi que ses deux fils Basile et Jean-Pierre. Aucune profession n'est portée pour les trois autres. Marc-Joseph Martin des Cornes du Lac-des-Rouges-Truites est indiqué cordonnier en 1797 mais François-Joseph Rosset-Simona est porté comme tonnelier. Evolution professionnelle ou adaptation à la situation conjoncturelle ? Les deux cordonniers de Rivière-Devant sont encore indiqués avec cette profession en 1797. A Fort-du-Plasne, Claude-François Chanez, Pierre-Alexis Magnin -futur maire en 1808-, Jean-Baptiste et Jean-Marie Thomas et François-Joseph Burtet-Thomas sont encore mentionnés comme cordonniers. Aucune profession n'est spécifiée pour Jean-Pierre Burtet-Thomas qui, âgé de 66 ans, pourrait être le père de François-Joseph. Parmi les homonymes François-Joseph Monnet, aucun n'est indiqué comme cordonnier, mais l'un est voiturier. Nous n'avons pas pu consulter le recensement effectué aux Piards à cette époque et les autres communes concernées n'ont pas mentionné les professions des personnes recensées. Jean-Gaspard Jacquemin-Ponard des Piards est cependant bien indiqué comme cordonnier en novembre 1793, lors de son mariage, et encore en 1829.

On peut également noter que Pierre-Alexis Ferrez, de Saint-Pierre, né en 1753, avait conclu en 1774, un contrat d'apprentissage d'une durée d'un an avec un maître cordonnier de Saint-Claude. L'apprenti, qui était orphelin de père, s'était alors engagé à payer une somme de 54 livres. Le maître cordonnier s'engageait pour sa part à ne lui rien lui cacher de son art, à le loger et "lui fournir la soupe" et bien sûr ..., ne lui versait aucune rémunération.

Un autre tableau des cordonniers du district est établi vers le premier avril 1794. Il ne relève que onze cordonniers pour le Grandvaux. Mais il ne signale aucun cordonnier pour Le Lac-des-Rouges-Truites, Rivière-Devant, Grande-Rivière et Les Piards. Pour des raisons de justification de la production effectuée dans le district, il s'avère manifestement incomplet. Il servira par la suite aux responsables du district pour calculer la production théorique de souliers et adresser des états à la commission de la production. La lettre d'envoi de ce tableau nous apprend d'ailleurs que le quart des cordonniers n'exercent cette profession qu'en hiver et que les vieillards et les mauvais ouvriers n'ont pas été indiqués.

c) Les cordonniers manquent de cuir

Cette situation de manque de souliers pour équiper les militaires de la levée en masse, n'est pas propre au Grandvaux. Les administrateurs de district sont informés le 30 décembre 1793 que la Convention a décidé le 22 décembre d'exercer un "droit de préhension" sur tous les souliers et notamment ceux qui se trouvent dans les "magasins, ateliers et boutiques." Le directeur du district nomme donc aussitôt des commissaires pour aller dans ces ateliers et chez les cordonniers pour exercer ce droit et donc saisir les souliers. Ils doivent se faire remettre les souliers et

dresser un procès-verbal constatant "le nombre et la qualité des souliers sur lesquels aura porté l'exercice du droit de préhension et leur prix au maximum." Le citoyen Claude-Antoine Reverchon, cordonnier à Longchaumois, est nommé "pour faire la préhension dont il s'agit dans les cantons de Longchaumois, La Rixouse, Morez et Saint-Laurent. Il se fera accompagner par un officier municipal de chaque commune qui devra le guider. Deux administrateurs se rendent d'ailleurs de suite chez les cordonniers de la commune de Condat-Montagne, puis font rapport "qu'ils n'ont trouvé que septante trois paires de souliers sur lesquelles ils ont (joué ?) du droit de préhension." On apprend peu après qu'une nouvelle loi a pris position pour décider "la nouvelle forme des souliers que tous les cordonniers de la République sont tenus de faire pour les défenseurs de la patrie." Le directoire décide aussitôt de faire imprimer cette loi en 300 exemplaires¹⁷⁵.

Le commissaire désigné se rend ainsi vers les 9 et 12 janvier 1794 dans le Grandvaux et notamment dans les communes de Saint-Laurent, La Chaumusse, Le Lac-des-Rouges-Truites, Grande-Rivière et Les Piards. où il fait enregistrer la commission qui lui a été confiée par le directoire du district.

Le commissaire passe aussi à Saint-Pierre. François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal, agent national de la commune, écrit aux administrateurs dès le 10 janvier. "Un commissaire que vous avez délégué a passé à cette commune et a mis en réquisition deux ou trois cordonniers qui sont dans cette commune pour ne travailler uniquement que pour les soldats de la République. Les requis se sont présentés ce matin à la chambre de la commune, lesquels nous ont dit qu'ils offraient d'un grand cœur leur service pour la République mais qu'ils n'avaient ny cuir, ny clou, ny œuvre pour faire du fil et ne savaient nullement où ils pourraient trouver le moyen de se procurer. La municipalité vous invite à leur donner des moyens de ce qui leur est nécessaire pour cet effet. Salut et fraternité."

Même problème au Lac-des-Rouges-Truites. Les citoyens François-Joseph Rousset-Simona et Joseph Martin des Cornes, les deux, cordonniers de cette commune, présentent le 13 janvier auprès de leur municipalité une pétition dans laquelle ils exposent "qu'ils n'ont aucun matériaux nécessaire à la fabrication des souliers" et demandent à la municipalité de leur fournir ces matériaux "pour se conformer à la réquisition qui vient de leur être faite de responsabilité de leur non exécution." Les membres du conseil général de la commune promettent d'intervenir auprès du directoire de Condat-Montagne pour leur procurer les matériaux nécessaires.

Alexis Besson de Grande-Rivière se déplace le 14 janvier pour rencontrer les administrateurs du district de Condat-Montagne ce qui amène le directoire du district à écrire à la municipalité de Grande-Rivière. "Le citoyen Alexis Besson, cordonnier de votre commune, requis de travailler pour la République, s'est présenté à nous aujourd'hui et nous a exposé qu'il manquait de toutes sortes de choses nécessaires à la fabrication des souliers. En conséquence, nous vous requérons, de faire des visites domiciliaires instamment dans toute l'étendue de votre commune à l'effet de tâcher de trouver des cuirs, de l'œuvre et autres objets." Si vous en trouvez, "vous les mettez en réquisition et les ferez délivrer à un cordonnier." Si ceux-ci n'ont pas les fonds nécessaires, la commune les avancera. De même ces cordonniers, peuvent tenter d'acheter ces marchandises dans les districts voisins. De plus, les

administrateurs adressent le lendemain une lettre similaire à la municipalité de Saint-Laurent¹⁷⁶.

Le directoire du district réagit ce même jour 14 janvier. Il constate dans une délibération que les cordonniers manquent de matière première et particulièrement de cuir fort dont le district est, précisent-ils, dépourvu. Il nomme donc un commissaire qui se rendra dans les districts voisins pour acheter des cuirs forts. Comme pour les subsistances qui font tant défaut, on a donc recours à la nomination d'un commissaire pour acquérir des cuirs forts¹⁷⁷.

d) Faible production de souliers au premier semestre 1794

L'administration de Condat-Montagne enregistre sur des feuillets qui sont ensuite réunis en cahier les livraisons de souliers effectuées. Malheureusement, on ne dispose plus que d'une partie de ces pièces¹⁷⁸. Le document allant du 5 au 24 janvier 1794, est indiqué "2^e cahier." Il est en principe classé par date, mais sans que celles-ci soient précisées. Les premiers enregistrements concernent les marchandises ayant fait l'objet du droit de préhension parmi lesquels on peut relever :

"Se présente le citoyen Jean-Pierre Vuillet, (l'un des fils de Claude-Joseph) cordonnier à Saint-Laurent, qui apporte au directoire neuf paires de souliers que le citoyen Reverchon agent nommé par le district a mis en réquisition chez lui, dont une paire de douze points, une de onze, trois paires de huit points tous ferrés, trois paires de dix et une paire de neuf ferrés par les bords, lesquels au prix de la taxe montent à la somme de soixante dix livres treize sols quatre deniers, dont mandat a été fait audit Vuillet et a signé." Des indications raturées en marge permettent de comprendre que deux paires ont été payées au tarif de première classe de 9 livres 13 s et 4 d et sept paires payées au tarif^{bb} que nous appelons de 2^e classe de 7 livres 6 s 8 d.

Les cordonniers utilisent alors un compas de cordonniers et le nombre de points détermine en fait la taille des chaussures. Une commission nommée par le département de Paris donne la correspondance avec les pieds de toise de Paris. Ainsi 8 points des compas les plus fort correspondent à la taille de 10 pouces, 9 points font 10 pouces et quart, 10 points, 10 pouces et demi, 11 points, 10 pouces trois quart et 12 points correspondent à 11 pouces. Il y a donc cinq tailles de souliers pour les militaires¹⁷⁹.

Pierre-Alexis Magnin et François-Joseph Burtet-Thomas, cordonniers à Fort-du-Plasne apportent ensemble des chaussures réquisitionnées : le premier une paire

^{bb} Le lecteur peut être rebuté par ces chiffres. Les calculs sont cependant d'une relative facilité. Les prix de référence des souliers retenus pour 1790 étaient respectivement de 7 livres et 5 sols et de 5 livres et 10 sols, soit en chiffres décimaux 7,25 livres et 5,5 livres. Les nouveaux tarifs de la taxe sont augmentés de un tiers, ce qui donne bien 9 livres 13 sols 4 deniers et 7 livres 6 s 8d, soit respectivement en chiffres décimaux 9,6666 livres et 7,3333 livres. Il reste à effectuer les calculs qui donnent bien la somme due de 7,33 livres soit 7 livres 6s 8d.

de souliers ferrés de 10 points et le second deux paires de 10 points également et ils reçoivent 24 livres 6 s 8 d.

De la même manière Pierre-Louis Fèvre et Pierre-Joseph Berthet, deux cordonniers de Rivière-Devant apportent ensemble trois paires réquisitionnées par le citoyen Reverchon et perçoivent 26 livres, 13 s et 4 d.

Pour sa part, le citoyen Pierre-Joseph Croyet, cordonnier de Saint-Laurent apporte 14 paires de souliers dont 10 ont fait l'objet de la même réquisition dont quelques unes à simple semelle. On doit donc en principe comprendre que 4 paires ont été fabriquées après le passage de Reverchon. Il reçoit la somme de 95 livres ce qui correspond à 3 paires à 9 livres, 13 s. 4 d. et à 11 paires à 6 livres.

Jean-Pierre Vuillet de Saint-Laurent a fabriqué d'autres souliers et apporte 13 paires de souliers qui lui sont payées au prix du maximum pour 112 livres 13 s 4 d.

D'autres Grandvalliers fabriquent également des souliers :

- Basile Vuillet, cordonnier de Saint-Laurent, un autre fils de Claude-Joseph, 18 paires payées 132 livres.

- Pierre-Joseph Croyet de Saint-Laurent 6 paires payées 44 livres;

- Pierre-Augustin Roydor, aussi cordonnier à Saint-Laurent 6 paires payées 44 livres.

Les fournitures de cette époque semblent donc concerner principalement les cordonniers de Saint-Laurent, commune qui, il est vrai, n'a pas fait état d'un manque de cuir^{cc}.

Le district envoie le 18 février à l'administration des convois militaires à Poligny 254 paires de souliers "provenant de préhension exercée" et 1695 paires fabriquées en exécution de la loi.

Le cahier suivant indiqué "cayet 4e" commence le 19 février, lendemain de cette expédition. Pour le Grandvaux on note les livraisons suivantes :

Pierre-Alexis Magnin de Fort-du-Plasne 2 paires pour 14 livres 13 s 4 d.

Jean-Pierre Vuillet de Saint-Laurent 23 paires pour 168 livres 13 s 4 d.

Claude-Henry Pinsard, de Saint-Laurent également, 8 paires pour 58 livres, 13 s 4 d.

Pierre-Joseph Bénier-Rolet de Saint-Pierre, 7 paires pour 51 livres 6 s, 8 d.

Pierre-Joseph Bénier-Rolet de Rochepierre, 8 paires pour 58 livres 13 s 4 d.

Pierre-Simon Ferrez de Saint-Laurent, 4 paires pour 29 livres 6 s 8 d.

Dans divers courriers de fin mars et début avril, les administrateurs du district se plaignent toujours de la pénurie de cuir fort, que seule la tannerie des frères Bonnefoy de Morez produit du cuir fort dans le district et que le représentant du peuple Gaston près de l'armée des Alpes a fait réquisition pour Grenoble de 150 cuirs forts qui se trouvent prêts en magasin à Morez. Le représentant du peuple

^{cc} Un courrier des administrateurs du district à la Commission des subsistances et approvisionnements nous apprend que l'on peut acquérir du cuir fort de très bonne qualité en Suisse à un prix intéressant à la condition de ne pas "payer l'acquit au bureau des douanes qui est de trois sols par livre." –A.D.J. 7L 30, ibidem, lettre du 17 nivôse an II- On constate que les cordonniers des Rousses produisent alors beaucoup de paires de souliers. Les cordonniers de Saint-Laurent ont pu obtenir du cuir soit à Morez, soit de Suisse.

Lejeune est informé de cette situation paradoxale et, en attendant sa réponse, on gardera les cuirs. Mais ce représentant n'a toujours pas répondu le 12 mai suivant. De même, les administrateurs interdisent le 9 mai, la vente de cuirs de vache à un tanneur d'Orgelet. Celui-ci les avait probablement achetés à un prix supérieur au maximum. Cependant, les animaux, ayant été abattus dans le district, ces cuirs seront vendus au prix du maximum à un tanneur du district.

C'est donc probablement en conséquence de cette situation que les citoyens Pierre-Augustin et Ambroise Roydor, Pierre-Joseph Croyet, Basile, Jean-Pierre et Pierre-Louis Vuillet –ce dernier est le 3^e fils de Claude-Joseph- Claude-Henry Pinsard, Claude-Joseph Tartavel et Pierre-Simon Ferrez écrivent le 18 mai aux administrateurs du district. Ils exposent que par la loi du 14 ventôse dernier –4 mars 1794- tout cordonnier est tenu de faire deux paires de souliers par décade," cependant "ils ne peuvent travailler que lorsqu'ils ne travaillent pas après la culture des terres et ils n'ont point de cuirs ny d'œuvres pour la confection desdits souliers. Pourquoi ils concluent à ce qu'il leur soit fourni des cuirs et autres matières nécessaires (...) et demandent que lesdites fournitures leur soient fournies dans leur domicile au prix de la taxe¹⁸⁰." Ils insistent en outre sur le fait qu'ils pourront s'acquitter des obligations de la loi, "pendant tous le tems qu'ils n'employons pas à la culture de leurs terres."

e) Réquisition des peaux et du cuir

Il semble que la réquisition de 150 cuirs forts soit finalement abandonnée. Une autre réquisition de 80 cuirs forts est cependant effectuée par un autre représentant du peuple près l'armée des Alpes sur les cuirs détenus par les frères Bonnefoy. Les administrateurs du district interviennent auprès de diverses autorités. Ils demandent, sans succès, au représentant Lejeune de faire délivrer au district des cuirs forts en provenance de Besançon. On apprend le 31 mai que la Commission du commerce et des approvisionnements autorise l'utilisation des 80 cuirs bloqués à Morez. On s'apprête donc à répartir ce cuir entre les cordonniers du district mais les frères Bonnefoy refusent prétextant une réquisition et un marché passé. Le district envisage donc de requérir la force armée pour se procurer ces cuirs. Cependant, le citoyen Dutour, agent de la Commission de commerce et approvisionnements se présente à Saint-Claude le 11 juin devant le directoire, présente ses pouvoirs, et déclare finalement que les 80 cuirs seront délivrés au citoyen Grillet, marchand bottier à Lyon pour chausser plus de 60 gendarmes et accessoirement réaliser des baudriers. Un marché avait bien été passé avec les frères Bonnefoy. Ces derniers devaient recevoir en échange des "cuirs de bœuf en vert provenant des abattis de l'armée des Alpes." Evidemment, des administrateurs ne manquent pas de remarquer que le maximum du prix du cuir est plus élevé dans les départements alpins, ce qui permet en fait aux frères Bonnefoy de vendre leur production à un meilleur prix.

La Commission administrative du Jura séante à Dole, désireuse d'activer la fabrication des souliers nécessaires à l'armée, prend un arrêté le 19 mai ordonnant le recensement des cuirs chez tous les tanneurs et de mettre ces cuirs en réquisition pour la fabrication des souliers. Cette matière sera ensuite répartie entre les

cordonniers du district. Peu après, l'un des frères Bonnefoy, tanneur à Morez expose au directoire de Condat-Montagne "qu'il se trouve dans un pressant besoin de cuirs en poil pour qu'il puisse remplir ses fosses en conformité de la loi et désigne la commune de Saint-Laurent pour en avoir une grande quantité." Dans ces conditions les administrateurs du district décident que la municipalité de Saint-Laurent effectuera un recensement des cuirs existant dans la commune sous la surveillance d'Emmanuel Martin, administrateur du district¹⁸¹. Ces cuirs seront ensuite remis au tanneur Bonnefoy qui les paiera au prix du maximum.

La municipalité de Belair ci-devant Saint-Laurent reçoit le 5 juin les instructions correspondantes. Il est décidé que le maire François-Xavier Bouvet accompagné d'Augustin Besson le jeune, officier municipal, "se transporteront chez tous les marchands de peaux et cuirs de cette commune pour faire le recensement de tous ceux qui existent chez lesdits marchands ainsi que chez les bouchers." Ils rechercheront les cuirs "tant en vert que tannés."

Ils vont chez le citoyen Pierre-Barnabé Brasier -un de leurs collègues officier municipal, recensé comme marchand en 1797- "qui a déclaré avoir cinq cuirs en poil, quatre cuirs tannés en suif, deux cuirs de vache tannés en fort et un de bœuf, six douzaines de peaux de chèvres et neuf douzaines peaux de veaux et quinze douzaine peaux de chèvres" (sic pour le tout).

Désiré Vuillet : Trente cuirs en poil, quatre cuirs de chevaux, vingt douzaines peaux de veaux et six douzaines peaux de chèvres.

Claude-Henry Brenet –recensé comme négociant en 1797- : Sept cuirs en poil, un bretard , "que ledit Brenet a déclaré avoir vendu hier à un tanneur de Nozeroy," un cuir de cheval, cinquante-deux douzaines de peaux de veaux, quinze douzaines de peaux de chèvres "et trente-cinq douzaines de peaux de chèvres qu'il a dit avoir en société avec Jean-Baptiste Bouvet.

Jean-Baptiste Bouvet –quincaillier en 1797- : trois cuirs en poil, quatorze douzaines peaux de veaux, dix douzaines peaux de chèvres.

Claude-Henry Midol –qui est indiqué comme tonnelier en 1797- : "deux douzaines et demi peaux de veaux".

Ambroise Besson, épicier –pour ne pas le confondre avec le notaire- : un cuir de cheval, vingt-quatre douzaine de peaux de veaux, douze douzaines peaux de chèvres.

Antoine-Joseph Tournier –marchand en 1797- : trois douzaines de peaux de veaux.

Claude-Henry Jenoudet –probablement celui recensé comme aubergiste en 1797 - : quatorze peaux de veaux.

Laurent Brenet fils aîné –l'agent national de la commune, recensé comme commerçant en 1797- : une douzaine de peaux tant génisse que bretard, sept douzaines de peaux de veaux, une douzaine de peaux de chèvres, dix douzaines de peaux de chevreaux.

Il est enjoint à ces citoyens de conserver ces biens, mais ils observent "que cette marchandise sujette au dépérissement ne doit point être gardée en magasin. Vu le besoin de la République de cette matière première, ils demandent que lesdits cuirs et peaux soient enlevés dans trois jours pour tout délai, faute de quoi, ils les délivreront à quel tanneur de la république qu'ils trouveront convenir"¹⁸².

Cependant, en bonne partie à cause du maximum, les tanneurs réclament les matières nécessaires pour leur fabrication. Ainsi, ils demandent à plusieurs reprises 95 quintaux d'huile de poisson dont ils ont un pressant besoin pour apprêter les cuirs¹⁸³. De même, les administrateurs du district s'attachent le 15 juin à ce que les tanneurs "continuent à s'approvisionner et à travailler comme ils le faisaient avant la loi du maximum." Cependant, ils manquent d'écorces de bois, que personne ne veut fournir au prix du maximum. Les administrateurs du district effectuent alors des réquisitions "pour une année de leur consommation" Sont ainsi réquisitionnés des "bois de chêne pour être écorcé" dans des communes comme Lavancia, Vouglans, Molinges, etc. ... D'autres communes sont mises en réquisition pour fournir des "écorces en sapin." Les communes des Piards et de Prénovel devront ainsi en délivrer respectivement pour 100 et 150 quintaux¹⁸⁴.

Les officiers municipaux de Rochepierre, ci-devant Saint-Pierre s'adressent le 14 juin aux administrateurs du district. Pierre-Alexis Ferrez et Pierre-Joseph Bénier-Rolet, cordonniers "qui sont en réquisition pour la fabrique des souliers pour le compte de la nation, nous ont requis de leur fournir du cuir de qualité nécessaire pour travailler, ainsi que des clous pour cet objet. En conséquence vous nous enverrez ces cuirs et clous pour qu'ils ne férient pas. Ces ouvriers désireroient se mettre en avance pour cet ouvrage, afin d'avoir le temps de récolter leurs foins et moisson." Pierre-Joseph Vuillet-Bouchetta, porte le message. Il a un cheval et une voiture qui permettent de retirer de suite ces matières¹⁸⁵. Il serait étonnant que les administrateurs lui donnent satisfaction.

On s'approvisionne aussi en écorces dans les localités voisines du district. Ainsi, suite à un marché passé, les citoyens Jean-Baptiste Saul et Alexis Benoit du Lac-des-Rouges-Truites sont mis en réquisition pour fournir deux voitures attelées afin d'effectuer le 2 novembre 1794 un transport d'écorces de Mont-sur-Monnet à destination des citoyens Bonnefoy, tanneurs à Morez. Les deux requis se rendent donc à Mont-sur-Monnet mais aucune marchandise n'est prête pour être enlevée. Un membre de la municipalité du Lac-des-Rouges-Truites ira donc réclamer aux frères Bonnefoy le montant que les deux transporteurs "auraient pu tirer pour leur voiture." A défaut d'accord de leur part, il n'hésitera pas à saisir le juge de paix du canton de Morez pour obtenir une indemnisation¹⁸⁶.

En octobre et novembre 1794, le directoire du district continue à demander des cuirs forts à la Commission du commerce et approvisionnements. On apprend le 13 novembre que cette commission a écrit à l'agent national du district de Besançon pour qu'il facilite l'achat de 70 cuirs forts auprès des tanneurs bisontins. Le directoire du district, nouvellement nommé, désigne donc Germain Brasier –le frère de Basile, maire de Grande-Rivière- comme commissaire pour l'achat de ces cuirs à Besançon et leur transport dans les magasins du district. La famille Brasier est, comme on l'a déjà vu, établie comme transporteur à Condat-Montagne¹⁸⁷. Espérons qu'il n'enverra pas inutilement des voitures à Besançon !

f) Livraisons postérieures de souliers

Un autre "cahier" de la production de souliers est établi pour la période du 7 juin 1794 au mois de mai 1795. Pendant cette période la totalité des livraisons de souliers semblent être reportées.

On relève pour le Grandvaux les livraisons suivantes :

- en juin de deux paires de souliers par Jean-Gaspard Jacquemin des Piards payées au prix du maximum soit 14 livres 13s 4 d ;

- vers juillet ou août par Pierre-Joseph Bénier-Rolet de Rochepierre, six paires de souliers, dont 2 paires à 12 points, 2 à 11 et 2 à 10, payées au prix du nouveau maximum soit 48 livres 6 sols ;

- peu après par Gaspard Jacquemin des Piards, cinq paires de souliers payées 40 livres et 5 sols ;

- début septembre par Pierre-Joseph Bénier-Rolet de Rochepierre, cinq paires de souliers, dont 2 paires à 12 points, 2 paires à 11 et 1 paire à 10, payées 40 livres 5 sols.

Un état préparé en février 1795 pour la Commission du commerce et approvisionnements indique également 8 paires de souliers livrées en août par les cordonniers de Belair, mais celles confectionnées aux Piards ne sont pas mentionnées. Il semble bien qu'il s'agisse là des seuls souliers délivrés par les cordonniers du Grandvaux de juin 1794 à février 1795.

Cependant, la Commission du commerce et approvisionnement demande en décembre 1794 des comptes aux administrateurs du district. La loi du 14 ventôse an II, toujours en vigueur, prévoit que chaque ouvrier cordonnier est tenu de fournir et déposer à l'administration de son district deux paires de souliers par décade. Elle demande donc un tableau permettant de contrôler la production réelle du district.

L'agent national du district remarque le 24 décembre "que les cordonniers ont jugé à propos de se soustraire à cette réquisition, alléguant la rareté et la cherté des cuirs, mais que s'ils n'en peuvent point trouver pour les défenseurs de la patrie, il est de notoriété publique, qu'ils n'en manquent point pour les besoins des particuliers." Il demande donc à l'administration de prononcer des amendes de 100 livres contre les cordonniers réfractaires. Le prix d'une paire de souliers achetées pour les défenseurs de la patrie a été porté à 10 livres depuis le 19 novembre et à cette occasion, l'administration a demandé aux cordonniers de rattraper leur retard.

Alors que la loi du maximum vient d'être abrogée et après réflexion, le directoire du district fait le premier janvier 1795, la distinction entre les cordonniers qui n'ont pas été approvisionnés et ceux à qui "il a été livré des matières et qui ne les ont pas employées au service pour lequel elles étaient destinées, c'est-à-dire à la confection des souliers pour les armées de la République" et qui ont montré "leur cupidité et leur sordide égoïsme." Une quarantaine de cordonniers du district sont donc condamnés à verser une amende de cent livres parmi lesquels on relève les noms de Pierre-Joseph Bénier-Rolet et Pierre-Alexis Ferrez de Rochepierre. Il est de plus prévu que l'amende de cent livres sera renouvelées aussi longtemps que nécessaire si ces cordonniers n'apportent pas les souliers prévus au cours des prochaines décades¹⁸⁸.

L'état justificatif de cette situation¹⁸⁹ montre que les deux cordonniers de Rochepierre ont reçu chacun "deux cuirs forts," ce qui leur aurait permis de fabriquer chacun 24 paires de souliers. Cependant le cordonnier appelé "Bénier et

Gros" aurait produit 28 paires de souliers, tandis que l'autre cordonnier appelé "Ferrez et Bénier" n'en aurait pas confectionné. Comme l'administration est précise, elle constate qu'au cours des neuf derniers mois de germinal an II à frimaire an III, il s'est écoulé 27 décades et que donc chaque cordonnier aurait dû livrer 54 paires de souliers. D'après ce tableau Jean-Gaspard Jacquemin des Piards aurait reçu également deux cuirs forts et n'aurait livré aucune paire de souliers. Il ne figure cependant pas dans la liste des cordonniers sanctionnés par une amende. Ce même état nous apprend que Raphaël Bouvet, ancien cordonnier de Saint-Pierre serait gendarme^{dd}.

L'administration du district établit également le 11 février 1795 l'état récapitulatif demandé par la Commission du commerce et des approvisionnements¹⁹⁰. Cet état est volontairement erroné dans la mesure où seuls les cordonniers qui avaient été déclarés en avril 1794 et rappelés ci-dessus sont mentionnés. Nous avons alors constaté que les cordonniers du Lac-des-Rouges-Truites, Rivière-Devant, Grande-Rivière et Les Piards n'étaient pas indiqués. D'autres cordonniers du district ne sont donc pas recensés également.

D'après ce tableau, les cordonniers auraient dû produire entre le 10 mars et le 20 novembre 1794, à raison de 2 paires par décade, 51 paires de souliers. Les quatre-vingts cordonniers du district déclarés auraient donc dû fabriquer 4080 paires de souliers. Dans la réalité, ils en ont livrés 1217 paires dont 26 pour les cinq cordonniers de Belair, 25 pour les deux de Rochepierre et aucun pour les quatre de Fort-du-Plasne. Faute de précisions, il n'est pas possible de savoir si les souliers produits par d'autres cordonniers non recensés comme Jean-Gaspard Jacquemin des Piards sont déclarés comme fabriqués par d'autres cordonniers ou, au contraire, s'ils ne sont pas compris dans ce total.

Cet état spécifie également qu'il y a 13 tanneries dans le district : 4 à Condat-Montagne, 2 à Moirans, 3 à Morez et 4 aux Rousses. Ces tanneries ont manqué d'huiles et de divers articles mais "elles espèrent se procurer toutes les matières nécessaires depuis qu'il n'est plus d'entraves à la liberté du commerce." (Abolition de la loi du maximum.) D'un autre côté les neiges ont depuis obstrué les chemins et les cordonniers ne pourront réellement travailler que lorsque "cet obstacle va cesser." Le tableau précise enfin que 43 cordonniers du district ont été condamnés à une amende, dont les deux de Rochepierre. La conduite du directoire du district est ainsi bien justifiée, mais il serait bien surprenant que de nombreux cordonniers s'acquittent de celle-ci. ...

L'administration du district adresse également un courrier aux cordonniers de Saint-Laurent pour leur rappeler qu'ils doivent livrer deux paires de souliers chaque décade et qu'à défaut ils encourrent une amende. Les courriers que trois d'entre eux¹⁹¹ adressent à l'administration du district nous font comprendre une partie de leur situation.

Pierre-Augustin Roydor répond de Belair, ci-devant Saint-Laurent le 12 février. "En réponse à votre lettre en date du (14 janvier) dernier que j'ai seulement reçu hier et par lequel vous me faite sçavoir que j'aie à verser deux paires

^{dd} Raphaël Bouvet se marie en janvier 1798 et dès la naissance de son premier enfant en octobre 1798, sa profession de cordonnier est précisée.

de souliers chaque décade au district et qui condamne les cordonniers qui non pas fait des souliers du cuir que le district leur avait fourni à l'amande porté par la loi, vous ne devez pas ignorer que je n'ai point reçu de cuir et que même j'ai livré deux paires de souliers, l'une à Auxibi Bailly et l'autre à François-Célestin Bouvet, tous deux volontaires de Belair et présentement dans la gendarmerie, que je n'ai encore pu obtenir le payement. Je ferez, tel que vous le demandé les deux paires de souliers par décade, mais à cause de l'éloignement et des frais que m'occasionnerait de ci fréquent voyage, je laisserez écouler quelque décade et lorsque je les porterez, je remplirez les décades que j'aurais laissé écoulé. Salut et fraternité. PA Roydor."

Un autre habitant considéré comme cordonnier produit une attestation du 14 février pour expliquer sa situation particulière : "Nous, officiers municipaux de la commune de Saint-Laurent (...) certifions que le citoyen Jean-François Ruffet, habitant de cette commune, est dans l'usage de travailler du métier de fruitier toutes les années pendant qu'il est d'usage en ce pays, c'est-à-dire depuis le printemps jusqu'en automne. Le restant de l'année, il l'employ en qualité de journalier soit pour faire des souliers ou autres ouvrages ou différents particuliers pourraient l'employer et ne travailler chez lui que pour quelques raccommodages (...)" Trois officiers municipaux signent l'attestation.

Ambroise Roidor –par recoupement, il s'agit de celui, né en 1749, qui demeure sur les Jourats- est absent, mais son beau-frère Laurent Ferrez, maître menuisier et futur arpenteur, répond pour lui le 15 février. "En réponce à la lettre que vous avez fait parvenir au citoyen Ambroise Roidor de Belair en date du [14 janvier] dernier et dont je viens seulement de recevoir, ledit Roidor étant absent pour quelque tems, je me suis empresé de vous faire réponce en vous fesant sçavoir que quoique ledit Roidor ne travaille du cordonier que dans le tems d'hwyer à cause d'une ferme qu'il fait valoir avec ses autres frères et dans d'autres temps, quelque moment à temps perdu. Cependant j'ose vous assurer qu'à son arivé quand je lui aurez communiqué la votre, il s'empresera d'y satisfaire, sauf qu'à cause de l'éloignement, il ne pourra les faire passer ou les porter toutes les décades. Je suis de même instruit qu'il n'a point reçu de cuir. De même dans le tems des semailles, il ne pourra satisfaire à votre demande, mais il vous justifiera de l'emploi de son tems par un certificat de sa municipalité. Salut et fraternité. Laurent Ferrez."

Le maximum des prix étant supprimé, il appartient désormais à l'administration de chaque district de fixer le prix d'achat des souliers qui doivent être délivrés à raison de deux paires chaque décade par cordonnier. Cependant le directoire du district est embarrassé et ne fixe ce nouveau tarif qu'avec un grand retard. Il n'est donc pas étonnant que les cordonniers ne montrent aucun empressement à fabriquer les souliers nécessaires aux militaires. Enfin le nouveau tarif est fixé à 40 livres la paire vers le 15 février ce qui représente une forte augmentation par rapport aux 10 livres accordées depuis novembre 1794.

Dans une période rongée par l'inflation, ce tarif est probablement satisfaisant pour les cordonniers et les livraisons reprennent. Pierre-Joseph Bénier-Rolet de Rochepierre apporte le 16 mars 1795 dix paires de souliers pour lesquelles il perçoit 450 livres. Claude-Henri Pinsard de Saint-Laurent livre le 25 mars quatorze paires de souliers payées à raison de quarante livres la paire. Pierre-Augustin Roidor, de la même commune, apporte le même jour douze paires payées au tarif unitaire de

45 livres. Augustin Jacquemin-Ponard des Piards remet le 30 mars -certainement pour le compte de son fils Jean-Gaspard- trois paires de souliers payées à raison de 45 livres l'unité. Pierre-Joseph Bénier-Rolet et Pierre-Alexis Ferrez de Rochepierre livrent le 6 avril, chacun 10 paires de souliers payées au prix unitaire de 50 livres. Pierre-Simon Ferrez de Saint-Laurent remet le 12 avril 8 paires payées 50 livres pièce. Pierre-Joseph Croyet de Saint-Laurent livre 4 paires de souliers le 19 avril payées à raison de 50 livres l'une. Pierre-Simon Ferrez de Saint-Laurent apporte encore 14 paires de souliers le 1^{er} mai payées sur la base de 65 livres la paire. On voit que les livraisons ont bien repris et que les tarifs évoluent, mais que de nombreux cordonniers grandvalliers n'assurent toujours aucune production malgré la réquisition dont ils sont l'objet. Quand l'administration du district fait son rapport pour la troisième décade de prairial -9 au 18 juin- elle constate que les cordonniers du district n'apportent que 21 paires et cette administration note : "Les ouvrages de la campagne n'ont pas permis aux cordonniers (...) de fournir leur contingent."

4 – Réquisition des selles, brides, harnais

Lors de l'achat et de la réquisition des chevaux évoqués ci-dessus, il était entendu que le harnachement du cheval devait suivre l'animal. Cependant les militaires manquent des objets nécessaires à l'équipement des chevaux. Le Comité de salut public prend donc un arrêté le 27 janvier 1794 portant réquisition des selles, brides et autres objets nécessaires à l'équipement des troupes à cheval. En conséquence, la Commission des subsistances et approvisionnements prend un arrêté peu après ordonnant aux directoires des districts de nommer des commissaires pour exercer le droit de préhension sur ces articles pouvant se trouver dans les ateliers et boutiques.

Le directoire du district nomme alors dans sa séance du 10 février un commissaire par canton à l'effet de se faire "remettre à l'instant les selles, brides, bridons, bridons d'abreuvoir, licols, mords, sangles, housses chabrac, (sic) couvertures de laine, cordes à fourrage, les bottes à l'écuyère, bottes à la hussarde, éperons, peaux de daims et de moutons, pour culottes et culottes de peaux propres à l'équipement des troupes à cheval." Les effets ainsi saisis seront conduits au magasin militaire du district où ils feront l'objet d'une estimation par deux experts avant paiement par le payeur du district. Par la même occasion les commissaires nommés mettront aussi en réquisition "les étoffes et matières propres à confectionner des habits pour les armées." Le directoire du district est cependant assez pessimiste. Il l'écrit à la Commission des subsistances et des approvisionnements : "Nous prévoyons que leur succès (des commissaires nommés) ne sera pas considérable parce qu'une partie des effets dont il s'agit ont été requis et ont servi à équiper les chevaux levés en exécution de la loi du 17 vendémiaire¹⁹²."

Le citoyen Perret fils de Condat-Montagne est nommé commissaire pour effectuer ces préhensions dans le canton de Saint-Laurent et plus particulièrement chez les fabricants et les marchands. Il s'agit de l'un des deux sans-culottes sanclaudiens désignés pour effectuer le recensement des grains et qui opère justement dans le canton. (Cf. le chapitre consacré à la disette.) Ce commissaire présente peu après ses pouvoirs aux municipalités du canton et les secrétaires des communes de Saint-Laurent, du Lac-des-Rouges-Truites, La Chaumusse et Prénovel

recopient sur leur registre de délibérations, les extraits de la délibération du district. Je n'ai pas connaissance des objets qui ont pu ainsi être saisis.

5 – Invitation à fournir des habits

La Convention avait décidé en août 1793 la levée en masse. Cependant cette foule de militaires nouveaux manquait de presque tout. On s'en rendit encore plus compte au cours de l'hiver qui suivit. Le Comité de salut public réagit au cours des mois suivants. Il prend ainsi plusieurs arrêtés en décembre 1793 et janvier 1794. Le directoire du district de Condat-Montagne doit ainsi former le plus promptement possible "un magasin militaire contenant tous les effets d'habillement, d'équipement et de campement nécessaires pour" les militaires. Il convient notamment d'acheter des draps, toiles et cuirs et de confectionner des effets militaires. Un arrêté du 31 janvier demande au directoire du district d'établir des états du contenu de ce magasin militaire et de ce qui pourra être confectionné.

Par délibération du 23 février, les administrateurs du district nomment deux agents chargés d'acquérir des draps, étoffes et toiles "propres à la confection des habillements mis en réquisition dans l'étendue de ce district." Ils devront surveiller de manière constante la fabrication de ces effets, tenir un état "des tailleurs qu'ils en auront chargé," si nécessaire en les réquisitionnant. Les marchandises seront bien entendu payées "en conformité des arrêtés du Comité de salut public," c'est-à-dire au maximum. Les citoyens Pierre-Barnabé Brasier de Main libre ci-devant Saint-Laurent et Claude-Joachim Léger de Condat-Montagne sont nommés agents pour accomplir ces missions avec possibilité de s'adjoindre "tel autre bon patriote qu'il conviendra pour leur aider dans leurs opérations." Ils devront d'ailleurs commencer leurs travaux "dès demain"¹⁹³.

Cependant les armées restent dans un dénuement extrême et les représentants envoyés sur place s'en rendent compte. Dans ces conditions, les représentants du peuple Lacoste et Baudot en mission près les armées du Rhin et de la Moselle "invitent" le 27 janvier 1794, seize départements du grand est de la France à délivrer des fournitures pour ces armées. Des magasins seront créés à cet effet et le texte de cette "invitation" est imprimé à Strasbourg¹⁹⁴. Le département du Jura doit ainsi fournir 3 000 habits, 3 250 vestes, 8 000 culottes, 7 500 paires de bas, 20 000 paires de souliers, 1 300 paires de bottes, 13 000 chemises, 1 300 redingotes, 9 000 paires de guêtres, 700 chapeaux, 1 300 casques, 1 700 pantalons et 200 manteaux. Le texte des représentants poursuit cependant à l'attention des administrateurs des départements : "Au reçu **du présent arrêté**, sans désemparer, vous ferez dans les vingt-quatre heures, la distribution qui y est prescrite" et ferez parvenir par courrier extraordinaire la répartition propre à chaque district. Tout devra être livré dans les "six semaines" -les représentants oublient le calendrier révolutionnaire- dans les magasins de Strasbourg et de Metz. Il faudra donc mettre en réquisition "tous les

citoyens en état de travailler (...) ainsi que toutes les étoffes." Malgré le titre et le texte du document, il s'agit donc bien d'un arrêté.

Malgré l'urgence reconnue, la Commission administrative du Jura n'effectue la répartition entre ses districts que le 9 mars et son arrêté ne semble parvenir à Condat-Montagne que le 17 mars. Le délai de six semaines pour tout livrer se trouve donc déjà écoulé ... Le district de Condat-Montagne devra ainsi fournir 200 habits, 200 vestes, 600 culottes, 800 paires de bas, 1 000 paires de souliers, 50 paires de bottes, 1 000 chemises, 50 redingotes, 500 paires de guêtres, 70 chapeaux, 150 pantalons et 10 manteaux.

Le directoire du district de Condat déclare les 17 et 18 mars qu'il va s'occuper de suivre les fabrications des souliers, -voir ci-dessus la réquisition des cordonniers-, bottes et chapeaux. Pour le reste, il effectue la répartition entre les différentes communes de son ressort.

C'est ainsi que les communes du Grandvaux devront fournir :

Communes	Habits	Vestes	Culottes	Paires de bas	Chemises	Redingotes	Paires de guêtres	Pantalons	Manteaux
Main libre	2	2	10	12	15	2	8	6	1
La Chaumusse	2	2	6	6	10	1		2	
Grande-Rivière	4	4	10	10	15	2	8	3	
Rivière-Devant	2	3	6	6	10		6	2	
Rochepierre	2	2	10	10	16	2	8	4	1
Fort-du-Plasne	3	3	8	8	10	1	6	3	
Lac R. truites	3	3	8	8	10	1	6	2	
Prénoval	1	1	4	4	8		4	2	
Les Piards		1	6	6	4		4		

Tableau de la répartition de la réquisition des habits dans les communes du Grandvaux

"Pour opérer une plus prompte exécution, le Directoire nomme dans chaque canton un commissaire qui sera tenu de se transporter dans chaque municipalité à laquelle il communiquera" la délibération prise par le district. Il devra également surveiller la prompte exécution des mesures prises. Les citoyens Henry-Joseph

Janier-Dubry, des Piards^{ee} et Jean-Félix Roche, notaire à Rivière-Devant, sont ainsi désignés respectivement pour les cantons de La Rixouse et de Saint-Laurent^{ff}.

Jean-Félix Roche se rend effectivement dans les communes de son canton et fait enregistrer la délibération du district du 18 mars. Il est par exemple à Grande-Rivière le 27 mars. Pour les vestes et culottes des uniformes on prendra du drap blanc, mais si on n'en trouve pas, on prendra du drap de couleur et toutes les étoffes et matières qui sont mises en réquisition chez les marchands. "Les chemises seront neuves ou presque neuves d'une bonne taille ni trop grosses, ni trop fines, les guêtres seront en toile blanche cotonne ou coutil. Les bas seront en coton ou en bon fils." Les municipalités mettront en réquisition dans leur commune les ouvriers nécessaires et les surveilleront pour activer la fabrication¹⁹⁵.

Les administrateurs du district informent pour leur part le 19 mars la Commission des subsistances et approvisionnements du détail de la réquisition mise en place par les représentants Lacoste et Baudot. "Nous vous prévenons qu'il nous est impossible de fournir cette fourniture si nous ne prenons les effets que nous avons fait confectionner pour le magasin militaire parce que notre district est absolument dépourvu de toutes les matières par la réquisition que nous en avons faite pour notre magasin militaire" Il faudra donc faire un choix, et le directoire demande à cette commission si le district doit participer à la réquisition effectuée pour les armées du Rhin et de la Moselle. Il se décide finalement à puiser dans ce magasin militaire pour approvisionner directement les militaires. C'est ainsi que le 14 avril une première expédition d'effets rassemblés dans quatre ballots et quatre tonneaux dont le poids total est de 3520 livres est effectuée par au moins trois voitures à destination du magasin de Strasbourg. On dénombre notamment 528 chemises, 241 paires de guêtres et, dans les tonneaux, 954 paires de souliers.

Au cours de sa séance du 6 avril, le conseil général de **Prénoval** retient des dispositions pour répartir le contingent auquel la commune est assujéti en considérant "qu'il devait se prendre chez les citoyens les plus aisés de la commune." Il établit ensuite la liste des requis en commençant par ceux qui forment la municipalité. Pierre-Joseph Guyettant, Jean-Baptiste Belbenoit, Alexandre Janier le jeune, Alexis Janier-Dubry, Désiré Janier-Dubry, Jean-Pierre Janier des Bérods et Claude-Joseph Janier, Claude-François Janier-Dubry et André Guyettant et enfin Jean-François Belbenoit et ses frères devront fournir une chemise, soit au total huit chemises; Pierre-Antoine Jean, Pierre-Joseph Molard, Jean-Baptiste Faivre, Alexis Janier des Bérods une paire de Guêtres; Désiré Janier, Jean-Pierre Janier-Dubry et ses frères un pantalon; Eugène Janier-Dubry, François-Joseph Janier-Dubry une culotte blanche ou à défaut une de couleur. L'habit, la veste, 2 culottes et les 4 paires

^{ee} C'est la période où Henry-Joseph Janier-Dubry se croit menacé d'arrestation pour fédéralisme. Mais on voit que le directoire jacobin de Condat-Montagne ne le considère pas comme un fédéraliste. Cf le chapitre consacré au fédéralisme jurassien.

^{ff} La délibération reportée sur le registre du district de Saint-Claude mentionne les communes de Saint-Laurent et de Saint-Pierre. Le pouvoir donné à Jean-Félix Roche indique celles de Main libre et de Rochepierre. Par contre le registre des délibérations de Saint-Laurent reporte Saint-Laurent à la place de Main libre, montrant la réticence de la municipalité à retenir cette appellation.

de bas ne sont pas indiqués dans cette répartition, qui n'a peut-être pas été recopiée complètement sur le registre. Les effets réquisitionnés doivent être déposés chez les officiers municipaux dans les vingt-quatre heures. Ils seront marqués et le prix auquel sera estimé chaque effet sera remis au citoyen qui l'aura fourni¹⁹⁶.

L'armée du Rhin envoie un commissaire dans les départements pour accélérer l'acheminement des fournitures réquisitionnées. Le directoire du district doit donc presser plusieurs municipalités pour la fourniture de leur contingent. C'est ainsi qu'il députe des émissaires, des gendarmes et même des gardes nationaux qui se font payer en situation de garnisaire.

La municipalité de **Saint-Laurent** se défend le 13 mai 1794 dans une lettre un peu bâclée. "Les gardes nationaux Jeantet et Benoit viennent de se présenter à notre municipalité ensuite de votre pouvoir à eux donné au fin de vous procurer les effets d'habillement dont notre municipalité est chargée. C'est ce que nous aurions déjà fait si nous avions pu trouver de la marchandise et des ouvriers. Nous avons renvoyé vos deux gardes nationaux et nous vous promettons que d'icy à quatre jours notre contingent sera au magasin de votre district, quand à l'état des cochons et des volontaires nous vous le feront passer avec ces habillements¹⁹⁷." Evidemment le raccourci, "l'état des cochons et des volontaires" sonne un peu bizarrement, et il ne s'agit évidemment pas de ce qu'on appelle l'amalgame ... Les officiers municipaux de Saint-Laurent envoient effectivement leur contingent d'habits à Condat dès le 17 mai en même temps qu'une cloche d'un poids de 667 livres.

Désiré Groz, le secrétaire de la commune de **Rocheperrière**, écrit également le 13 mai : "Nous n'avons pas été peu surpris de voir un commissaire pour forcer la fourniture en manteaux, etc. que nous devons faire. Les semailles ont empêché de trouver des ouvriers pour la couture. Au reste tout est prêt, que le manteau et la redingote qui sont présentement chez Martiné à Saint-Laurent pour la faire et ce à quoi il s'occupe. Nous vous ferons parvenir le tout dans le courant de la présente décade avec les vieux linges ou pattes qui sont presque toutes prêtes. Nous vous disons qu'une lettre de votre part aurait mieux fait, que de donner dix livres aux commissaires à journées. Salut et fraternité."

La municipalité de **La Chaumusse** réagit ce même jour : "Les citoyens gardes nationaux sont venus nous prévenir dans notre municipalité au sujet de notre contingent à l'effet de fournir des habillements pour l'armée selon l'ordre que nous en avons reçu, ce que nous avons fait instamment et que vous devez avoir reçu. Dans ce jour vous devez recevoir le tableau par le même porteur, des cochons, il n'y en a aucun."

Pierre-Louis Rosset, le maire du **Lac-des-Rouges-Truites**, s'exprime beaucoup plus difficilement le même jour et nous corrigeons l'essentiel de l'orthographe. "Citoyen Reverchon⁸⁸, les gardes nationaux Jantet et Benoit viennent de se présenter à notre municipalité en suite de votre délibération qu'ils nous ont présentée, de vous fournir les effets des habillements dont nous sommes affectés. Notre retard ne provient de nous mais des ouvriers qui devaient travailler à notre

⁸⁸ Jean-Baptiste Reverchon est l'administrateur du district le plus engagé politiquement aux côtés du parti montagnard.

contingent. La culture de la terre leur était plus précieuse que d'autres ouvrages, ce qui nous a mis en retard. Je vous promets que d'ici (trois jours) on vous produira les effets et ne nous renvoyez pas les gardes nationaux et en même temps on vous donnera l'état des cochons et des volontaires qui sont dans la municipalité."

Et en effet, le maire et les officiers municipaux de la commune du Lac-des-Rouges-Truites s'étaient occupés dès le 9 avril de procéder à la répartition du contingent des 10 chemises à fournir par la commune. Celles-ci devaient être déposées à la chambre de la commune dès le lendemain par les habitants requis : les frères Thouverez, Antoine-Joseph Thouverez, Jean-Baptiste Grand, François-Xavier Jouffroy, les frères Benoit, Claude Jouffroy, Jean-Baptiste Martinez le jeune, Pierre-Louis et Augustin Martinez frères, Augustin Cordier et pour finir Alexis Martinez. Afin que les choses soient bien nettes, le secrétaire de la commune Pierre-Alexandre Thouverez se déplace le jour même chez chacune des personnes citées pour faire la signification de cette réquisition. La délibération n'est pas plus précise, mais compte tenu des autres éléments rassemblés, on comprend par la suite que la commune a acheté l'étoffe et que les familles requises doivent confectionner les chemises.

A la suite de la venue des deux gardes nationaux, la municipalité du Lac-des-Rouges-Truites s'active et le transport des effets à Condat-Montagne est effectué le 17 mai "avec chevaux et voitures" appartenant au maire. Ce dernier rend compte au conseil général de la commune le 20 mai. Il a obtenu paiement pour les effets livrés à raison de trois chemises estimées 3 livres pièce, sept autres estimées à 4 livres 10 sols chacune, 4 culottes estimées 21 livres pièce, une redingote grise estimée 26 livres, 2 pantalons payés à raison de 12 livres l'un et les 6 paires de guêtres payées à 3 livres 10 sols pièces, ce qui donne une idée de la valeur relative de ces fournitures. Au total il a donc recueilli à Saint-Claude "cent noinante cinq livres 10 sols." Cette somme de 195 livres 10 sols devrait donc être ventilée entre les différents habitants qui ont confectionné les vêtements.

Le maire continue cependant et rappelle que la commune a le 27 mars dernier "fait emplette à la boutique du citoyen Ambroise Besson, épicier à Saint-Laurent pour la somme de 129 livres et 16 sols"; que le 13 avril achat a été effectué dans la boutique du citoyen Laurent Brenet pour la somme de 32 livres 6 sols; que le 28 avril quatre aunes de toile ont été acquises des frères Martinez "de ladite commune" pour 16 livres et que la façon des quatre culottes, une redingote, deux pantalons, six paires de guêtres a été effectuée par le citoyen Joseph Martinez, maître tailleur d'habits à Saint-Laurent lequel a demandé 24 livres pour la fourniture des étoffes. La commune a donc engagé des frais pour 242 livres et 6 sols de sorte que la différence de 46 livres et 16 sols devra être supportée par la commune. "A défaut de deniers libres," elle sera donc incluse dans le prochain rôle à établir entre les habitants de la commune "ainsi que le voyage de transport dudit Rousset." On peut donc comprendre que la somme payée par le district a été calculée sur la base du prix maximum, mais que la commune s'est approvisionnée en matières au prix du marché. Il semble cependant que la somme demandée par le maître tailleur de Saint-Laurent soit peu élevée (à moins qu'elle ne comporte que la façon, la rédaction n'est pas satisfaisante.) Quant au voyage à Condat-Montagne, il sera payé à un prix "qui sera reconnu être raisonnable"¹⁹⁸.

Après la fin de la terreur, l'opération de confection d'habits semble terminée. Pierre-Barnabé Brasier, "agent et préposé aux subsistances en poste de Belair cy-devant Saint-Laurent", écrit le 28 août aux administrateurs du district. Il rappelle sa nomination en février comme "agent pour l'approvisionnement du magasin militaire de ce district et pour veiller à la confection des effets d'habillement." A ce titre "j'ai été obligé de me déplacer de mon domicile éloigné de six lieues en six différentes fois dès le [23 février] jusqu'à ce jour onze fructidor, dans lequel intervalle j'ai employé tant en travail que aller et venir quarante-cinq journées et pour ce j'ai été obligé de quitter mon commerce, ce qui m'a porté un préjudice considérable. Pourquoi je vous prie, citoyens administrateurs, d'y avoir égard dans la fixation desdites journées et sera justice, me soumettant de faire état de cinq aunes lisière (?) de drapt que j'ai tiré dudit magasin de la valeur de quatre sols l'aune." En bas du document on peut voir que l'administration lui octroie une somme de 225 livres "pour frais"¹⁹⁹.

Mais la société populaire de Condat-Montagne dénonce ultérieurement des abus dans la confection de ces habits militaires. Vers le 8 octobre deux tailleurs de cette ville ainsi que Brasier, agent chargé de les contrôler, sont mis en arrestation pendant la visite à Condat du représentant du peuple Besson. Ce dernier dénonce une négligence coupable de leur part ainsi que du commissaire du district Reverchon, ancien administrateur du district. "Plusieurs habits, dont les défauts sautent aux yeux des moins connaisseurs, ont été admis comme bons." Néanmoins le représentant du peuple ne pense pas que des étoffes ont été soustraites. Brasier et les deux tailleurs, détenus à Condat sont donc libérés le 11 octobre. Les défauts des habits devront être rectifiés et les citoyens Reverchon, ex-administrateur de district et Brasier, qui devaient assurer la surveillance, "sont chargés solidairement de les faire réparer. Les frais tomberont d'abord sur les tailleurs dont les habits sont mal faits et à leur défaut, ils tomberont sur lesdits Brasier et Reverchon." Bien évidemment s'il s'avérait que des étoffes ont été détournées, les "prévenus" devraient retourner en prison²⁰⁰. On est au début de la période de la réaction thermidorienne et il n'est pas exclu que cette considération ait joué contre l'administrateur montagnard Reverchon qui vient d'être démis de ses fonctions.

6 – Réquisition de chiffons

Un arrêté du Comité de salut public du premier avril 1794 ordonne la fourniture d'un poids d'une livre de chiffons par individu au dessus de l'âge de 14 ans et compris dans les rôles d'imposition mobilières. Cette réquisition est urgente, car "dès le commencement de la Révolution, il s'est fait une consommation considérable de papier et bientôt les travaux des administrations seraient suspendus si on ne prenait des précautions pour fournir aux papeteries les matières premières nécessaires." Le directoire du district décide donc le 24 avril d'envoyer une circulaire imprimée aux différentes municipalités "pour les inviter à la plus prompte exécution de l'arrêté."

La circulaire semble expédiée en date du 4 mai. Elle demande aux municipalités d'établir un tableau des citoyens de la commune en distinguant ceux âgés de plus de 14 ans soumis à la taxe mobilière. Ainsi, précise la circulaire, "une famille composée de trois personnes au dessus de l'âge de quatorze ans, et comprise

dans le rôle de l'imposition doit fournir trois livres de chiffons." La plus grande partie des vieux linges, chiffons, vieux drapeaux, pattes et rognures de parchemins qui seront rassemblés devra être livrée pour le premier prairial –20 mai- au plus tard "dans la maison des ci-devant religieuses à Condat-Montagne."

Au reçu de ces instructions, le conseil général de la commune du Lac-des-Rouges-Truites se réunit le 11 mai et décide de nommer deux commissaires dans chacune des six sections de la commune –Sous le Mont Noir, le Maréchet, le Voisinal des Roussets, les Thévenins, Sous la Côte et les Martins- pour établir ce tableau des chefs de famille assujettis à la contribution mobilière. Ces commissaires feront ensuite la collecte des chiffons dans leur section et les déposeront dans la maison commune. Au cours du transport du 17 mai pour conduire les habits à Condat-Montagne examiné ci-dessus, le maire Pierre-Louis Rousset emmena également les chiffons qui étaient déjà prêts²⁰¹.

Le courrier envoyé le 13 mai par le secrétaire de la commune de Rochepierre et reproduit ci-dessus montre également qu'à cette date les vieux linges et pattes étaient presque tous prêts. A Prénovel, ce transport des chiffons à Condat-Montagne n'est organisé que le 22 juin.

La Commission du commerce et approvisionnement rappelle leurs obligations aux différents districts. Dans sa séance du 6 juillet, le directoire du district constate "avec satisfaction que la plus grande partie des communes s'était empressée d'exécuter" cette réquisition et "que plusieurs avaient même fourni au delà de leur contingent." Cependant, il remarque "avec indignation que les municipalités en retard sont celles qui ont toujours montré le moins d'activité dans l'exécution des mesures révolutionnaires, ce qui ne peut venir que d'une indifférence criminelle pour la chose publique." Il est demandé à ces municipalités de verser leurs chiffons dans les trois jours et à défaut, "elles seront dénoncées au Comité de salut public de la Convention nationale comme réfractaire à la loi." On peut constater qu'il est vraiment urgent de satisfaire à cette réquisition.

Cependant six mois plus tard, à la mi-décembre, la totalité des chiffons est toujours entreposée à Condat-Montagne. Un tableau général des chiffons livrés est établi par communes. On peut y relever les quantités livrées par chaque commune et notamment : Saint-Laurent 590 livres, La Chaumusse 350, Grande-Rivière 606, Rivière-Devant 261, Rochepierre 555, Fort-du-Plasne 486, Lac-des-Rouges-Truites 380, Prénovel 260, Les Piards 140 livres.

Il est décidé, selon les consignes données par l'Agence des matières générales, de les répartir entre les deux fabricants de papier de Condat. "La papeterie des citoyens Dumoulin est d'une exploitation beaucoup plus considérable" et en outre elle "est toujours en activité, tandis que l'autre férie souvent par le défaut d'eau." En conséquence, 50 quintaux de chiffons seront remis au citoyen Thomasset et le reste, 221 quintaux, aux citoyens Dumoulin, à charge pour eux "d'en payer le prix conformément à l'arrêté du Comité de salut public à feu et mesure des livraisons." Il serait assez surprenant que le citoyen Thomasset se plaigne auprès du nouveau vice-président du district, frère des papetier et imprimeur Dumoulin. Les frères Dumoulin se hâtent de régler le 23 janvier 1795 –ils peuvent craindre qu'un prix supérieur au maximum, qui a été supprimé, soit réclamé- le montant dû pour prix des chiffons et du transport soit 2592 livres. Le directoire du district décide alors "de distribuer cette somme aux communes qui ont fourni les chiffons." A l'origine, celles-ci devaient

répartir la somme leur revenant entre les indigents de la commune mais, avec l'inflation des assignats, la somme à recevoir devient vraiment faible et il n'en est plus fait mention ...

La Commission des approvisionnements de la République veut donner en mars 1795 de nouvelles consignes pour gérer ces chiffons. Le directoire du district ne peut que lui répondre le 1^{er} avril, qu'il est trop tard et qu'il a suivi les ordres de l'Agence des matières générales²⁰².

7 – La réquisition des cochons

Le Comité de salut public par un décret du 11 avril 1794 "met en réquisition la huitième partie des cochons existant dans la République" et requiert que chaque district prenne les mesures nécessaires pour exécuter cette mesure. Le directoire du district de Condat-Montagne décide donc le 24 avril que "chaque municipalité sera tenue de faire procéder dans vingt-quatre heures à un recensement des cochons au dessus de l'âge de trois mois." Des tableaux "faciles à remplir" doivent donc être adressés dans chaque commune. On a vu précédemment que dans des courriers du 13 mai concernant la réquisition des vêtements, les municipalités de Saint-Laurent, et du Lac-des-Rouges-Truites promettaient chacune séparément d'envoyer rapidement "l'état des cochons et des volontaires."

Le directoire écrit par ailleurs le 27 avril à la Commission des subsistances et approvisionnements et lui indique qu'un recensement des cochons a été opéré. Il poursuit ensuite : "Nous pouvons vous assurer que le nombre n'en sera pas considérable, parce qu'en hiver (il n'y en a) point et qu'on s'en procure seulement des jeunes au printemps pour les engraisser et ensuite les tuer en automne." Voilà donc comment on procède dans la montagne jurassienne. Il n'y a en effet plus rien à donner à manger aux cochons pendant l'hiver et donc, les jeunes sont tués et consommés pendant l'hiver. Bien sûr, on conserve cependant quelques femelles et mâles –le mot truie n'apparaît pas dans les documents examinés et le mot porc est rare- pour la reproduction. Le directoire du district n'effectue alors aucune réquisition.

Le Comité de salut public est informé des difficultés rencontrées pour opérer cette réquisition. Il prend donc un nouvel arrêté le 19 juin pour préciser la manière d'opérer pour la réquisition décidée antérieurement. Le porc frais pourra être utilisé pour la subsistance de la commune de Paris ou des troupes stationnées dans l'intérieur de la France. Il s'agira principalement là des cochons "que la chaleur de la saison ne permettra pas de mettre en salaison." Par contre dans le district de Condat et "dans les départements où l'on est dans l'usage de tuer les cochons avant l'âge d'un an, les administrateurs du district les feront entrer dans le contingent et les préposés au rassemblement pourront recevoir les cochons âgés de moins d'un an." Le district devra donc compléter son contingent sans délai.

Dans un premier temps le directoire du district n'a pas réagi à la consigne d'effectuer la réquisition des cochons et il est bien vrai que ce n'est pas la période propice pour les tuer. Mais l'autorité militaire lui rappelle ses obligations. Dans les faits, il convient d'effectuer un nouveau recensement des cochons, car on ne dispose pas des renseignements nécessaires notamment pour distinguer les femelles servant à la reproduction "des femelles coupées." Les administrateurs du district décident

donc le 14 août de faire procéder d'urgence à un nouveau recensement des cochons avec indication des noms des propriétaires.

Pierre-Célestin Bouvet –futur maire de Saint-Laurent- est nommé commissaire pour le canton de Belair, ci-devant Saint-Laurent. Les registres de délibérations des communes de La Chaumusse, Prénovel et Saint-Pierre témoignent de son passage pour effectuer cette mission au cours des jours qui suivent. De même Jérôme Baud de La Rixouse effectue une démarche similaire aux Piards. Dans les deux cas, les commissaires en profitent pour recenser également les laines et huiles de poisson qui peuvent se trouver dans les communes. Mais il est bien probable, que comme à La Chaumusse, ce commissaire ne trouva ni huile ni laine "et même, il y a longtemps que (la commune) est dépourvue d'huile de quelle nature que ce soit et il n'y a aucune laine à raison de ce qu'il n'y a aucun mouton, n'y de marchand de laine."

C'est probablement d'après ce recensement qu'est confectionné un tableau des cochons du district de Condat ventilés par cantons et classés par âges. Dans cet état le canton de Saint-Laurent est noté pour 140 cochons -tous classés dans la catégorie cochons maigres et non gras- âgés principalement de 3 mois à 9 mois, ventilés en 100 mâles et 40 femelles coupées. Aucun de ces animaux n'est destiné à la reproduction. Dans ce district les cochons destinés à la reproduction se trouvent essentiellement dans les cantons de Morez, Septmoncel et Saint-Lupicin.

Le pouvoir civil parisien avait décidé cette réquisition, mais une nouvelle fois le pouvoir en place près des armées intervient. Le représentant du peuple près l'armée du Rhin prend en effet un arrêté le 19 octobre 1794 portant réquisition de cochons. A la suite de cette mesure le département du Jura devra fournir 1 000 cochons pour approvisionner l'armée du Rhin. La Commission administrative de Dole effectue la répartition entre les différents districts du département et celui de Condat-Montagne devra délivrer 80 cochons. A son tour, dans sa séance du 14 novembre, le directoire de ce district opère une ventilation par commune basée approximativement sur la fourniture de un cochon pour douze animaux propres à la consommation.

C'est ainsi que 43 animaux ont été recensés à Belair et 5 à L'Isle libre, ci-devant Rivière-Devant et les deux communes sont mises en réquisition pour 4 cochons. Pour 25 animaux recensés, Rochepierre devra fournir 2 cochons. Grande-Rivière et Prénovel, recensés respectivement pour 16 et 8 cochons devront donc délivrer 2 animaux. De même on a dénombré 14 cochons à Fort-du-Plasne, 8 au Lac-des-Rouges-Truites et 27 à La Chaumusse et ces trois villages sont mis en réquisition ensemble pour 4 animaux. (D'après ces indications il y a donc 146 animaux pris en considération pour le canton, et non 140 comme indiqué au tableau étudié précédemment.) La commune des Piards où 15 animaux ont été recensés est associée à celle de Valfin qui possède 10 cochons et, ensemble, les deux villages devront fournir 2 animaux. Il faudra être prêt à délivrer ces cochons réquisitionnés aux agents des subsistances dans un délai maximum de six jours. On comprend, que dans les faits, la réquisition du huitième cochon est remplacée par celle du douzième cochon, même si aucune décision n'a réellement été prise en ce sens par le Comité de salut public. Les cochons, à la fin de l'automne ont déjà été tués ou sont prêts à l'être bientôt. Une meilleure coordination des services de l'état aurait dû être réalisée pour parvenir à une réquisition réelle au huitième.

La municipalité du **Lac-des-Rouges-Truites** reçoit ce dispositif le 21 novembre et se réunit dès le lendemain pour examiner la réquisition à laquelle sont assujettis les propriétaires de cochons de la commune. Le procès-verbal précise que 49 cochons ont été recensés dans les trois communes concernées à savoir "quatorze Le Lac-des-Rouges-Truites, vingt-sept le Fort-du-Plane et Huit La Chaumusse." De sorte que la ventilation portée sur le registre du district diffère de celle indiquée au registre de la commune du Lac-des-Rouges-Truites. En tout cas, la municipalité considère que la commune est réquisitionnée pour un animal, ce qui tend à montrer qu'il y a probablement 14 animaux dans la commune. Ce cochon devra être "laissé par les citoyens Pierre-Louis et Augustin Martinez frères et Jean-Baptiste Martinez père desdits Martinez de Sous le Mont Noir, hameau de ladite commune, avec réquisition que nous leur faisons de ne le vendre ny tuer et de le tenir prêt à être livré au premier avertissement ou réquisition qui leur en sera faite par qui de droit, laquelle sera payée également par qui de droit." La décision est notifiée de suite aux Martinez concernés. Il s'agit de Jean-Baptiste Martinez et de ses deux fils Pierre-Louis et Joseph-Augustin. Le père avait été élu procureur de la commune en 1790, mais, âgé, il avait été remplacé par son fils Pierre-Louis. Ce dernier, élu notable en 1792, ne participe plus aux décisions municipales.

La municipalité de **Belair** attend le passage du représentant du peuple Alexandre Besson -qui nomme le nouveau maire Alexandre Chanez et épure la municipalité- pour s'occuper le 29 novembre de cette réquisition de cochons. Le représentant du peuple donna probablement quelques consignes pour opérer cette réquisition. Comme la commune doit fournir quatre cochons avec celle de Rivière-Devant, les citoyens qui "avaient" des cochons au moment du recensement sont divisés en quatre groupes. Ainsi "Ambroise Roidor qui devra se consulter avec les citoyens Pierre-Louis Bouvet, Amable Pia, Daniel Pia, Jean-Baptiste Roidor frère, Clément Roidor et Clément Pia qui en devront fournir un avec la commune de la Rivière-Devant qui en a cinq avec les sept cy-dessus fait une douzaine." De même le deuxième cochon devra être fourni par "Basile Thouverez et frères qui se concertera avec les citoyens Joseph-Marie Roidor, Daniel Vuillet, Julien Besson, Pierre-Simon Maillet-Guy, Auxibi Thouverez, Alexandre Chanez, Alexis Chanez, Valentin Bouvier, Pierre-Célestin Bouvier, Alexis Bouvier et Laurent Besson, lesquels douze en fourniront un par ensemble." Deux autres groupes formés de douze ou onze personnes doivent également fournir chacun un cochon "dans le plus court délai, vivant, pesant au moins 150 livres." Le premier cité de chaque groupe est celui qui reçoit la signification de la réquisition et qui doit "se concerter" avec les autres cités. On voit ainsi que chacun des propriétaires cités possède un seul cochon -sauf peut-être un qui pourrait en avoir deux puisque le dernier groupe ne concerne que onze personnes- que chacun acquiert au printemps ou en été, qu'il le nourrit puis le tue à la fin de l'année. On remarquera également que les habitants de Saint-Laurent sont relativement plus nombreux à agir ainsi que ceux du reste du Grandvaux.

D'après les estimations initiales, les agents aux subsistances devaient procéder le 20 novembre au plus tard à l'enlèvement des animaux réquisitionnés. Mais on prend du retard. Le directoire du district écrit le 26 novembre à l'agent des subsistances des troupes Salins. "Déjà une grande partie de nos communes a préparé son contingent en cochons. Elles voudraient les amener ici pour s'en débarrasser et

nous ne savons qu'en faire, n'ayant ici ni de quoi les loger, ni de quoi les nourrir. Ayez donc la bonté de les faire prendre le plus tôt possible si leur destination est pour l'armée ou par les préposés aux subsistances militaires dans les endroits de passage si c'est pour eux qu'ils sont destinés. Si cette affaire ne vous regarde pas, nous vous prions de remettre la présente à tel autre agent des subsistances que cela pourrait regarder, parce que si l'on tarde encore longtemps à les faire prendre nous serons peut-être obligés de les faire tuer et qu'on manquerait par là le but proposé. Salut et fraternité." Apparemment les administrateurs de Condat ne savent pas très bien à qui s'adresser et personne n'est très empressé pour recueillir ces animaux !

Un autre courrier est adressé le surlendemain 28 novembre au citoyen Mayeur, directeur des subsistances de la 6^e division à Besançon qui vient de signaler qu'il s'occupe de cette réquisition. Il lui est également demandé d'agir rapidement et : "C'est déjà par le même défaut de subsistances que presque tous les propriétaires ont été obligés de les tuer ou de les vendre en sorte que lorsqu'il a fallu remplir le contingent des 80 (cochons) qui nous ont été demandé, les communes ont été obligées de courir les districts voisins pour en acheter. Nous regardons cette fourniture comme le huitième que notre district devait fournir." D'ailleurs il n'y a plus de cochons dans le district, ajoutent-ils, et ils demandent à nouveau que les cochons réservés soient vite enlevés.

Les administrateurs noircissent probablement quelque peu la situation. En tout cas, personne ne s'occupa de réunir rapidement les cochons destinés aux militaires. Dans cette période de disette, les propriétaires de ces animaux requis ne pouvaient ou ne voulaient évidemment pas les nourrir et durent les tuer avant le rude hiver qui suivit. Un nouveau recensement de cochons est effectué dans le district en janvier 1795. Il y a encore 129 de ces animaux dont au moins 14 femelles servant à la reproduction, mais aucun cochon n'est alors dénombré dans le Grandvaux.

Les citoyens Bergier et Regnaud se présentent devant les administrateurs de Condat le 6 février 1795, déposent les documents justifiant leur qualité "d'employés à la levée du huitième cochon prescrite par un arrêté du Comité de salut public" du 11 avril dernier et demandent bien sûr aux administrateurs de leur délivrer les cochons ainsi réquisitionnés. Les administrateurs du district justifient les opérations qu'ils ont effectuées, détaillent les lacunes de l'administration qui n'a pas fait procéder à l'enlèvement des animaux au moment voulu, précisent qu'il n'y a presque plus de cochons dans le district parce que "les communes qui s'en étaient procurés à grand frais pour fournir le contingent (...) voyant qu'on n'en faisait pas faire la levée ont été pareillement forcées de les revendre parce que leur nourriture les entraînaient dans des dépenses ruineuses puisqu'elles étaient obligées de payer six livres par jour aux citoyens qui s'en étaient chargé." Ils expliquent également aux deux employés que les citoyens qui avaient des cochons ont "été obligé de s'en défaire pour conserver pour eux-mêmes les aliments qu'il aurait fallu leur fournir." Et ils concluent "qu'il y a impossibilité absolue d'effectuer en ce moment dans ce district la levée prescrite." Hélas pour eux, les braves soldats de la République ne mangeront donc pas bien gras au cours de cet hiver²⁰³ !

B – D'autres réquisitions plus conflictuelles

1 – La nation a besoin des cloches

J'ai relaté au début du chapitre consacré à la religion comment les habitants de la paroisse de Saint-Laurent, alors composée de Saint-Laurent, La Chamusse et Salave, avaient acheté en 1788 une grosse cloche d'un poids de 2 464 livres et le cérémonial qui avait accompagné sa bénédiction.

C'est également dans le chapitre religion qu'a été examiné l'enlèvement, en 1794, de l'argenterie des églises, lesquelles, avec leur contenu, appartenaient à la nation. On se souvient que les paroissiens tardèrent pour le moins à délivrer les objets précieux et que des motivations publiques liées à la déchristianisation ambiante accompagnèrent ces opérations.

Dès le début du printemps 1791, le ministre des contributions publiques sollicite le métal provenant des cloches, métal recherché pour la fabrication de la menue monnaie. Comme certains lieux destinés au culte sont désormais libres, les cloches qu'ils contiennent peuvent donc être envoyées à Besançon "à la monnaie." Le district de Saint-Claude indique le 30 avril qu'il peut faire descendre trois cloches d'un poids total estimé à 2 600 livres, deux provenant de l'église paroissiale Saint Romain de la ville de Saint-Claude et une du couvent des capucins qui a été supprimé.

Ces cloches sont toujours en place le 30 octobre 1791 et les responsables du district pensent alors qu'il serait sans doute plus judicieux de réserver ces trois cloches pour l'usage de trois paroisses dont ils envisagent la création dans le district. Les administrateurs du département leur accordent cette possibilité à la condition toutefois que les cloches soient remplacées par un poids égal de cuivre rouge ou de matière de cloche de manière "qu'il n'en résulte aucune perte pour le trésor public." Les administrateurs renoncent ensuite à leur projet de création de paroisse, mais "le public" de Saint-Claude préférerait convertir ces cloches "en gros sous" puisqu'il en manque.

Les cloches sont toujours en place en mars 1792. Mais on considère à cette époque que "la cathédrale possède neuf cloches, que cinq d'entre elles forment un assez bel accord, que les autres n'y entrent pour rien, qu'elles seraient dissonantes" et qu'on ne les utilise donc pas. On peut donc aussi disposer de trois ou quatre cloches venant de la cathédrale.

Les deux cloches de Saint Romain sont descendues en avril. Elles s'avèrent d'un poids respectivement de 1895 et 1309 livres. Elles seront échangées "en faveur de la commune de Saint-Amour" contre des cloches fendues. Cette dernière commune devra donc faire "conduire à la fabrication des flaons à Besançon un poids égal de cloches fendues."

Une des cloches de la cathédrale fut jetée par la fenêtre du clocher, brisée "en mille pièces" et envoyée à Besançon le 9 mai 1792 avec une autre cloche. On descendit aussi peu après "les deux cloches des annonciades des pénitents" de Saint-Claude et l'une d'elle fut probablement échangée contre une cloche fendue de Morbier.

Ce métal est converti en pièces de peu de valeur. Ainsi, le voiturier Bourgeat de Valfin achève le 3 juillet 1793 son transport de Besançon à Saint-Claude de deux

tonneaux pesant huit cents livres renfermant une somme de 1 500 livres en gros sous provenant de la fonte des cloches. Germain Brasier, négociant du Grandvaux, apporte également à Saint-Claude le même jour seize quintaux de gros sous provenant de l'hôtel des monnaies de Besançon. Le premier est payé de sa prestation sur la base de trois livres quinze sous le quintal et le deuxième à raison de six livres le quintal "prix convenu avec lui." Cette monnaie sera distribuée par le receveur du district²⁰⁴.

Après le décret de la levée en masse, le Comité de salut public arrête le 13 septembre 1793 que "les plomb, cuivre, étain, fer, acier, fonte, métaux de cloche qui sont dans les maisons nationales (...) serviront à la fabrication d'armes et seront mis à la disposition du Ministre de la guerre." Ce dernier doit fixer les lieux où seront envoyées les matières de cloche. En conséquence, on émettra désormais des coupures d'assignats de faible valeur et non plus de la menue monnaie métallique. Puis de mois en mois, comme nous l'avons examiné précédemment pour l'argenterie des églises, on exige aussi de plus en plus de métal de cloche, mais chaque paroisse a cependant la faculté de conserver une cloche.

Les communes ne manifestent généralement aucun enthousiasme à envoyer les cloches supplémentaires qu'elles possèdent et qu'au cours des siècles les habitants ont payées de leurs deniers par leurs offrandes et-ou par répartition d'imposition. Alors, les administrateurs du district se fâchent et adressent le 26 février 1794 une lettre circulaire "aux municipalités à clocher." Elles doivent envoyer dans les trois jours un état faisant ressortir la quantité des cloches mises en réquisition, "à défaut de quoi, nous enverrons des commissaires vaquer à vos frais. Vive la République²⁰⁵."

La cathédrale de Condat ne conserve qu'une cloche et celles des autres communes commencent à arriver en nombre. Un premier envoi de matière de cloche pesant 8 680 livres est effectué vers le 5 mars de Condat-Montagne à destination de la fonderie de Pont-de-Vaux dans le département de l'Ain en utilisant neuf voitures. Un autre envoi similaire de 9 871 livres est effectué le lendemain en dix voitures. Ainsi que nous l'avons indiqué précédemment le représentant du peuple Lejeune effectue peu après un séjour à Saint-Claude. il demande le 10 mars de surseoir à l'envoi des prochaines cloches à Pont-de-Vaux jusqu'à nouvel ordre. Il envisage en effet de les faire conduire à une fonderie de Besançon "moins éloignée." A vrai dire, cette mesure n'arrange pas vraiment les affaires des administrateurs du district. Celui-ci connaît en effet une terrible disette et les voituriers vont chercher les grains en Saône-et-Loire. Alors, par la même occasion, on en profite pour leur faire livrer les cloches près de Macon et en retour, ils ramènent ces grains si nécessaires. Le Comité de salut public par un arrêté du 4 avril 1794 confirme cependant que pour le district de Saint-Claude, le métal de cloche, le bronze et les cuivres rouges doivent être expédiés à Pont-de-Veyle tandis que les cuivres jaunes doivent être versés à Besançon.

a) Les cloches de Saint-Laurent

La municipalité de Saint-Laurent reçoit le 9 décembre 1793 des instructions du directoire du district de Condat-Montagne pour faire descendre les cloches de l'église "au nom du salut public et au nom de la haine que vous devez porter à la superstition." Elle observe "néanmoins que la commune de Saint-Laurent chef-lieu du canton, où aboutissent toutes les grandes routes qui traversent le canton et qu'il est d'usage de sonner la retraite au temps d'hiver à cause du passage des étrangers." Il est donc convenu qu'une cloche restera en place conformément à la loi. Le comité de surveillance approuve la mesure et les officiers municipaux avertissent le curé et retirent même les clefs de la sacristie pour pouvoir enlever deux cloches. Comme la "ci-devant" paroisse est commune avec La Chaumusse, il est prévu que la municipalité de cette commune sera prévenue "avec invitation d'y coopérer."

Un marché officiel est aussitôt conclu avec les citoyens Joseph Martinez et Pierre-Alexis Guy, qui moyennant la somme de 20 livres s'engagent à faire la descente des cloches^{hh}. Augustin Ferrez, le maire de La Chaumusse vient justement à Saint-Laurent le lendemain et les cloches sont descendues en sa présence et avec le concours des membres des comités de surveillance des deux communes. La première pèse 667 livres et la seconde 120 livres. On peut donc constater que la grosse cloche de 2 464 livres bénie le 30 octobre 1788 est bien restée en place.

Le corps municipal de La Chaumusse se réunit au complet le 12 décembre assisté également des membres du comité de surveillance. Une pétition est examinée précisant que la commune composée de six hameaux épars "formant ensemble plus de 130 feux, de 540 individus considérablement éloignés les uns des autres," qu'ils ne peuvent s'assembler que très difficilement "à cause qu'ils n'ont point de cloche" et que souvent de ce fait on retarde l'exécution des lois. Cette cloche serait d'ailleurs encore plus utile "depuis l'établissement du comité de surveillance dont les membres sont distribués dans chaque hameau." L'assemblée décide donc de "présenter une pétition aux citoyens composant la Commission départementale séante à Dole à l'effet d'obtenir que la petite cloche qui est actuellement au clocher de la paroisse de Saint-Laurent, qui peut peser environ un quintal, et qui est dans le cas d'être fondue pour les besoins de la nation leur soit accordée (...) sous soumission que font les délibérants d'en payer le prix du métal ou d'en fournir la même pesanteur en bon cuivre et étain."

La municipalité de Saint-Laurent connaît sans aucun doute la demande de la commune de La Chaumusse lorsqu'elle délibère à nouveau le 17 décembre. Il est remarqué que "la matière dont est composée la petite cloche descendue du clocher de Saint-Laurent était d'une matière trop fragile pour la fonte du canon, qu'il serait plus avantageux à la République de faire une souscription volontaire en même quantité et pesanteur de cuivre, et que ladite cloche pourrait servir et même était très utile dans le lieu ordinaire de nos séances, ce qui a été convenu à l'unanimité." On peut remarquer le grand esprit civique dont font preuve les habitants, eux qui se proposent de remplacer le métal de la cloche qui s'avère inutile pour la République par une souscription volontaire ! Heureusement pour eux, cependant, cette cloche pourrait s'avérer utile.

^{hh} Ce marché a très probablement été rédigé postérieurement, lorsque la municipalité a eu connaissance que la nation prenait en charge le coût de la descente des cloches.

La pétition présentée par la commune de La Chaumusse est examinée préalablement par le directoire du district de Condat-Montagne le 15 décembre. Celui-ci considère aussi que "les incendies ne peuvent être annoncés promptement que par le tocsin ainsi que les alertes." Les administrateurs pensent "qu'il serait juste et même de toute prudence d'accorder à la commune de La Chaumusse la petite cloche" demandée à charge pour elle de fournir un poids égal de cuivre et d'étain. La Commission administrative de Dole suit le 19 décembre l'avis du district de Condat-Montagne et accorde l'autorisation. Les pièces d'autorisation sont retirées à Condat-Montagne le 31 décembre par Jean-Baptiste Martin.

La municipalité de Main libre ci-devant Saint-Laurent présente alors à son tour une pétition. Elle voudrait que la petite cloche lui soit accordée pour pouvoir jumeler le timbre de celle-ci "à une horloge qu'ils se proposent de faire suivant la nouvelle division" du tempsⁱⁱ. Elle précise d'ailleurs que la "Convention nationale en a accordé à des communes pour le même objet." Bien entendu elle rendrait la pesanteur en cuivre ou étain ou plomb. Cela suppose également précise cette commune que la Commission administrative rapporte son arrêté qui accorde la cloche à la commune de La Chaumusse. La commune de Main libre a alors l'incomparable avantage d'être représentée tant au directoire de Condat-Montagne par Emmanuel Martin, qu'à la Commission administrative du département par Laurent-Augustin Besson. Le directoire du district de Saint-Claude "rapporte alors son avis" précédent et donne un nouvel avis pour "que la commune de Main libre cy-devant Saint-Laurent obtienne la préférence." La Commission administrative suit ce nouvel avis le 17 février 1794, accorde la petite cloche à la municipalité de Main libre à charge de fournir "une quantité de cuivre et d'étain égale à la pesanteur de ladite cloche."

Le district de Condat-Montagne a faim et les administrateurs demandent le 8 mars à la municipalité de Saint-Laurent d'envoyer de nombreuses voitures chercher des grains en Saône-et-Loire. Par la même occasion, ils ajoutent : "Vous prendrez vos cloches et ferez une lettre de voiture en y mettant le poids juste que vous enverrez. Aussi la lettre de voiture les destinera pour Pont-de-Vaux." De nouvelles consignes sont données le 10 ou le 11 mars pour enlever les grains à Pierre-de-Bresse et à Bletterans et le courrier précise : "P.S. Vous ne chargerez pas vos cloches, vous les enverrez ici. Le représentant (du peuple) leur a donné une autre destination que le Pont-de-Vaux."

La municipalité de Saint-Laurent délibère sur ce sujet le 12 mars. Il est décidé "que le citoyen Pierre-Barnabé Brasier les (sic) conduirait demain" à Condat-Montagne. Il est rappelé que la petite cloche de 120 livres pourra être conservée par Saint-Laurent en échange du même poids de cuivre. La municipalité décide donc "qu'il sera fait un rôle de la somme de 312 livres pour payer le cuivre et l'étain qui sera envoyé en échange de ladite cloche, la somme sera répartie au marc la livre des impositions foncière et mobilière (sic) de tous les habitants de ladite commune."

En fait, on attend d'avoir recueilli les métaux. Et c'est finalement le citoyen Martinez, officier municipal, qui est chargé le 17 mai de conduire à Condat-Montagne la cloche pesant 667 livres ainsi que 120 livres de cuivre représentant le poids du métal échangé contre la petite cloche. Par la même occasion, il emmène

ⁱⁱ Projet de diviser la journée en 10 heures, etc. ...

également les habits mis en réquisition auprès de la municipalité. La livraison est effectuée le même jour et Joseph Martinez en profite pour demander le règlement de la somme de 20 livres pour le marché conclu en décembre pour la descente des cloches et dont le paiement incombe à la nation. Il reçoit également une somme de 11 livres et 1 sol pour le transport de la cloche et du métal à Condat. Le poids du métal livré en échange de la petite cloche est vérifié et l'on ne trouve que "la quantité de 117 livres $\frac{3}{4}$ tant cuivre, qu'étain."

Pendant la période du Directoire, la commune de La Chaumusse n'abandonne pas l'idée d'obtenir sa cloche. Dans une pétition présentée en septembre 1797 par l'agent de cette commune à l'administration municipale du canton de Saint-Laurent et peut-être à l'autorité départementale, elle demande "que la petite cloche de Saint-Laurent soit donnée à la commune de La Chaumusse attendu qu'elle leur a été accordée par le département sur pétition." L'administration cantonale lui accorde cette cloche le 27 septembre 1797. Elle estime que "le second arrêté qui l'accorde à Saint-Laurent n'a pas rapporté le premier (et) ne paraît avoir été qu'une erreur de fait." L'administration du canton est d'avis que la cloche appartiendra donc à La Chaumusse "aux conditions portées dans l'arrêté" c'est à dire en fournissant un poids de métal égal au poids de cette cloche "attendu d'ailleurs que Saint-Laurent n'a point constaté de la livraison du métal nécessaire, laquelle livraison ne suffirait pas pour détruire la prétention de La Chaumusse." Sans attendre la décision du département, la cloche pourra d'ailleurs "être extraite de son lieu de dépôt."

Le président de cette administration municipale n'est autre que Joseph Martinez, celui qui a transporté le cuivre à Condat-Montagne. Apparemment, il n'aurait pas beaucoup de mémoire ! Mais on sent surtout la volonté de Saint-Laurent de donner cette cloche à La Chaumusse, village dont les habitants ont participé au frais d'église et d'acquisition des cloches²⁰⁶.

b) Les cloches de l'Abbaye

Lorsqu'elle a connaissance de l'obligation d'abandonner des cloches, la municipalité de Chaux des Prés "demande à faire un échange de leur cloche contre une de l'abbaye." Par décision du 16 janvier 1794, l'administration du district autorise cet échange en précisant toutefois que si leur cloche "se trouve moins pesante que l'autre la municipalité de l'Echaux des Prés sera tenue de parfaire le poids en matière de cuivre métal." Le notaire Jean-Félix Roche est chargé d'effectuer la pesée des cloches et de dresser un procès-verbal. C'est cependant Basile Brasier maire de la commune de Grande-Rivière qui établit le 3 février le document portant "reconnaissance du poids de deux cloches de la cy-devant abbaye du Grandvaux dont l'une pèse 1 455 livres et l'autre pesant 725 livres." Ces circonstances et la suite permettent de supposer que l'échange des cloches avec Chaux-des-Prés ne s'est en définitif pas réalisé.

Les administrateurs du district délivrent le 8 mars 1794 une lettre de voiture "pour conduire à Pont-de-Vaux deux cloches de la paroisse de l'Abbaye du Grandvaux pesant l'une 1 455 livres et l'autre 725 livres." Un courrier est adressé le même jour au directeur de la fonderie de Pont-de-Vaux précisant en outre que les voituriers sont du Grandvaux.

Lorsque Léquinio visite le Grandvaux en 1799, il écrit sans préciser le lieu concerné : "Il me fallut aller admirer les cloches, entendre et voir carillonner l'agent lui-même, homme d'ailleurs de fort bon sens; il me fallut aller à la sacristie voir les ornements du curé; il me fallut compter jusqu'aux piliers de son église, qui n'est rien moins qu'un chef-d'œuvre; enfin il me fallut visiter complaisamment son petit manoir, fort agréable, mais qui n'a rien de beau que cela²⁰⁷."

On peut penser qu'il peut s'agir de l'église de l'Abbaye, et, si c'est bien le cas, on peut se demander si la livraison des cloches a bien eu lieu. Elle a pu aussi récupérer au moins une deuxième cloche avant 1799 ! J'ai pu lire, avant de commencer la rédaction de ce livre, dans un ouvrage dont je ne connais plus les références, que de nombreuses cloches furent en fait abandonner à Pont-de-Vaux et que, quelques mois après la terreur, tout le monde pouvait aller se servir. Il est donc très possible qu'une église du Grandvaux ait récupéré postérieurement une ou plusieurs cloches, issues ou non du Grandvaux. De même, Saint-Laurent, a très bien pu accorder la petite cloche à la commune de La Chaumusse, après avoir elle-même augmenté le nombre de cloches de son église.

c) Les autres cloches du Grandvaux.

Le conseil général de la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** se réunit le 19 mars 1794. La municipalité de Fort-du-Plasne lui a certainement remis une circulaire du district "portant réquisition (...) de mener la cloche qui est dans la commune audit lieu du district de Condat-Montagne pour la faire parvenir à la fonderie du Pont-de-Vaux destinée à recevoir toutes les cloches de notre district, mises à la disposition du ministre de la guerre." Mais la municipalité se défend : "Nous répondons que ladite cloche qui est dans notre commune n'appartient pas à la municipalité entière, qu'elle n'appartient qu'à une partie des citoyens composant ladite commune et que ces citoyens ayants droit à ladite cloche la répète comme un droit à eux appartenant." En conséquence le conseil général de la commune demande à ces citoyens de se rendre à Condat-Montagne "munis de leurs droits et de nous apporter une valable décharge dans le délai de trois jours." Il précise cependant, à l'attention des administrateurs du district, que la cloche serait d'un grand besoin pour la commune, pour annoncer la publication des lois "qui doit se faire tous les décadis de chaque décade," pour annoncer la classe et rentrée de ladite classe et faire diverses annonces dans la commune "fort étendue qu'elle contient en longueur plus de cinq quarts de lieues." La municipalité demande donc aux responsables du district de laisser la cloche dans la commune²⁰⁸.

On peut penser que deux cloches préexistaient à Fort-du-Plasne payées par les paroissiens des deux communes et que l'église de la paroisse conserva une cloche. Sans procéder à une demande officielle comme à La Chaumusse, les habitants du Lac-des-Rouges-Truites auraient donc pris l'une des cloches en ayant la justification de la souscription faite lors de son acquisition. Cette cloche appartiendrait donc aux souscripteurs, même s'il est vraisemblable que certains demeuraient à Fort-du-Plasne. Si les habitants sont effectivement aller à la rencontre des administrateurs, ces derniers ont pu admettre qu'on pouvait disposer d'une cloche par commune !

Au mois d'août 1794, les administrateurs du district demandent aux communes à clocher de leur indiquer le poids des cloches encore dans leur village. Nous avons pu trouver des réponses échelonnées du 24 août au 13 septembre²⁰⁹, mais ni Grande-Rivière, ni Rivière-Devant, ni Fort-du-Plasne n'ont donné de réponse.

L'agent national de la commune de Belair indique "il y a encore une cloche dans cette commune. Je pense qu'elle peut peser environ 22 quintaux." La cloche n'est pas si ancienne puisqu'elle date de 1788 et il aurait pu retrouver son poids de 2464 livres. Il oublie de même la petite cloche de 120 livres, probablement bien rangée dans son "lieu de dépôt."

Le poids de la cloche de Rochepierre est recopié pour 449 livre.

La commune de Chaux-des-Prés, qui envisageait d'échanger sa cloche avec une de celles de l'Abbaye, indique que sa cloche pèse 2 quintaux.

Pierre-Antoine Jean "l'agent national près la commune de Prénovel" précise que les habitants ont "une cloche qui fut pesée en 1774, laquelle se trouve être pesante de huit quintaux et trente livres."

L'agent national des Piards Jean-Claude Martine, interrogé "sur la pesanteur de notre cloche" répond "nous ne l'avons pas pesée, elle peut être du poids d'environ deux cent cinquante à trois cents livres au plus." Il est beaucoup plus excusable que son collègue de Belair de ne pas connaître ce poids avec précision, car la cloche des Piards a trois siècles de plus que celle de Saint-Laurent (1488.) Depuis le vingtième siècle les habitants des Piards s'enorgueillissent de posséder la plus vieille cloche du département. Et le lecteur conviendra certainement, qu'ils le doivent aux réquisitions opérées pendant la Révolution ...

2 – Les réquisitions de fourrage pour l'armée des Alpes

Les récoltes de 1793 sont mauvaises et les administrateurs du district de Saint-Claude délibèrent sur ce sujet le 7 août 1793. Ils estiment que "la pénurie des foins et des pailles forcera les cultivateurs à retrancher de l'hivernage prochain la moitié de leurs bestiaux, que la fabrication du beurre et du fromage sera diminuée en proportion, que cette fabrication est la grande et seule ressource de nos administrés des campagnes pour subsister et pour payer leurs contributions." Il est en conséquence décidé d'écrire aux administrateurs départementaux pour leur demander de réduire les contributions de 1793 d'au moins un tiers. Le dégrèvement sera réparti entre les communes "qui auront souffert de la sécheresse et à vue des procès-verbaux qu'elles en font faire actuellement." Cette demande montre la pénurie à laquelle il faudra s'attendre prochainement. Mais elle est faite à la fin de la période du fédéralisme jurassien et les administrateurs départementaux sont sur le point de cesser leurs fonctions.

Des réquisitions de fourrages sont organisées fin 1793 et début 1794 et la nation s'empare notamment des fourrages des émigrés. Chaque canton doit de plus livrer les foins et avoines correspondant aux chevaux vendus précédemment à l'armée. Le directoire écrit le 1^{er} janvier 1794 au responsable du ministère de la guerre : Seuls les cantons les plus voisins de Condat ont livré 118 quintaux d'avoine. Nous allons demander aux autres municipalités d'amener leur contingent d'avoine

"mais la stérilité de nos rochers jointe à la sécheresse affreuse qui a dévoré pour ainsi dire toute la récolte ne nous laisse pas entrevoir de grands succès puisqu'elle ne nous a pas laissé la moitié de nos semences pour l'année prochaine."

Lors du passage à Condat-Montagne du représentant Lejeune, les administrateurs du district lui observent également le 10 mars 1794 "que les cantons du district sont dans l'impossibilité absolue de livrer l'avoine nécessaire à la nourriture des chevaux qu'ils avaient fourni pour le service des armées et dont le ministre de la guerre prescrit le versement dans les magasins." Le représentant demande que ces observations soient mises par écrit et précise "qu'après examen, il y ferait droit"²¹⁰."

a) Réquisition des fourrages de la récolte de 1793

Cette réquisition s'avérant peu productive, la Commission des subsistances et approvisionnements de la République effectue le 14 avril 1794 de nouvelles réquisitions sur de nouvelles bases. Chaque département doit normalement verser son contingent pour les besoins d'une armée bien déterminée. Le département du Jura est cependant bien éloigné de deux armées. Il est donc décidé que les districts du nord du département approvisionneront l'armée du Rhin tandis que les districts de Lons-le-Saunier, Orgelet et Condat-Montagne verseront leur contribution pour l'armée des Alpes. Le département du Jura, ainsi délimité, est donc requis de fournir pour l'armée des Alpes 4 400 quintaux de foin, 4 400 quintaux de paille et 12 500 boisseaux d'avoine à la mesure de Paris "sans prétendre à aucune diminution pour cause de fourniture antérieure." Cependant la réquisition antérieure se trouve annulée. Le prix des fourrages sera payé comptant par l'administration

La commission administrative du Jura effectue le 1^{er} mai la répartition entre les trois districts concernés "après avoir calculé les ressources en fourrage des districts à vue du recensement qu'ils viennent d'effectuer." Le district de Lons-le-Saunier devra fournir 2 000 quintaux de foin, 1 400 quintaux de paille et 5 000 boisseaux d'avoine, celui d'Orgelet fournira 1 200 quintaux de foin, 3 000 quintaux de paille et 3 467 boisseaux d'avoine et celui de Condat-Montagne devra délivrer 1 200 quintaux de foin et 4 033 boisseaux d'avoine²¹¹. Le district de Condat préfère pour sa part convertir la valeur des 4 033 boisseaux de Paris et d'après ses données la contrepartie correspond selon les jours soit à 433 soit à 446 quintaux d'avoine^{jj}.

Le directoire du district de Condat détermine le 10 mai la répartition de cette réquisition entre les diverses communes de son ressort et les communes du Grandvaux doivent alors fournir :

Communes	Foin	Avoine
	En quintaux et livres	

^{jj} Le boisseau de Paris correspond à 13,01 litres. Un quintal d'avoine de cette époque (environ 49 kilos) équivaut donc à environ 120 litres d'avoine.

Les Piards	5 q 18	5 q 50
Saint-Laurent	34 q 31	5 q 75
La Chaumusse	10 q 76	2 q 50
Grande-Rivière	27 q 34	56 q 00
Rivière-Devant	2 q 28	4 q 00
Rocheperrière	23 q 85	41 q 00
Fort-du-Plasne	25 q 64	0 q 50
Lac-des-Rouges-Truites	20 q 50	8 q 00
Prénoval	5 q 24	10 q 00

Tableau présentant la réquisition de fourrage dans le Grandvaux en mai 1794.

On constate de grands écarts dans le contingent requis auprès de chaque commune, preuve que les productions diffèrent sensiblement d'un village à l'autre. Des instructions sont également données. Chaque municipalité doit répartir le contingent qui lui est assigné entre ses habitants et faire rassembler le foin et l'avoine dans un lieu unique. Chacun sera payé en fonction des quantités délivrées. La circulaire d'envoi rappelle "les communes de ce district ne présentent pas de grandes ressources, cependant une récolte précoce et abondante et plus encore l'amour sacré de la liberté qui enflamme tous les citoyens du ressort nous offrent la flatteuse espérance de savoir tous concourir à l'approvisionnement des armées et pour le triomphe de la République pour l'anéantissement des infâmes tyrans ligués contre elle²¹²."

Le directoire demande ensuite le 30 mai que le contingent assigné à chaque commune soit conduit à Condat dans le délai maximum d'une décade et précise "tout refus ou retard est regardé comme attentat à la liberté et sera dénoncé aux comités de salut public." Le ton change dirait-on !

Le conseil général de la commune de La **Chaumusse** se réunit justement ce 30 mai, prend connaissance de la quantité de fourrages assignée à la commune et répartit entre les habitants la quantité de foin à livrer pour l'Armée des Alpes : le citoyen Abel Thouverez fournira, 140 livres de foin, Basile Groz fournira 200 livres de foin, Félix Poncet 40 livres, François-Joseph Bénier 40 livres, etc. "Quant à l'avoine, les officiers municipaux en fera (sic) la répartition lorsqu'ils auront un bon pour aller en empletter," autrement dit : ils pourront alors l'acheter sur réquisition au prix du maximum.

Les responsables du **Lac-des-Rouges-Truites** font observer qu'il faut tenir compte du foin déjà fourni dont 200 livres "au maître des colles (sic, d'école bien sûr) du Fort-du-Plane." Ils sont par contre dans l'impossibilité de fournir les huit quintaux d'avoine. Ils mettent en réquisition le 9 juin "deux chevaux, soit jument avec leur voiture avec les outils nécessaires pour le chargement dudit foin." La municipalité paiera 15 livres aux voituriers requis : les citoyens Claude Jouffroy et Jean-Pierre Saule sous la condition "de ramener dudit Condat-Montagne une quantité de 80 livres de savon qui nous est accordé du directoire." D'autres documents montrent qu'il s'agit de savon de Marseille dont un contingent significatif

a été accordé pour les habitants du Jura qui en étaient privés depuis longtemps. La municipalité confirme ne pas pouvoir fournir le contingent d'avoine²¹³.

La municipalité de **Rocheperre** s'était dans un premier temps montrée surprise par la quantité d'avoine pour laquelle elle a été mise en réquisition. Elle se décide le 9 juin à faire la répartition entre ses habitants du contingent de foin assigné à la commune savoir Pierre-Joseph Vuillet-Bouchetta fournira un poids de 40 livres, Charles Fromont 60 livres, Pierre-Alexis Bouvet 60 livres, Catherine Bouvet 60 livres, les frères Labbé 60 livres, François-Xavier Bouvet 120 livres, etc. On peut constater que les premiers nommés habitent le hameau des Bouvets. En tout environ quarante personnes, pour des quantités diverses mais relativement modestes, devront amener le foin dans la maison commune, qui sera ensuite conduit à Condat-Montagne. La municipalité précise de plus qu'elle a effectué les recherches les plus exactes chez les particuliers et en a trouvé seulement la quantité de 1544 livres tant "pour la nourriture des chevaux et famille." Il s'avère donc impossible "d'en faire davantage sans obtenir des réquisitions pour en aller chercher."

Le conseil général de la commune de **Prénoval** décide le 12 juin que chaque propriétaire imposé à la taxe foncière de la commune ou "les fermiers tenant les biens à ferme" sont tenus dans les 24 heures de remettre le foin et l'avoine qui lui sera assigné chez le citoyen Pierre-Joseph Molard, maire de la commune. Le foin et l'avoine devront être d'une qualité recevable.

Le fourrage entreposé temporairement à Condat-Montagne doit ensuite être conduit à Nantua ou à Ferney-Voltaire dans les dépôts militaires. Le corps municipal de Belair ci-devant **Saint-Laurent** constate qu'il ne peut pas fournir le foin mis à la charge de la commune. Il est alors décidé d'envoyer un commissaire dans le district de Gex et d'y acheter 3 431 livres de foin correspondant au contingent de la commune. Ainsi les frais de transport seront bien moins importants. Un marché est passé dans ce sens par Alexis Chanez de Belair avec le citoyen Jannin, marchand à Gex le 17 juin pour le prix de six livres par quintal, prix du maximum. Le montant correspondant est payé au comptant et Alexis Chanez promet de faire enlever ce foin des granges dudit Jannin dans le délai d'un mois²¹⁴.

La municipalité de **Fort-du-Plasne** prend également des dispositions pour fournir le foin réquisitionné. Elle constate cependant le 27 mai que les citoyens Alexis et François-Joseph Monnet, qui ont des chevaux, se sont refusés à amener au magasin de Condat le contingent prévu pour l'armée des Alpes. La municipalité prévient le directoire de Condat et demande que ces citoyens "y soient forcés par la garde nationale ou gendarmerie." Les responsables du district y consentent le 21 juin et la municipalité de Fort-du-Plasne pourra donc "requérir à la force armée pour obliger" ces deux citoyens à conduire au district foin et avoine. Il est précisé que "les frais que cette force armée occasionnera seront supportés par eux à raison de cinq livres par jour par chaque gendarme ou garde national pour avoir refusé d'obéir" à cette réquisition²¹⁵.

Un tableau établi par le district constate qu'à la date du 2 juillet 1794 le magasin de Condat a recueilli 471 quintaux de foin sur les 1 200 prévus, y compris ceux achetés à Gex par Saint-Laurent, et 50 quintaux d'avoine sur les 433 mis en réquisition. Les annotations portées en face des communes sur le registre de délibérations du district montrent que celles-ci ont très majoritairement versé leur

contingent de foin. Il n'y a donc pas concordance entre les deux informations. Ainsi, dans le Grandvaux seule la commune de Rivière-Devant n'aurait pas livré son foin. Par contre Saint-Laurent et Fort-du-Plasne sont les seules communes de cette même région à avoir fourni leur contingent d'avoine. Quant à la commune de Rochepierre, elle fournit seulement 1 541 livres d'avoine. Ces fourrages sont principalement stockés à Condat et à partir du 2 juillet, le directoire du district s'occupe activement de faire ensacher l'avoine et botteier les foins avant de faire acheminer ces produits de la récolte de 1793 sur Ferney-Voltaire. Ainsi, une quarantaine de voitures sont expédiées de Condat le 10 juillet. Le chargement s'établit généralement à un poids de 800 à 1 000 livres par voiture pour le foin et à 808 livres et 1 194 livres pour chacune des deux voitures d'avoine citées, mais on ne trouve aucun voiturier du Grandvaux²¹⁶.

La pénurie sévit dans le district et les administrateurs décident en mai que les rations de fourrage données lors des étapes des troupes à cheval en marche seront réduites à Condat-Montagne et à Belair. On ne délivre plus désormais pour chaque étape que 15 livres de foin et un demi-boisseau d'avoine, mesure de Paris.

Les armées aussi manquent d'avoine et les chevaux militaires sont nourris avec beaucoup de difficulté. En attendant la nouvelle récolte, la pénurie est partout et le Comité de salut public prend plusieurs dispositions à partir du 16 juin 1794. Il en résulte notamment que toutes les avoines existantes dans la République sont mises en réquisition au profit des armées et les possesseurs de ces grains sont tenus de les remettre aux autorités. Celui qui refuserait ou en cacherait "sera regardé comme suspect et traité comme tel." Pour favoriser cette mesure, on fait même une entorse à la loi du maximum : Les avoines de la récolte de 1793 versées dans les magasins militaires avant le 19 juillet seront payées sur la base de 14 livres le quintal au lieu de 11 livres. On accepte de faire des exceptions en faveur des maîtres de poste et de messagerie et également dans les régions où l'avoine sert à la fabrication du pain. L'autorité nationale est consciente des difficultés que va rencontrer la population civile mais elle considère que la nourriture des chevaux de l'armée est prioritaire et "que la plus sévère économie doit tout régler dans l'intérieur, que divers mélanges et les ressources ordinaires en campagne pourront suffire pour maintenir en bon état les chevaux employés à l'agriculture et aux travaux de l'intérieur." Les administrateurs du district de Condat-Montagne nomment donc le 3 juillet des commissaires pour effectuer des visites domiciliaires et rechercher ces avoines.

Basile Ferrez, juge de paix, et Augustin Ferrez, (celui des Poncets ou le maire de La Chaumusse ?) sont nommés commissaires pour le canton de Belair. Ils signalent n'avoir trouvé que quelques mesures d'avoine à Grande-Rivière et "que les besoins de grains où s'est trouvé le district les ont fait entrer dans la confection du pain." Ils reçoivent le 16 août une réponse cinglante de la part des administrateurs du district : "Tout cela est assez vrai, mais enfin le peu d'avoine que vous trouverez doit être incontinent versé dans le magasin du district. (...) Donnez les ordres nécessaires pour que nous recevions les avoines au premier jour²¹⁷." Il serait néanmoins assez surprenant que les commissaires Ferrez et Ferrez aient réussi à faire acheminer ces quelques mesures d'avoine sur Condat. En tout état de cause, dans le Grandvaux, la nouvelle récolte d'avoine ne pourra pas débiter avant encore une dizaine de jours ...

b) Première réquisition pour la récolte de 1794

La Commission du commerce et des approvisionnements prend dès le 30 juillet un nouvel arrêté pour réquisitionner les fourrages de la nouvelle récolte. Le département du Jura devra fournir pour les besoins de l'armée des Alpes 30 000 quintaux de foin, 10 000 quintaux d'avoine et 30 000 quintaux de paille. Comme précédemment, cette réquisition au profit de l'armée des Alpes ne concerne que la partie sud du département et les districts jurassiens septentrionaux approvisionneront l'armée du Rhin. La Commission administrative de Dole répartit cette réquisition comme suit : Le district de Lons-le-Saunier fournira 16 000 quintaux de foin, 3 800 quintaux d'avoine et 18 000 quintaux de paille, celui d'Orgelet 9 000 quintaux de foin, 4 000 d'avoine et 12 000 quintaux de paille et enfin le district de Condat-Montagne devra délivrer le reste soit 5 000 quintaux de foin et 2 200 quintaux d'avoine.

La proportion tombant à la charge du district de Condat est moindre que précédemment et le président en exercice de la Commission administrative Laurent-Augustin Besson a certainement fait valoir quelques arguments. En contrepartie, "pour établir la balance dans les transports, le district de Condat-Montagne, outre son contingent, conduira au lieu qui sera désigné par les agents des subsistances militaires 12 000 quintaux tant foin que paille du contingent de Lons-le-Saunier." A raison de 8 à 10 quintaux par voiture, cela devrait quand même représenter plus de 1 200 voitures de transport à effectuer.

Les administrateurs du district répartissent le 21 août ces réquisitions entre les différentes communes²¹⁸.

Les communes du Grandvaux devront délivrer au total 692 quintaux de foin et 583 quintaux d'avoine selon la répartition ci-après.

Communes	Foin	Avoine
	En quintaux	
Les Piards	22	30
Saint-Laurent	130	28
La Chaumusse	50	15
Grande-Rivière	114	200
Rivière-Devant	30	40
Rocheperrière	120	190
Fort-du-Plasne	100	20
Lac-des-Rouges-Truites	86	30
Prénoyel	40	30

Tableau présentant les quantités de fourrage réquisitionnées dans les communes du Grandvaux en août 1794.

Le Grandvaux est ainsi assujéti à fournir environ 14% de la réquisition de foin du district et 26,5 % de celle d'avoine. On peut donc en déduire que le

Grandvaux récolte une quantité relativement importante d'avoine principalement à Grande-Rivière et à Saint-Pierre.

L'habitude s'instaure. Désormais, pour obtenir des fourrages au prix du maximum, on sollicite l'administration du district qui effectue des réquisitions. C'est ainsi par exemple qu'une réquisition est arrêtée le 1^{er} septembre pour "pourvoir à l'approvisionnement des fourrages nécessaires à la consommation des chevaux des gendarmes" de Morez. Les municipalités de Morez, Longchaumois et Bellefontaine devront faire délivrer des foins et avoine au nouveau prix du maximum soit 4 livres pour le quintal de foin et 12 livres pour le quintal d'avoine. Le citoyen Clément, entrepreneur de messagerie à Morez bénéficie peu après d'une réquisition similaire pour l'alimentation de ses chevaux. La municipalité de Fort-du-Plasne devra contribuer à fournir 50 quintaux de foin. Dans tous les cas, ces fournitures viendront en déduction des quantités mises en réquisition au profit de l'armée des Alpes.

Dès le 8 septembre un commissaire de l'armée des Alpes vient demander que des foins et avoines de la nouvelle réquisition soient remis dans les magasins de l'armée. Comme aucun fourrage de la nouvelle récolte n'a été mené à Condat, le directoire du district procède le 15 septembre à la nomination de commissaires "pour presser le versement" des fourrages assignés à chaque commune et vérifier que l'on fournisse bien des foins et avoines de première qualité.

La municipalité du **Lac-des-Rouges-Truites** examine le 8 septembre l'arrêté du district de Condat mettant à la charge de la commune une réquisition de 86 quintaux de foin et de 30 quintaux d'avoine. Il est décidé que ces fourrages seront "fournis par chaque cultivateur et répartis sur chacun d'eux au marc la livre du revenu net de chaque cultivateur." Deux commissaires sont nommés pour chacune des six sections de la commune qui devront recueillir les quantités de foin et avoine détenues et déterminer la quantité de fourrages à fournir par chacun. Ces fourrages devront être conduits en un lieu déterminé pour chacune des sections. C'est en même temps précis et pas très clair ...

Cette municipalité constate le 6 octobre que certains foins réquisitionnés n'ont pas encore été conduits à Condat-Montagne, notamment dans les hameaux de Sous le Mont Noir et du Maréchet. Il est donc décidé de faire mener les fourrages au chef-lieu du district et d'y réclamer les sommes dues à la commune correspondant aux foins et avoines requis ainsi qu'à leur transport. Après des hésitations, c'est finalement le maire Pierre-Louis Rosset qui est choisi le 8 octobre pour remplir cette mission dans une semaine "sous promesse de lui tenir compte de son voyage." Le maire ramène finalement de Condat le 24 octobre la somme de 682 livres 12 sols 4 deniers correspondant à la livraison de 8 678 livres de foin et 3 050 livres d'avoine. Ces fourrages ont été menés à Condat par différents citoyens auxquels il avait été promis une somme de "une livre cinq sols par cent pesant" (soit une livre et 5 sols par quintal) pour indemnité de voiture. Cependant le receveur du district n'a aucun fonds disponible pour payer ces transports requis et il n'a donc pas pu le payer. Il est donc décidé de payer une somme de 3 livres par quintal. Déjà, le transport des foins menés en juin dernier n'avait pas été payé par l'administration du district et le conseil général de la commune décide unanimement de payer ces transports d'un poids total

de 13 778 livres pour un montant de 413 livres 5 sols. Cette somme sera prélevée sur le montant de 682 livres reçu pour prix des fourrages. Une autre somme due par la commune est également imputée sur le montant reçu pour les fourrages et le solde de 155 livres restera disponible au profit des contribuables, sauf à y ajouter, le cas échéant, le montant du transport des fourrages, si l'administration se décide à le payer.

On voit ici une des lacunes de l'administration; ce manque de ligne budgétaire pour payer ces transports de fourrages requis dont elle est pourtant redevable, apparaît également dans d'autres documents. On peut également constater, comme nous l'avions déjà indiqué ailleurs, et que ce soit comme ici ou pour aller chercher des grains pour la nourriture des habitants, que les municipalités du Grandvaux ne paient pas les voituriers mis en réquisition par elles, sur la base du prix du maximum, mais sur des bases tarifaires bien plus élevées²¹⁹.

La municipalité de **La Chaumusse** délibère sur la réquisition de 50 quintaux de foin mise à la charge de la commune le "primidi, fête de la vertu, premier jour complémentaire de l'an second de la République" (17 septembre 1794.) "Il a été unanimement délibéré savoir que les citoyens Basile Groz fournira trois cents de foin, Augustin Ferrez quatre cents, Claude Benoit un cent, Laurent Chanez cinq cents, François-Joseph Thévenin de bise, cinquante livres, Louis-Amédé Thévenin trois cents de foin, Pierre-Augustin Benoit maréchal un cent de foin, François-Célestin Mathieu trois cents," etc. Trente personnes sont citées. Le foin devra être conduit dans un délai d'une décade dans la maison du citoyen François-Félix Besson. "Et pour l'avoine nous ne pouvons pas en fournir attendu qu'il en manque déjà à notre commune 1 828 livres pour semer²²⁰."

Les administrateurs du district de Condat connaissent cette pénurie d'avoine. Ils écrivent le 4 septembre au citoyen Saint-Germain, inspecteur des subsistances militaires. Ils rappellent que la répartition des fourrages requis a été effectuée entre les communes du district. Cependant, poursuivent-ils, "la récolte n'est pas encore finie dans notre arrondissement. Elle est si mauvaise cette année que si on ne remplace pas l'avoine par d'autres grains, il sera presque impossible de la fournir. Nous avons fait espérer à nos administrés, pour les engager à faire la fourniture d'avoine, qu'ils (sic) seraient remplacés par d'autres grains. Nous ferons toujours tout ce qui dépendra de nous et n'épargnerons rien, lorsqu'il s'agira de donner des secours à nos braves armées." Ces données sont confirmées le 24 septembre à la Commission du commerce. "Il y aura bien de la peine à faire remplir (le contingent d'avoine) à raison de la modique récolte de cette année et que les habitants de notre district la font entrer dans la composition du pain."

La commune de Rochepierre, ci-devant **Saint-Pierre** demande justement à la même époque à "à être rayée du contingent d'avoine auquel elle avait été portée à raison du peu d'avoine qu'elle a récolté." Le directoire du district de Condat formule son avis le 29 septembre, préalablement à la décision que doit normalement prendre la Commission administrative de Dole. On voit dit-elle "qu'une certaine quantité d'avoine n'est pas encore battue" et ce en contradiction des lois et arrêtés. Et puisque ce battage n'est pas encore effectué, et que les besoins de l'armée des Alpes sont importants, la commune devra fournir sa contribution d'avoine d'ici une décade à défaut de quoi, "elle sera dénoncée au Comité de salut public." Les administrateurs

sont cohérents avec ce qu'ils ont annoncé par un courrier précité ! Nous ne connaissons pas la décision prise par la Commission administrative. En tout cas, François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal, agent national de la commune est probablement informé de cet avis, puisque, quatre jours plus tard, il requiert le corps municipal "d'avoir instamment à requérir les habitants de cette commune de faire battre leur avoine" et de les obliger à satisfaire aux réquisitions données, mais il ajoute néanmoins : "s'il est possible." Il demande également que le foin requis soit envoyé à Condat²²¹.

Les nouveaux administrateurs du district profitent de la présence du représentant du peuple Besson à Condat-Montagne pour lui demander vers le 12 octobre d'intervenir à l'encontre de la décision de la Commission administrative du département qui avait, on s'en souvient, décidé que des voituriers du district de Condat devaient transporter 12 000 quintaux de foin et paille réquisitionnés sur le district de Lons-le-Saunier. Cependant, disent-ils, on doit déjà conduire notre contingent de 7 000 quintaux de fourrages, assurer "le charroi de l'armée," transporter le salpêtre fabriqué et transporter les vivres si nécessaires au district. Cependant le nombre de chevaux du district a fortement diminué depuis les réquisitions faites sur ces animaux "parce que la plupart des propriétaires les ont vendus soit à raison du peu de bénéfice qu'ils trouvaient à conduire des voitures, soit à raison de la rareté du fourrage." Le représentant du peuple ne donne cependant aucune réponse à cette sollicitation.

Pierre-Barnabé Brasier, préposé aux subsistances militaires –étapier- à Belair ci-devant **Saint-Laurent**, se présente le 16 octobre devant le directoire du district de Condat-Montagne. Il demande "qu'on lui fournisse du fourrage pour subvenir aux besoins du service auquel il est tenu." Les administrateurs lui délivrent "un bon de trois milliers de foin sur ladite commune de Belair à valoir sur son contingent à fournir" à l'armée des Alpes.

Les officiers municipaux de Belair se réunissent le lendemain. Ils décident que la répartition des 130 quintaux de foin pour lesquels la commune a été réquisitionnée, sera fournie par les habitants à raison de 23 livres par quintal récolté suivant la déclaration effectuée par les habitants. Si l'on en croit cette délibération, la commune serait donc assujettie à fournir 23 pour cent de sa récolte. Cependant les déclarations de récolte n'ont pas été vérifiées et on peut penser que beaucoup d'agriculteurs ont omis de déclarer une partie de celle-ci. Il est également décidé de faire réquisition à différents particuliers pour fournir trois milliers de foin à l'étapier "dans le plus bref délai." Le foin délivré sera "à prendre sur le contingent de cette commune."

Le directoire du district arrête encore le 1^{er} novembre que la municipalité de Belair "est tenue sous sa responsabilité de livrer audit Brasier dans le courant de cette décade au prix du maximum la quantité de cinq quintaux d'avoine, (quantité) qui viendra en déduction des 28 quintaux qu'elle doit fournir pour l'armée des Alpes²²²." La répartition de l'avoine allouée à Pierre-Barnabé Brasier n'est pas

précisée sur le registre des délibérations de Saint-Laurent, mais c'est sans doute un motif de plus qui pousse l'étapier à démissionner de son poste le 6 novembre^{kk}...

Constatant la difficulté à rassembler les fourrages, le directoire du district se décide le 30 octobre à demander au représentant du peuple Besson à être "déchargé (...) d'une partie de la réquisition de 2 200 quintaux d'avoine dont" le district a été frappé pour l'approvisionnement de l'armée des Alpes. Ce dernier se garde bien cependant d'intervenir dans ce domaine dont les rôles semblent bien répartis.

Cependant, le foin acheté à Gex en juin dernier par la Alexis Chanez pour le compte de la commune de **Belair** n'est toujours pas livré dans le magasin militaire. Cette municipalité charge donc le 9 décembre 1794 le citoyen Claude-Henry Bouchet de se rendre sur place pour effectuer le versement des 3 431 livres de foin dans le magasin de Ferney. Par la même occasion, il reçoit également la mission d'acheter à nouveau 65 quintaux et 69 livres de foin, pour "faire le contingent" de la commune et de le faire conduire dans le magasin militaire. Il percevra pour cela une indemnité de douze livres par jour. Les responsables du district ont pour leur part obtenu l'accord préalable de l'inspecteur des approvisionnements de l'armée des Alpes²²³.

Pressé par le service des subsistances de l'armée des Alpes, le directoire du district demande à nouveau en janvier 1795 aux municipalités de livrer les fourrages pour lesquels elles ont été mises en réquisition. Un convoi est organisé pour livrer le foin de Condat à Nantua. Cependant, l'armée des Alpes, qui s'est mise à hiverner, préfère finalement envoyer 200 mulets à Condat. Ces animaux consommeront bien sûr les rations entreposées dans le magasin de la ville.

c) Nouvelle réquisition sur la récolte de 1794

La Commission de commerce et approvisionnements avait prévenu : la réquisition de fourrages faite au cours de l'été au profit de l'armée des Alpes ne concernait la consommation que de quatre mois environ. Cette commission décide donc le 16 décembre 1794 une nouvelle réquisition au profit de cette armée dans laquelle le département du Jura devra fournir 30 000 quintaux de foin et 14 000 quintaux d'avoine. Cette réquisition s'ajoute à la précédente et il faudra donc, le cas échéant, verser également les fourrages qui n'ont pas encore été fournis antérieurement. La Commission administrative du Jura effectue à son tour le 21 décembre la ventilation de cette réquisition entre les différents districts. Le district de Lons-le-Saunier devra fournir 15 000 quintaux de foin et 6 000 quintaux d'avoine, celui d'Orgelet 13 000 quintaux de foin et 6 000 quintaux d'avoine. Pour sa part, le district de Condat-Montagne est assujéti à verser 2 000 quintaux de foin et 2 000 quintaux d'avoine. Aucune disposition n'est arrêtée cette fois concernant le transport des fourrages.

^{kk} Cf. dans le chapitre consacré à la disette, la réquisition de grains au début de l'an III.

Les administrateurs du district de Condat, qui avaient écrit à la Commission de commerce et approvisionnement pour obtenir une réduction du contingent antérieur d'avoine, sont évidemment bien déçus, n'ayant en fait réuni que très peu de ces grains en magasin. Cependant, conformément à leur mission, ils s'attachent le 24 janvier 1795 à effectuer la ventilation de cette nouvelle réquisition entre les communes. Ils remarquent tout d'abord que lorsque la répartition de la réquisition précédente a été effectuée, le recensement des récoltes n'avait pas été communiqué à l'administration ou même que certaines récoltes d'avoine n'étaient pas encore effectuées. Pour réparer "les injustices" qui en ont découlé, les administrateurs décident en fait de procéder à une nouvelle répartition du contingent total des deux réquisitions. Ils ajoutent par ailleurs 1 300 quintaux de foin que le district doit délivrer soit pour des maîtres de poste soit pour la gendarmerie nationale. La base totale, en réunissant les deux réquisitions d'août et de décembre ainsi que ces ajouts, porte donc sur 8 300 quintaux de foin et 4 400 quintaux d'avoine. On évitera ainsi, écrivent-ils, "toutes réclamations de la part des communes"²²⁴."

A la suite de cette nouvelle réquisition, les communes du Grandvaux devront ainsi fournir (en quintaux) :

Communes	Foin réquisitionné		Avoine réquisitionnée	
	Total	Nouvelle réquisition	Total	Nouvelle réquisition
Les Piards	55	33	40,81	10,81
Saint-Laurent	271	141	213,28	185,28
La Chaumusse	181	131	106,57	91,57
Grande-Rivière	230	116	386,40	186,40
Rivière-Devant	89	59	98,84	58,84
Rocheperrière	377	257	290,05	100,05
Fort-du-Plasne	146	46	100,45	80,45
Lac-des-Rouges-Truites	204	118	92,61	62,61
Prénoval	87	47	140,61	110,61
Totaux	1640	948	1469,62	886,62

Tableau du contingent de fourrages de la récolte 1794 à fournir par les communes du Grandvaux et part correspondant à la nouvelle réquisition.

Pour la commodité de lecture du tableau j'ai porté des nombres décimaux de quintaux, alors que le texte de l'arrêté comporte des nombres entiers de quintaux et de livres. Par exemple la réquisition totale d'avoine des Piards porte sur 40 quintaux et 81 livres, mentionnée au tableau ci-dessus pour 40,81 quintaux. Compte tenu de la réquisition antérieure de 30 quintaux, la nouvelle réquisition ne porte que sur la différence soit 10 quintaux et 81 livres.

Dans les faits, les administrateurs du district établissent des réquisitions nouvelles portant sur 4 192 quintaux de foin et 2 338 quintaux d'avoine, peut-être pour tenir compte de l'ensembles des fourrages à attribuer aux maître de poste et à la gendarmerie. La part du Grandvaux s'établit désormais, par rapport à l'ensemble du district, à 17,8% pour le foin et à 32,4% pour l'avoine. A titre de comparaison, la population de cette même région représente un peu moins de 15% de la population du district. La production d'avoine du Grandvaux apparaît donc relativement importante pour cet arrondissement. Elle semble surtout forte à Grande-Rivière, Saint-Pierre et Saint-Laurent. Compte tenu de la quantité concernée par la dernière réquisition, cette récolte d'avoine du Grandvaux serait également, relativement au reste du district, plus importante en 1794 que par le passé, surtout à Saint-Laurent, La Chaumusse, Fort-du-Plasne et Prénovel, communes qui connaissent les taux d'augmentation de réquisition d'avoine les plus élevés. A l'inverse, la réclamation formulée par Rochepierre en septembre dernier semblait fondée puisque la quantité réquisitionnée antérieurement n'augmente que de 50%. Il est vrai par contre, que la réquisition portant sur le foin de cette commune, denrée beaucoup moins rare que l'avoine, augmente de manière très importante.

On n'oublie pas cependant, qu'antérieurement Emmanuel Martin de Saint-Laurent siégeait au directoire du district de Condat et que depuis, il a été remplacé à ce poste par Basile Ferrez de Rochepierre. La quantité d'avoine réquisitionnée sur la première commune augmente ainsi fortement alors qu'à l'inverse celle réquisitionnée sur la commune de Rochepierre diminue beaucoup. C'est sans doute un hasard ! De toute manière, il semble bien que les communes du Grandvaux soient d'accord sur le point de ne pas fournir la totalité de l'avoine réquisitionnée, alors ...

La répartition de ces réquisitions faite officiellement le 24 janvier 1795 avait probablement été précédée d'une autre répartition plus officieuse. C'est en tout cas ce que laisse penser la délibération du conseil général de la commune de **La Chaumusse** du 19 janvier réuni "à l'effet de requérir cinq voitures attelée chacune d'un cheval avec cinq hommes pour les conduire, pour transporter au magasin de Condat-Montagne la quantité de quarante-trois quintaux de foin arrivant à notre commune pour notre contingent, lequel foin pour l'armée des Alpes, ensuite d'un arrêté du (7 janvier.)" Le conseil désigne ensuite "le citoyen Laurent Chanez de ce lieu, lequel devra conduire à Condat-Montagne la quantité de 2 150 livres de foin" ainsi que Alexis Brenet qui conduira la même quantité de foin. Ils devront partir dès le lendemain. Le conseil nomme aussi "tant pour charger ledit foin que pour conduire les chevaux, les citoyens François-joseph Martin, Claude Benoit, Emmanuel Brasier et Laurent Besson, lesquels seront payés selon la taxe de l'administration²²⁵." Il faut sans doute comprendre que Laurent Chanez et Alexis Brenet devront fournir les chevaux et voitures, mais combien chacun ? La délibération ne désigne par ailleurs que quatre conducteurs alors que la réquisition porte sur cinq voitures. Difficile de trancher sur toutes les questions qui se posent !

Le conseil général de La Chaumusse se réunit à nouveau le 15 février lorsqu'il a connaissance du contingent que la commune doit fournir pour les deux réquisitions soit "181 quintaux de foin et 106 quintaux et 57 livres d'avoine." On voit que les responsables du district signifient, non pas le poids de la nouvelle réquisition, mais bien le total des deux réquisitions de fourrages. La conseil pense effectuer la

répartition de ces réquisitions "d'après le recensement de chaque particulier." La commune est divisée en six sections et un commissaire est nommé pour chacune d'elle avec mission de recevoir et peser le foin et l'avoine. Ainsi, si l'on s'en tient à la délibération, la municipalité ne refuserait plus, comme en septembre dernier, de fournir l'avoine requise. Pourtant la quantité demandée a fortement progressé. ...

Le foin est toutefois bien mené à Condat-Montagne, mais pas l'avoine ... Le conseil général de La Chaumusse se réunit une nouvelle fois le 17 mars, suite à une circulaire adressée par le district demandant "l'exécution des réquisitions en avoine." Il est décidé que "chaque propriétaire et fermier fourniront (sic) deux livres par chaque mesure d'avoine suivant leur recensement." L'avoine devra être "rendue" dans les trois jours chez les commissaires nommés précédemment²²⁶. Si, comme nous le supposons, la mesure correspond à 32 livres, il s'agirait alors de remettre 6 % de ce qui a été recensé. Toutefois, rien ne dit que la totalité de l'avoine requise a été demandée par cette délibération.

Le conseil général de la commune de **Belair** présidé par son maire, Alexandre Chanez, se réunit extraordinairement le 22 janvier 1795, suite à la demande du district pour fournir les 28 quintaux d'avoine requis en août dernier au profit de l'armée des Alpes. La commune est divisée en quatre sections et chacune d'elle devra fournir sept quintaux "suivant la quantité que chaque citoyen a déclaré lors du premier recensement." Le contingent d'avoine devra être conduit au magasin du district dans les trois jours pour tout délai et ceux qui refuseront "seront poursuivis par toute voie de droit"²²⁷."

Le conseil général de la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** s'assemble le 9 février à la maison commune sur la convocation de l'agent national, le maire étant absent. Pour les deux réquisitions d'août 1794 et de janvier 1795, la commune est requise de délivrer 204 quintaux de foin et 92 quintaux et 61 livres d'avoine "sauf à tenir compte de ce qui a été livré." Les membres remarquent que le recensement de foin et d'avoine effectué dans la commune est très modique. Ils considèrent "que d'après la livraison de 30 quintaux et 50 livres d'avoine que ladite commune a livré pour l'armée des Alpes dans le courant de l'automne dernier, qu'il n'y en est resté que pour la semaille prochaine, que si la commune se voit obligée de satisfaire au restant de ce qu'elle est requise quelle va enlever lesdits grains désignés pour satisfaire aux semences et que par là plusieurs terrains vont rester incultes et qu'elle portera le plus grand préjudice à la commune." Pour toutes ces considérations assez embrouillées, mais dont on comprend facilement le sens, la municipalité décide d'envoyer un membre auprès du directoire du district "pour lui faire toutes ses représentations" afin de modérer cette réquisition d'avoine. Le citoyen Joseph-Augustin Brasier-Chanez, notable, est choisi pour cette mission qu'il effectuera le 14 février et pour laquelle il sera dédommagé.

Le conseil se réunit à nouveau le 22 février, présidé par son maire Pierre-Louis Rosset, à la requête de l'agent national qui demande "à prendre des mesures pour satisfaire au contingent des foins et avoines" à verser à Condat-Montagne. Le conseil, sans faire allusion à la démarche probablement effectuée à Condat-Montagne, prend une délibération aussi embrouillée que la première dans laquelle il constate notamment que si l'on satisfait à la réquisition d'avoine, il ne sera plus

possible de procéder aux semences et que des terrains devront ainsi rester incultes. La conséquence n'est pas indiquée, mais en fait les cultivateurs de la commune ne donneront plus un grain d'avoine. Par contre, en ce qui concerne le foin, la livraison sera faite "par tous les susdits cultivateurs au marc la livre du recensement." En conséquence deux commissaires sont nommés pour chacune des six sections de la commune avec la mission de rassembler le foin des habitants de la section.

Cependant une nouvelle réunion est organisée le 25 février. Le conseil indique alors que le foin est "de la plus grande rareté dans la commune" et que déjà des cultivateurs cherchaient à s'en procurer. En conséquence, deux commissaires sont chargés "de se transporter à Ferney pour y empletter" la quantité de 117 quintaux et 23 livres de foin qui reste due par la commune au titre de la réquisition. Le citoyen Alexis-Victor Brasier-Chanez, officier municipal et le citoyen Jean-Baptiste Grenier-Boullet de Longchaumois sont choisis pour cette mission pour laquelle ils percevront une somme de quatre livres par jour en plus du remboursement de leurs frais. Le maire, leur remet en outre la somme de 1 300 livres pour effectuer leur achat. Les commissaires effectuent leurs emplettes et Alexis-Victor Brasier-Chanez rend au maire une somme de 200 livres le 15 mars. Une convention écrite est passée le 1^{er} mars avec le citoyen Claude Ravinet qui s'engage à verser les 117 quintaux de foin dans le magasin militaire de Ferney et reçoit 1 000 livres "à titre d'avance." Mais ce citoyen ne tient pas ses engagements et à la fin du mois d'octobre 1795, le directoire du district s'attache encore à faire exécuter le versement des foins²²⁸.

Les municipalités des **Piards** et de Chaux-des-Prés coordonnent de même leurs actions et font verser en mars par Joseph-Augustin Guiéttand, un notable et voiturier du second village, l'une 42 quintaux et l'autre 52 quintaux de foin directement au magasin militaire de Ferney-Voltaire²²⁹.

J'ai le sentiment, que les administrateurs du district ont très bien pu répondre, de manière confidentielle, au commissaire envoyé par la commune du Lac-des-Rouges-Truites qu'ils étaient tenus de faire la répartition de la réquisition d'avoine et qu'ils ne pouvaient donc pas faire autrement. Ils ne tiendraient par contre pas rigueur aux communes qui ne pourraient pas livrer leur contingent et Basile Ferrez a très bien pu laisser entendre que la commune de Rochepierre n'allait probablement pas en fournir. Par contre les administrateurs ont dû insister pour que le contingent de foin soit remis.

D'ailleurs, le représentant du peuple Bailly est à Condat le 18 mars 1795 et les administrateurs du district en profitent pour lui remettre une pétition. Ils lui rappellent les réquisitions d'avoine effectuées dans le district puis poursuivent : "Les neiges tombées le [9 mai dernier] et la sécheresse qui survint ensuite, rendirent la récolte de nos montagnes presque nulle; en un mot vous serez surpris citoyen représentant, lorsque vous apprendrez que cette répartition s'est élevée à 52 livres ½ par 100 livres. Il est constaté par l'expérience de nombre d'années que, dans les montagnes du district de Condat, deux mesures de semence en avoine ne rendent à la récolte que 5 mesures dans les années les plus abondantes." Les habitants ne peuvent donc pas fournir les réquisitions "puisque'il est démontré qu'elles leur enlèvent plus de la moitié de la récolte, qui toute entière devenait nécessaire à la semaille." Ils rappellent que les détenus de Condat ont été nourris avec du pain d'avoine et "qu'une

partie des habitants des plus hautes montagnes de ce district ne vivent que d'un pain mélangé d'orge et d'avoine." Ils demandent finalement que le district soit dispensé de la réquisition d'avoine pour la partie non encore rassemblée à Condat. Le représentant Bailly demande que des commissaires soient désignés et qu'ils établissent des procès-verbaux pour constater "la possibilité ou l'impossibilité où se trouvent les administrés du district de fournir le contingent en avoine qui leur est assigné²³⁰."

Les mulets amenés à Condat-Montagne par l'armée des Alpes, y sont toujours lorsque le printemps revient. Pour les nourrir, les administrateurs du district réclament tour à tour aux communes de fournir leur contingent de foin. Ils envoient à cet effet un gendarme le 12 avril¹¹ en station dans les communes de Beaupré, ci-devant Château-des-Prés, et des Villard-la-Rixouse. Ces communes devront payer 10 livres par jour au gendarme jusqu'à ce que leur contingent soit effectué. La municipalité de Saint-Laurent est invitée les 25 avril et 8 mai à délivrer du foin et des vivres au brigadier Barbe commandant de la gendarmerie locale.

Le 5 mai, les administrateurs constatent que les municipalités de L'Isle, ci-devant **Grande-Rivière** et **Fort-du-Plasne** "n'ont pas daigné déférer aux invitations et réquisitions pressantes qui leur ont été faites de fournir le contingent d'avoine qu'elles doivent pour le service de l'armée des Alpes." Le directoire, considère qu'il y a de la part de ces deux municipalités "un esprit de malveillance ou d'indifférence pour la chose publique également répréhensibles l'un et l'autre." Jusqu'à présent on avait utilisé la douceur, mais il n'y a plus d'avoine et les mulets en manquent. Le directoire du district décide donc "qu'il sera envoyé un gendarme dans chacune des communes de l'Isle et de Fort-du-Plane, lequel y restera en station pendant trois jours aux frais des municipalités à raison de dix livres par jour, outre la nourriture du cheval, et si dans le délai susdit les réquisitions d'avoine ne sont pas effectuées, les maires et procureurs desdites communes seront traduites (sic) dans la maison d'arrêt du district à moins qu'ils ne justifient de diligences faites pour l'exécution, arrête en outre, que dans ce cas, il en sera donné connaissance au Comité de salut public."

Les gendarmes de Saint-Claude signalent le 10 mai que faute d'avoine, ils ne peuvent nourrir leurs chevaux. Les administrateurs du district leur répondent qu'on attend l'avoine des communes de l'Isle et Fort-du-Plasne.

L'agent national de **Prénoval** fait réquisition le 2 février 1795 "aux officiers municipaux de la commune d'avoir à mettre à exécution les deux lettres (...) portant réquisition de foin et avoine" dont la commune est frappée. Malgré tout, le directoire du district considère le 1^{er} juin "que malgré tous ses efforts, malgré ses instances répétées, il n'a pu jusqu'à présent déterminer les communes de Leschères, **Prénoval**, Cuttura, Ronchaud et Lavans à effectuer le contingent de foin qui leur avait été imposé pour l'approvisionnement de l'armée des Alpes" et qu'il n'y a presque plus de

¹¹ Un an plus tard, le 12 avril 1796, le général Bonaparte avait repris la campagne avec sa faible armée d'Italie et obtenait sa première victoire contre les Autrichiens à Montenotte. Ce n'est pas lui qui aurait laissé les mulets à Condat au début du printemps. La conséquence pratique fut donc que le ravitaillement de cette armée fut par la suite assuré dans la riche plaine du Pô, assurant ainsi, entre autre, une plus grande sérénité aux cultivateurs jurassiens.

nourriture pour les mulets cantonnés à Condat. Il est donc décidé d'envoyer deux gardes nationaux dans chacune de ces communes, "lesquels y resteront en station à raison de 25 livres par jour chacun [on constate la grande inflation qui existe dans le pays] jusqu'à ce qu'elles aient fourni le reste de leur contingent" qui est pour Prénovel de 79 quintaux (sic, de foin en principe.) Et si ces communes ne satisfont pas rapidement, "les maires et agents nationaux de ces communes seront saisis et amenés dans la maison d'arrêt du district pour y rester jusqu'à ce que leurs réquisitions soient remplies²³¹." Après les responsables de l'Isle et de Fort-du-Plasne, voilà donc Pierre-Joseph Molard et Pierre-Antoine Jean menacés de prison s'ils ne trouvent pas de foin. On ne guillotine plus, mais la menace reste sérieuse ...

3 – La réquisition des chevaux et voitures

On réquisitionna encore différents articles dans le district. Par exemple, du vin, du fromage, du linge et de la literie pour les hôpitaux. Le fromage réservé pour l'armée semble faire l'objet de conventions particulières et on a vu dans le chapitre consacré à la disette une livraison de fromage effectuée dans l'Isère pour l'armée des Alpes. On réquisitionna également du beurre, des cuillères de bois et même des chaudrons de cuivre utilisés habituellement pour la fabrication du fromage afin de fabriquer "les poudres qui doivent exterminer nos ennemis" (salpêtre.) On a également pu remarquer que la société populaire de Condat œuvra auprès du directoire du district pour l'approvisionnement du marché de la ville en œufs, fromages, et autres nourritures produites antérieurement dans la campagne voisine. Ce directoire décida même, alors que la neige recouvrait déjà les forêts, que les villageois devraient apporter le bois de chauffage aux citadins, bien sûr au prix du maximum. Les districts plus agricoles subirent également de nombreuses réquisitions de grains pour l'alimentation des militaires dont on a pu voir un aperçu dans le chapitre consacré à la disette.

Mais, ce furent les réquisitions de chevaux qui marquèrent le plus les Grandvalliers.

a) Suite des réquisitions de chevaux de la fin de l'année 1793

Comme je l'ai mentionné ci-dessus la réquisition de chevaux de la fin de l'année 1793 se déroula à peu près correctement. De sérieux problèmes survinrent cependant à la suite de la publication postérieure d'une loi du 13 janvier 1794 – 24 nivôse an II- qui fixe, avec effet rétroactif, le prix maximum des chevaux livrés à cette réquisition. Brenet fils aîné, agent national de Mainlibre ci-devant Saint-Laurent, dénonce sa municipalité le 28 février 1794 à l'agent national du district : "La municipalité de cette commune ne tient aucun compte des sommes qu'elle doit faire rentrer à la caisse du district ensuite de la loi du 24 nivôse dernier au sujet des chevaux que les cantons ont fournis aux armées de la République. (...) Mais le citoyen (François-Xavier) Bouvet, maire qui a fourni deux chevaux prétend ne rien rembourser du moins sans être indemnisé par le canton. Je vous prie de me dire ce

que je dois faire à ce sujet." L'ambiance doit être quelque peu tendue entre le corps municipal et son agent national !

L'agent national du district finit par réagir et met en demeure le 17 avril les communes qui ont livré des chevaux au dessus du prix du maximum, "d'en rétablir sur le champ l'excédent dans les caisses du district." Les officiers municipaux doivent, sous leur responsabilité financière, obtenir des vendeurs le remboursement de la différence²³². Il y a bien de quoi brouiller définitivement le maire et l'agent national^{mmm}.

En outre, des cantons voisins, achètent parfois des chevaux du Grandvaux pour satisfaire à cette réquisition. Ainsi, le canton de La Rixouse achète quatre des six chevaux requis à des habitants de Grande-Rivière, Prénovel et Saint-Pierre. Les chevaux achetés sont ensuite présentés à Dole au titre des chevaux réquisitionnés pour ce canton de La Rixouse.

Pierre-Simon Paris de La Chaumusse vend de même à la foire de Nozeroy le 4 novembre 1793, aux citoyens Lotin (sic) Grand et Jean-François Richard de Saint-Lothain, un cheval noir marqué en tête âgé de neuf ans pour le prix de 1550 livres payé comptant. Les officiers municipaux de La Chaumusse sont très surpris de recevoir vers le 20 février 1794 un courrier de mise en demeure de la part des officiers municipaux de Saint-Lothain du district de Poligny. Les deux acheteurs agissaient en fait en novembre pour le compte de la municipalité de Saint-Lothain et le cheval acheté à été présenté à Dole pour le compte de la réquisition du canton de Saint-Lothain. Or, écrivent-ils, en vertu du prix maximum découlant du décret du 24 nivôse dernier, ce cheval n'est repris que pour une somme de 900 livres. Ils estiment donc que les officiers municipaux de Saint-Laurent, chef-lieu du canton, sont responsables du reversement de la différence de 650 livres à faire au receveur du district de Poligny²³³. J'ignore la suite donnée à cette mise en demeure, mais il serait bien étonnant que Pierre-Simon Paris ait reversé la somme réclamée. Il pouvait certainement faire valoir que le cheval a été présenté au titre de la réquisition du canton de Saint-Lothain et non par lui même.

François-Xavier Bouvet, maire de Saint-Laurent, qui est gravement malade et va bientôt décéder, n'a, en août, toujours pas remboursé au trésor le montant de l'excédent du prix des chevaux. Lorain fils, agent national du district sermonne vertement le 2 septembre, Brenet fils aîné, l'agent national de Belair. "Citoyen, quand on est chargé d'une place, il faut la faire. Tu exposes les officiers municipaux et toi même à porter tout le poids de la responsabilité dont ils sont expressément chargés en cette occasion, en ne faisant pas verser dans la caisse du receveur du district l'excédent du prix fixé par la loi pour la vente des chevaux levés pour la République. Je dis fixé par la loi, car lorsque l'estimation de Dole excède le maximum fixé par la loi, c'est à cette dernière qu'il faut s'en rapporter. C'est la dernière fois que je t'avertis à ce sujet, car je t'avoue que je fais cas de tant d'avis infructueux que je t'ai donné d'avoir à faire exécuter ce décret. La municipalité a

^{mmm} On peut éventuellement faire le rapprochement avec l'attitude de Laurent Brenet, agent national de Saint-Laurent, pour faire condamner, potentiellement à mort, Jean-Alexis Bouvet, neveu de François-Xavier Bouvet, comme contre-révolutionnaire. Cf. le chapitre consacré à la vie politique sous la terreur.

sans doute pris un arrêté à ce sujet, autrement elle serait inadmissible. Si quelques officiers municipaux y avaient un intérêt particulier, elle le serait bien davantage. Tu serais coupable toi même de ne l'avoir pas dénoncé." L'agent national de Belair recopie le courrier sur le registre de la commune et "requiers les officiers municipaux d'avoir dans trois jours pour tout délai à faire remettre entre les mains du receveur du district l'excédent" du prix²³⁴. A partir de diverses délibérations, on croit comprendre que finalement, la municipalité de Saint-Laurent prit en charge le montant à rembourser par ses habitants.

b) La réquisition du 25^e cheval

Un décret du 18 germinal an II complété par un arrêté du 23 germinal (7 et 12 avril 1794) prononce une levée extraordinaire de chevaux dans toute la France pour le service des transports militaires. La réquisition est effectuée au niveau des cantons et les officiers municipaux de la commune chef-lieu de canton sont responsables du bon déroulement des opérations. Les chevaux réquisitionnés doivent être "propres au trait," âgés d'au moins cinq ans et d'une taille minimum de quatre pieds six pouces "sous potence." Chaque canton doit fournir le vingt-cinquième cheval, c'est-à-dire 4% des chevaux du canton. Ils doivent être délivrés avec le harnais pour un attelage complet pour quatre chevaux ainsi qu'une voiture propre au transport des fourrages pour douze chevaux. Chaque canton désignera en outre les charretiers qui conduiront les animaux à Dole, lieu du rassemblement. Les propriétaires doivent en principe déclarer leurs chevaux et en cas d'oubli, les chevaux non déclarés seront saisis sans indemnité au profit des armées. En tout état de cause, le prix maximum retenu pour les chevaux est de neuf cents livres.

Désignation des propriétaires devant fournir les chevaux requis

Les administrateurs du district insistent le 24 avril sur l'urgence de cette mesure : "Le triomphe de la liberté et l'anéantissement des tyrans ligués contre nous" en dépendent et "le moindre retard peut devenir funeste et peut avoir des suites irréparables. Songez enfin à la responsabilité qui pèse sur la tête de tous fonctionnaires publics." Les officiers municipaux de Saint-Laurent décident donc le 26 avril de convoquer à Saint-Laurent deux membres de chacune des municipalités du canton pour les informer et se concerter sur l'organisation de cette réquisition. La réunion a lieu dès le lendemain 27 avril. Joseph Mussillon et Raphaël Roche, officiers municipaux représentent la commune de Rivière-Devant, Basile Brasier, maire et Alexandre Brenet, officier municipal, celle de Grande-Rivière, Félix Gros, officier municipal et François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal, agent national celle de Rochepierre, Alexis Brenet, notable et Jean-Baptiste Benoit, officier municipal celle de La Chaumusse, Bailly notaire et Antoine Pierrottet celle de "Four du Plane," Pierre-Louis Rosset maire et Alexis Benoit agent national celle "du Lac" et la commune de Prénoval n'est pas représentée. La délégation de Saint-Laurent comprend certainement plus de deux personnes, qui ne sont pas citées.

Seul le maire de la commune de l'Île cy-devant Grande-Rivière remet l'état de sa commune "des chevaux, soit juments, poulins et pouliches ainsi que juments pleines de poulain ou menant les poulins borgnes et boîteux, lequel état contient

81 têtes (...) y compris les absents de leur dite commune, lesquels absents au nombre de cinq." Pour chacun des animaux, sauf les absents, la taille et l'âge sont précisés. Les autres communes doivent établir un état de leurs chevaux.

Une visite domiciliaire est effectuée le 28 avril par les membres de la municipalité du **Lac-des-Rouges-Truites** "dans toute l'étendue de la commune" pour faire la reconnaissance de tous les chevaux et juments "qui peuvent appartenir aux différents particuliers de ladite commune." On dénombre finalement 102 chevaux ou juments et de ce fait le contingent de la commune sera de 4 chevaux requis.

Une autre réunion des représentants des communes est organisée à Saint-Laurent le 30 avril, à laquelle ne participent pas les communes de Rochepierre, Prénovel, Fort-du-Plasne et Rivière-Devant. La discussion porte essentiellement sur le fait de savoir si les chevaux inaptes doivent être compris dans l'effectif des chevaux et Laurent-Augustin Besson, appelé alors Lentille Pastèque Besson, membre de la Commission administrative de Dole, présent, interroge à ce sujet l'administrateur Thabey qui a la charge attitrée de cette réquisition. Il lui rappelle également qu'on ne peut effectuer la description de nombreux chevaux du canton qui sont absents car "sujets au roulage." Il estime que les chevaux absents avant la publication de la loi et non rentrés ne doivent pas être portés dans l'état des chevaux à établir "et que d'ailleurs il y en a un grand nombre qui sont requis pour l'armée." On a cependant pu remarquer que la commune de L'Ile ci-devant Grande-Rivière avait compris cinq chevaux absents dans son état.

Les habitants de **La Chaumusse** sont invités à compter du 30 avril à déclarer les chevaux qu'ils possèdent. Le maire Augustin Ferrez est le premier à effectuer cette formalité. Il déclare avoir douze chevaux "dont il y en a trois à son domicile, sur quoi il y en a un de malade, un cheval de trois ans, un autre bon âgé de cinq ans de quatre pieds sept pouces, et neuf absents "ne sachant leur âge." De plus a déclaré avoir deux juments et un poulain." Alexis Mathieu déclare avoir "une Jument de huit ans quatre pieds sept pouces, une autre de quatre pieds cinq pouces et demi âgée de huit ans, un cheval avec un gros jarret âge de seize ans, un autre cheval ayant un gros genou âgé de seize ans. Idem, je déclare que mon fils François-Célestin Mathieu a deux juments, une pouliche âgées de vingt ans et l'autre âgée de six ans, les nerfs retirés aux deux jambes derrière," etc ... Sans entrer dans tout le détail, on peut noter aussi à titre d'exemple : Basile Groz déclare deux chevaux et deux juments, Augustin Benoit, maréchal déclare un cheval qui est absent, Louis-Amédée Thévenin déclare sept chevaux ou juments tous absents, Ambroise Bénier a trois jument, dont une âgée de 24 ans et une autre aveugle, et six chevaux, dont un malade d'une saignée, François-Joseph Benoit déclare deux mauvais chevaux et une vieille jument, tous absents, Laurent Chanez déclare quatre chevaux et cinq juments dont trois sont absents plus "un petit bidet de selle." Joseph-Augustin Besson déclare cinq vieilles juments qui sont absentes, Claude-Joseph Hugue-Cille déclare "avoir une jument dont elle a deux grosseurs dans les genoux"; etc..., on remarque que ceux qui n'ont qu'un animal sont peu nombreux.

J'ajoute également trois déclarations dont les propriétaires seront par la suite désignés pour délivrer un cheval : La citoyenne Reine Tartavel, mère des frères Bénier (dont François) déclare que ses fils "ont trois chevaux dont un qui est poussif

et sept juments dont une malade et trois autres boiteuses et elles sont absents." A nous de comprendre qu'il n'y a que sept juments. Les quatre frères Bénier (Augustin, Jean-Baptiste, François et Jean-Alexis), nés dans les années 1760, sont indiqués avec la profession de voituriers lors du recensement de 1796 et ils semblent donc sur la route. Le citoyen Alexis Brenet déclare une jument âgée de 12 ans, quatre chevaux plus un bidet boiteux des deux jambes derrière. Joseph Romand déclare une jument présente ainsi que trois chevaux et trois juments absents.

Des dispositions pratiques sont retenues au cours de la réunion du 11 mai où toutes les communes du canton de Saint-Laurent sont représentées. Chaque commune a effectué le recensement de ses chevaux : Saint-Laurent qui en a 225, fournira donc 9 chevaux ; Rochepierre a 175 chevaux et en fournira 7 ; La Chaumusse possède 124 chevaux et en devra 5 ; Le Lac-des-Rouges-Truites pour 100 chevaux déclarés (au lieu de 102) en délivrera donc 4 ; Fort-du-Plasne où 125 chevaux sont recensés en donnera 5 ; Lille ci-devant Grande-Rivière recensé pour 75 chevaux (et non les 81 indiqués précédemment, les cinq chevaux absents sont donc en principe déduits) délivrera 3 chevaux ; 30 chevaux sont dénombrés à Rivière-Devant qui fournira 1 cheval et enfin, pour 71 animaux, Prénovel devra livrer 3 chevaux. Cette assemblée confirme finalement qu'il y a 925 chevaux dans le canton et qu'en conséquence, celui-ci devra délivrer 37 chevaux.

Il est également décidé que les pertes financières qui pourraient être subies par les propriétaires qui devront fournir les animaux donneront lieu à indemnisation après vérification faite par chaque municipalité, "laquelle perte sera répartie sur chaque tête de chevaux qui restera dans ladite commune et chacune en ce qui la concerne." Les chevaux seront bien indemnisés par la République sur la base du prix du maximum, mais on ne le dit pas, sinon ce serait reconnaître que des transactions sont effectuées sur une base plus élevée. En conséquence, chaque propriétaire de cheval paiera donc une partie de la différence de prix. Il faut également fournir les chariots et les harnachements correspondant. Alexandre Chanez de Salave et François-Joseph Ferrez de Saint-Pierre sont nommés "à l'effet de se transporter sans délai (...) soit à Lons-le-Saunier et autre lieux circonvoisins à l'effet d'empletter toutes voitures et harnais" nécessaires pour le service de la République. En attendant d'avoir ces chariots et harnais, les chevaux resteront chez les propriétaires requis.

Le conseil général de la commune de **Saint-Laurent** se réunit dès le 13 mai "pour désigner les citoyens qui doivent fournir les neuf chevaux arrivant à cette commune" dans cette réquisition. Ces chevaux sont à délivrer par les citoyens Claude-François Poncet, Alexandre Roidor et frère de Salave, Basile Thouverez et frère (sic, mais il a pourtant plusieurs frères), Alexandre Chanez, Laurent Besson près l'église, Pierre-Joseph Besson le jeune, les fils de Basile Besson de Sur les Jourats, (c'est à dire par l'administrateur de la Commission administrative Laurent-Augustin Besson et ses frères), les frères Bailly et Claude-Henry Jenoudet, "lesquels en fourniront chacun un bon et recevable." Ces chevaux sont apportés par les citoyens les plus fortunés, mais "le citoyen François-Xavier Bouvet, maire, quoique compris dans la classe des citoyens aisés, (est) exempté d'en fournir un à raison de la perte qu'il souffre des deux chevaux qu'il a déjà fourni pour le canton." Il est précisé de même, "que si les citoyens qui ont fourni des chevaux en raison de la loi

(précédente) du 17 vendémiaire sont indemnisés, ceux désignés ci-dessus le seront de même."

Le conseil général de la commune de **La Chaumusse** se réunit le 14 mai et choisit de même les citoyens qui doivent fournir les cinq chevaux de la commune. Il s'agit d'Augustin Ferrez, maire, Alexis Brenet, François Bénier et ses frères, Laurent Chanez et Joseph Romand, qui apporteront donc chacun un cheval "bon et recevable." On peut constater d'après les indications relevées précédemment qu'il s'agit souvent de ceux qui possèdent le plus de chevaux.

La municipalité du **Lac-des-Rouges-Truites** nomme le 20 mai les citoyens qui devront délivrer les quatre chevaux du contingent de la commune savoir : "les frères Thouverez soit cousins, marchands, négocians aux Thévenins," Alexis Cassard, Pierre-Simon Baratte et Claude Jouffroy. Ils seront avertis ultérieurement du jour où ils devront remettre leur cheval "bon et recevable." Les frères et cousins Thouverez visés sont Emmanuel Thouverez (fils de François-Xavier), son frère et ses sœurs ainsi que ses cousins, les fils et filles de feu Pierre-Louis et de Claude-Angélique Thouverez. Les trois frères sont décédés laissant au moins onze enfants communiers. J'ai expliqué dans le chapitre consacré aux secours versés aux parents des volontaires, comment ces enfants ne sont considérés que comme un seul propriétaire et contribuable important de la commune au lieu d'être retenus soit pour onze contribuables différents si l'on considère tous les enfants, soit pour cinq contribuables si l'on ne considère, comme c'est le cas à cette époque, que les fils qui ont au moins 18 ans, soit encore pour trois contribuables puisqu'ils sont issus de trois frères.

Les administrateurs du district apprennent vers cette date qu'à la suite "d'une représentation" qu'ils ont faite à la Commission des transports et convois militaires, le Comité de salut public a finalement arrêté que le district serait dispensé de fournir les voitures. Cette décision devrait permettre d'accélérer la délivrance des chevaux requis.

Le canton est alors relancé pour fournir rapidement les chevaux requis. Cependant les harnais que les commissaires devaient acheter ne sont toujours pas arrivés dans le Grandvaux et la livraison des chevaux est toujours retardée. Dans une certaine mesure, ce retard arrange les propriétaires qui doivent délivrer ces chevaux. C'est ce qu'écrivit indirectement Laurent Brenet, agent national de Belair le 31 mai à l'agent national du district : "Le canton fournira trente-sept chevaux. Mais il se rencontre à ce sujet deux grands obstacles. Plus de trois cents des chevaux pour la campagne sont occupés au roulage. Une grande partie sont en réquisition à ce moment à conduire des vivres à nos armées et d'autres sont occupés dans différents points de la République de manière qu'il nous est impossible de pouvoir satisfaire à ce moment à la réunion du contingent, vu l'éloignement où se trouvent actuellement la plus grande partie des chevaux désignés."

Laurent-Augustin Besson ne peut souffrir ce retard qui a pour conséquence de le désigner, malgré lui, comme un mauvais patriote. En conséquence, son frère Pierre-Félix Besson présente pour estimation à Dole le 9 juin, "à compte du contingent de la commune de Belair" un cheval noir zain de la taille de quatre pieds huit pouces, hors d'âge. Celui-ci est estimé 850 livres par les experts de la

Commission administrative et un mandat de ce montant est immédiatement remis à Pierre-Félix Besson.

Les officiers municipaux de Belair écrivent ce même 9 juin aux administrateurs du district de Condat-Montagne. Ils rappellent que deux commissaires ont été envoyés pour acheter des harnais. Ils se sont adressés à différents bourelliers qui demeurent hors du district. Cependant les bourelliers de Lons-le-Saunier sont sollicités par bien d'autres acheteurs. Ils n'ont pas les marchandises voulues et "ont fait présenter une requête au district pour requérir des marchandises et des ouvriers, à laquelle le district a répondu qu'il s'y prêterait du mieux possible." Ces harnais ne pourront donc être prêts que dans deux décades, car les ouvriers travaillent pour d'autres cantons qui avaient passé commande avant. Ils demandent aux administrateurs du district de faire accélérer les fabrication de harnais s'ils le peuvent.

La municipalité de **Prénovel** désigne le 14 juin les citoyens qui doivent fournir les trois chevaux de son contingent : François-Joseph Janier-Dubry devra fournir un cheval; Claude-François Janier des Pessettes, Eugène Janier-Dubry et Pierre-Joseph Guyettant délivreront le deuxième cheval et Ambroise Janier-Dubry et son frère et Jean-François Belbenoit et ses frères apporteront le troisième cheval. Le procès-verbal anticipe la décision suivante puisqu'il précise que les chevaux devront être rendus au chef-lieu de canton pour le 24 juin.

Les représentants des municipalités du canton se réunissent à nouveau à Belair le 15 juin. Ils doivent désigner trois charretier pour conduire les chevaux à Dole. Il est convenu que les communes de Lille, Prénouvel et Rivière-Devant en fourniront un, celles de Belair et du Lac-des-Rouges-Truites, un également et enfin Rochepierre, La Chaumusse et Four du Plane désigneront le dernier. Chaque commune doit également remettre entre les mains des deux commissaires nommés, au prorata du nombre de chevaux de la commune, les avances nécessaires pour le paiement des harnais. On espère d'ailleurs obtenir rapidement ces sangles et il est convenu de ne plus différer l'envoi des chevaux à Dole. En conséquence, les chevaux requis devront être rendus à Belair pour le 24 juin prochain.

La réquisition des quatre chevaux de la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** semble poser de graves problèmes. Le secrétaire greffier de la commune se rend dès le 16 juin au domicile de chacun des citoyens requis et effectue une signification en bonne et due forme afin que les chevaux demandés soient livrés au chef-lieu de canton à la date spécifiée "pour être reçus et signalés." On constate à cette occasion que le citoyen Claude Jouffroy ne figure plus parmi les requis mais qu'il est remplacé par Claude fils de fut Alexandre Nicole signalé comme voiturier lors du recensement de 1796. Et effectivement, trois des propriétaires requis, Pierre-Simon Baratte, Alexis Cassard et Emmanuel Thouverez pour son frère et ses cousins, signifient le 22 juin leur désaccord aux officiers municipaux de leur commune par l'intermédiaire d'Alexis Thouverez (de Salave), huissier près le tribunal du district de Condat-Montagne. Ils reprochent à ces officiers municipaux "d'avoir trahi leur devoir" en les désignant pour délivrer un cheval. Ils ne sont pas en effet "dans le cas, ni dans la possibilité de fournir" ces chevaux. Selon eux les

officiers municipaux auraient dû acheter les chevaux et répartir la perte d'argent en résultant entre les divers propriétaires de chevaux de la commune. Pierre-Simon Baratte expose de plus qu'il n'a à sa disposition que deux chevaux âgés de deux ans et un âgé de huit ans, mais qu'il n'a pas la taille voulue pour la réquisition. Le citoyen Alexis Cassard n'a ni chevaux, ni jument. (Il a deux chevaux, mais ils sont probablement sur les routes de France.) Les citoyens Emmanuel Thouverez, frère et cousins "n'ont dans leur domicile que deux chevaux qui ne sont point de la classe requise, qu'ils en ont sur la route même à l'approvisionnement des armées de la République, absents de longtemps."

Les officiers municipaux du Lac-des-Rouges-Truites observent cependant que deux chevaux de la bonne taille étaient dans l'écurie d'Alexis Cassard lors de la visite domiciliaire, que Pierre-Simon Baratte avait alors déclaré être propriétaire de sept chevaux dont un de l'âge et de la taille voulus. Pour leur part les citoyens Emmanuel Thouverez, frère et cousins avaient déclaré être propriétaires de onze chevaux ou juments dont trois étaient à leur domicile et deux étaient d'âge, taille et capacité exigés par la loi. La municipalité rappelle également qu'elle a organisé des réunions par sections dans la commune pour tenter de faire en sorte que ces sections désignent par arrangement ceux qui devraient fournir les chevaux. Mais seules les sections du Maréchet et de Sous le Mont Noir ont convenu que le citoyen Claude fils de fut Alexandre Nicole fournirait un cheval pour le compte des propriétaires de ces deux sections. Pour les autres sections, la municipalité a donc dû désigner les trois citoyens "les mieux en état et les mieux commodes, propriétaires de chevaux de l'âge, de la taille et des capacités qu'exige la loi." La municipalité confirme donc que les trois plaignants devront bien présenter les trois chevaux demandés à Belair et le greffier de la commune effectuée le 23 juin la signification de cette décision.

La municipalité du Lac-des-Rouges-Truites désigne par la même occasion Pierre-Xavier Gros-Jenoudet du Maréchet fils de feu Maximin Gros-Jenoudet pour l'un des charretiers chargés de conduire à Dole les chevaux du canton. Il devra, indique la délibération, être "en état de conduire une voiture qui sera composée de douze chevaux" et il jouira du même traitement que les charretiers des transports militaires.

On verra cependant dans les pages qui suivent que Jean-Baptiste Grand, qui avec 12 chevaux est le plus important possesseur de ces animaux de la commune, n'est pas compris dans ceux qui doivent délivrer un animal. C'est surtout assez frustrant et injuste pour Alexis Cassard qui n'en possède que deux. L'épuration politique de la municipalité du Lac-des-Rouges-Truites se produit le 12 juillet, soit peu de temps après. Et, naturellement sans aucun rapport avec ce qui vient de se passer, on peut constater que le notable Alexis Cassard, "homme incommodé, vieillard infirme, (est) remplacé par Pierre-Joseph Martin-Richard reconnu pour un bon républicain."

Les officiers municipaux de Lille, ci-devant **Grande-Rivière** votent le 18 juin pour désigner les propriétaires qui devront fournir les trois chevaux du contingent de la commune. Après dépouillement des bulletins, il résulte que Jean-Pierre Brasier fournira un animal, les citoyens Joseph-Abel Martelet et frère -sic, Joseph-Abel Martelet a en réalité deux frères en plus du prêtre Alexandre Martelet- en donneront également un et le citoyen Pierre-Joseph Maillet-Guy délivrera le troisième. Ils

devront présenter ces animaux "bons et recevables" le 24 juin au chef-lieu du canton à neuf heures du matin. Pierre-Joseph Mailliet-Guy, cultivateur aux Chauvins présente aussitôt une pétition auprès du district de Condat-Montagne pour être dispensé de fournir le cheval pour lequel il a été requis. Cependant les administrateurs estiment le 21 juin "que la municipalité de Lille cy-devant Grande-Rivière s'est conformée à l'article 12 du décret du 18 germinal" et déboutent donc le demandeur.

On a vu qu'à la date du 15 juin, les commissaires nommés avaient demandé le paiement des harnais par chaque commune au prorata des chevaux requis. Cette prétention soulève des protestations et objections de la part des officiers municipaux de Belair. Par une pétition présentée aux administrateurs du district, ils soutiennent que les citoyens Alexandre Chanez de Salave et François-Joseph Ferrez de Rochepierre, qui sont par ailleurs deux des plus fortunés du Grandvaux, sont tenus de faire les avances nécessaires pour "empletter" les harnais nécessaires. Par une décision du 21 juin, les responsables du district leur donnent raison. Ils considèrent en effet que les commissaires "se sont engagés à faire les avances nécessaires" et que "leur fortune les met dans le cas d'en faire au besoin de plus considérables." D'ailleurs "en obligeant les communes du canton à faire les avances ce seraient (sic) mettre des entraves au départ urgent des chevaux par la répartition de ces avances entre lesdites communes." Les deux commissaires doivent donc remplir leur mission dans le plus court délai, faire livrer à Belair les harnais -les voitures et harnais dit la décision- puis les communes devront "rembourser toutes les avances qu'ils auront faites conformément à la délibération" prise. Les deux commissaires seront de plus responsables des retards constatés pour le départ des chevaux. Dans les faits, les harnais doivent être payés par l'administration et seul peut se poser le problème de savoir si l'administration les paiera en totalité ou sur la base d'un prix du maximum.

La majorité des chevaux se trouve réunie à Saint-Laurent à la date prévue et la journée du 25 juin est occupée à relever de manière précise le signalement des chevaux et à en évaluer officieusement la valeur de marché et non le prix du maximum. Le lendemain 26 juin les 28 chevaux présents sont regroupés dès six heures du matin sur la place de la Liberté à Belair. Les communes de Belair, La Chaumusse, Rochepierre, Grande-Rivière, Prénovel et Rivière-Devant ont bien amené leur contingent mais celui du Lac-des-Rouges-Truites était de quatre chevaux et seule une jument est présentée pour cette commune. De même, la commune de Fort-du-Plasne n'a amené que trois juments au lieu des cinq chevaux requis. Le procès-verbal signale qu'il manque au total cinq chevaux pour le contingent du canton. Avec celui déjà présenté à Dole par les frères Besson, il faut donc supposer que trois autres chevaux ont également déjà été menés à Dole précédemment. Les "noms et surnoms" des conducteurs sont relevés et le convoi peut enfin s'élancer. La municipalité de Belair déclare qu'elle va prendre des mesures ultérieures "pour obliger les communes du Lac et Fort-du-Plasne à compléter leur contingent."

Alexis Benoit, agent national du **Lac-des-Rouges-Truites** se rend à Condat-Montagne le 25 juin et informe le directoire du district du refus opposé par trois des habitants requis pour fournir les chevaux du contingent de la commune. Il présente même les rôles des contributions ce qui démontre "qu'ils sont des plus aisés de la commune (et) qu'outre cela, ils ont fait un commerce qui leur a été très favorable

notamment dès la Révolution, qu'ils sont mieux dans le cas de supporter la diminution de prix qui pourrait résulter de l'estimation que quelque autre citoyen moins aisé." Le directoire prend donc un arrêté qui précise que ces trois habitants "sont tenus de faire la remise des chevaux qui leur ont été assignés, à défaut de quoi, la municipalité du Lac est autorisée à employer la force armée." Et si les chevaux ne se trouvent pas dans leur domicile, la municipalité "y laissera la force armée à leur frais à raison de cinq livres par jour, qui seront supportés par eux jusqu'à ce que lesdits chevaux soient fournis." La décision est recopiée avec une légère variante sur le registre de délibérations de la commune et signifiée aux trois opposants. Voilà, qui va sans doute les inciter à acheter des chevaux pour les mener à Dole.

Pierre-Antoine Jean, agent national de **Prénoval** reçoit comme consigne de l'agent national du district de faire établir deux tableaux concernant le premier les "chevaux entiers" et le second les juments de la commune. Pierre-Antoine Jean effectue les réquisitions en conséquence auprès de la municipalité. Eugène Janier-Dubry et Pierre-Joseph Guyettant sont nommés commissaires et accomplissent leur mission le 2 juillet.

Il semble que le premier tableau concerne en fait les chevaux et juments de grande hauteur et dépassant 4 pieds et 9 pouces. Six de ces animaux sont en tout cas recensés : un cheval absent, appartenant à François-Joseph Janier-Dubry et cinq juments d'une hauteur de 4 pieds et soit 10 pouces soit 11 pouces appartenant deux à François-Joseph Janier-Dubry et les trois autres à Joseph-Augustin Belbenoit, Alexis Janier-Dubry et Ambroise Janier-Dubry.

Le deuxième tableau mentionne vingt-huit juments soit de plus petite taille - 4 pieds 6 pouces à 4 pieds 9 pouces- soit absentes pour neuf d'entre elles. Les noms des propriétaires son indiqués mais ces données ne sont pas significatives et on analysera plus loin les divers propriétaires de chevaux de la commune.

Lorsque François-Joseph Ferrez et Alexandre Chanez ont terminé leur commission d'achat des harnais, ce dernier reçoit de la municipalité de Belair la mission d'encaisser des sommes dues par l'administration du district. Il se présente le 29 juillet devant les administrateurs du district de Condat qui établissent d'une part un premier mandat "de la somme de 4 033 livres à laquelle ont été estimés 37 harnais complets fournis" conformément à la loi du 18 germinal et d'autre part un mandat "de 104 livres pour 52 journées employées par sept conducteurs pour conduire jusqu'à Dole 37 chevaux fournis par le même canton en exécution de la loi." On peut constater d'une part que le prix à la journée des charretiers est alloué sur une base très faible et d'autre part que l'ensemble des chevaux du contingent du canton de Belair a bien été conduit à Dole.

Les propriétaires de chevaux du Grandvaux

Cependant Charles-François Thabey, commissaire à la levée du 25^e cheval des département du Doubs et du Jura est excédé par le retard pris et exige le 28 juin que chaque canton lui fournisse "sur le champ" un double des déclarations faites par les propriétaires sans oublier "les noms des citoyens qui auraient négligé de faire leur déclaration, pour en opérer la confiscation conformément à l'art. 10 du décret."

L'état des propriétaires des chevaux du canton de Belair est terminé le 20 juillet. Cependant au lieu d'établir un "double des déclarations" faites antérieurement, cet état est reconstitué, y compris cependant les 37 bêtes fournies par le canton, mais la situation antérieure "ne s'y trouve plus à cause que plusieurs ont péri." Il n'y en a d'ailleurs "presque point actuellement, étant toutes employées au transport des marchandises dans l'intérieur de la République et en réquisition pour les armées." Il faut sans doute aussi comprendre que le décompte antérieur des chevaux avait fait l'objet d'une certaine approximation. Cet état mentionne uniquement le nombre des animaux par propriétaires regroupés par commune sans distinguer s'il s'agit d'un cheval ou d'une jument et le nombre de poulains en séparant en principe ceux âgés de deux ans et ceux âgés d'un an. Je suis l'ordre retenu par ce document pour la présentation des communes.

Pour la commune de **Belair**, je relève notamment selon le nombre de chevaux indiqués : Pierre-Joseph Besson le jeune (celui qui a acquis la nitrière) 15, Alexandre Chanez 12, Basile Thouverez et frère 9, Julien Guy 8, Laurent Besson 8, Célestin Bailly 7, les fils de Basile Besson 7, François-Xavier Bouvet (le maire) 7, Claude-François Poncet 6, puis François-Désiré Roidor, Jean-Baptiste Roidor, Daniel Pia, Clément Roidor, François-Joseph Thouverez, Clément Jenoudet, Joseph Guy, Pierre-Joseph Bouvier, Jean-Louis Besson, Laurent Benoit et frère, Henry-Joseph Maillat-Guy, Claude-Henry Pia et Henry-Joseph Marion, soit en tout 13 propriétaires possédant chacun 4 chevaux. On note également 13 propriétaires possédant 3 chevaux, 11 ont deux chevaux et 27 habitants possèdent chacun un cheval. Soit en tout 73 propriétaires qui détiennent 219 chevaux. Il convient d'ajouter à ceux-ci trois poulains d'un an et deux "laitons" –sans doute les petits nourris au lait- Hippolyte Roidor est ainsi propriétaire d'un cheval (ou jument), de deux poulains d'un an et de deux "laitons." On peut noter en particulier que Joseph Martinez, le futur président de l'administration du canton ne possède qu'un cheval, tandis que ni Laurent Brenet, agent national, ni aucun propriétaire Brenet n'est mentionné.

A **Rochepierre** on peut relever notamment : Augustin Thévenin (et ses neveux) 15 chevaux, François-Joseph Ferrez 12, François-Joseph Bouvet-Maréchal 9, Alexis Bénier-dit-le-Moine 9, Basile Delezay 8, Pierre-Amable et (son oncle) Clément Bouvet 7, Pierre-Joseph Vuillet 6, Claude-Henry Poncet 5, Claude-Henry Ferrez et frères 5, Pierre-Joseph Chanez 5, François-Xavier Bouvet 4, François-Joseph Bouvet 4, Henry-Joseph Thévenin 4, Pierre-Joseph Gros 4, Marie-Anne Gros 4. Il y a encore treize propriétaires de trois chevaux, neuf de deux chevaux et dix-sept propriétaires d'un seul cheval. Au total, il est donc dénombré 54 propriétaires qui possèdent 175 chevaux. Cependant, ni Ambroise Ferrez maire, ni Basile Ferrez, juge de paix ne sont cités comme propriétaires. C'est vrai qu'ils peuvent sans doute emprunter facilement un cheval à leur frère François-Joseph qui en possède douze.

Pour **La Chaumusse** l'état mentionne notamment : Augustin Ferrez 12, Laurent Chanez 10, Reine Tartavel et fils (ou dit autrement François Bénier et ses frères) 10, Ambroise Bénier 9, Pierre-Simon Bénier 8, Louis-Amédé Thévenin 7, Joseph Romand 7, Alexis Brenet 6, Joseph-Augustin Besson 5, Alexis Mathieu 4 (suivi de François-Célestin Mathieu, son fils 2), Basile Gros 4, Alexis Chanez 4,

Jean-Alexis Besson 4 et François Benoit 4. Il y a également quatre propriétaires qui possèdent 3 chevaux, trois (en plus de François-Célestin Mathieu déjà cité) qui possèdent 2 chevaux et seulement trois propriétaires d'un cheval. Au total les vingt-six propriétaires possèdent donc 121 chevaux. Je précise également que François-Célestin Mathieu est indiqué comme propriétaire de trois chevaux à Rochepierre, dont l'écurie, d'après l'ordre de citation des divers propriétaires, se situe aux Dadonins, hameau le plus proche de La Chaumusse, donc probablement dans une des maisons de ses parents Dadonin. (Cf. le chapitre De la maison aux fleurs de lys à la prison pour dettes.) Il a donc probablement pris un accord se rapprochant d'une formule de location, pour permettre à cette famille Dadonin de poursuivre son activité de voiturier.

A **Rivière-Devant** Ambroise Girod possède trois chevaux, sept propriétaires détiennent deux chevaux et douze citoyens ont un cheval. En tout il y a donc vingt propriétaires et 29 chevaux auxquels il convient d'ailleurs d'ajouter un poulain de deux ans.

Pour **Prénoval**, il est possible de citer notamment, François-Joseph Janier (Dubry) 11 chevaux, Jean-François Belbenoit (et ses deux frères, qui ne sont pas nommés ailleurs) 8, Eugène Janier (Dubry) 7, Désiré Janier 5, Pierre-Joseph Guyettant 4, Alexis Janier (Janier, ou plus vraisemblablement Janier-Dubry, deux propriétaires possibles) 3, Claude-Henry Janier (Dubry, probable, et son frère Ambroise) 3, Claude-Henry Vuillomet 3, Claude-François Janier 3, Pierre-Antoine Belbenoit 3. Il y a également quatre propriétaires de 2 chevaux et treize d'un cheval. Au total, on dénombre donc 27 propriétaires et 71 chevaux. Le maire Pierre-Joseph Molard n'est pas cité et l'agent national Pierre-Antoine Jean possède certainement un cheval en commun avec son frère François-Joseph.

A **Fort-du-Plasne** on recense notamment les frères Martin-Gousset 7 chevaux, Gilbert Chanez 6, les frères Pierrottet 5, François-Xavier Poiblanç 5, Henry-Joseph Rousset 4, Claude-Simon Nicole 4, Alexis Barreaux 4, Pierre-Joseph Poiblanç 4, Joseph-Alexis Monnet 4. Il y a de plus neuf propriétaires de trois chevaux, dix de 2 chevaux et treize possesseurs d'un cheval. En tout, 41 citoyens sont propriétaires de 103 chevaux. En outre, c'est dans cette commune que sont recensés le plus de poulains, soit sept animaux détenus le plus souvent par des citoyens non propriétaires de cheval. On est donc assez loin des 125 chevaux déclarés par la commune en mai. Le notaire Jacques-Ignace Bailly, nouveau maire depuis juillet, est propriétaire d'un cheval. Mais aucun animal n'est déclaré ni pour l'ancien maire Claude-Louis Cattini, ni pour aucun membre des familles Cattin ou Cattini. La cause de la différence du nombre de chevaux réside probablement dans cette omission venant sans aucun doute des divergences entre les deux maires. De même, si l'on s'en tient à cet état, ni l'agent national Urbain Thouverez, ni ses frères, ne possèdent le moindre cheval.

L'état établi pour **Le Lac-des-Rouges-Truites** indique en particulier : Jean-Baptiste Grand 12, les frères Thouverez (en fait Emmanuel Thouverez, son frère et ses cousins) 11, Pierre-Simon Baratte 7, les frères Martin 5, les frères Ferrez 4, les frères Benoit -très probablement Alexis Benoit, agent national de la commune démis en juillet -, et ses frères- 4, Alexandre Verjus 4, les frères Nicole 4, Jean-Baptiste Saule 4. Il y a également deux propriétaires de 3 chevaux, huit de 2 chevaux, dont le maire Pierre-Louis Rosset et Alexis Cassard, cité ci-dessus comme l'un de ceux

requis pour fournir l'un des chevaux de la commune, et 23 citoyens qui détiennent chacun un cheval. Il y a donc 42 propriétaires possédant ensemble 100 chevaux. Le nombre de chevaux annoncés dans la commune est ici bien conforme. On peut par contre comprendre le désaccord de ceux qui sont désignés pour délivrer les chevaux, notamment Alexis Cassard, qui constatent que Jean-Baptiste Grand qui est propriétaire de douze chevaux ne figure pas parmi les requis par la commune. Nous avons indiqué ailleurs que les fils de celui-ci étaient fréquemment au service du ravitaillement des armées et il est donc très probable, compte tenu du raisonnement retenu par la municipalité, que les chevaux aptes de ce propriétaire aient été absents.

Selon l'état fourni par la commune de Lille ci-devant **Grande-Rivière**, il n'y a pas d'important propriétaire de chevaux dans ce village. On relève tout juste Jean-Pierre Brasier et Claude-Joseph Brenet qui possèdent chacun trois chevaux. On dénombre par ailleurs 15 propriétaires de deux chevaux –dont les deux requis : Abel Martelet et frères et Pierre-Joseph Maillet-Guy- et 38 citoyens possédant un cheval chacun. Il y a au total 55 propriétaires qui détiennent 74 chevaux auxquels il faut ajouter deux poulains. Il faut donc supposer soit que les fils de Jean-Pierre Brasier ont vendu leurs chevaux –la rentabilité des opérations de transport est négative lorsque le tarif du maximum est appliqué- soit que Basile et Germain Brasier ont transféré les animaux servant à leurs activités de négoce et de voiturier à Condat-Montagne. Il semble toutefois assez anormal que d'autres propriétaires, comme par exemple les fils de Valentin Maillet-Guy ou son frère Pierre-Joseph ou encore des propriétaires Faivre ou Janet, ne possèdent pas plus de deux chevaux. Cette situation semble, à un degré moindre, identique dans la commune de Rivière-Devant. La crise découlant de l'insuffisance des prix de transport, sous l'influence des Brasier, pourrait jouer dans ces deux villages un rôle plus important que dans les autres localités du Grandvaux.

Un autre état récapitulatif est rédigé le 20 août pour le canton de La Rixouse. Il précise qu'il est identique à celui qui avait été remis par les commissaires qui avaient conduits les chevaux de ce canton à Dole. En ce qui concerne la commune des **Piards**, on relève Joseph-Augustin Martine 3 chevaux, Claude-Marie (et par incidence son frère) Vincent 2 chevaux, Louis Martine 2 chevaux. Les autres propriétaires, dont Henry-Joseph Janier-Dubry ancien administrateur du département, au nombre de sept, possèdent chacun un cheval. Au total, il y a donc 10 propriétaires qui détiennent 14 chevaux auxquels il convient d'ajouter deux poulains et deux laitons. Les animaux de plus de deux ans se décomposent en deux mâles et douze femelles. Ils sont tous indiqués comme devant servir pour l'agriculture à l'exception d'un mâle indiqué "étalon." Gaspard Piard, le maire de la commune, ne détient pas de cheval, pas plus d'ailleurs qu'aucun autre patronyme Piard.

Au total, il y a donc dans le Grandvaux au moins 350 propriétaires qui détiennent plus de 906 chevaux et 16 poulains et laitons. Il convient certainement d'ajouter d'une part les animaux inévitablement oubliés dans une telle situation – d'ailleurs dans quatre villages aucun poulain n'est déclaré- et d'autre part la quinzaine de chevaux omis à Fort-du-Plasne.

Un état brouillon –confirmé par d'autres documents- établi pour le district de Condat-Montagne à cette époque indique 925 chevaux pour le canton de Saint-Laurent, nombre confirmant celui déterminé dans l'assemblée du 11 mai, et un total de 1736 chevaux pour l'ensemble du district, c'est-à-dire que plus de la moitié des chevaux du district se trouvent dans le Grandvaux. Le canton du district le plus peuplé en chevaux est ensuite celui de Morez avec 138 animaux. On peut donc constater la grande place qu'occupent les chevaux et les transports dans le Grandvaux. C'est également une raison pour laquelle nous avons pu précédemment constater une production d'avoine relativement importante.

En décembre 1794, le district doit encore fournir un cheval pour compléter son contingent et un délégué militaire vient réclamer à Condat-Montagne. Les administrateurs lui débite une longue tirade pour justifier la non remise de ce cheval dans laquelle je relève notamment "que les habitants du district de Condat-Montagne qui ne vivent que de leur industrie, -au sens activité et non au sens moderne- sont à la suite des armées et emploient à leur approvisionnement au moins douze cents chevaux tirés de ce district." Cette évaluation est de toute évidence exagérée^{mn} par rapport aux 1736 chevaux du district, mais elle montre cependant l'importance des transports effectuée pour les besoins des armées²³⁵.

c) La réquisition des voitures à quatre colliers

Le département du Jura est à nouveau frappé par un arrêté du 18 janvier 1795 du représentant du peuple en mission près les armées du Rhin et de Moselle d'une réquisition de 130 voitures à échelles pour le parc d'artillerie de Germersheim, localité qui se trouve sur la rive occidentale du Rhin au sud de Spire. La caractéristique principale est cependant que ces voitures garnies d'échelles, perches et cordes à fourrage devront être attelées de quatre chevaux et chargées chacune d'au moins quinze quintaux de foin ou d'avoine. Les chevaux et les charretiers qui doivent les accompagner sont alors mis en réquisition pendant trois mois à compter du jour du départ du district et à l'issue de cette période, le district devra normalement les remplacer par d'autres conducteurs et animaux. En principe le prix de la voiture et du fourrage doit être estimé par des experts, non pas sur la base du prix maximum qui n'est plus en vigueur, mais selon "la mercuriale" de chaque district. Le "loyer des chevaux" sera par contre payé aux propriétaires "à raison de quatre livres 10 sols par jour et par collier." Les chevaux qui "périront pendant le temps de leur service par une suite de fatigue et accident qu'ils auront éprouvés seront payés aux propriétaires suivant l'estimation qui en aura été faite lors de leur départ de leur commune, à moins qu'il ne soit constaté que leur mort ne soit occasionnée par une suite de négligence ou mauvais traitement de leur conducteur."

^{mn} Un courrier du 19 novembre mentionne "depuis trois ans, plus de 600 chevaux de notre district conduisent aux armées des fromages, du vin et des eaux de vie." Une autre correspondance du 16 novembre précise qu'aux chevaux occupés "à voiturer des subsistances aux différentes armées," il convient d'ajouter ceux qui sont "en réquisition pour des bois et des charbons aux forges du citoyen Lemire" qui travaille principalement pour l'armée. A.D.J. 7L35, registre de correspondance, aux dates des 29 et 26 brumaire an III.

Les chevaux utilisés dans les charrois par les militaires ne sont sans doute pas entretenus au mieux et il faut probablement voir dans cette mesure une espèce de mesure de privatisation qui devrait peut-être conduire à une moindre mortalité des animaux. Les charretiers doivent certainement s'occuper de nourrir et entretenir les chevaux, de les conduire chez des professionnels tels que les vétérinaires ou maréchaux-ferrants, etc. ...

La commission administrative de Dole doit répartir cette réquisition entre les différents districts du département. Dans une certaine mesure, elle compte utiliser les résultats du recensement des différentes espèces d'animaux qui existent dans chacun des districts, recensement qu'elle demande aux districts d'organiser le 2 février 1795. Confrontée à la nécessité d'organiser rapidement la répartition des voitures et chevaux, la Commission administrative demande aux districts de hâter leur travail et d'apporter à Dole le résultat pour le 21 février. Le délai est donc très court. Les commissaires des districts sont présents à la date voulue, avec des états pas toujours complets, à l'exception toutefois de l'envoyé du district de Condat-Montagne. Les membres de la Commission voudraient alors procéder à la répartition de cette réquisition et Laurent-Augustin Besson de Saint-Laurent défend avec acharnement les intérêts du district de Condat-Montagne qui, du fait de l'absence de renseignements, risque d'être pénalisé. Finalement le tableau correspondant au recensement du district de Condat-Montagne est terminé le 19 février mais Baud, le maire de Condat-Montagne, désigné comme commissaire pour le porter à Dole, n'y parvient qu'avec vingt-quatre heures de retard.

J'ai pu consulter cet état qui est présenté en ventilant les données propres à chaque canton de ce district²³⁶. Je relève pour le canton de Saint-Laurent : Population 5 956 (conforme au recensement de 1790, cf. le chapitre organisation territoriale et élections); chevaux 49; juments 39; poulains 25; bœufs 4; vaches 2216, veaux et génisses 580; moutons néant; chèvres 1085 (nombre assez surprenant) porcs néant (voir ci-dessus la réquisition des cochons.)

Ce tableau mentionne ensuite "le résultat général du cadastre du district" c'est à dire la ventilation des superficies des différentes natures de terrains du canton en arpents : champs 3585; prés 2432; parcours ou pâturages 3032; terrains stériles 4532; forêts et broussailles 4988; lacs et étangs 167 arpents puis le nombre d'usines : 50. Une note précise : "Nota, les arpents sont l'arpent de Paris, plus grand à peu près d'un tiers que le journal du Jura." C'est à dire précise la note que la superficie des champs du district qui est de 19481 arpents correspond à peu près à 29000 journaux. Dans la réalité -voir notes sur les mesures en début de l'ouvrage- l'arpent de Paris est plus petit que le journal de nos régions. Il est à présumer que l'arpent retenu correspond en fait à l'arpent des eaux et forêts.

Pour ce qui concerne notre sujet principal de la réquisition de voitures et de chevaux, on est évidemment très surpris, par rapport à ce qui est mentionné précédemment, de ce nombre très réduit de 88 chevaux et juments et de 25 poulains. Pour l'ensemble du district, on note également une diminution importante par rapport aux données relevées précédemment puisque 285 chevaux et 334 juments, soit 619 animaux seulement sont recensés auxquels il convient d'ajouter 141 poulains. Je recherche donc à nouveau le titre du tableau et je remarque que la commission administrative avait demandé le recensement des "animaux existants

dans le district." Alors évidemment les Grandvalliers ont analysé la demande à la lettre et considéré que les chevaux qui pouvaient faire du voiturage n'étaient pas à inclure dans ce recensement. Il aurait sans doute fallu demander les animaux appartenant aux habitants du district et non pas ceux y existant !

La Commission administrative consulte d'urgence ce tableau le 22 février et remarque comme nous que l'administration de Condat "n'avait point compris dans son recensement les chevaux absents pour le commerce." D'un autre côté, les districts d'Arbois et de Lons-le-Saunier n'ont "point fourni le cadastre de leur territoire." La Commission administrative se décide alors à se référer "aux recensements faits dans chaque district pour la levée du 25^e cheval." Elle "suppose" ensuite "que trois têtes de bétail labourent vingt-quatre journaux de terre" et calcule "ce qui reste disponible pour chaque district et assied la réquisition sur cette base." Elle semble donc prendre en grande considération les animaux nécessaires pour les travaux agricoles mais pas ceux utiles pour le commerce et l'approvisionnement des armées. En conséquence le district d'Arbois fournira 30 voitures à quatre colliers, celui de Dole 10, celui de Lons-le-Saunier 20, celui d'Orgelet 32, celui de Poligny 8, et celui de Condat-Montagne 30 voitures et donc 120 chevaux. Le ci-devant district de Saint-Claude est devenu celui de Condat-Montagne, mais l'administration a du mal à se régénérer et on voit qu'elle respecte toujours l'ordre alphabétique ancien pour les districts ...

La guillotine n'agit cependant plus comme une épée de Damoclès, comme il y a quelques mois, et la volonté révolutionnaire n'est plus la même. L'administration du district de Condat-Montagne se refuse à agir rapidement. Elle dépose un recours auprès du représentant du peuple Bailly de passage à Condat-Montagne en remarquant qu'il est impossible de satisfaire à cette réquisition, "qu'enlever à l'agriculture cent vingt chevaux au moment où les travaux de la campagne vont commencer dans ce district, c'est préparer à ses habitants les horreurs de la faim auxquelles ils ont à peine échappé." Elle prend de plus le prétexte que le district est "compris dans l'arrondissement de l'armée des Alpes" et risque donc de se trouver exposé à une autre réquisition. Elle a bon espoir dans une décision favorable et elle gagne du temps. Le représentant Bailly ordonne de constater par des procès-verbaux l'impossibilité de fournir les trente voitures. A un commissaire de l'armée basé à Mayence, l'administration du district répond longuement le 20 mars : Priver nos administrés "du peu de chevaux qui leur restent, c'est condamner 45 000 français à mourir de faim." De plus dans le district, "on (n') a jamais fabriqué de voitures à ridelles propres à être attelées de quatre chevaux, car on (n')y fabrique que des petites voitures à quatre roues qui ne sont traînées que (par) un cheval et chargées tout au plus d'un millier (de livres) à raison des mauvais chemins et des montagnes, en conséquence impossibilité de fournir les voitures telles qu'on les demande²³⁷."

Les rouliers du Grandvaux ont beaucoup transporté pour les armées

Le directoire du district désigne un commissaire par canton "pour constater les ressources que chacune des communes peut offrir pour satisfaire à la réquisition" des voitures pour le parc d'artillerie de Kaiserlautern et de Germersheim. Le notaire Jean-Félix Roche nommé pour le canton de Saint-Laurent se rend notamment à Prénovel, Rochepierre, Saint-Laurent et L'Île, -le notaire reprend en principe

l'orthographe correcte de cette commune- ci-devant Grande-Rivière, du 2 au 8 avril 1795²³⁸.

A **Prénoval**, il est reçu par le maire Pierre-Joseph Molard, l'agent national Pierre-Antoine Jean et un officier municipal Jean-Baptiste Faivre. Ils précisent "qu'il ne leur était pas possible de pouvoir fournir des chariots parce qu'on n'a point d'ouvriers dans ce pays qui sachent travailler et construire de gros chariots à quatre chevaux et qu'on n'a aucun bois propres à cette fabrication, que plusieurs particuliers avaient quelques chevaux ou juments employés dès le commencement de l'hiver à voiturier pour l'approvisionnement des armées et villes de la République, de denrées et marchandises, que la plupart n'ont point reparu dès leur départ, qu'ils on lieu de penser qu'ils ne réparâtront pas de longtemps à cause de la rareté des fourrages, qu'il se trouve actuellement dans la commune la quantité de douze tant chevaux que juments, qui ne suffiront pas pour le labourage, que l'on ne pourrait prendre actuellement sans nuire aux travaux de labourage auxquels ils vont être employés incessamment. Parmi ce nombre se trouvent trois juments destinées pour mettre à l'hara." (sic).

La maire de **Rochepierre**, Ambroise Ferrez, et plusieurs officiers municipaux effectuent des déclarations très semblables. Il y a "une impossibilité morale de pouvoir fournir" les chariots demandés. Il n'y a dans cette commune "que trente chevaux ou juments qui sont insuffisants pour fournir aux travaux du labourage" qui seraient d'ailleurs commencés "si l'intempérie du temps et la neige qui couvre encore le sol n'y mettait obstacle." Ils ajoutent encore que parmi les trente chevaux, cinq sont malades "et incapables de travailler." Alexandre Chanez, maire de Saint-Laurent et plusieurs officiers municipaux effectuent des déclarations parfois semblables mot pour mot. Il n'y a dans cette commune que vingt-neuf chevaux et juments qui sont évidemment insuffisants pour les travaux agricoles et dans ce nombre "quatre juments propres et destinées pour l'hara." A L'Ile, il est reçu "par les membres de la municipalité assemblés." Les déclarations sont semblables, mais la commune a effectué récemment un recensement montrant qu'il "y avait en chevaux, juments et poulains un nombre de soixante-deux, qu'il y en avait quarante-quatre absents employés à voiturier des denrées" et donc qu'il n'y a "que dix-huit animaux dans la commune dont huit juments poulinières." Comme dans les autres communes, il est donc impossible de fournir les chevaux réquisitionnés. Le maire Basile Brasier signe avec Pierre-Joseph Jacquet l'agent national et deux officiers municipaux. Avec le nombre relativement peu élevé de chevaux recensés à l'Ile au printemps 1794, on n'aurait pas cru qu'autant de chevaux seraient sur les routes au cours de l'hiver suivant.

Gaspard Piard, maire des Piards, Joseph-Augustin Martine et Jean-Baptiste Verguet officiers municipaux sont de même interrogés le 27 mars par un autre commissaire. Pour eux, ils ne peuvent fournir ni foin, ni avoine, ni chariot et s'ils doivent fournir des chevaux ils entendent "que ce sera au marc la livre de l'imposition foncière sur les communes du canton, parce que c'était l'égalité, au surplus ils ont déclaré qu'il n'y avait dans leur commune que quelques mauvais

chevaux et des poulinières qui ne suffisent pas pour l'agriculture et qu'il en manquerait bien dix^{oo}."

Ces procès-verbaux sont ensuite analysés et la synthèse en est adressée le 15 avril aux membres du directoire du département qui succèdent à ceux de la Commission administrative : On s'en doute, il n'est pas possible de fournir les chevaux demandés. Il n'y a en effet dans le district "que 220 chevaux propres au service requis, ce qui prouve l'injustice commise envers le district." Il y en a en outre 137 "qui ne peuvent être employés qu'à des travaux domestiques et de courte haleine" et enfin 126 "un peu moins mauvais mais incapables de soutenir les fatigues que nécessite le service des armées."

Pour le reste, cela semble aller de soi, "on ne mettra pas sans doute dans la liste de la réquisition plusieurs centaines de chevaux dont les propriétaires sont **rouliers** de profession et qui depuis le commencement de la guerre conduisent constamment sur tous les points de la République des vivres, eaux-de-vie et habillement pour les armées. Nous avons preuves en mains que **ceux du canton de Saint-Laurent seul**, outre le commerce volontaire qu'ils font près les armées, ont été requis en route et ont conduits aux armées du Rhin et de la Moselle 900 voitures, c'est-à-dire 900 milliers" (de livres.) En conclusion, le district ne peut donc pas fournir les chevaux requis sans éprouver "la plus cruelle détresse (... et de toute manière) à l'impossible nul n'est tenu." Il est également prévu d'adresser une lettre similaire au général commandant l'armée devant Mayence²³⁹. Basile Ferrez de Saint-Pierre, administrateur du district, a sans doute participé à la rédaction de ce document.

Il faut exécuter cette réquisition

Cependant le commissaire ordonnateur près l'armée du Rhin écrit qu'il n'est pas absolument impossible de fournir les trente voitures et les 120 chevaux demandés et qu'il faut cesser toutes les discussions à ce sujet. Les administrateurs du district se décident donc le 13 mai à demander à leurs administrés de "montrer leur zèle pour la chose publique (...) en s'empressant de satisfaire à la réquisition qui va leur être faite." Celle-ci est répartie par l'administrateur en charge de ce dossier, probablement Basile Ferrez, entre les diverses communes du district sur la base "du dernier recensement des chevaux."

Le territoire du district est divisé en onze sections, ce qui permettra de nommer un commissaire par section. Dans la deuxième section 4 chevaux ont été recensés à Beaupré ci-devant Château-des-Prés, 10 aux Piards et 4 à Valfin soit au total 18 animaux recensés. Ces trois communes devront fournir un charretier et une

^{oo} Les ressources agricoles des Piards sont certes bien faibles. On verra cependant dans le chapitre consacré à l'emprunt forcé de 1795-1796 que la commune des Piards, a diminué d'environ la moitié ses bases foncières par rapport aux bases antérieurement en vigueur quand Les Piards et Prénovel ne formaient qu'une communauté. On comprend donc mieux la demande de retenir cette base. Dans d'autres déclarations, j'ai noté que Henry-Joseph Janier-Dubry était un spécialiste de la fiscalité. La mise en place de nouvelles bases d'imposition a donc pu être réalisée dans le dessein de favoriser les habitants des Piards.

voiture (et donc quatre chevaux.) Pour trois chevaux recensés à Chauv-des-Prés et douze à Prénoval, ces deux communes devront également délivrer un charretier et une voiture (il faut toujours multiplier le nombre de voitures par quatre pour obtenir le nombre de chevaux demandés.)

La sixième section comprend les communes de Belair –le village a déjà repris son nom traditionnel, mais je suis le texte de la décision- (29 chevaux recensés), Morbier (6 chevaux) et Tancua (6 chevaux) soit au total 41 chevaux. Ces trois communes devront fournir 2 voitures et 2 charretiers. Les autres communes du Grandvaux sont réunies dans la huitième section. La Chaumusse (23 chevaux recensés) et Fort-du-Plasne (12 chevaux) soit ensemble 35 animaux délivreront 2 voitures et 2 charretiers. La commune du Lac-des-Rouges-Truites où 17 chevaux ont été recensés délivrera un charretier et une voiture. Les communes de Rochepierre (30 chevaux) et de Rivière-Devant (8 chevaux) soit 38 chevaux recensés fourniront 2 voitures et 2 charretiers. Enfin la commune de Grande-Rivière où 18 chevaux ont été recensés, -voir ci-dessus le détail assez précis de ce recensement- devra délivrer un charretier, une voiture et donc quatre chevaux. Le citoyen Ambroise Roydor le jeune de Salave est nommé commissaire pour la sixième section et le citoyen Roche "notaire Sur le Moulin," commissaire pour la huitième section.

On peut dire que les communes du canton de Saint-Laurent s'en tirent relativement bien puisque les chevaux qui sont en principe sur la route ne sont pas retenus dans les bases recensées. Ainsi, par exemple la commune de Grande-Rivière reconnaît 62 animaux dont 44 absents et se trouve retenue sur une base de 18 chevaux uniquement. L'année précédente à la même époque les propriétaires de la commune possédaient de 75 à 81 animaux dont seulement cinq étaient sur les routes. Cette situation comparative serait le cas échéant certainement difficile à expliquer par les autorités administratives. Pour Saint-Laurent, même situation favorable quoique moins précise : Les propriétaires détenaient l'année précédente 225 chevaux et la base retenue pour la commune en 1795 n'est que de 29 animaux. On sait cependant que les chevaux sont beaucoup moins sur les routes au moment des labours et des travaux agricoles. Il en est de même pour la majorité des autres communes du Grandvaux. Cependant la commune des Piards, rattachée au canton de La Rixouse, se trouve relativement pénalisée. Les propriétaires de cette commune possédaient en effet 18 chevaux et poulains au printemps 1794, alors que le recensement effectué pour 1795 retient le nombre de 10 animaux, c'est-à-dire une proportion bien plus élevée que dans les communes du canton de Saint-Laurent. J'ai tout de même la perception d'une grande incohérence dans les déclarations effectuées par chacune des communes et donc dans la répartition de cette réquisition. Ainsi les citoyens du Grandvaux, qui en 1794 possédaient plus de la moitié des chevaux du district ne devront délivrer approximativement "que" neuf voitures et donc 36 chevaux soit trente pour cent de la réquisition totale. En retenant la même base que l'année précédente, celle qui a servi à la Commission administrative, le Grandvaux aurait dû délivrer environ 64 chevaux. Les attelages et chevaux sont réunis et délivrés aux militaires mais je ne connais pas le détail du reste de l'opération.

Une autre réquisition de chevaux dite "du trentième" (un cheval pour trente) est décidée au début de l'année 1796. L'administration municipale du canton de La Rixouse délibère peu après. Elle décide de "faire auprès de l'administration centrale la répétition de l'attelage fourni par le canton de La Rixouse (... et) considérant que déjà plus de trois mois se sont écoulés depuis le départ de l'attelage et que déjà il devrait être de retour," elle nomme le citoyen Monnet commissaire pour rapatrier les chevaux fournis. Il est par la même occasion autorisé de laisser un cheval "pour le trentième que le canton doit fournir." Le commissaire se rend donc auprès des autorités militaires qui trouvent cette démarche malicieuse. Les chevaux sont encore utiles à l'armée et ne peuvent pas être rendus. "Ils ne sont pas néanmoins dans le cas de faire nombre dans la fourniture du trentième²⁴⁰." Les chevaux fournis antérieurement et donnés en location pour une durée de trois mois ne seront donc ni récupérés ni déduits de la nouvelle réquisition.

Une autre réquisition frappe en novembre 1795 le canton de Saint-Laurent de 12 attelages complets à quatre colliers et donc de 48 chevaux. D'après le résultat d'un nouveau recensement effectué, les 48 chevaux à délivrer sont répartis le 10 janvier 1796 entre les communes du canton. Cependant ce dernier rassemble avec difficulté 12 chevaux qui sont conduits à Lons-le-Saunier.

C'est alors qu'intervient la réquisition d'un cheval sur trente décidée par la loi du 4 février 1796. Un recensement est effectué faisant apparaître : Grande-Rivière 77 chevaux, Rivière-Devant 23, Prénovel 53, Saint-Pierre 113, La Chaumusse 105, Fort-du-Plasne 73, Le Lac-des-Rouges-Truites 66 et Saint-Laurent 150 soit 660 chevaux pour le canton. Le canton de Saint-Laurent devra donc délivrer 22 chevaux pour cette réquisition du trentième cheval.

L'administration du canton décide d'écrire à l'administration parisienne pour demander l'imputation des douze chevaux qui viennent d'être livrés sur la nouvelle réquisition du 30^e cheval. A sa grande surprise le ministre de la guerre accorde alors l'autorisation sollicitée. Le canton ne doit donc acheter que dix autres chevaux pour satisfaire à cette nouvelle réquisition²⁴¹.

Notes du chapitre VII

-
- ¹ A.D.J. 7 L 32, registre de correspondance, à la date.
- ² A.D.J. 2 Mi 39, microfilm du registre des délibérations du district de Saint-Claude, f° 162 v°.
- ³ A.D.J. 7 L 23, registre des pétitions, à la date.
- ⁴ A.D.J. 1 L 75, registre du département du Jura, f°s 34 r° à 37 r°.
- ⁵ A.D.J. 5 E 216-4, registre des délibérations de Saint-Laurent, f°s 81 v°, 84 v°.
- ⁶ A.D.J. 5 E 189-6, registre des délibérations de La Chaumusse, f° 88 r°.
- ⁷ A.D.J. 7 L 12, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f°s 121 v°, 132 v°; 2 Mi 39, registre suivant des délibérations du district, f°s 13 r° à 20 r°; Liasse 7 L 127.
- ⁸ A.D.J. 7 L 12, ibidem, f°s 75 v°, 77 r°, 124 v°.
- ⁹ A.D.J. 5 E 216-4, registre des délibérations de Saint-Laurent, f° 85 v°.
- ¹⁰ A.D.J. 7 L 12, ibidem, f° 138 r°.
- ¹¹ A.D.J. 7 L 131, dans cette liasse figure également une récapitulation partielle des actions entreprises par le directoire du district, document utilisé dans l'exposé qui suit.
- ¹² A.D.J. 7 L 32, registre de correspondance, à la date du 2 frimaire.
- ¹³ A.D.J. 7 L 12, ibidem, f° 140 r°.
- ¹⁴ A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f°s 90 v° à 91 v°.
- ¹⁵ A.D.J. 5 E 448-11, registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites, f°s 86 r° à 90 v°.
- ¹⁶ A.D.J. 7 L 130.
- ¹⁷ A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f°s 96 r°, v°.
- ¹⁸ A.D.J. 1 Mi 347, microfilm du registre des délibérations de la commune de Grande-Rivière, pages 316, 317.
- ¹⁹ A.D.J. 7 L 31, registre de correspondance.
- ²⁰ A.D.J. 5 E 189-6, ibidem, f° 90 r°.
- ²¹ A.D.J. 7 L 32, ibidem.
- ²² A.D.J. 2 Mi 39, ibidem, f°s 64 v°, 65 r°; liasse 7 L 133.
- ²³ A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f°s 99 r°, 100 v°.
- ²⁴ A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f° 104 r°.
- ²⁵ A.D.J. 2 Mi 39, ibidem, f°s 79 v°, 80 r°.
- ²⁶ A.D.J. 5 E 189-6, ibidem, f°s 90 v°, 91 r°.
- ²⁷ A.D.J. 5 E 448-11, ibidem, f°s 96 r° et v°, 103 r° à 105 v°.
- ²⁸ A.D.J. 5 E 190-1, registre des délibérations de Saint-Pierre f° 56 v°.
- ²⁹ A.D.J. 7 L 32, ibidem, à la date du 17 nivôse an II.
- ³⁰ A.D.J. 7 L 30, registre de correspondance, à la date du 23 nivôse an II.

-
- ³¹ A.D.J. L 694-10, registre du comité de surveillance de Saint-Laurent, f° 3 r° et liasse L 693-15.
- ³² A.D.J. 1 L 133, registre des ordonnances du département sur requêtes, n°s 462 et 463.
- ³³ A.D.J. L 694-10, ibidem, f°s 4 r° et v° et 5 E 216-4, ibidem, f°s 109 v°, 110 r°.
- ³⁴ A.D.J. 7 L 32, ibidem.
- ³⁵ A.D.J. 7 L 30, registre de correspondance, à la date du 6 pluviôse an II.
- ³⁶ A.D.J. 7 L 30, ibidem, à la date de 19 pluviôse.
- ³⁷ A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f°s 112 v°, 113 r°, 115 r° à 116 v°, 119 r° à 123 r°.
- ³⁸ A.D.J. 1 Mi 195, microfilm du registre de la société populaire de Saint-Claude, f°s 43 v° et suivants.
- ³⁹ A.D.J. 2 Mi 39, ibidem, f°s 125 r° et s. et 7 L 131, terme de sans-culotte à la date du 19 pluviôse dans ce résumé.
- ⁴⁰ A.D.J. 5 E 189-6, ibidem, f°s 92 v° à 94 r° et liasse 7 L 168.
- ⁴¹ A.D.J. 5 E 190-1, ibidem, f° 58 v°.
- ⁴² A.D.J. 2 Mi 39, ibidem, f°s 127 v° à 128 v°.
- ⁴³ Pour les quatre derniers courriers : A.D.J. 7 L 30, ibidem, pour trois à la date des 20 et 22 pluviôse an II et 7 L 34, registre de correspondance, à la date du 20 pluviôse pour l'autre.
- ⁴⁴ A.D.J. 7 L 30, ibidem, pour les deux courriers à la date des 24 et 25 pluviôse.
- ⁴⁵ A.D.J. 2 Mi 39, ibidem, f°s 136 v° et suivants; 1 Mi 195, ibidem, f°s 49 v°, 50 r°.
- ⁴⁶ A.D.J. 7 L 31, ibidem, lettre à la municipalité de Morez du 2 ventôse.
- ⁴⁷ A.D.J. 7 L 35, registre de correspondance, à la date du 3 ventôse.
- ⁴⁸ A.D.J. 7 L 35, ibidem, pour les trois correspondances aux dates des 10 et 11 ventôse an II.
- ⁴⁹ A.D.J. 7 L 35, ibidem, à la date du 17 ventôse.
- ⁵⁰ A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f° 121 r°.
- ⁵¹ A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f°s 122 r°, v°.
- ⁵² A.D.J. 5 E 448-11, registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites, f°s 111 r° et v°.
- ⁵³ A.D.J. 5 E 448-11, ibidem, f°s 113 v° à 115 r°, 118 r° à 119 r°.
- ⁵⁴ A.D.J. 7 L 31, registre de correspondance, aux dates des 18, 21 25 et 26 ventôse an II.
- ⁵⁵ A.D.J. 7 L 23, registre des pétitions, vers le 14 germinal.
- ⁵⁶ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 29 ventôse, 1^{er} et 3 germinal.
- ⁵⁷ A.D.J. 2 Mi 39, ibidem, f°s 220 r°, v°; 5 E 216-4, ibidem, f°s 126 v°, 127 r°.
- ⁵⁸ A.D.J. 5 E 189-6, ibidem, f°s 108 v°, 109 r°.
- ⁵⁹ A.D.J. 7 L 31, ibidem, à la date du 9 germinal.
- ⁶⁰ Passim A.D.J. 5 E 216-4, registre des délibérations de Saint-Laurent, f°s 130 v°, 131 r°.
- ⁶¹ A.D.J. 5 E 448-11, ibidem, f°s 122 v°, 123 r°.
- ⁶² A.D.J. 1 L 535.
- ⁶³ A.D.J. 7 L 14, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f°s 225 v° à 226 v°.
- ⁶⁴ A.D.J. 5 E 189-6, registre des délibérations de La Chaumusse f°s 100 v°, 115 r°, 118 r°.

-
- ⁶⁵ A.D.J. 7 L 35, *ibidem*, aux dates des 8, 11, 24 germinal et 9 et 11 floréal.
- ⁶⁶ A.D.J. 7 L 14, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^os 19 r^o à 20 r^o et 7 L 130, reçus de l'arrêté de réquisition.
- ⁶⁷ A.D.J. 7 L 35, *ibidem*, au 18 floréal.
- ⁶⁸ A.D.J. liasse 7 L 133.
- ⁶⁹ A.D.J. 1 Mi 195, microfilm du registre de la société populaire de Saint-Claude, f^o 83 v^o, 84 r^o.
- ⁷⁰ A.D.J. 7 L 23, registre des pétitions, f^os 202 r^o à 203 r^o.
- ⁷¹ A.D.J. 5 E 448-11, *ibidem*, f^o 124 v^o, 125 v^o, 126 r^o, 131 r^o.
- ⁷² A.D.J. 5 E 189-6, *ibidem*, f^o 118 r^o; L 665-19, registre du comité de surveillance de La Chaumusse, f^o 3 v^o.
- ⁷³ A.D.J. 5 E 189-6, registre à usage divers de La Chaumusse, f^o 2 r^o.
- ⁷⁴ A.D.J. 5 E 216-4, *ibidem*, f^os 142 v^o, 143 r^o.
- ⁷⁵ A.D.J. 7 L 90.
- ⁷⁶ A.D.J. 5 E 216-4, *ibidem*, f^o 150 v^o, 151 r^o.
- ⁷⁷ A.D.J. 5 E 593-3, registre des délibérations des Piards, f^o 52 r^o.
- ⁷⁸ A.D.J. liasse 7 L 98.
- ⁷⁹ A.D.J. L 670-8, premier cahier du comité de surveillance de Fort-du-Plasne, f^o 8 v^o et L 670-9, cahier de cette même commune devant servir pour les réquisitions, f^os 2 v^o, 3 r^o.
- ⁸⁰ A.D.J. 7 L 31, *ibidem*, à la date du 9 ventôse.
- ⁸¹ A.D.J. 5 E 216-4, *ibidem*, f^os 125 v^o, 126 r^o.
- ⁸² A.D.J. 2 Mi 39, *ibidem*, f^o 171 v^o.
- ⁸³ A.D.J. 7 L 35, *ibidem*, à la date du 4 germinal an II.
- ⁸⁴ A.D.J. 7 L 31, *ibidem*, à la date du 17 germinal.
- ⁸⁵ A.D.J. 2 Mi 39, *ibidem*, f^o 255 v^o et 5 E 448-11, *ibidem*, f^os 123 r^o, v^o.
- ⁸⁶ A.D.J. 5 E 216-4, *ibidem*, f^o 131 v^o.
- ⁸⁷ A.D.J. 5 E 216-4, *ibidem*, f^os 132 v^o, 133 r^o, 137 v^o; 1 L 133, *ibidem*, à la date du 26 germinal; 7 L 23, *ibidem*, aux 26 germinal et 3 floréal; 7 L 31, *ibidem*, au 3 floréal.
- ⁸⁸ A.D.J. L 694-10, registre du comité de surveillance de Saint-Laurent, f^os 19 r^o et s.
- ⁸⁹ A.D.J. 7 L 35, *ibidem*, aux 13, 29 et 30 floréal, 1^{er} et 6 prairial an II; 7 L 14, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^os 5 v^o, 6 r^o, 13 r^o, v^o, 14 v^o, 15 r^o, 23 r^o à 24 r^o, 35 r^o, v^o, 40 r^o, v^o.
- ⁹⁰ A.D.J. 7 L 35, *ibidem*, aux dates des 9 et 26 prairial.
- ⁹¹ A.D.J. liasse 7 L 331, deux pièces.
- ⁹² A.D.J. 5 E 190-1, *ibidem*, f^o 60 v^o et liasse 7 L 28.
- ⁹³ A.D.J. 1 Mi 1194, *ibidem*, f^o 31 r^o à 32 v^o.
- ⁹⁴ A.D.J. 5 E 448-11, *ibidem*, f^o 133 r^o.
- ⁹⁵ A.D.J. réponses dispersées 7 L 89, 7 L 90, 7 L 98.
- ⁹⁶ A.D.J. 1 L 337, registre de correspondance avec le district de Saint-Claude, à la date du 2 floréal an II.
- ⁹⁷ A.D.J. 7 L 34, registre de correspondance, aux dates des 9 et 13 floréal.
- ⁹⁸ A.D.J. 7 L 35, *ibidem*, au 13 floréal.
- ⁹⁹ A.D.J. 7 L 35, *ibidem*, aux dates des 8, 20 et 28 prairial.

-
- ¹⁰⁰ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux 23 floréal, 4, 22, 28 et 30 prairial.
- ¹⁰¹ A.D.J. 7 L 35, ibidem, au 16 messidor.
- ¹⁰² A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 16, 18, 19, 24 et 30 messidor.
- ¹⁰³ A.D.J. 7 L 35, ibidem, à la date du 10 thermidor.
- ¹⁰⁴ A.D.J. 1 Mi 1194, ibidem, f^os 39 r^o à 40 v^o.
- ¹⁰⁵ A.D.J. 5 E 448-11, ibidem, f^os 160 r^o, v^o, 161 v^o, 162 r^o.
- ¹⁰⁶ A.D.J. 7 L 89.
- ¹⁰⁷ A.D.J. liasse 7 L 167, ainsi que le document qui suit.
- ¹⁰⁸ A.D.J. liasse 7 L 133.
- ¹⁰⁹ A.D.J. 5 E 190-1, ibidem, f^o 62 v^o.
- ¹¹⁰ A.D.J. 7 L 133.
- ¹¹¹ A.D.J. 7 L 133 également.
- ¹¹² A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f^os 158 v^o, 159 r^o, 160 r^o, v^o.
- ¹¹³ A.D.J. L 665-19, registre du comité de surveillance de La Chaumusse, f^o 4 v^o.
- ¹¹⁴ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 26 et 27 ventôse.
- ¹¹⁵ A.D.J. liasse 7 L 131; 2 Mi 39, ibidem, f^os 254 v^o, 255 r^o.
- ¹¹⁶ A.D.J. liasse 7 L 133, ainsi que pour les autres lettres écrites par Basile Thévenin.
- ¹¹⁷ A.D.J. 1 Mi 195, microfilm du registre de la société populaire de Saint-Claude, f^o 73 v^o, 84 v^o, 88 r^o.
- ¹¹⁸ A.D.J. 1 L 337, registre de correspondance du département au district de Saint-Claude, à la date du 3 fructidor.
- ¹¹⁹ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 23, 24, 27, 29 thermidor et 4 et 7 fructidor an II.
- ¹²⁰ A.D.J. liasse 7 L 131.
- ¹²¹ A.D.J. 5 E 593-3, ibidem, f^os 50 v^o, 51 r^o.
- ¹²² A.D.J. 5 E 190-1, ibidem, f^os 68 v^o, 69 r^o.
- ¹²³ A.D.J. 1 Mi 1194, ibidem, f^os 50 v^o, 51 r^o.
- ¹²⁴ A.D.J. 7 L 24, registre des pétitions, deux pétitions à la date du 9 fructidor an II.
- ¹²⁵ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 8 et 9 fructidor.
- ¹²⁶ A.D.J. 5 E 189-8, ibidem, f^os 5 v^o, 6 r^o.
- ¹²⁷ A.D.J. 7 L 14, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^os 159 r^o et v^o.
- ¹²⁸ A.D.J. 5 E 448-11, ibidem, f^os 176 r^o à 179 r^o; 5 E 448-12, 2^e registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites f^os 1 r^o, 1 v^o.
- ¹²⁹ A.D.J. 7 L 24, registre des pétitions, aux dates des 4 et 5 vendémiaire an III.
- ¹³⁰ A.D.J. 5 E 448-12, ibidem, f^os 3 r^o, 3 v^o.
- ¹³¹ A.D.J. 7 L 135.
- ¹³² A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 17 et 30 fructidor, 4^e jour complémentaire an II, 8 et 9 vendémiaire an III.
- ¹³³ A.D.J. 5 E 448-11, ibidem, f^os 139 r^o, 141 r^o à 142 r^o.
- ¹³⁴ A.D.J. 1 Mi 1194, ibidem, f^os 36 v^o, 37 r^o.
- ¹³⁵ A.D.J. 5 E 190-1, ibidem, f^os 62 v^o, 63 r^o.
- ¹³⁶ A.D.J. 5 E 189-6, deuxième registre de La Chaumusse, f^o 2 v^o.
- ¹³⁷ A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f^os 154 v^o, 155 r^o.
- ¹³⁸ A.D.J. 7 L 35, ibidem, à la date du 16 messidor.
- ¹³⁹ A.D.J. 7 L 30, ibidem, à la date du 24 nivôse an II.

-
- ¹⁴⁰ A.D.J. liasse 7 L 89.
- ¹⁴¹ A.D.J. L 672-2, registre du comité de surveillance du Lac-des-Rouges-Truites, f°s 13 r° à 14 v°
- ¹⁴² A.D.J. 1 Mi 195, ibidem, f° 89 v°, 90 r°, 91 r°, 92 r°, 93 r°.
- ¹⁴³ A.D.J. 5 E 448-11, ibidem, f°s 157 v°, 158 r°, 168 v°, 169 r°; L 672-2, registre du comité de surveillance, f° 18 v°; liasses 7 L 89, 7 L 96.
- ¹⁴⁴ A.D.J. L 694-10, registre du comité de surveillance de Saint-Laurent, f°s 4 v°, 9 v°, 10 r°, 24 r°, v°.
- ¹⁴⁵ A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f° 166 v°.
- ¹⁴⁶ A.D.J. liasse 7 L 127, ainsi que la majorité des pièces qui suivent.
- ¹⁴⁷ A.D.J. 5 E 190-1, ibidem, f° 66 v° et liasse 7 L 90.
- ¹⁴⁸ A.D.J. liasse 4 L 79, ainsi que pour les deux correspondances reçues par l'agent national du district de Lons-le-Saunier.
- ¹⁴⁹ A.D.J. 7 L 24, ibidem, à la date du 7 brumaire.
- ¹⁵⁰ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 28 vendémiaire et 10 brumaire an III.
- ¹⁵¹ A.D.J. 7 L 135; 1 L 337, ibidem, lettre du 14 brumaire.
- ¹⁵² A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 15, 17, 20, 23, 24, 26 et 27 brumaire.
- ¹⁵³ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 1^{er}, 2, 3, 4 et 8 frimaire.
- ¹⁵⁴ A.D.J. 5 E 593-3, ibidem, f° 50 r°.
- ¹⁵⁵ A.D.J. 5 E 216-4, ibidem, f°s 174 v°, 180 r°, v°.
- ¹⁵⁶ A.D.J. 7 L 14, ibidem, f° 215 r°, v°; 5 L 13, registre des délibérations du district d'Orgelet, f° 38.
- ¹⁵⁷ A.D.J. 5 L 13, ibidem, f°s 57 v° à 58 v°, 68 v°, 69 r°.
- ¹⁵⁸ A.D.J. 7 L 24, ibidem, à la date du 10 frimaire.
- ¹⁵⁹ A.D.J. 7 L 15, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f°s 1 v° à 2 v°.
- ¹⁶⁰ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 11, 15, 16 frimaire.
- ¹⁶¹ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 11, 13, 15, 25 frimaire.
- ¹⁶² A.D.J. 7 L 24, ibidem, aux dates des 25 frimaire et 1^{er} nivôse.
- ¹⁶³ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 4, 6 et 9 nivôse an III.
- ¹⁶⁴ A.D.J. 5 E 189-6, ibidem, f° 140 v°.
- ¹⁶⁵ A.D.J. liasse 7 L 130.
- ¹⁶⁶ A.D.J. 7 L 35, ibidem, aux dates des 13 nivôse et 14 pluviôse an III.
- ¹⁶⁷ A.D.J. 7 L 34, registre de correspondance, à la date.
- ¹⁶⁸ A.D.J. Q 75.
- ¹⁶⁹ A.D.J. 2 Mi 39, microfilm du registre des délibérations du district de Saint-Claude, f°s 233 v° à 235 v°, 248 r° à 250 r°.
- ¹⁷⁰ Pour cette réquisition des garnitures de lit : A.D.J. 7 L 12, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f°s 92 v° à 94 r°; 7 L 31, registre de correspondance du district de Saint-Claude à la date du 21 septembre 1793; liasse 7 L 167 pour Saint-Laurent; liasse 7 L 188 pour Rivière-Devant; registres des délibérations aux différentes dates pour les communes de La Chaumusse, Grande-Rivière, Le Lac-des-Rouges-Truites, Prénovel, Saint-Laurent et Saint-Pierre.
- ¹⁷¹ A.D.J. 7 L 12, ibidem, f°s 90 r°, 106 v°; liasse 7 L 167, pour la correspondance du premier octobre de François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal et registres des

délibérations aux dates citées des communes de Saint-Pierre, Saint-Laurent, Le Lac-des-Rouges-Truites, La Chaumusse, Prénovel et Grande-Rivière.

¹⁷² A.D.J. 2 Mi 39, microfilm du registre des délibérations de l'administration du district de Saint-Claude, f^os 263, 264. 7 L 12, quatrième registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^os 51 v^o, 53 v^o, 86 v^o, 87 r^o. 2 Mi 39, microfilm du cinquième registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^os 46 et s.; 7 L 32, registre de correspondance avec le département aux dates des 22, 27 février et 8 mars 1793, 22 avril, 5 juin., 16 brumaire an II, 23 brumaire, 3, 7, 12 et 16 frimaire.

¹⁷³ A.D.J. 7 L 32, *ibidem*, à la date du 17 nivôse an II.

¹⁷⁴ A.D.J. liasse 7 L 187.

¹⁷⁵ A.D.J. 2 Mi 39, *ibidem*, f^o 72 v^o à 74 v^o.

¹⁷⁶ A.D.J. liasse 7 L 187, lettre du 21 nivôse an II; 5 E 448-11, registre des délibérations de la commune du Lac-des-Rouges-Truites, f^o 102 v^o; 7 L 31, registre de correspondance du district de Saint-Claude aux dates des 25 et 26 nivôse an II.

¹⁷⁷ A.D.J. 2 Mi 39, *ibidem*, f^o 93 v^o, 94 r^o.

¹⁷⁸ A.D.J. 7 L 187.

¹⁷⁹ A.D.J. liasse 7 L 187, instruction et comparaison établie le 8 avril 1794 par la Commission des subsistances et approvisionnements.

¹⁸⁰ A.D.J. liasse 7 L 187.

¹⁸¹ A.D.J. 7 L 14, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^os 47 r^o, v^o.

¹⁸² A.D.J. 5 E 216-4, registre des délibérations de Saint-Laurent, f^os 143 v^o à 145 r^o et liasse 7 L 187, extrait de la délibération de la municipalité de Belair du 17 prairial.

¹⁸³ A.D.J. 7 L 35, registre de correspondance, lettre du 14 prairial an II.

¹⁸⁴ A.D.J. 7 L 14, *ibidem*, f^os 61 r^o à 62 r^o.

¹⁸⁵ A.D.J. liasse 7 L 167.

¹⁸⁶ A.D.J. 5 E 448-12, registre des délibérations de la commune du Lac-des-Rouges-Truites, f^os 12 r^o v^o.

¹⁸⁷ A.D.J. 7 L 14, *ibidem*, f^os 211 v^o, 212 r^o.

¹⁸⁸ A.D.J. 7 L 15, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^os 14 v^o, 20 r^o et v^o.

¹⁸⁹ A.D.J. liasse 7 L 187.

¹⁹⁰ A.D.J. liasse 7 L 187.

¹⁹¹ A.D.J. liasse 7 L 187.

¹⁹² A.D.J. 7 L 30, registre de correspondance du district à la date du 24 pluviôse an II; 2 Mi 39, *ibidem*, f^os illisibles, -d'une manière générale, la lecture de ce microfilm est assez difficile- à la date du 22 pluviôse an II.

¹⁹³ A.D.J. 2 Mi 39, *ibidem*, f^os 144 v^o et s.

¹⁹⁴ A.D.J. liasse 7 L 185.

¹⁹⁵ A.D.J. 2 Mi 39, *ibidem*, f^os 210 r^o et s. et différents registres de délibérations des communes du Grandvaux.

¹⁹⁶ A.D.J. 1 Mi 1194, microfilm du registre des délibérations de Prénovel, f^os 29 r^o, v^o.

¹⁹⁷ A.D.J. liasse 7 L 186, ainsi que les trois lettres qui suivent.

¹⁹⁸ A.D.J. 5 E 448-11, registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites, f^os 116 r^o à 117 v^o, 121 r^o, 126 r^o, 128 v^o, 129 r^o.

¹⁹⁹ A.D.J. liasse 7 L 187.

²⁰⁰ A.D.J. 7 L 14, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^os 183 v^o, 184 r^o.

²⁰¹ A.D.J. 7 L 14, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^os 8 r^o et v^o; 7 L 31, registre de correspondance à la date du 7 floréal an II; 5 E 448-11, ibidem, f^os 124 v^o, 125 r^o, 128 v^o.

²⁰² A.D.J. 7 L 14, registre des délibérations du district de Saint-Claude f^os 84 v^o, 85 r^o; 7 L 15, autre registre des délibérations, f^os 10 v^o, 31 v^o; liasse 7 L 188 pour le tableau récapitulatif des chiffons remis par commune; 7 L 36, registre de correspondance, au 12 germinal an III, n^o 16.

²⁰³ A.D.J. 7 L 14, ibidem, f^os 8 r^o, 121 v^o, 122 r^o, 214 r^o, 214 v^o; 7 L 15, autre registre de délibérations du district, f^os 44 v^o à 46 r^o; 7 L 35, registre de correspondance aux dates des 8 floréal et 16 messidor an II, 6 et 8 frimaire an III; liasse 7 L 180, tableau des cochons par district; 5 E 448-12, Registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites, f^o 14 r^o; 5 E 216-4, registre des délibérations de Saint-Laurent, f^os 176 r^o, v^o.

²⁰⁴ A.D.J. 7 L 12, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^o 65 v^o.

²⁰⁵ A.D.J. 7 L 31, registre de correspondance du district de Saint-Claude, à la date du 8 ventôse an II.

²⁰⁶ Pour les cloches de Saint-Laurent : A.D.J. 5^E216-4, registre des délibérations de Saint-Laurent, f^os 96 v^o, 97 r^o, 123 r^o, 141 v^o; liasse 7L158, marché pour la descente des cloches; 5^E189-6, registre des délibérations de La Chaumusse, f^o 90 r^o; 7L23, ibidem, aux dates des 25 frimaire et 13 pluviôse an II; 7L14, ibidem, f^o 34 r^o; L777 2, registre des pétitions de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent, f^o 9 r^o.

²⁰⁷ A.D.J. 7L23, registre des pétitions à la date du 27 nivôse an II; liasse 7L158; 2Mi39, microfilm du registre de délibérations du district de Saint-Claude, f^o 168 r^o; 7L35, registre de correspondance à la date du 18 ventôse an II et Léquinio, ouvrage cité, T. 1 p. 396.

²⁰⁸ A.D.J. 5^E448-11, registre des délibérations de la commune du Lac-des-Rouges-Truites, f^os 115 r^o, v^o.

²⁰⁹ A.D.J. liasse 7L188.

²¹⁰ A.D.J. 7L30, registre de correspondance à la date du 12 nivôse an II; 2Mi39, registre de délibérations du district de Saint-Claude, f^o 173 v^o.

²¹¹ A.D.J. liasse 7L180, extraits des délibérations de la Commission administrative du Jura.

²¹² A.D.J. 5^E448-11, registre des délibérations de La Chaumusse, f^o 129 v^o.

²¹³ A.D.J. 5^E448-11, ibidem, f^os 130 v^o, 136 v^o à 137 v^o.

²¹⁴ A.D.J. 7L14, ibidem, f^os 74 r^o, v^o; 5^E216-4, ibidem, f^o 150 v^o.

²¹⁵ A.D.J. 7L23, registre des pétitions, à la date du 3 messidor an II.

²¹⁶ A.D.J. 7L35, registre de correspondance, à la date du 22 messidor an II.

²¹⁷ A.D.J. 7L35, ibidem, à la date du 29 thermidor an II.

²¹⁸ A.D.J. 7L14, ibidem, f^os 129 v^o à 135 r^o.

²¹⁹ A.D.J. 5^E448-11, registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites, f^os 178 r^o, v^o; 5^E448-12 deuxième registre des délibérations de la même commune, f^os 6 r^o, 7 v^o, 10 r^o à 11 r^o.

²²⁰ A.D.J. 5^E189-6, ibidem, f^o 135 v^o.

-
- ²²¹ A.D.J. 7L35, registre de correspondance aux dates des 18 fructidor an II et 3 vendémiaire an III; 7L24, registre des pétitions, à la date du 8 vendémiaire an III; 5^E190-1, registre des délibérations de Saint-Pierre, f° 67 r°.
- ²²² A.D.J. 7L14, ibidem, f°s 188 v°, 202 v°; 5^E216-4, registre des délibérations de Saint-Laurent, f° 172 v°.
- ²²³ A.D.J. 5^E216-4, ibidem, f°s 177 r°, v°; 7L35, ibidem, à la date du 18 frimaire an III.
- ²²⁴ A.D.J. 7L15, ibidem, f°s 32 r° à 35 v°.
- ²²⁵ A.D.J. 5^E189-6, ibidem, f° 141 r°.
- ²²⁶ A.D.J. 5^E189-8, registre de la Chaumusse à usage multiple, f°s 12 r°, v°, 13 v°.
- ²²⁷ A.D.J. 5^E216-4, ibidem, f°s 181 v°, 182 r°.
- ²²⁸ A.D.J. 4^E448-12, ibidem, f°s 22 r°, v°, 23 v° à 24 v°, 25 v°, 26 r°; 7L35, registre de correspondance, à la date du 7 brumaire an IV.
- ²²⁹ A.D.J. 7L24, registre des pétitions, à la date du 8 prairial an III.
- ²³⁰ A.D.J. 7L24, registre des pétitions, n° 39, à la date du 28 ventôse an III.
- ²³¹ A.D.J. 7L15, ibidem, f°s 99 v°, 115 r°, 115v°, 118r°, 138 v°, 139 r°.
- ²³² A.D.J. liasse 7L90; 5^E216-4, registre de délibérations de Saint-Laurent, f° 132 r°.
- ²³³ A.D.J. 5^E189-6, ibidem, f° 95 r°.
- ²³⁴ A.D.J. 5^E216-4, ibidem, f°s 167 v°, 168 r°.
- ²³⁵ Pour la réquisition du 25^e cheval : A.D.J. 5^E216-4, registre des délibérations de Saint-Laurent, f°s 133 v°, 134 r°, 136 v° à 137 v°, 139 r° à 140 v°, 148 r°, v°, 149 v°, 150 r°, 152 v°, 153 r°; 5^E189-6, registre des délibérations de La Chaumusse f°s 113 v° à 114 v°, 117 v° ; 5^E448-11, registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites, f°s 130 r°, 138 v°, 139 r°, 142 v° à 146 v° ; 1Mi1194, microfilm du registre des délibérations de Prénovel, f°s 35 r°, v°, 38 r°, v°, 39 v°, 40 r° ; Liasse 7L90, lettre du 12 prairial an II ; 7L35, registre de correspondance, à la date du 16 prairial an II; Liasse 7L167, lettre du 21 prairial an II; 7L23, registre des pétitions, à la date du 3 messidor an II (deux pétitions), Liasse 7L189, liste des propriétaires de chevaux ; 7L14, registre des délibérations du district, f°s 73 r°, v°, 106 v° ; 7L15, autre registre des délibérations du district, f° 11 r°.
- ²³⁶ A.D.J. liasse 7L129 pour le tableau et les délibérations de la Commission administrative; 7L15, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f°s 121 r° et s. pour l'arrêté de réquisition et les dispositions prises dans le district.
- ²³⁷ A.D.J. liasse 1L862.et 7L35 registre de correspondance, à la date du 30 ventôse an III.
- ²³⁸ A.D.J. liasse 7L190, ainsi que pour la commune des Piards.
- ²³⁹ A.D.J. 7L15, registre des délibérations du district, f° 101 r°; 7L34, registre de correspondance, n° 26 à la date du 26 germinal an III.
- ²⁴⁰ A.D.J. liasse 1L862 déjà citée.
- ²⁴¹ A.D.J. L629, registre des délibérations de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent, f°s 11 r°, 13 r°, 26 r° à 32 r°, 34 r° à 35 v°.